

Desconstant Rebecque

de la bibliothèque

London

London

See

reimburse



JURISPRUDENCE

D E S

R E N T E S.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1961

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

JURISPRUDENCE

D E S

R E N T E S,

PAR ORDRE ALPHABETIQUE.



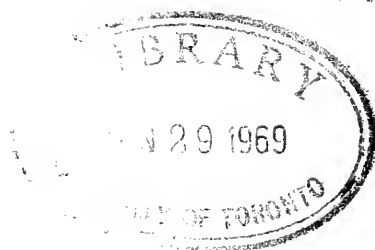
'A P A R I S;

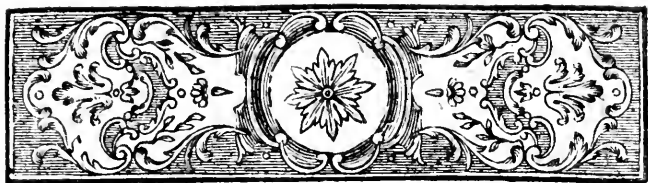
Chez { PRAULT, Pere, quai de Gèvres, au Paradis.
la Veuve THIBOUST, Place de Cambrai.
GUILLYN, quai des Augustins, au Lys d'or.
DUCHESNE, rue saint Jacques, au Temple du Goût.
LECLERC, Grande Salle du Palais, à la Prudence.

M. DCC. L X I I.

Avec Approbation & Privilège du Roi.

HE
8790
B43
1762





A

MONSEIGNEUR
DE BOULLONGNE,
INTENDANT DES FINANCES.



ONSEIGNEUR,

*CET Essai sur la Jurisprudence
des Rentes, que je prends la liberté*

de vous présenter, pourroit-il paroître plus dignement que sous vos auspices ? Daignez, MONSEIGNEUR, agréer un hommage que je rends aujourd'hui, bien moins à l'Homme en Place, qu'à l'Homme d'Etat, qui sçait accueillir les Talens utiles, & qui, par son application aux Affaires, témoigne qu'il n'a rien de plus à cœur que le Bien Public, la Gloire du Prince, les Intérêts de sa Patrie.


Je suis avec respect,

MONSEIGNEUR,

Votre très-humble & très-
obéissant Serviteur,
DEBEAUMONT.



P R É F A C E.

»  E Roi *François Premier*, (dit
 » M. le Roi, dans son Livre sur
 » le *Contrôle des Rentes*,) pour
 » se procurer des secours à l'occasion de
 » la guerre de *Milan*, tenta un moyen
 » qui n'avoit point encore été mis en
 » usage, & qui fut comme l'essai & le
 » prélude d'une ressource qui a fourni
 » à l'Etat des secours si prompts & si
 » considérables dans les occasions. Ce
 » nouveau moyen fut de vendre & alié-
 » ner aux Prévôt des Marchands &
 » Echevins de la Ville de Paris, des som-
 » mes de deniers de rente annuelle &
 » perpétuelle, à prendre sur certains re-
 » venus de l'Etat, avec faculté de ra-
 » chat perpétuel, pour être les mêmes
 » Rentes revendues en deniers comptans,
 » & distribuées par les Prévôt des Mar-
 » chands & Echevins à tous les particu-
 » liers qui se présentoient pour en ac-
 » quérir, au profit desquels ces Magis-
 » trats passoient des Contrats de conf.

» titution de Rentes , pour leur servir
» de titres , en vertu desquels ils rece-
» voient de quartier en quartier , des
» mains du Receveur de la Ville , les
» arrérages du fonds qu'ils avoient payés
» lors de leur acquisition. » Telle est
l'origine des Rentes sur les Aydes & Ga-
belles & autres revenus de l'Etat , ap-
pellées communément, *Rentes sur l'Hôtel-
de-Ville de Paris*. Telle a été la forme de
leurs premieres constitutions , & cette
forme est la même que l'on suit encore
aujourd'hui.

Mais sans entrer ici dans un détail peu
nécessaire , on se contentera de dire que
ces sortes de Rentes ont eu dans tous les
tems le succès le plus favorable , & que
par les différentes créations qui en ont
été faites jusqu'à présent , elles forment
aujourd'hui , dans la Finance , un objet
qui mérite la plus grande attention. En
effet outre qu'elles procurent à l'Etat
des secours considérables en tems de
guerre , on peut dire aussi qu'elles font
l'avantage des Sujets du Roi , en ce
qu'ils trouvent en elles le moyen de faire
valoir leur argent , à un intérêt beaucoup
plus fort , que par l'acquisition des autres
immeubles , sans aucune retenue des di-

xième & vingtièmes, & fans craindre tous les dangers auxquels les Propriétaires des Maisons & autres Héritages sont expofés.

Ces motifs & tous les privilèges qui ont été accordés aux Acquéreurs de ces Rentes, ont donné tant de faveur à ces fortes de biens, que dans le tems préfent, les riches comme ceux qui font moins aifés, les Regnicoles comme les Etrangers, tout le monde a des Rentes, parce qu'elles font à la portée de tout le monde.

Les différentes créations qui ont été faites de ces Rentes depuis leur origine, ont donné lieu, jufqu'à préfent, à un grand nombre d'Edits, Arrêts, Sentences & autres Réglemens, dont les difpofitions portent fur la Régie & Adminiftration qui en eft faite, par les Officiers préposés pour la Recette & le Payement de ces Rentes. J'ai d'abord extrait de ces Réglemens les difpofitions les plus effentielles, que j'ai diftribué par ordre de matières; mais ce n'étoit point encore affez.

Tout le monde fçait que les Rentes font une efèce d'*Immeubles* (1), appel-

(1) On fuit ici la Coutume de Paris, cependant il y a des Coutumes où elles font réputées Meubles.

lés *fiâifs*, qui ont cela de commun avec les Hérîtages & autres biens réels, qu'ils font fujets aux *Ventes*, *Transports*, *Donations*, *Substitutions*, *Legs*, *Hypothèques*, *Saifies*, *Décets* & autres charges; en forte que les principes généraux, établis par la Jurifprudence, pour les *Ventes* & *Aliénations* des immeubles, & pour les *Succelfions*, ont lieu pour les Rentes, comme pour les Hérîtages.

Rapporter ces principes d'après les meilleurs Auteurs qui en ont traité, & y appliquer ce qui a été ftatué en particulier fur les Rentes par les Réglemens, en y joignant quelques réflexions que mes foibles lumieres & celles de Perfonnes mieux inftruites que moi (1), ont pû me fuggérer; voilà le but que je me fuis propofé dans cet Ouvrage. Au refte j'ai préféré l'ordre alphabétique, comme le plus commode, pour trouver d'abord ce que l'on defire. Mon inftruction particulière & le defir de me rendre utile au Public, font les motifs qui me l'ont fait entreprendre.

(1) Si malgré toutes mes précautions il m'eft échappé quelque chofe, je recevrai avec reconnoiffance les avis utiles qui me feront donnés, pour être plus correct & plus étendu dans une feconde Edition, fi elle a lieu.

En effet il arrive souvent que les Rentiers peu instruits de ce qu'ils doivent faire pour recevoir leurs Rentes, manquent aux formalités prescrites par les Réglemens, parce qu'ils les ignorent, ou qu'ils n'en ont qu'une connoissance superficielle. Lors des mutations, ils ne fournissent pas aux Payeurs, les Pièces nécessaires pour leur décharge; souvent même ils en rapportent qui leur sont inutiles. D'un autre côté, les Rentiers des Provinces, & ceux des Pays Etrangers, envoient à leurs Correspondans à Paris, des Actes si remplis de défauts, que les Payeurs des Rentes, qui n'auroient pas leur décharge à la Chambre des Comptes, sont obligés de les mettre au rebut: il faut renvoyer ces Actes sur les lieux, pour les faire réformer, ou pour en faire venir de nouveaux; & toutes ces difficultés auxquelles les Rentiers sont exposés, leur causent des retards & des frais.

En consultant ce Livre, les Rentiers apprendront ce qu'ils doivent faire pour se mettre en règle vis-à-vis de leurs Payeurs: ils y trouveront même des modèles de Quittances, de Procurations, & d'autres Actes, dont ils pourront se servir dans le besoin. Nous ne craignons donc pas

d'avancer ici, que ce Livre pourra être utile aux Rentiers, même à ceux des Provinces & des Pays Etrangers.

Mais en rapportant les Loix qui ont statué sur les Rentes, & les Principes de la Jurisprudence qu'on peut appliquer à la régie de ces sortes de Biens, on verra que je ne me suis point borné aux seules Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris. Toutes les Rentes en général, quoique différentes dans leur nature, sont les mêmes quant à la propriété. Qu'elles soient assignées sur les Aydes & Gabelles, sur le Clergé, sur les Etats des Provinces, ou même sur des Particuliers; qu'elles proviennent de Gages, ou d'augmentations de Gages, d'Offices; au fonds, ce sont toujours des Rentes qui étant dans le Commerce, peuvent être vendues, aliénées, ou chargées d'hypothèques, & passent après la mort des Propriétaires, entre les mains de leurs héritiers, suivant les Loix du Royaume. Ainsi les principes généraux rapportés dans ce Volume, peuvent être appliqués à toutes ces espèces de Rentes. On y trouvera beaucoup de passages de différens Auteurs que j'ai cités: qu'on ne s'attende pas que je cite de même tous ceux dont je me suis servi dans

les autres endroits de ce Livre , où j'ai fait usage de leurs pensées. Comme je ne suis point Jurisconsulte , j'ai dû recourir aux meilleurs Auteurs qui ont approfondi les Matieres de Jurisprudence. Ces pensées leur appartiennent ; j'ai tâché d'en faire l'application.

On trouvera aussi à la fin de ce Volume , les Réglemens les plus essentiels qui ont été rendus sur la manutention des Rentes. J'y ai même joint l'Ordonnance de 1731 concernant les Donations. Quoique les dispositions de ces Réglemens soient répandues dans les différens articles de cet Ouvrage , il y a des occasions où l'on n'est pas fâché de consulter les Titres mêmes.

Si les Rentiers trouvent dans ce Volume , ce qu'ils doivent faire pour parvenir à recevoir leurs Rentes ; & les Payeurs des Rentes , Trésoriers , & autres qui ont des Rentes à payer , ce qu'ils doivent exiger pour leur décharge ; & que le Public daigne accueillir mon Ouvrage , mes vues seront remplies , & je n'aurai plus rien à désirer.

A P P R O B A T I O N.

J'AI lu, par ordre de Monseigneur le Chancelier, le Livre intitulé : *Jurisprudence des Rentes, par Ordre alphabétique*. Je n'y ai rien trouvé qui pût en empêcher l'impression ; j'ai même pensé que cet Ouvrage pouvoit être utile au Public. A Paris ce 23 Octobre 1761.

CADET DE SAINVILLE.

P R I V I L È G E D U R O I.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à nos amés & féaux Conseillers, les gens tenans nos Cours de Parlemens, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand Conseil, Prevôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans Civils & autres, nos Justiciers, qu'il appar-
tiendra, SALUT. Notre amé le sieur * * * * *
Nous a fait exposer qu'il desireroit faire imprimer & donner au Public un Ouvrage qui a pour titre, *Jurisprudence des Rentes*, s'il Nous plaisoit lui accorder nos Lettres de Privilège pour ce nécessaires. A CES CAUSES, voulant favorablement traiter l'Exposant, Nous lui avons permis & permettons par ces Présentes, de faire imprimer ledit Ouvrage autant de fois que bon lui semblera, & de le faire vendre & débiter par-tout notre Royaume pendant le tems de dix années consécutives, à compter du jour de la date des Présentes ; FAISONS défenses à tous Imprimeurs, Libraires & autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'impression étrangere dans aucun lieu de notre obéissance ; comme aussi d'imprimer ou faire imprimer, vendre, faire ven-

dre , débiter ni contrefaire ledit Ouvrage , ni d'en faire aucun Extrait sous quelque prétexte que ce puisse être , sans la permission expresse & par écrit dudit Exposant , ou de ceux qui auront droit de lui , à peine de confiscation des Exemplaires contrefaits , de trois mille livres d'amende contre chacun des contrevenans , dont un tiers à Nous , un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris , & l'autre tiers audit Exposant ou à celui qui aura droit de lui , & de tous dépens , dommages & intérêts ; à la charge que ces Présentes seront enrégistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris , dans trois mois de la date d'icelles , que l'impression dudit Ouvrage sera faite dans notre Royaume , & non ailleurs , en bon papier & beaux caractères , conformément à la feuille imprimée attachée pour modèle sous le contrescel des Présentes ; que l'Impétrant se conformera en tout aux Reglemens de la Librairie , & notamment à celui du dix Avril mil sept cent vingt-cinq ; qu'avant de l'exposer en vente , le Manuscrit qui aura servi de copie à l'impression dudit Ouvrage , sera remis dans le même état où l'Approbation y aura été donnée , es mains de notre très-cher & féal Chevalier , Chancelier de France , le sieur de Lamoignon , & qu'il en sera ensuite remis deux Exemplaires dans notre Bibliothèque publique , un dans celle de notre Château du Louvre , un dans celle de notre très-cher & féal Chevalier , Chancelier de France , le sieur de Lamoignon , & un dans celle de notre très-cher & féal Chevalier , Garde des Sceaux de France , le sieur Berrier , le tout à peine de nullité des Présentes ; Du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir ledit Exposant & ses Ayans-causes , pleinement & paisiblement , sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la copie des Présentes , qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin dudit Ouvrage , soit tenue pour dûement signifiée , & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers-Secretaires , foi soit ajoutée comme à l'original ; Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis , de faire pour l'exécution d'icelles tous actes requis & nécessaires , sans demander autre permission , & nonobstant clameur de Haro , Charte Normande & Lettres à ce contraires.

CAR tel est notre plaisir. DONNÉ à Paris, le treizième jour du mois de Janvier l'an de Grace mil sept cent soixante-deux, & de notre Regne, le quarante-septième.

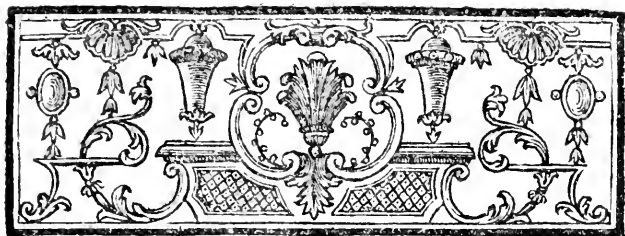
PAR LE ROI EN SON CONSEIL.

LE BEGUE.

Régistré sur le Registre XV. de la Chambre Royale & Syndicale des Libraires & Imprimeurs de Paris, N°. 467, Folio 250, conformément au Reglement de 1723, qui fait défenses, Article XLI, à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, autres que les Libraires & Imprimeurs, de vendre, débiter, faire afficher aucuns Livres pour les vendre en leurs noms, soit qu'ils s'en disent les Auteurs, ou autrement, & à la charge de fournir à la susdite Chambre, neuf Exemplaires prescrits par l'Article CVIII du même Reglement. A Paris, ce premier Février, mil sept cent soixante-deux.

BAUCHE, Adjoint.

JURISPRUDENCE



JURISPRUDENCE

DES

RENTES.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

A.

A B S E N T.



LORSQU'UN homme est absent depuis quelque tems, & qu'on ignore le lieu où il s'est retiré, les héritiers peuvent se faire adjuger ses Rentes, par provision, après un certain tems; en donnant par eux caution de les lui restituer en cas qu'il revienne. Cette possession provisionnelle se donne en Jugement, après dix années d'absence; du moins tel est l'usage du Parlement de Paris: mais après trente ans, on rend un Jugement pur & simple & définitif, sans donner caution.

Une femme, en cas d'absence de son mari,

A

peut aussi se faire autoriser en Justice à la poursuite de ses droits.

Lorsque des héritiers ou des femmes délaissées de leurs maris, se sont fait mettre en possession d'une Rente, en tout ou en partie, *pour cause d'absence* ; ils doivent fournir aux Payeurs des Rentes, des copies ou extraits des Sentences d'envoi en possession, à l'effet d'être immatriculés à leur place : il est d'usage alors de se pourvoir au Châtelet.

On observera cependant ici, que pour éviter les frais, les Rentiers peuvent se pourvoir au Bureau de la Ville, par la voie de la requête ; à l'effet de demander d'être envoyés en possession de la part & portion de l'Absent. On a vu qu'au bout de sept ans d'absence, & même au bout de cinq ans (1), on accordoit l'Envoi en possession des Rentes.

ACCROISSEMENT.

(Voyez Tontines.)

(1) Il n'y a aucune Loi précise qui fixe le tems que les héritiers doivent attendre, c'est l'usage des lieux qu'il faut suivre. A Paris, M. le Lieutenant Civil accorde ces sortes d'Envois en possession après trois années d'absence, prouvées par Acte de notoriété ou par autre pièce équivalente jointe à la requête. (*Collection de Jurisprudence, tom. 1, fol. 20.*)



ACQUETS, PROPRES ET CONQUETS.

Les Rentes, ainsi que les autres Immeubles ; prennent les qualités de Propres, Acquêts ou Conquêts, selon les différentes manieres dont nous les possédons. On croit donc devoir ici rapporter quelques principes , & faire mention de quelques Réglemens qui ont rapport à cette matiere.

On peut disposer entre-vifs de la totalité de ses biens ; mais suivant la Coutume de Paris, on ne peut disposer, par derniere volonté, que du quint de ses Propres ; d'où il suit, qu'un légataire universel n'entre en propriété que du quint des Rentes propres qui appartenoient au défunt ; les quatre autres quints sont transmis par la seule Coutume, aux héritiers des Propres : il en est de même de l'héritier institué en Pays de Droit Ecrit, lorsque dans la succession du Testateur il se trouve des Rentes.

La Déclaration du 16 Août 1698, porte : » Que
 » les Rentes nouvellement constituées sur les
 » Aydes & Gabelles, au moyen du rembourse-
 » ment des anciennes, seront réputées Acquêts :
 » permet néanmoins, pour celles qui étoient
 » Propres, de les conserver en la même qualité
 » de Propres, en déclarant par les propriétaires,
 » que c'est leur intention, par le Contrat de
 » constitution, ou par un Acte séparé qui sera
 » passé devant les mêmes Notaires le jour de
 » l'acquisition.

4 ACQUETS, PROPRES & CONQUETS.

En 1713, il y eut une réduction de Rentes au denier *vingt-cinq*, & une constitution de nouvelles Rentes, en conséquence d'un Edit du mois de Décembre de la même année.

Plusieurs Arrêts ont jugé, que les nouvelles Rentes créées en vertu de cet Edit, & dont les Contrats ont presque tous été passés en 1714, conservent la même qualité de Propres qu'avoient les anciennes, parce qu'il n'y avoit point de remboursement effectif. On a regardé ce changement comme un arrangement de finance & une conversion d'un denier à un autre. Entr'autres Arrêts, il y en a un du 4 Août 1721. Voici ce qui y a donné lieu.

Le sieur Sauvegrain avoit éprouvé en 1714 une pareille conversion, sur des Rentes sur la Ville qui étoient Propres à sa femme, & cette conversion fut faite avec déclaration de l'origine des deniers : après la mort de la dame Sauvegrain qui avoit institué une légataire universelle, celle-ci prétendit que les Rentes lui appartenoient comme Acquêts de la défunte ; l'héritier, au contraire, soutenoit que la déclaration de l'origine des fonds avoit conservé aux nouvelles Rentes la qualité de Propres qu'avoient les anciennes, par l'effet de la déclaration : c'est sur ces moyens qu'il fut décidé par ledit Arrêt, que les Rentes appartenoient à l'héritier, comme Propres.

A l'égard des Rentes créées en 1720, elles n'ont formé que des Acquêts, parce qu'il y a eu un remboursement effectif, & que les Rentiers étoient maîtres de replacer ou de garder leurs fonds.

Néanmoins, les Rentes constituées à des mineurs, dont la Quittance de finance contient dé-

ACQUETS, PROPRES & CONQUETS. 5

claration de remploi de Propres remboursés, ont conservé leurs qualités de Propres.

(Voyez *Remboursement de Rente.*)

ACQUISITION DE RENTES.

ON acquiert des Rentes sur le Roi , des Particuliers qui en sont propriétaires , ou directement du Roi lui-même , lorsqu'il y a des créations de Rentes ; on parlera ici de cette dernière manière d'acquérir des Rentes. A l'égard de la première. (Voyez *Transports.*)

Un Particulier qui, en vertu d'un Edit portant création de Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris , desire acquérir de ces Rentes , doit porter ses fonds chez un Notaire , ou remettre au Trésor Royal les deniers qu'il destine à cette acquisition ; il lui est fourni , par le Caissier ou par le premier Commis , une reconnoissance qu'il porte chez son Notaire avec son Extrait Baptistaire (1) , s'il est question d'une Rente viagère par Classes ou de Tontine ; & sur les quittances de Finance qui sont ensuite expédiées au Trésor Royal , les Notaires dressent les minutes des Contrats de constitution. Ces minutes , signées par M. le Prevôt des Marchands , passent au Greffe de l'Hôtel-de-Ville pour y être enregistrées , puis sont

(1) Les Acquéreurs qui n'auront point leurs Extraits Baptistaires , auront soin de se faire comprendre dans la Classe de leur âge , d'autant que par les Edits de création , il est fait défense de se faire comprendre dans une Classe plus avancée en âge que celle où l'on doit être. (Voyez à ce sujet *Classe. Tontines.*)

6 ACQUISITION DE RENTES.

renvoyées aux Notaires, qui les font signer aux Parties & expédient les grosses en parchemin timbré pour être délivrées aux Rentiers. A l'égard des minures, elles restent en dépôt chez les Notaires, pour y avoir recours dans le besoin.

De ces grosses ainsi délivrées aux Rentiers, le Notaire expédie encore une copie en papier timbré, appelée *Ampliation*, laquelle est fournie au Payeur avec la quittance des arrérages de la première année, pour être par lui rapportée à la Chambre des Comptes lors du Jugement de son compte.

A l'égard des *Tontines*, on observera qu'il doit être expédié deux *Ampliations* de chaque grosse de Contrat, dont l'une pour le Syndic & l'autre pour le Payeur. Celle du Syndic doit contenir tout au long la copie de l'Extrait Baptistaire du Rentier; à l'égard de l'Ampliation fournie au Payeur, on se contente, suivant l'usage, d'y faire mention de l'Extrait Baptistaire en ces mots :

Et, pour justifier de l'âge de l'Aquéreur, il a rapporté son Extrait Baptistaire, tiré des Registres, &c. justificatif qu'il est né le

Quelques Notaires, à l'occasion de la dixième *Tontine* créée en 1759, dans la vue sans doute d'abrégier le travail de leurs Clercs, ont fait naître la question de sçavoir, si les *Extraits Baptistaires* des Actionnaires, dont les originaux restent annexés aux minutes des Contrats de constitution, devoient être copiés tout au long dans les *Ampliations* fournies aux Syndics. Cette question est décidée par les dispositions mêmes

ACQUISITION DE RENTES. 7

des Edits de création des Tontines , qu'on va rapporter.

L'Edit de 1689 , portant établissement de la première Tontine , ordonne , Article V. » Que
» chacun de ceux qui prendront desdites Rentes ,
» sera tenu de rapporter son Extrait Baptistaire
» en bonne forme & dûment légalisé , ou autre
» Acte équipollent , pour être compris dans la
» Classe dans laquelle il doit être rangé suivant
» ledit Extrait , ou Acte équipollent , lequel ,
» après l'entière confection desdites Classes , sera
» déposé entre les mains du Syndic Onéraire
» de la Classe , dont sera ledit Rentier , pour
» être par lui enregistré au Registre de ladite
» Classe , & conservé pour y avoir recours en cas
» de besoin.

Article XIII. » Que les Syndics Onéraires
» tiendront un Registre des noms , âge , qua-
» lité , lieu de la naissance & du domicile de
» chaque Rentier , de la copie de son Extrait
» Baptistaire , ou Acte équipollent , &c.

L'Edit de 1696 , qui crée la deuxième Tontine , porte , Article VII , à peu près les mêmes dispositions.

A l'égard de l'Edit du mois de Mai 1709 , (*Troisième Tontine.*) voici ce qu'il porte , Article IX.

» Voulons que les Rentiers fournissent des
» Extraits Baptistaires , ou Actes & Certificats
» justificatifs de leur âge , en la manière & forme
» prescrite par nos Edit du mois de Novembre
» 1689 & Déclaration du 19 Avril 1690 (1) ,

(1) Voyez *Extrait Baptistaire*.

8 ACQUISITION DE RENTES.

» & que lefdits Extraits Baptiftaires , ou Actes
» équipollens , foient annexés aux minutes des
» Contrats defdites Rentes viageres , dont il fera
» délivré des Ampliations aux Syndics généraux
» de la nouvelle Tontine , pour être , lefdites
» Ampliations , confervées par les Syndics de
» chaque Claffe , & fervir à la confection & vé-
» rification du Regiftre qui fera par eux tenu. «
Et c'eft la forme qu'on fuit aujourd'hui.

Les Extraits Baptiftaires , ou du moins des copies entieres & en bonne forme d'iceux , doivent donc être fournies aux Syndics des Tontines , avec les Ampliations des Contrats ; d'autant plus que ces Officiers , chargés par les Edits de tout le travail que ces Rentes exigent , peuvent être confidérés comme les Juges nés en premiere Instance , des pièces qui regardent les Tontines. Leur principale fonction , eft de fe faire instruire , 1°. de la naiffance ; 2°. de l'existence ; 3°. du décès des Rentiers. Leurs Bureaux font des dépôts facrés , où tout ce qui conftate ces trois objets doit être rapporté. Ils ne fçauroient donc avoir des copies trop autentiques des pièces qu'on leur fournit à ce fujet. D'ailleurs , ils avoient pour eux l'ufage & ce qui s'étoit pratiqué aux précédentes Tontines.

Mais la raifon effentielle pour laquelle il eft néceffaire de donner aux Syndics des copies entieres des Extraits Baptiftaires , eft que , par ce moyen , les peres & meres des Rentiers feront connus , & qu'on ne pourra pas impunément fubftituer au Rentier une perfonne du même nom , étant extrêmement rare , pour ne pas dire impoffible , qu'il fe trouye deux perfonnes por-

rant les mêmes noms de Baptême , qui soient issus & nés le même jour, en différens pays, de peres & meres portant les mêmes noms de baptême & de famille.

*ACTES DE NOTORIÉTÉ,
ACTES DE PARTAGES, INTITULÉS
D'INVENTAIRES.*

L'Acte de Notoriété, en ce qui concerne les Rentes, est un Acte passé en Jugement, ou pardevant Notaires, par lequel des témoins connus & domiciliés, attestent la vérité d'un fait qu'on a intérêt de faire connoître, & dont on ne sçauroit donner de preuves juridiques, faute de Pièces ou Actes qui auroient pû le constater, ou parce qu'il a été commis quelque erreur, ou omis quelque formalité dans ces Pièces.

Ces Actes sont d'une nécessité indispensable dans les Rentes, en certains cas; pour les faire connoître, nous ne pouvons éviter de parler ici des Inventaires & des Partages.

Lorsqu'un Notaire, ou autre Officier (1), procède à l'Inventaire des biens d'un défunt, avant que d'en faire la description, il commence par détailler les noms des héritiers & autres, à la requête desquels se fait l'Inventaire; & ce libellé, mis à la tête de tout Inventaire, est ce

(1) Ordinairement ce sont les Notaires qui font les Inventaires, cependant il y a des lieux où les Juges, ou quelquefois les Greffiers, font dans l'usage de faire ces sortes d'Actes.

qu'on appelle *Intitulé d'Inventaire* : on procède ensuite au Partage des biens du défunt, lequel se fait aussi pardevant Notaires, ou par un Commissaire ou autre Juge; & ce Partage, pour être valable, doit être fait en présence de tous les ayants droits à la succession.

Lors donc qu'un Rentier vient à décéder, ses héritiers, pour se faire immatriculer à sa place & entrer en jouissance des Rentes qui leur ont été abandonnées par le Partage de ses biens, doivent fournir aux Payeurs, avec leurs Quittances, copie ou extrait de ce Partage; titre qui leur transmet la propriété & la pleine jouissance des Rentes qui leur sont échues : mais, pour justifier que ce Partage a été fait en présence de tous ceux qui avoient droit à la succession, ils doivent aussi rapporter l'Intitulé de l'Inventaire (1) qui a été fait des biens du défunt, dans lequel tous les héritiers soient dénommés, le Procureur du Roi appelé pour les absens. Ce n'est que par le concours de ces deux pièces, & en les comparant l'une avec l'autre, qu'on peut s'assurer que le Partage est valable, comme ayant été fait entre tous ceux qui avoient droit à la succession, ou leurs fondés de procurations. On sent donc la nécessité où sont les héritiers, de rapporter l'une & l'autre de ces pièces, lorsqu'il est question de se faire immatriculer pour la propriété des Rentes qui leur sont échues par Partage, ou pour en recevoir les arrérages des mains des Payeurs. Le Parlement de Paris l'a senti lui-même, lorsque par Arrêt du 13 Juillet 1674, confirmatif d'une

(1) Voyez *Inventaire*.

Sentence du Bureau de la Ville du 2 Août 1673, il a fait défenses aux Payeurs des Rentes, d'immatriculer sur leurs registres aucuns nouveaux Acquéreurs de Rentes, qu'en rapportant l'Acte de Partage & l'Intitulé de l'Inventaire fait après le décès des derniers immatriculés.

Mais, comme il arrive souvent qu'après le décès d'un Rentier il ne se fait aucun Inventaire de ses biens, l'Arrêt porte : » Qu'à défaut d'Inventaire, il sera rapporté un Acte d'attestation » fait en Jugement devant les Juges des lieux » où les successions sont ouvertes, en présence » du Substitut du Procureur-Général du Roi esdites Jurisdictions, contenant que les vendeurs » sont seuls héritiers de ceux qui étoient immatriculés & jouissoient des Rentes : & lorsque » les successions seront ouvertes à Paris, un Acte » d'attestation fait pardevant les Prevôt des Marchands & Echevins, en présence du Substitut » du Procureur Général du Roi & de la Ville, » par gens solvables & domiciliés à Paris, certifié par les Quartiniers, à peine de nullité des » payemens.

Telle étoit autrefois la forme des Actes de Notoriété : mais par la Déclaration du 28 Mai 1706, les Notaires au Châtelet de Paris ont été autorisés à passer tous Actes de Notoriété pour le fait des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris ; & cette forme est également suivie aujourd'hui dans les Provinces.

Ces Actes ont lieu, non-seulement pour constater le nombre & les qualités des héritiers du défunt, à défaut d'Inventaire, mais encore lorsque dans un Inventaire tous les héritiers n'ont pas

12 ACTES DE NOTORIÉTÉ, &c.

été dénommés , ou lorsqu'il n'y est pas dit en termes positifs , que tous ceux qui y sont dénommés sont les seuls héritiers du défunt (1).

Ils servent de plus à rectifier les erreurs ou omissions de noms de baptême ou de famille , faites dans les Actes & dans les Quittances de finance ou Contrats. L'Arrêt du Conseil du 3 Février 1714 , porte : » Que les erreurs ou omissions de » noms de baptême ou de famille , faites dans » les Quittances de finance ou dans les Contrats » de rentes remboursées , ne pourront préjudicier aux Propriétaires , en justifiant de leurs » véritables noms , par des Extraits Baptistaires » ou Actes de Notoriété en bonne forme.

Cependant , on observera que la disposition de cet Arrêt ne s'applique qu'aux Rentes perpétuelles. A l'égard des Rentes viagères & de Tontines , comme elles s'éteignent par le décès de ceux sur la tête desquels elles sont constituées ; le nom & les qualités une fois mis dans les Quittances du Trésor Royal & dans les Contrats de constitutions , ne peuvent plus être changés , même par des Actes de Notoriété : si l'on avoit la facilité de le faire , il pourroit en résulter des abus qu'il est aisé de sentir. Lors donc qu'il s'est glissé des erreurs de noms dans les Quittances de finance & dans les Contrats , la seule voie pour les rectifier , est de se pourvoir au Conseil , & d'obtenir un Arrêt en réformation , dont on fournira copie au Payeur. (Voyez *Erreurs de noms*).

(1) Les Actes de Notoriété n'étant admis qu'à défaut d'Inventaire , il doit y être fait mention qu'après le décès du Rentier , il n'a point été fait d'Inventaire , sans quoi ils seront mis au rebut par les Payeurs.

Il y a encore différens cas où les Actes de Notoriété sont admis ; comme lorsqu'un Rentier, pour justifier de son âge, ne peut rapporter son Extrait Baptistaire, soit que les Registres de la Paroisse où il a été baptisé ayent été incendiés ou perdus.

La Déclaration du 19 Avril 1690, porte : » Que
 » ceux qui ne pourront avoir leurs Extraits Baptistaire (par les raisons ci - dessus) pourront
 » faire certifier leur âge, pardevant deux Notaires au Châtelet de Paris, ou pardevant les Juges
 » des lieux, par deux Témoins, gens connus &
 » de probité, après toutefois que les Curés ou
 » Vicaires auront certifié qu'il n'y a aucun Registre Baptistaire, dans leur Eglise, de l'année
 » de leur naissance, dont il sera fait mention dans
 » lesdits Certificats ; lesquels vaudront & serviront
 » comme auroient pu faire les Extraits Baptistaire.

Ces Actes sont donc admis à défaut d'Extrait Baptistaire, pour acquérir des Rentes viagères : lors même de la création de la Tontine de 1734, le Conseil rendit un Arrêt (3 Nov. 1734) qui porte : » Que ceux qui ne pourront rapporter des Extraits Baptistaire, en la forme prescrite par l'Article IX dudit Edit, seront admis
 » à acquérir de ces Rentes, en justifiant de leurs
 » noms & âges, par des Actes de Notoriété
 » passés devant Notaires ou autres personnes publiques, en présence de quatre Témoins notables & domiciliés ès lieux où lesdits Actes seront passés, qui attesteront les noms, surnoms,
 » âges, qualités & demeures des personnes sur
 » la tête desquelles lesdites Rentes devront être

14 ACTES DE NOTORIÉTÉ, &c.

» constituées : lesquels Actes seront duement légalisés & certifiés par les Ambassadeurs, Envoyés, Résidens ou Consuls de la Nation Française dans les Cours, Etats ou Villes étrangères où les Acquéreurs demeureront ; ou, à leur défaut, par les principaux Magistrats ou Juges des Villes & Lieux de la résidence desdits Acquéreurs. (Voyez *Inventaire. Partage*).

On croit devoir ici rapporter quelques *Modèles* des Actes de *Notoriété* les plus usités, pour la perception des Rentes.

MODELE d'un Acte de Notoriété, pour servir à constater le nombre des héritiers d'un défunt, à défaut d'*Inventaire*.

PARDEVANT, &c.

ont comparu (Mettre ici les noms de baptême & de famille, les qualités & le domicile des témoins certificateurs, au nombre de deux au moins.)

lesquels ont, par ces présentes, certifié & attesté pour vérité à tous qu'il appartiendra, qu'ils ont parfaitement connu (Mettre ici les vrais noms de baptême & de famille du défunt, ou de la défunte & ses qualités.)

qu'il est décédé à le suivant qu'il paroît par son *Extrait Mortuaire* du même

ACTES DE NOTORIÉTÉ, &c. 15

jour, tiré des Registres de la Paroisse, (1) &c.

qu'après son décès il n'a point été fait d'Inventaire de ses Biens, & qu'il a laissé pour ses seuls héritiers (Mettre ici les vrais noms de baptême & de famille de tous les héritiers.)

ce que lesdits Comparans certifient véritable, pour en avoir une parfaite connoissance; dont Acte. Fait, &c.

MODELE d'un Acte de Notoriété, lorsque le nombre des héritiers n'est pas constaté dans l'Inventaire.

PARDEVANT, &c.

lesquels pour suppléer à l'Inventaire fait après le décès de par où le nombre de ses héritiers n'est pas constaté, ont, par ces Présentes, certifié & attesté pour vérité à tous qu'il appartiendra, qu'ils ont parfaitement connu ledit
.
& qu'il a laissé pour ses seuls héritiers, &c.

(1) Les Notaires de Paris font ici mention du dépôt qui est fait en leurs Etudes, de l'Extrait Baptistaire qui reste ordinairement annexé à la minute de l'Acte de notoriété; mais on ne rapporte ces modèles que pour les Provinces.



MODELE d'un Acte de Notoriété, à l'effet de rectifier une erreur faite aux noms de baptême d'un Rentier, ou autre.

PARDEVANT, &c.

lesquels, par ces Présentes, ont certifié & attesté pour vérité à qui il appartiendra, qu'ils connoissent parfaitement N. que c'est par erreur que dans un Acte passé, &c. ou dans une Sentence rendue, &c. il a été nommé ses véritables noms étant suivant son Extrait Baptistaire, tiré des Registres de la Paroisse de en date du délivré par ce que lesdits Comparans certifient véritable, comme ayant une parfaite connoissance, &c.

On croit inutile d'observer ici, (parce que tout le monde doit le savoir) que tout Témoin requis pour certifier un fait, doit en être instruit parfaitement; autrement il s'exposeroit à rendre un faux témoignage.



ACTE

ACTE DE CÉLÉBRATION DE MARIAGE.

L'ACTE de célébration de Mariage, tiré des Registres destinés pour inscrire les Mariages qui se font dans chaque Eglise ou Paroisse, doit être signé par le Curé, ou par le Vicaire, ou par le Dépositaire de ces Registres.

On fournit aux Payeurs des Rentes, les Actes de célébration de Mariage,

1°. Lorsqu'un mineur se marie, à l'effet, comme émancipé par Mariage, de toucher les arrérages de ses Rentes sur ses seules quittances, & sans l'intervention de son tuteur.

2°. Lorsqu'une fille vient à se marier, parce qu'alors prenant la qualité de femme, il faut qu'elle en justifie, & que les quittances qu'elle fournit soient signées d'elle & de son mari. On observera cependant que le mari, comme maître de la communauté, peut recevoir sur ses quittances. (*Voyez Communauté de biens. Extraits Baptistaires.*)

ALIÉNATION.

LE mari ne peut aliéner les Rentes de sa femme, sans son consentement ; il ne peut pas même les obliger & hypothéquer.

Un tuteur ne peut aliéner les Rentes de son mineur, sans y être autorisé par un Jugement particulier, rendu sur un avis de parens, dont on fournira copie aux Payeurs.

APPEL D'UN JUGEMENT.

LORSQU'ON fournit aux Payeurs des Rentes copies des Jugemens rendus par défaut, il faut y joindre un certificat du Procureur, portant qu'il n'y a été formé aucune opposition, & qu'on n'en a point interjetté appel.

APPEL à l'HÔTEL-DE-VILLE.

(Voyez *Paiement des Rentes.*)

ARRÉRAGES.

Les Arrérages des Rentes, sont les intérêts, ou revenus qu'elles rapportent annuellement.

» A Paris, les Arrérages d'une Rente constituée, sont dûs, & ils courent valablement & légitimement, dès l'instant de sa constitution, parce que le principal étant aliéné, il est juste qu'il produise, au profit du créancier, un revenu légitime & tel qu'il est permis de le stipuler.

» On ne doit pas faire de distinction, si la cause de la constitution de la Rente provient de deniers prêtés & fournis à l'instant de la constitution, ou de l'extinction d'une créance qui étoit exigible lors de la constitution, & qui ne produisoit point d'intérêt.

» La raison est , que le créancier qui abandonne le droit qu'il avoit de contraindre son débiteur au paiement d'une somme certaine, liquide & exigible , & qui aliène cette somme, est regardé comme celui qui, à l'instant de la constitution, auroit fourni des deniers pour acquérir la Rente; ce qui n'empêche pas que, si le créancier avoit pour sa créance exigible une hypothèque plus ancienne que la constitution, il ne puisse réserver & conserver cette hypothèque ». (*Acte de Notoriété du Châtelet de Paris, du 5 Octobre 1642.*)

Les Arrérages de Rentes constituées pour argent prêté, se prescrivent par cinq ans; de manière que le Créancier ou Rentier ne peut demander à son débiteur que les cinq dernières années, à moins qu'il n'ait fait des poursuites pour se faire payer des précédens Arrérages. (*Ordonnance de 1510, Art. 71. Ordonnance de 1539.*)

Cette prescription a lieu contre les mineurs, les insensés, les prodigues & les interdits, en faveur de celui qui doit; mais ils peuvent répéter contre leurs tuteurs ou curateurs, ce que le défaut de poursuite leur fait perdre.

Mais cette prescription de cinq années, n'a pas lieu pour les Rentes viagères; les Arrérages de ces sortes de Rentes ne se prescrivent que par trente ans.

Elle n'a pas lieu non plus pour les Rentes constituées pour restant du prix d'un héritage. On en adjuge aussi 29 années au créancier qui n'a pas fait les diligences. (*Arrêts du Parlement, des 13 Juillet 1679, & 28 Juillet 1730.*)

A l'égard des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, elles ne se prescrivent par aucun laps de tems, & lorsque les Arrérages en ont été portés au Trésor Royal, faute d'avoir été réclamés dans les délais fixés par les Réglemens, on peut en demander le remplacement au Bureau des Rentes. (Voyez *Remplacement.*)

Dans toute la France, jamais les Arrérages d'une Rente constituée pour argent prêté, ne peuvent servir de capital pour la création ou constitution d'une nouvelle Rente, de la part de celui qui les doit; mais cela est permis en Flandres & en Artois.

Les Arrérages des Rentes constituées, sont meubles dans tout le Royaume, & se régrent par la Loi du domicile du créancier, soit pour la perception, soit pour la succession.

Mais les Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, se regrent pour la perception, suivant la Coutume de cette Ville; à l'égard des Arrérages dûs aux décès des Rentiers, ils suivent la Loi du domicile des décédés, & appartiennent aux héritiers des meubles, suivant la Coutume des lieux où les Rentiers sont décédés. (Voyez *Meubles.*)

Cependant il est bon d'observer que la Saisie-réelle immobilise les Arrérages, & qu'ils sont distribués entre les créanciers par ordre d'hypothèque. (Voyez *Saisie.*)



A U T O R I S A T I O N .

Tous les Actes qu'une femme, en puissance de mari, passe pardevant Notaires, ou sous seing privé, sont nuls de plein droit en Pays Coutumier, lorsqu'ils sont faits sans l'autorisation expresse de son mari : elle ne peut s'obliger, vendre, aliéner, recevoir, ni hypothéquer ses Rentes, en quelque maniere que ce soit, sans cette autorisation.

Pareillement, une Procuration, par laquelle le mari permettroit à sa femme de s'obliger, vendre aliéner ou hypothéquer ses Rentes, seroit de nul effet, si elle ne portoit une autorisation expresse de la part du mari.

Lorsqu'une femme est séparée d'avec son mari par Justice, elle peut obliger ses revenus, sans l'autorisation de son mari, mais elle ne peut hypothéquer ses immeubles.

Un mari mineur, peut autoriser sa femme majeure, pour vendre & emprunter.

Une femme, même séparée, ne peut accepter une donation, sans une autorisation expresse.

Au reste, les femmes mariées peuvent, dans presque toutes nos Coutumes, disposer de leurs biens par dernière volonté, sans être autorisées de leurs maris.

L'autorisation générale, est celle que le mari donne à sa femme par le Contrat de mariage, lorsqu'il y est dit, qu'entre les futurs conjoints, il n'y aura point de communauté; mais que chacun d'eux jouira séparément de ses biens.

En conséquence de cette autorisation, la femme peut seule disposer de ses meubles & du revenu de ses immeubles, & recevoir les arrérages de ses Rentes, sur ses seules quittances, ou sur celle des fondés de sa procuration; mais elle ne peut vendre, hypothéquer, aliéner, ni faire des donations de ses biens; il lui faut pour cela une autorisation spéciale.


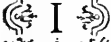

Lorsqu'une femme est autorisée par son Contrat de Mariage, à l'effet de toucher seule les arrérages de ses Rentes, elle doit en justifier au Payeur, en lui fournissant extrait de ce Contrat. (Voyez *Femme.*)





B.

B A N N I S.

 L importe de sçavoir à qui l'on doit
 I payer les Rentes des Bannis ; on ne
 croit donc pas hors de propos d'en
 parler ici.

Il y a deux sortes de bannissemens ; le bannissement à tems & le bannissement à perpétuité.

Le bannissement à tems n'emporte point la confiscation des biens ; ainsi les Bannis à tems demeurent toujours propriétaires de leurs Rentes.

Ceux qui sont bannis à perpétuité sont réputés morts civilement, & dans le Pays de confiscation, leurs Rentes sont confisquées ; ou elles sont transmises en la personne de leurs présomptifs héritiers, dans les Pays où la confiscation n'a pas lieu. Ils ne peuvent ester en jugement, ils sont incapables de succéder, de retrait lignager, d'autoriser leurs femmes, &c.

Mais, si le Banni à perpétuité a obtenu des Lettres de rappel, & qu'elles soient entérinées, il est remis dans tous ses droits, au préjudice du Confiscataire, pourvu que le Confiscataire n'ait pas, avant l'impétration desdites Lettres, disposé à titre onéreux des biens confisqués.

B Â T A R D S.

Les Bâtards, ou enfans naturels, sont capables de tous les effets civils ; ils peuvent acquérir & posséder toutes sortes de biens, & en disposer par Acte entre-vifs, ou de dernière volonté, comme ceux qui sont nés d'un mariage légitime ; mais ils sont incapables de toutes successions *ab intestat*, à la réserve de celles de leurs enfans légitimes & de la succession qui peut leur appartenir par la Loi *Unde vir & uxor*. Ainsi ils ne succèdent ni à leur pere ni à leur mere.

A l'égard des Rentes créées sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, les Bâtards qui décèdent sans enfans légitimes & sans avoir disposé entre-vifs, ou par dernière volonté de leurs biens, n'ont point d'autres héritiers que le Roi, qui prend leur succession par droit de bâtardise : en vertu d'une Sentence de la Chambre du Domaine, le Roi se rend propriétaire de leurs Rentes, dont les arrérages sont touchés sur les quittances du Receveur du Domaine, en y joignant copie de la Sentence qui adjuge au Roi la succession par droit de bâtardise ; sur quoi on observera que les quittances du Receveur du Domaine doivent être contrôlées par le Contrôleur de leur exercice, elles ne passeroient point à la Chambre des Comptes sans cette formalité.



BÉNÉFICE D'AGE.

(Voyez Émancipation.)

BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

(Voyez Lettres de Bénéfice d'Inventaire.)

BÉNÉFICIERS DÉCÉDÉS.

PAR Edits des mois de Décembre 1691, Août 1707 & Juillet 1708, il fut créé des offices d'Economes sequestres, pour régir & recevoir les revenus des Archevêchés, Abbayes, Prieurés & autres Bénéfices à la nomination du Roi. Ces offices furent supprimés par autre Edit du mois de Novembre 1714, qui porte, que leurs fonctions seront remplies par ceux que Sa Majesté jugera à propos de commettre.

Trois motifs avoient empêché les Payeurs des Rentes de se conformer à ces Edits.

Le premier, qu'ils font, par le titre de leurs offices, sequestres & dépositaires des arrérages des Rentes.

Le second, que lors de la reddition de leurs comptes, on faisoit difficulté d'allouer les quittances de ces Economes.

Et le troisième, qu'il y avoit des faïfies entre leurs mains, sur les Rentes appartenantes ausdits Bénéficiers.

26 BÉNÉFICIERS DÉCÉDÉS.

Mais le Conseil rendit un Arrêt le deux Avril 1737, revêtu de Lettres Patentes, registrées à la Chambre des Comptes le 10 Mai de la même année; qui portent : » Que les Edits des mois de » Décembre 1691, Août 1707, Juillet 1708, » Novembre 1714, & les Arrêts rendus en conséquence, seront exécutés selon leur forme & » teneur; ce faisant, que tous Trésoriers, Rece- » veurs & Payeurs, même les Payeurs des Rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, payeront ès » mains & sur les quittances du Sieur Marchal » (1), Econome sequestre, toutes les Rentes » dûes aux Bénéfices vacans à la nomination & » collation de Sa Majesté, tant pour ce qui en » appartient aux successions des Bénéficiers dé- » cédés, que pour le tems de la Régale appar- » tenant à Sa Majesté, ensemble les Rentes con- » stituées au profit des Bénéficiers décédés, non- » obstant toutes saisies & oppositions qui rien- » dront ès mains dudit Econome, pour sûreté » des réparations des Bénéfices vacans; à ce faire » lesdits Payeurs contraints, quoi faisant dé- » chargés.

L'Arrêt ajoute : » Que Sa Majesté n'entend » préjudicier par icelui à la qualité de Sequestres » & Dépositaires des arrérages, attribuée aux » Payeurs, dans laquelle ils demeureront con- » servés.

Lorsque par l'Extrait Mortuaire, ou autre pièce fournie au Payeur, le décès & la qualité

(1) Par Arrêt du Conseil du 7 Juin 1761, le Sieur Louis-Pierre-Sebastien Marchal de Saintcy, a été commis pour remplir seul les fonctions des Offices d'Economes-Sequestres.

d'un Ecclésiastique, revêtu d'un Bénéfice Com-mendataire ou Consistorial, à la nomination du Roi, sont constatés, le Payeur peut valablement refuser de payer à l'héritier, ou à l'exécuteur testamentaire, jusqu'à ce qu'on lui rap-
 porte le consentement des Economes sequestres.

BUREAU CHEZ LES PAYEURS DES RENTES.

LES Payeurs des Rentes tiennent en leurs mai-
 sons des Bureaux, où ils donnent aux Ren-
 tiers, au moins un jour de chaque semaine, les
 éclaircissemens dont ils peuvent avoir besoin (1);
 sur quoi on observera, que les Rentiers, ou au-
 tres, qui vont chez un Payeur pour avoir quel-
 ques éclaircissemens sur les Rentes, doivent se
 munir des Contrats de constitutions, ou d'une
 note qui contienne les noms sous lequel l'appel
 s'en fait à l'Hôtel-de-Ville, & la date de la con-
 stitution, ou de l'enregistrement au Bureau de
 la Ville, s'il est question d'une Rente perpé-
 ruelle reduite.

A l'égard des Tontines, outre les noms des
 Rentiers, ils doivent encore indiquer au Payeur,
 la Classe & la Division, sans quoi il ne pourroit
 trouver la partie sur ses Registres.


(1) Ordonnance du Bureau de la Ville, du 20 Novembre 1676.





C.

CAUSES DE REBUT.

 L se glisse souvent des erreurs dans les quittances & dans les pièces que les Rentiers fournissent aux Payeurs pour recevoir leurs Rentes : il arrive même qu'on ne leur fournit pas toutes les pièces qui leur sont nécessaires pour leur décharge ; alors le Payeur met au bas de la quittance, ou sur une feuille séparée, ses causes de rebut, ou le détail des raisons qu'il a de ne pouvoir payer la Rente en question ; & le jour de ses payemens à l'Hôtel-de-Ville, il rend aux Rentiers ces pièces & quittances, lors de l'appel des quittances au rebut, qui se fait avant l'appel des parties employées.

L'Arrêt du Conseil du 23 Avril 1737, porte :
 » Que dans le cas où le Payeur trouveroit quelque
 » défaut dans un Certificat de vie, il sera tenu
 » d'expliquer, par un écrit signé de lui, la raison
 » pour laquelle il ne le croira pas conforme à ce
 » qui est prescrit ; « ce qui peut s'entendre de toute
 » cause de rebut. Le même Arrêt permet, » de se
 » pourvoir pardevant les Prevôt des Marchands
 » & Echevins, si l'on juge que la difficulté faite

» par le Payeur soit mal fondée , pour y être
» pourvu sommairement.

Les Actes qui viennent des Provinces, renferment souvent des vices dans la forme, qui les font mettre au rebut par les Payeurs : il arrive même que les Notaires de Paris ne veulent pas les recevoir, lorsqu'on vient pour les déposer dans leurs Etudes. On a cru, à ce sujet, devoir rapporter ici le dispositif d'un Arrêt du Parlement, du 4 Septembre 1685, qui peut servir de règle pour tous les Notaires des Provinces.

» La Cour a mis l'appellation, & ce dont a
» été appelé, au néant ; émandant, enjoint à
» l'Appellant d'être plus circonspect dans la fonction de sa charge ; lui enjoint, & à tous les
» autres Notaires du Bailliage de Noyon, de se conformer au stile des Notaires de Paris, &
» de s'en servir en tout ce qui ne fera point contraire à la Coutume des lieux. Enjoint à l'Appellant d'écrire les minutes des Actes qu'il
» recevra, d'une écriture aisée à lire, & de mettre les noms propres & les sommes d'un plus gros caractère que le reste de l'Acte : lui fait défense d'user d'aucunes abréviations, sur-tout
» à l'égard des sommes & des noms propres : ordonne qu'il sera tenu de laisser trois doigts
» de marge dans toutes les pages de ses minutes, pour y ajouter commodément les apostilles qu'il conviendra y mettre : lui fait défenses
» de faire aucunes apostilles dans les minutes, comme aussi de raturer, soit des lignes entières ou des mots, que la radiation ou apostilles
» ne soient approuvées à la marge, & l'approbation signée & paraphée dans l'instant, des

» Parties, des Témoins & du Notaire ; le tout à
 » peine de nullité des Actes, des dommages & in-
 » térêts, & de cent livres d'amendes : ordonne
 » que les ratures seront faites par une barre & trait
 » de plume simple, passant sur les mots, afin de
 » pouvoir compter & distinguer facilement la
 » quantité des mots rayés, à peine d'amende
 » arbitraire : lui fait défense d'ajouter quoi que
 » ce soit à la fin des Actes qui seront par lui
 » passés, si ce n'est à l'instant de la passation,
 » & qu'en le faisant dans le même instant ap-
 » prouver & parapher par les Parties & Témoins,
 » & par lui Notaire, & à condition que ce qui
 » sera ajouté n'entrera point dans la signature
 » des Parties, des Témoins & Notaires, à peine
 » de nullité des Actes, dommages & intérêts
 » des parties, & de cent livres d'amende.

» Lui fait défenses, sur les mêmes peines, de
 » laisser en blanc, dans quelque Acte que ce soit,
 » les noms des Parties & des Témoins, & de
 » passer aucuns Actes que le Témoins ne soient
 » présens (1), sous les mêmes peines ; comme
 » aussi de signer aucuns Actes, qu'ils ne soient
 » auparavant signés des Parties & des Témoins :
 » lui enjoint de faire signer, tant les Parties que
 » les Témoins, à l'instant de la passation des Ac-
 » tes, ou d'expliquer si les Parties ne savent point
 » signer ou s'ils savent signer, & nommer la
 » cause pour laquelle ils n'auront pu signer.

» Lui enjoint d'insérer dans tous les Actes, les

(1) Tout le monde sait que tout Acte doit être signé par deux
 Notaires, ou par un Notaire & deux Témoins, appelle pour cette
 raison, *Témoins instrumentaires*.

» dates des années , du jour & du mois ; s'ils
» ont été passés devant ou après midi ; si les
» Parties ne savent signer & qu'ils fassent des
» marques, il en sera fait mention par les No-
» taires, en présence des *Témoins instrumentai-*
» *res*, lorsque l'une des Parties ne sçaura ou ne
» pourra signer.

» Entre ceux qui seront appelés pour être pré-
» sents dans l'Acte, il y en aura au moins un
» qui sçache signer & qui signe actuellement, à
» peine de nullité, dommages & intérêts des
» Parties, & de cent livres d'amendes.

» Lui fait défenses de faire signer aucun Acte
» aux Parties ou aux Témoins, sans leur en
» avoir fait la lecture, à peine de cent livres
» d'amendes.

» Lui fait défenses, sous les mêmes peines,
» d'employer ses enfans ou domestiques pour Té-
» moins dans les Actes qu'il recevra, & de ne
» délivrer aucune grosse ni expédition des Actes,
» sans l'écrire & en faire mention à l'instant sur
» la minute, à peine de cent livres d'amendes,
» & de répondre des dommages & intérêts.

» Lui enjoint d'employer dans les Actes, la
» demeure des Parties contractantes, & d'écrire
» les minutes des Actes qu'il recevra tout de
» suite dans ses registres, sans laisser aucuns blancs.

On prie Messieurs les Notaires des Provinces,
de se conformer à ce qui est prescrit par cet Arrêt,
au sujet des ratures, apostilles, blancs, signatu-
res, témoins, &c. en ce qui concerne les Actes
qu'ils envoient à Paris pour servir au paiement
des Rentes, & de ne point exposer les Rentiers
à des causes de rebut de la part des Payeurs, qui

ne les font que malgré eux, & dans la seule vue de se procurer leur décharge à la Chambre des Comptes.

Les Notaires des Provinces devroient aussi avoir attention de faire signer aux Parties leurs vrais noms de famille, & non pas seulement leurs noms de terre : l'expérience confirme, que souvent des Actes sont rebutés par les Payeurs, faute d'avoir été signés des vrais noms des Parties.

CERTIFICAT DE VIE.

LE Certificat de vie est un Acte, par lequel le *Juge ordinaire* de la résidence d'un Rentier, ou toute autre personne autorisée par les Réglemens, atteste l'existence de ce Rentier, *pour l'avoir vu & lui avoir parlé dans le jour.*

Ce Certificat est absolument nécessaire aux Rentiers des Provinces, ou résidens hors du Royaume, pour être payés des arrérages de leurs Rentes viagères & de Tontine.

Le précis des Réglemens qu'on va rapporter, fera connoître la forme dans laquelle ces Certificats doivent être fournis aux Payeurs.

L'Edit d'Août 1693 & autres subséquens, qui portent création de Rentes purement viagères, & ceux des mois de Novembre 1733, Août 1734 & autres, portant établissement des Tontines, ordonnent : » Que les Rentiers qui demeureront dans les Provinces, pourront faire recevoir les arrérages de leurs Rentes, sur des procurations en bonne forme, passées devant » Notaires & légalisées *par le Juge ordinaire* du lieu

» lieu de la résidence des Notaires , qui certifiera
 » au pied des procurations , la vie des Rentiers ; &
 » que ceux qui demeureront hors du Royaume ,
 » seront tenus de rapporter des Certificats de
 » vie , passés devant Notaires , ou autres person-
 » nes publiques , en présence de deux Témoins (1) ,
 » qui attesteront avoir vu dans le jour & parlé
 » aux Rentiers ; le tout légalisé par les Ambassa-
 » deurs , Envoyés ou Consuls de la Nation Fran-
 » çoise dans les Cours Etrangères où ils feront
 » leur résidence , ou à leur défaut » (aux termes
 de l'Arrêt du Conseil du 3 Novembre 1734.)
 » par les principaux Magistrats ou Juges des
 » lieux de leur résidence.

Et néanmoins , pour plus grande facilité , lors-
 que les Rentiers seront connus personnellement
 des Ambassadeurs , Envoyés , Résidens ou Con-
 suls , l'Arrêt du Conseil du 23 Avril 1737 , or-
 donne : » Que leur simple Certificat , portant qu'ils
 » auront une parfaite connoissance de l'existence
 » des Rentiers , pour les avoir vu & leur avoir parlé
 » dans le jour , suffira sans l'intervention d'aucune
 » autre personne ; lequel Certificat de vie fera
 » mention du domicile & des qualités du Pro-
 » priétaire de la Rente , & de celui sur la tête
 » duquel elle sera constituée.

(1) Il y a un Arrêt du 15 Janvier 1726 , qui , avec les deux
 Témoins certificateurs , exige encore la présence du Juge chez le
 Notaire , pour attester la vie du Rentier , conjointement avec eux ;
 mais les Réglemens postérieurs n'exigent point cette formalité ,
 qui ne pouvoit avoir lieu : d'autant qu'on peut requérir un Juge
 de légaliser un Certificat de vie ; mais on ne peut exiger de lui
 qu'il se transporte chez un Notaire , pour y certifier de la vie d'un
 Rentier.

A l'égard des Rentiers servant dans les Troupes de Sa Majesté, ils ne pouvoient satisfaire aux formalités prescrites par les Réglemens qu'on vient de citer, qu'en prenant des Certificats de vie des Prevôts établis à la suite des Armées; ce qui devenoit très-difficile, & même sujet à des frais assez considérables pour ceux des Officiers que les conjonctures différentes du service séparoient des corps principaux des Armées où les Prevôts résident; en sorte que le Conseil a cru devoir ordonner, par son Arrêt du 19 Septembre 1734 : » Que tous Sujets ou Etrangers, servant
 » dans les Troupes, Acquereurs de Rentes viagères, en pourroient recevoir les arrérages sur
 » des Certificats de vie, délivrés sans frais par
 » les Commissaires des Guerres, lesquels attestent
 » ront qu'un tel, servant actuellement dans une
 » telle Troupe, étoit vivant un tel jour, pour
 » l'avoir passé en revue ledit jour; dans lesquels
 » Certificats seront insérés les noms de Baptême
 » & le grade de chaque Particulier.

O B S E R V A T I O N S

sur les Certificats de vie.

Si l'on fait attention qu'en rapportant par les fondés de procurations des Rentiers absens, ou par ceux qui ont droit de jouir sur leurs têtes, les Certificats de vie de ces Rentiers avec les quittances de leurs Rentes, on ne peut leur refuser le payement des arrérages qui en sont

dûs ; il sera aisé de concevoir combien il est essentiel de s'assurer de l'existence de ces Rentiers ; & , pour cet effet , de n'admettre aucun Certificat de vie , qu'il ne soit conforme à ce qui est prescrit par les Réglemens qu'on vient de citer , & d'après lesquels on fera les observations suivantes.

Certificats de vie des Provinces.

Les Juges ordinaires des lieux de la résidence des Rentiers , *les Juges qui ont le pouvoir de légaliser* les Actes passés dans les Provinces , ont seuls droit de donner les Certificats de vie ; les Officiers des autres Jurisdicitions ne peuvent le faire *qu'en l'absence des Juges ordinaires* ; & il faut qu'il soit fait mention de cette absence dans le Certificat de vie.

Il est cependant établi , d'usage immémorial , qu'on a passé les Certificats de vie donnés par les Officiers de la Cour des Monnoyes de Lyon ; attendu que la Sénéchaussée & le Siège Présidial y sont réunis. On peut , par la même raison , passer les Certificats donnés par les Présidens des Parlemens ou Conseils Souverains , *comme étant Juges Civils & Royaux.*

On admet aussi les Certificats de vie donnés par les Lieutenans Particuliers en la même qualité de *Juges Royaux.*

Un Procureur Fiscal , même un Procureur du Roi , de quelque Jurisdicition que ce soit , ne peut donner un Certificat de vie *qu'en l'absence de tous les Juges* ; parce qu'il n'est pas Juge , & que cette faculté appartient aux seuls Juges.

Le Certificat d'un Curé (1) ne peut valoir , à moins qu'il ne soit légalisé par le Juge ordinaire du lieu le plus prochain ; encore faut-il que cette légalisation fasse mention en termes positifs de l'existence du Rentier , sans quoi ce Certificat ne seroit pas valable.

Il est aussi nécessaire pour la validité de tout Certificat de vie , qu'il contienne , non-seulement les vrais noms de Baptême & de Famille du Rentier , mais encore ses qualités & son domicile , & qu'il y soit fait mention que le Rentier s'est présenté devant le Juge le même jour.

Certificats de vie des Pays Etrangers.

Lorsqu'un Rentier est connu personnellement de l'Ambassadeur , Résident ou Consul de la Nation Française dans la Ville où il fait sa résidence ; le seul Certificat de cet Ambassadeur suffit , *sans l'intervention de toute autre personne* ; mais lorsqu'il n'en est point connu , il doit se présenter chez un Notaire avec deux Témoins , à l'effet de faire certifier son existence ; & l'Acte , signé du Notaire & des Témoins , doit être légalisé par un Ambassadeur , Résident ou Consul.

Mais , dans le cas où il n'y auroit aucune personne chargée des Affaires de France dans la Ville où le Rentier demeure , cet Acte doit être léga-

(1) Cette observation est relative à l'usage où sont quelques Rentiers demeurans dans les Villages , d'envoyer des Certificats de vie , donnés par leurs Curés & légalisés par le Juge du Bourg le plus prochain : ces Certificats ne sont valables qu'autant que le Juge lui-même a certifié l'existence du Rentier.

lisé par les Magistrats de cette Ville , qui déclareront , *qu'il n'y a aucun Ministre de France* dans la Ville en question ; & cette légalisation doit être revêtue du sceau de la même Ville & de tout ce qui peut servir à en constater l'authenticité (1).

Certificats de vie des Militaires.

Aux termes de l'Arrêt du Conseil du 19 Septembre 1734 , déjà cité , les Prevôts établis à la suite des Armées , & les Commissaires des Guerres , ont seuls droit de certifier l'existence des Rentiers au service de Sa Majesté ; cependant , on reçoit aussi les Certificats passés , en présence de Témoins , devant le Greffier de l'Armée , faisant les fonctions de Notaires , & légalisés par le Grand Prevôt.

A l'égard des Rentiers en garnison dans les Places conquises , même dans les autres Places du Royaume , on estimeroit que le Certificat de l'Etat major de la Place pourroit être admis , & paroîtroit même plus sûr que le Certificat des Juges des lieux , même que celui des Commissaires des Guerres , qui ne connoissent en aucune sorte ces Rentiers , sur-tout à l'égard des simples Soldats , qui portent ordinairement des noms de guerre , différens de ceux de leurs familles , & que les Officiers de l'Etat major sont plus à portée de

(1) Les sieurs Gerard & Josué Van-Neck & Compagnie , Négocians à Londres , ont été autorisés à certifier , pendant la guerre présente , de l'existence des Rentiers résidans à Londres , sans l'intervention d'aucun Notaire ou Juge.

connoître par leurs vrais noms, surnoms & qualités, en se faisant représenter les Registres des Compagnies où ils servent : mais comme les Réglemens n'ont fait aucune distinction à cet égard, on ne peut admettre aucun Certificat de vie pour les Militaires, que dans la forme ci-dessus expliquée.

On croit devoir rapporter ici des Modeles de Certificats de vie, tant des Provinces que des Pays Etrangers.

MODELE D'UN CERTIFICAT DE VIE de Province.

NOUS Guillaume de Paul, Conseiller du Roi, Lieutenant Général Civil au Siège & Sénéchaussée de cette Ville de Marseille, certifions & attestons à tous qu'il appartiendra, que demoiselle Anne-Elisabeth de Gantel Guitton, fille majeure de Messire Nicolas de Gantel Guitton, Chevalier, Seigneur de Mezargues, de cette Ville, y demeurant, rue de Noailles, chez ledit sieur leur pere, Paroisse saint Martin, est actuellement en vie, pour s'être présentée aujourd'hui devant nous ; en fin de quoi nous avons signé le présent, contre-signé par M^e Varages, Greffier en chef.

A Marseille, le 5 Janvier 1761.

Signés, DE PAUL, & VARAGES.

MODELE D'UN CERTIFICAT DE VIE
des Pays Etrangers.

L'AN mil sept cent soixante-un , le premier Janvier , pardevant le Notaire public juré à Geneve , soussigné , ont comparu en personne sieurs Jean-Antoine Fabri , Citoyen , & Hector Tournier , Bourgeois de cette Ville , y demeurans , Témoins dignes de foi ; lesquels ont certifié connoître parfaitement sieur Leonard Fatio , fils de Noble François Fatio , Citoyen de Geneve , y demeurant en la grande rue , Paroisse de Saint Pierre , & sçavoir qu'il est en vie , pour l'avoir vu & lui avoir parlé dans le jour ; ce que moi , Notaire , certifie aussi véritable , dont Acte ; & lesdits Témoins ont signé avec moi , Notaire.

Signé , J. A. FABRI , F. TOURNIER ,
& CHOISI , Notaire.

Nous , Syndics & Conseil de la Ville & République de Geneve , certifions à tous qu'il appartiendra , que M^e Jean-Louis Choisi , qui a reçu & signé l'Acte ci-dessus , est Notaire public juré de cette Ville , à la signature duquel foi doit être ajoutée en jugement & dehors. En foi de quoi nous avons donné les présentes , sous notre sceau & seing de notre Secrétaire , ce premier Janvier 1761.

Signé dudit Secrétaire , & scellé.

Etienne-Jean de Montperoux , Résident à Geneve pour le Roi. Je certifie à tous qu'il appartiendra , que le Certificat ci-dessus est bien signé

40 CERTIFICAT DE VIE.

par le Secrétaire d'Etat de cette Ville , & scellé du sceau de la République. En foi de quoi j'ai donné mon présent Certificat , que j'ai signé & cacheté de mon cachet. A Geneve , ce premier Janvier 1761. Signé, DE MONTPEROUX.

Lorsqu'il n'y a point d'Ambassadeur , ou autre personne chargée des Affaires de France dans le lieu où se fait le Certificat de vie , il suffit qu'il soit légalisé par les Magistrats , en y ajoutant ce qui suit :

Certifions en outre , qu'il n'y a dans cette Ville aucun Ambassadeur , Résident , ou autre chargé des Affaires du Royaume de France.

Tout Certificat de vie , avant d'être fourni au Payeur , doit être certifié véritable par ceux qui ont droit de jouir , ou par leurs fondés de procurations , & signé , tant par eux que par les Notaires qui ont passé les quittances.

On terminera cet article par quelques observations , trop essentielles pour être passées sous silence.

La première, que , par l'Article IX de la Déclaration du 27 Décembre 1727 , il est enjoint aux Ambassadeurs , Envoyés , Résidens ou Consuls de la Nation Françoisé dans les Cours Etrangères , où il y a des Rentiers viagers , comme aussi aux Juges ordinaires des Villes & autres lieux du Royaume , *de prendre , avant que de signer les Certificats de vie des Rentiers , tous les éclaircissemens nécessaires.*

La seconde , a pour objet le défaut de forma-

lités ou autres qui peuvent se rencontrer dans ces Actes, & qui obligent les Payeurs de les mettre au rebut. Dans ce cas, l'Arrêt du Conseil, du 23 Avril 1737, déjà cité, ordonne :
 » Que le Payeur sera tenu d'expliquer, par un
 » écrit signé de lui, la raison pour laquelle il ne
 » le croira pas conforme à ce qui est prescrit :
 » fait défenses à toutes personnes chargées de
 » recevoir les Rentes des Etrangers, de renvoyer
 » autrement aucuns Certificats de vie, & leur
 » permet de se pourvoir pardevant les Prevôt
 » des Marchands & Echevins, s'ils jugent la
 » difficulté faite par le Payeur, mal fondée, pour
 » y être pourvu sommairement.

Troisièmement, qu'il seroit bien à souhaiter pour l'utilité du Roi & celle des Actionnaires des Tontines, que l'on pût faire ordonner, que les Certificats de vie fissent mention de l'âge à peu près des Rentiers, afin d'éviter ce qui est déjà arrivé plusieurs fois, sur-tout à l'égard des Pays étrangers, où souvent les enfans portent les mêmes noms de baptême que tous leurs ascendans, ce qui fait confusion de personnes, & pourroit éterniser les Rentes dans leurs familles, au préjudice du Roi & des Actionnaires des Tontines.

C L A S S E S.

Tous les Edits de création des Tontines, & quelques-uns des Edits portant établissement des Rentes purement viageres, ont partagé les Acquéreurs en différentes Classes de cinq ans en cinq ans, ou de dix ans en dix ans.

Pour donner une idée juste de ces Classes, on rapportera les dispositions de quelques Edits de création.

Celui de la premiere Tontine, du mois de Novembre 1689, porte, que pour établir un ordre plus naturel & plus juste parmi ceux qui voudront acquérir de ces Rentes, & faire en sorte que chacun se trouve associé avec des personnes à peu près de son âge, tous les Rentiers seront partagés en quatorze Classes; la premiere, des enfans jusqu'à l'âge de cinq ans accomplis; la deuxieme, depuis cinq ans jusqu'à dix, & ainsi de cinq ans en cinq ans, jusqu'à la quatorzieme & derniere Classe, qui fut composée des Rentiers de soixante-cinq ans jusqu'à soixante-dix & au-dessus; & chaque Classe eut un denier différent, proportionné à l'âge des Acquéreurs.

Tout Acquéreur de Rentes Tontines ou purement Viageres, partagées en Classes, doit justifier de son âge par son Extrait Baptistaire ou Acte équipollent, aux termes des Edits de création.

Ces Edits, & notamment celui du mois de Novembre 1744, portent de plus : » Que s'il
» arrivoit que quelqu'un des Acquéreurs se fît
» comprendre sur un faux Baptistaire ou Acte
» équipollent, ou par une supposition de nom,
» dans une Classe plus avancée en âge que celle
» où il doit être, les Rentes purement viageres
» qui lui auront été constituées, seront éteintes
» au profit de Sa Majesté; & quant aux Rentes
» de Tontines, elles appartiendront, par droit
» d'accroissement, aux autres Rentiers de la sub-
» division de la Classe où il aura été employé;
» & même il sera procédé contre lui, comme

» fauffaire, fuivant la rigueur des Ordonnances :
» permis néantmoins aux Acquéreurs, de faire
» réformer, lors de la paffation des Contrats,
» les erreurs qui pourroient s'être gliffées à ce
» fujet dans les quittances du Garde du Tréfor
» Royal.

Mais, s'il eft défendu aux Rentiers de fe faire comprendre dans les Classes plus avancées en âge que celles où ils doivent être, il leur eft permis de choisir une Classe au-deffous de leur âge ; l'Edit de 1693 leur donne cette faculté, & il y a eu quelques exemples de particuliers, déjà avancés en âge, qui, en mettant à la Tontine, ont préféré à leurs Classes celle des enfans naiffans, l'expérience ayant fait connoître qu'il en meurt beaucoup avant qu'ils ayant atteint feulemeut l'âge de puberté, ce qui donne, en peu de tems, à ceux qui leur furvivent, un accroiffement affez avantageux. (Voyez *Tontines*.)

Il s'enfuit des difpofitions des Edits ci-deffus cités, qu'un Rentier doit être payé de fa Rente quand il a justifié qu'il a l'âge fuffifant pour entrer dans la Classe qui lui eft naturelle : cela vient d'être jugé au Bureau de la Ville, à l'occasion d'une caufe de rebut faite par un Payeur de la dixième Tontine, qui exigeoit que les Quittances de finances & les Contrats fuffent réformés, parce qu'ils n'exprimoient pas l'âge juft des Rentiers, conformément à leurs Extraits Baptiftaires, quoiqu'ils fuffent placés dans leur Classe naturelle.



COMMUNAUTÉ DE BIENS.

LA Communauté de biens entre conjoints par Mariage , étant un des articles de la Coutume de Paris , suivant laquelle les Rentes de l'Hôtel-de-Ville sont administrées ; on a cru devoir rapporter ici succinctement quelques principes généraux qui regardent cette Communauté.

Dans les Pays Coutumiers , quoique la Communauté ait lieu & s'acquire par la seule célébration de Mariage , sans stipulation ; on peut néanmoins stipuler qu'elle n'aura pas lieu. Tous les effets mobiliers & tous les conquêts immeubles , faits pendant le Mariage , tombent dans la Communauté , s'il n'y a convention contraire portée par le Contrat.

Les immeubles qu'un des conjoints acquiert en ligne directe pendant le Mariage par succession , donation , ou autrement , n'entrent point en Communauté , non plus que les immeubles qui leur échecent à titre de succession en ligne collatérale.

Le mari est maître de la Communauté , il peut en cette qualité intenter seul toutes actions mobilières & possessoires pour raison de ce qui la compose , & disposer de tous les effets de la Communauté. Il a aussi le droit de toucher seul les arrérages des Rentes appartenantes à sa femme , en justifiant seulement de la célébration de son Mariage.

Mais s'il a été stipulé par le Contrat de Mariage qu'il n'y auroit point de Communauté en :

tre les conjoints, la femme touche seule sur ses quittances les revenus de ses Rentes, en fournissant au Payeur un extrait de son Contrat de Mariage.

La Communauté, après la mort d'un des conjoints, peut être continuée entre le survivant & ses enfans mineurs, faute d'avoir fait bon & loyal inventaire, ou de l'avoir fait clore dans le tems porté par la Coutume.

Après que par le décès d'un des conjoints la Communauté est dissoute, les biens de la Communauté se partagent par moitié par le survivant & les héritiers du prédécédé.

Il est loisible à la femme, ou à ses héritiers, de renoncer à la Communauté.

Au moyen de cette renonciation que la femme fait au Greffe, ou par un Acte devant Notaires, elle n'est point tenue des dettes de la Communauté.

Dans le cas de renonciation de la femme, ou des héritiers de la femme à la Communauté, il doit être fourni aux Payeurs copie des Actes qui auront été faits en conséquence.

Après la dissolution de la Communauté, qui arrive par le décès de l'un des conjoints; le survivant & les héritiers du prédécédé deviennent propriétaires chacun de leur moitié. Ainsi dans le cas où on auroit stipulé dans un Contrat de Rente, une clause de jouissance en faveur du survivant des deux conjoints, la seule quittance du dernier vivant ne suffiroit pas pour recevoir les arrérages échus au jour du décès, d'autant qu'il en appartient la moitié aux enfans, ou héritiers du prédécédé, qui doivent donner leur

46 COMMUNAUTÉ DE BIENS.

consentement , ou signer les quittances conjointement ; cependant on a égard aux clauses contraires inférées dans les Contrats. (Voyez *Jouissance en faveur du survivant des deux conjoints*).

On croit devoir observer ici que le Droit Romain ne connoît point de Communauté de biens entre mari & femme , aussi n'a-t-elle point lieu parmi nous en Pays de Droit Ecrit , si ce n'est en vertu d'une stipulation particuliere.

Dans les Coutumes prohibitives , comme en celle de Normandie , la Communauté ne peut jamais avoir lieu par quelque convention que ce soit.

Les arrérages d'une Rente viagere léguée à l'un des conjoints qui étoient depuis la dissolution de la Communauté , ne doivent point se partager après la mort de l'autre conjoint avec ses héritiers. Cela a été ainsi jugé en 1749 , par Sentence du Châtelet , plaidans Maîtres Soyer & Huchedé ; cela n'auroit pas fait de question , si c'eût été une Rente perpétuelle.

La raison de la différence , & qui a déterminé les Juges , est que , dans un legs de Rentes viageres , il y a plusieurs legs. Un legs de Rentes viageres , disoit M^e Huchedé , est comme si le testateur avoit dit : » Je donne & legue cent » cinquante livres à un tel , s'il me survit ; s'il » vit encore la deuxième année après mon décès , je lui donne encore pareille somme ; s'il » vit la troisième , encore pareille somme : ainsi » d'année en année , tant qu'il vivra.

Ces idées adoptées ont fait regarder les différentes sommes que le légataire devoit recevoir chaque année , non pas comme des arrérages

dont ils avoient le nom , mais comme des capitaux qui n'avoient aucuns fonds. Ce sont , a-t-on dit , tellement des capitaux distincts , que dans le tems que les premiers ont été acquis , les autres ne l'étoient pas.

Cette décision ne peut s'appliquer qu'à son espece ; c'est-à-dire , aux legs de Rente viagere , un legs de Rente perpétuelle fait par tout autre que par un ascendant , auroit de droit appartenu à la Communauté.

De même , une Rente viagere acquise pendant la Communauté , avec les fonds communs , se partage avec les héritiers du prédécédé , lors même qu'elle est constituée sur la tête du survivant.

Nous ajouterons à ces principes , rapportés par M. Denisart , (*Collection de Jurisprudence.*) qu'à l'égard d'une Rente viagere ou de Tontine sur l'Hôtel-de-Ville de Paris ; acquise pendant la Communauté , & des deniers communs , lorsque dans le Contrat de constitution il y a une clause de jouissance en faveur du survivant ; cette clause apposée au Contrat en vertu de la faculté portée par l'Edit de création , est exécutée après le décès du premier mourant. (Voyez à ce sujet *Jouissance en faveur du survivant.*)

COMMUNAUTÉS.

ON appelle Corps ou Communautés les Villes , les Universités , les Colléges , les Hôpitaux , les Chapitres , les Maisons Religieuses , & autres , soit Laïques , soit Ecclésiastiques.

Les Corps & Communautés peuvent posséder des biens ; mais étant , ce qu'on appelle Gens de Main-morte , lorsqu'ils ont une fois acquis un immeuble , ils ne peuvent plus par la suite l'aliéner , c'est pour cette raison qu'il s'est introduit que les Gens de Main-morte , qui acquérent des immeubles , en payeroient au Roi un droit d'Amortissement.

Anciennement les Communautés ne pouvoient acquérir des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris , sans payer le droit d'Amortissement ; mais par la Déclaration du 14 Août 1691 , il fut ordonné : Que ceux qui avoient acquis quelques Domaines aliénés des Bénéfices , Communautés , Collèges ou Hôpitaux , à la charge d'en remplacer le prix en maisons ou héritages , seroient tenus d'en porter les deniers au Trésor Royal , pour être employés en acquisition de Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris. Et ces Rentes furent depuis exemptes du droit d'Amortissement. Cette exemption leur fut confirmée par Arrêt du Conseil du 28 Juin 1701. Voici ce qui donna lieu à cet Arrêt.

Jean-Henri Bogue , Doyen de la Cathédrale de Nevers , avoit légué par son Testament , au Doyenné de ladite Eglise , huit cent livres de Rente foncière , & affecté au paiement de cette Rente généralement tous ses biens , avec faculté à ses héritiers de se libérer & de racheter ladite Rente , en donnant un fonds amorti à ce Doyenné. Après son décès , ses héritiers offrirent au Doyenné d'employer à son profit une somme de seize mille livres en acquisition de huit cent livres de rente sur l'Hôtel-de-Ville de Paris , ce
qui

qui ayant été refusé, cet emploi avoit été ordonné par Sentence des Requêtes du 10 Janvier 1701. Le Sieur Choplet, Receveur des droits d'Amortissement, en ayant été instruit, il fit employer le Doyenné de ladite Eglise dans le Rôle du Conseil, pour le payement des droits de cette fondation. Les héritiers du Sieur Bogne, qui auroient été tenus d'indemniser ce Doyenné, se pourvurent au Conseil, où il fut rendu un Arrêt qui décharge le Doyen de ladite Eglise, ensemble les héritiers du Sieur Bogne, du payement desdits droits, & fait défenses au Sieur Choplet de faire aucunes poursuites pour raison de ce.

Les Rentes sur l'Hôtel-de-Ville ont depuis été déclarées exemptes des droits d'Amortissement par la Déclaration du quatre Octobre 1704, l'Edit du mois de Mai 1708, la Déclaration du trente-un Décembre 1709, & l'Arrêt du Conseil du six Février 1725.

Nous croyons ne devoir pas omettre ici, que par Arrêt du Conseil du 16 Avril 1720, il fut fait défenses à toutes les Communautés Ecclésiastiques & Hôpitaux du Royaume, de faire aucune nouvelle constitution de Rente, à peine de nullité. Mais il leur a été depuis permis par deux nouveaux Arrêts des 2 & 27 Juin 1720, d'acquérir des Rentes sur le Clergé général & sur les Diocèses particuliers, même celles créées sur l'Hôtel-de-Ville, jusqu'à concurrence des sommes qui leur ont été remboursées; & depuis, sur la Requête des Agens Généraux du Clergé, les défenses portées par l'Arrêt du 16 Avril 1720, furent levées, sans exception, & il fut permis par un nouvel Arrêt du 20 Septembre 1720, d'ac-

quérir de nouvelles Rentes , même sur Particuliers , à raison du denier cinquante.

Le 28 Janvier 1727 , sur la requête des Curés & des Communautés Régulières de la Ville de Paris , le Conseil rendit un nouvel Arrêt , qui décharge les Fabriques , les Charités des Paroisses & les Communautés Régulières de ladite Ville , des droits d'Amortissement pour toutes les Rentes sur l'Hôtel de la même Ville , qu'elles ont constituées de leurs deniers , & qui leur ont été données ou léguées à titre de fondation perpétuelle , ou autrement ; fait main - levée des saisies faites pour raison de ce , & ordonne qu'en vertu dudit Arrêt , les Payeurs des Rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris , & tous autres , seront tenus de vider leurs mains en celles des Fabriques , Charités , Communautés Régulières , des arrérages de leurs Rentes ; quoi faisant , ils en seront bien & valablement quittes & déchargés.

Au mois de Juin 1742 , y ayant eu une création de six cent mille livres de Rentes sur les Postes , les Gens de Main - morte eurent la faculté d'en acquérir , sans être tenus de payer aucun droit d'Amortissement. Cette faculté leur fut accordée par la Déclaration du 17 Février 1743 , donnée en interprétation dudit Edit.

Enfin l'Edit du mois d'Août 1749 , Art. 18. permet aux Gens de Main - morte d'acquérir , soit par vente , adjudication , échange , cession , ou transport , soit par disposition entre-vifs ou de dernière volonté , les Rentes constituées sur le Roi & sur le Clergé , Diocèses , Pays d'Etats , Villes & Communautés.

Mais ils n'ont plus la faculté d'acquérir d'au-

tres biens sans l'agrément de Sa Majesté. Le même Edit , Articles 14, 15, 16 & 17, leur fait défenses d'acquérir, recevoir, ou posséder à l'avenir aucun fonds de terre, maisons, droits réels, rentes foncières, ou non rachetables, même des rentes constituées sur des Particuliers, si ce n'est après avoir obtenu les Lettres Patentes de Sa Majesté, dûment enregistrées dans les Cours Souveraines; ce qui s'étend même sur les fonds & rentes réputés meubles suivant la Coutume des lieux, à quelque titre que les Gens de Main-morte puissent les acquérir, soit par vente, adjudication, échange, cession, ou transport, soit par disposition entre-vifs, ou de dernière volonté, lesquels seront déclarés nuls.

Nous observerons de plus ici, que par la Déclaration du mois d'Août 1661, enregistrée le 2 Septembre suivant, il a été défendu aux Particuliers de donner à l'avenir aucuns deniers comptans, héritages, ou rentes aux Communautés Ecclésiastiques, Régulières ou Séculières, à l'exception de l'Hôtel-Dieu de Paris, de l'Hôpital-Général & de celui des Incurables, à condition d'une rente à fonds perdu, à un denier plus fort qu'à l'ordinaire, & défenses ont été faites aux Notaires de recevoir de tels Contrats de constitution.

Que par l'Edit du mois de Janvier 1690, enregistré le 6 Février suivant, l'exécution de la Déclaration de 1661 a été ordonnée & ses dispositions réitérées pour avoir lieu, même à l'égard de l'Hôtel-Dieu de Paris, de l'Hôpital-Général, de ceux des Enfans-Trouvés, des In-

curables & du grand Bureau des Pauvres. L'Edit porte même que, si les Administrateurs font de semblables emprunts, ils en répondront en leurs noms.

Ces Réglemens n'interdisent, comme on voit, aux Communautés & Hôpitaux que la Faculté de constituer des rentes viagères à un denier plus fort qu'à l'ordinaire; mais à l'égard des fonds prêtés aux Communautés & Hôpitaux moyennant des rentes viagères égales au denier de l'Ordonnance, il a été jugé par Arrêt du Grand-Conseil du 27 Septembre 1751, que de semblables Contrats étoient valables. Il s'agissoit de rentes viagères constituées sur le pied du denier vingt, au profit du sieur Thevenet, par les Prêtres de la Congrégation de la Mission de Lyon, dont les héritiers du sieur Thevenet demandoient la nullité.

A l'égard des rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, tous ceux qui, en leur qualité, ont droit de toucher ces rentes appartenantes aux Communautés; comme les Curés, les Marguilliers Comptables des Paroisses, les Administrateurs des Hôpitaux, les Supérieurs ou Procureurs des Maisons Religieuses, &c. doivent justifier aux Payeurs de leurs qualités par les Actes de leurs Elections, Procurations, &c.

Les Archevêques, Evêques & Abbés Commandataires & les Abbeïsses, en justifieront par extrait ou copie du Brevet de Sa Majesté, des Bulles du Pape, insinuées au Greffe des Insinuations Ecclésiastiques, contrôlées & fulminées, & de l'Acte de mise en possession, insinué de même & contrôlé.

COMPTES DES RENTES.

CE Compte est le dénombrement de la recette & de la dépense des deniers que les Payeurs ont eu en maniement ; il se rend année par année à la Chambre des Comptes : il est composé des chapitres de recette & de ceux de dépense, en tête desquels chapitres sont les Arrêts de la Chambre, écrits de la main du Rapporteur, portant admission de la recette & allocation des chapitres de dépense. Les Payeurs ont la faculté de dresser eux-mêmes leurs comptes.

Les Comptes des Rentes perpétuelles & ceux des Rentes purement viagères, ne contiennent ordinairement qu'un seul chapitre de recette, à cause des deniers reçus de l'Adjudicataire des Fermes.

A l'égard des Comptes des Tontines, l'Arrêt de la Chambre des Comptes du 21 Juin 1737, porte que les Payeurs des Rentes seront tenus, dans les Comptes qu'ils rendront des arrérages desdites Rentes, de faire recette, Tontine par Tontine, Division par Division, Classe par Classe, & partie par partie, des Accroissemens qui surviennent aux Rentiers survivans par le décès d'aucuns Rentiers Actionnaires, ou la négligence d'aucuns autres qui ne fournissent point leurs quittances aux Payeurs ; & c'est ce qui forme dans les comptes des Tontines un second chapitre de recette, appelée *Recette Extraordinaire*.

La dépense est ordinairement distinguée par chapitres, suivant les différentes natures des Ren-

tes & suivant les Edits de création , ou date des constitutions & des réductions ; & dans ces chapitres , il est fait mention , article par article , des sommes payées aux Rentiers , pour le montant des arrérages d'une année de leurs Rentes , lesquelles sommes sont allouées au Payeur , sur les quittances des Rentiers , ou de leurs Fondés de procurations , & sur les transports , partages , Certificats de vie , & autres pieces justificatives ; & en outre , pour la premiere année seulement en ce qui concerne les Rentes nouvellement constituées , sur les Ampliations des Contrats de constitution desdites Rentes.

En fin des comptes sont les états finaux qui contiennent la clôture de ces comptes , la récapitulation générale de la recette & de la dépense , & le détail des parties tenues en souffrance dans les chapitres de Rentes perpétuelles , ou de celles dont il est chargé de compter dans les comptes suivans , en ce qui concerne les Tontines.

A l'égard des Rentes purement viagères , comme les parties non réclamées & les portions de parties éteintes portées au Trésor Royal dans le mois de Juillet de la quatrième année de l'exercice des Payeurs , sont passées & allouées dans les comptes , sur les quittances du Garde du Trésor Royal , les états finaux de ces comptes ne contiennent ordinairement aucunes parties à compter , & s'il s'y rencontre quelques souffrances , elles ne peuvent provenir que de défauts de formalité.

Les Comptes des Rentes sont examinés par Messieurs les Auditeurs , qui transcrivent en marge de chaque article les cotes mises par le

Comptable sur chacun des acquits & pieces ; & après leur rapport fait à la Chambre des Comptes , & la clôture mise à la fin du dernier chapitre de dépense & signée du Rapporteur , les Arrêts de la Chambre sont écrits de sa main , en tête de chaque chapitre , & l'état final est par lui assis à la fin du compte , qui est remis au Garde des Livres de la Chambre , lequel met en fin de l'état final son *habui* justificatif qu'il a été remis dans son dépôt avec les acquits , & qu'il s'en est chargé sur le Registre du Parquet des Gens du Roi.

On ne dira rien de plus sur cette matiere ; la comptabilité est d'un objet trop étendu , pour ne pas mériter un Traité particulier , que notre peu de loisir & la foiblesse de nos talens ne nous permettent pas d'entreprendre.

CONSTITUTION.

LA Constitution est l'établissement d'une Rente : on appelle *Date de la Constitution* la date du jour auquel le Contrat en a été passé par les Notaires.

Les quittances de Rentes perpétuelles constituées , des Rentes viagères & des Tontines , doivent faire mention de la date de la Constitution , sans quoi elles seront mises au rebut par les Payeurs. A l'égard des Rentes perpétuelles réduites , on doit faire aussi mention dans les quittances de la date de l'enregistrement à l'Hôtel-de-Ville.

Lorsqu'on va chez un Payeur , pour avoir

quelque éclaircissement sur une Rente , il faut se munir du Contrat , ou du moins d'une note qui indique la date de la Constitution , & du nom sous lequel se fait l'appel ; sans cela le Payeur ne pourroit trouver la partie sur ses Registres. (Voyez Bureau chez les Payeurs.) (Voyez aussi Quittances.)

CONTRAINTES

CONTRE LES PAYEURS.

POUR entendre ce que c'est que la Contrainte à l'égard des Payeurs des Rentes, il est nécessaire de sçavoir d'abord, qu'il y a des cas où le Payeur craignant de ne point avoir une décharge suffisante, en vertu des pièces qui lui ont été fournies , ou pour quelque autre raison légitime , est refusant de payer ; alors ceux qui prétendent avoir droit de toucher , obtiennent un jugement , en vertu duquel ils décernent une Contrainte au Payeur, en son Bureau à l'Hôtel-de-Ville.

La Sentence du Châtelet , du 30 Janvier 1632 , & celle du Bureau de la Ville , du 2 Mars de la même année , enjoignent à tous Créanciers saisissans de se conformer aux Réglemens ; & , pour cet effet , de porter leurs quittances , avec les pièces & décharges nécessaires , ès maisons des Payeurs , pour être lesdites quittances déchargées & payées en leur ordre comme les autres Rentiers ; sauf à eux de se pourvoir , en cas de refus de la part des Payeurs , pour iceux ouïs , y être fait droit ainsi qu'il appartiendra ; & il est fait

défenses à tous Huissiers & Sergens , de mettre à exécution aucune Sentence contre les Payeurs des Rentes , à moins qu'ils ne soient compris dans les qualités d'icelles, & qu'ils n'ayent été ouïs.

Les Arrêts du Parlement, des 2 Juin 1635 & 16 Septembre 1644, portant règlement pour le fait des Contraintes contre les Payeurs, font défenses aux Huissiers de les exercer ailleurs, qu'en leurs Bureaux à l'Hôtel-de-Ville, & huit jours après un commandement fait aux Payeurs, à leurs personnes ou domiciles.

L'Edit d'Août 1671, porte les mêmes dispositions, & ajoute, qu'en cas de refus de la part du Payeur, il lui sera donné assignation au lendemain, pardevant les Prevôt des Marchands & Echevins, pour être la cause jugée sur le champ.

Les Payeurs des Rentes ont quelquefois éprouvé des violences, de la part des Huissiers porteurs des Contraintes.

En 1657, le sieur Amyot, Payeur des Rentes, sur un refus de payer, avoit été conduit en prison, par le nommé Huby, Huissier au Châtelet, à la requête des sieur & demoiselle le Coigneux, créanciers du sieur de Cherbris. La compagnie des Payeurs intervint dans cette affaire, qui fut portée aux Requêtes du Palais, où il fut rendu une Sentence le 10 Septembre 1657, » qui déclare l'emprisonnement du sieur Amyot, injurieux, tortionnaire & déraisonnable; ordonne, » que l'écrou sera rayé, & que les deniers par lui » consignés entre les mains du Géolier, lui seront rendus; à ce faire, le Géolier contraint » par corps, pour être les deniers distribués par » ledit sieur Amyot, aux Créanciers à qui ils se-

» roient adjudés, en rapportant main-levée des
 » saisies, & en donnant bonne & valable dé-
 » charge : condamne lesdits sieurs Huby & le Coi-
 » gneux, aux dommages & intérêts envers ledit
 » sieur Amyot, & aux dépens ; & , sur la de-
 » mande des Payeurs des Rentes, ordonne que
 » les Arrêts & Réglemens pour le payement des
 » Rentes, seront exécutés, avec défenses à tous
 » Huissiers d'y contrevenir, aux peines y portées.

L'Ordonnance de Louis XIV, de 1672, porte,
 chapitre 31, article 5, » que tous Huissiers, por-
 » teurs d'Arrêts, Jugemens, ou Sentences, por-
 » tant condamnation contre les Payeurs des Ren-
 » tes, de vuidier leurs mains des arrérages des
 » Rentes, seront tenus de se rendre à l'Hôtel-
 » de-Ville, aux jours ordinaires des payemens,
 » pour exécuter les condamnations, & recevoir
 » les arrérages des Rentes, en la maniere accou-
 » rumée ; & qu'au préalable, ils seront tenus de
 » les communiquer huitaine auparavant aux
 » Payeurs, & de leur en laisser copie.

Des Loix si précises n'ont pu mettre un frein
 aux entreprises des Huissiers contre les Payeurs ;
 soit ignorance de ces Loix, soit par quelques
 motifs particuliers, ils ne se sont point renfermé
 dans des bornes qui leur étoient si sagement pres-
 crites ; mais leurs tentatives n'ont tourné jusqu'à
 présent qu'à leur désavantage ; une foule (1)

(1) Arrêts du Parlement des 25 May & 2 Juin 1635, 16 Sep-
 tembre 1644, 4 Octobre 1659, 29 Novembre 1670, 9 Juin 1671,
 28 Février 1698 (*Par cet Arrêt, Guyet & Dondieux Huissiers ont été con-*
damnés à aumoner chacun trois livres, & aux dépens) 28 Février 1719,
 & 10 Mars 1746. Sentences des Requêtes du Palais du 10 Septembre
 1657 ; du Châtelet du 30 Janvier 1632 ; du Bureau de la Ville des
 2 Mars 1632, & 5 Juillet 1730, &c.

d'Arrêts rendus contr'eux par différens Tribunaux, tant contradictoirement, que sur Requêtes, a dû leur faire connoître l'inutilité de leurs tentatives contre les Payeurs des Rentes; on ne pourroit rapporter en détail toutes les dispositions qu'ils renferment, sans tomber dans des répétitions ennuyeuses & superflues; mais ces dispositions sont renouvelées dans la Sentence du Bureau de la Ville du 22 Novembre 1759, dont on va rapporter le dispositif.

Elle porte : » Que les Ordonnances, Arrêts &
» Réglemens de la Cour, & Sentences du Bureau
» de la Ville, seront exécutés. En conséquence,
» fait itératives défenses à tous Huissiers, por-
» teurs d'Arrêts ou Sentences, d'exercer aucunes
» contraintes contre les Payeurs des Rentes, en
» leurs personnes ou biens : leur enjoint de venir
» à l'Hotel-de-Ville pour y faire leurs contrain-
» tes, & y recevoir leurs payemens, suivant l'or-
» dre des feuilles, pour le courant; & pour ce
» qui seroit échu précédemment, sur le champ;
» pourvu que huitaine auparavant lesdits Huissiers
» aient fourni les quittances & décharges vala-
» bles aux Payeurs, & laissé copie desdits Arrêts
» & Sentences, & qu'il ne se rencontre pas de
» difficulté à faire lesdits payemens; auquel cas,
» est fait défense auxdits Huissiers de passer ou-
» tre à aucune contrainte, au préjudice des mo-
» tifs de refus apposés; le tout à peine de nul-
» lité, *mille livres d'amende* contre l'Huissier
» contrevenant; & tant contre lui que contre la
» Partie, solidairement, de *trois mille livres de*
» *dommages & intérêts*; sauf aux Parties & à
» leurs Huissiers, en cas de difficulté ou refus

» par le Payeur , à se pourvoir pardevant ledit
 » Bureau , pour être sommairement statué sur les
 » causes de refus , & , par appel , en la Cour :
 » & , en cas de contravention , rébellion & vio-
 » lence , permet de faire emprisonner les contre-
 » venans , à la première requisiion du Payeur
 » refusant.

Et , pour la contravention commise par l'Huissier contre lequel a été rendu cette Sentence , il a été condamné à mille livres d'amende , & lui & sa Partie , solidairement , en cinq cent livres de dommages & intérêts , & aux dépens. (Voyez *Saisies.*)

CONTRATS DE DIRECTION.

LORSQU'UN débiteur , pour se libérer des poursuites de ses créanciers , leur a fait un abandonnement général de tous ses biens meubles & immeubles , pour être par eux vendus , & le prix en provenant être distribué entr'eux , suivant leurs privilèges ou hypothèques ; les créanciers , dans la vue d'empêcher que les biens abandonnés ne soient consommés en frais , conviennent , par un Contrat , qu'ils seront vendus entr'eux à l'amiable , & ce Contrat est appelé *Contrat de Direction*. Il doit être homologué en la Cour ou Siège du lieu où se doivent faire les poursuites.

Par ce même Contrat , ils nomment des Syndics & Directeurs pour régir & administrer les biens , & faire procéder à la vente des immeubles , & jusqu'à ce qu'on puisse parvenir à cette vente ,

CONTRATS DE DIRECTION. 61

en roucher les revenus, sur leurs quittances, ou sur celles de leurs Fondés de procurations; ce qu'ils peuvent faire à l'égard des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville, en justifiant aux Payeurs de leurs qualités de Syndics & Directeurs par un extrait du Contrat, ou Acte de leur nomination & du Jugement d'homologation.

C'est dans les assemblées de ces créanciers que se font les publications; & l'adjudication faite, les Syndics & Directeurs en passent Contrats de vente à l'Adjudicataire.

Mais comme cette vente ne purge pas les hypothèques, l'Adjudicataire peut stipuler qu'il fera un décret sur lui; & à l'égard des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville, il obtient des Lettres de ratification sur le Contrat de vente qui lui en est passé.

Lorsqu'une Rente sur l'Hôtel-de-Ville a été adjugée de cette manière, l'Adjudicataire doit fournir au Payeur, avec ses quittances, copie du Contrat de vente fait par les Syndics & Directeurs, des Lettres de ratification obtenues sur icelle, de l'Acte ou Délibération, portant nomination desdits Syndics & Directeurs & des Jugemens d'homologation.

CONTRATS DE MARIAGE.

ON fait, par les Contrats de Mariage, des donations de Rentes, on y stipule des clauses de communauté ou de non communauté, ou autres, dont il faut justifier aux Payeurs. On croit donc devoir ici parler de ces Contrats.

62 CONTRATS DE MARIAGE.

Les Contrats de Mariage sont susceptibles de toutes sortes de clauses, même de celles qui ne feroient point admises dans d'autres Actes, pour être contre les dispositions précises des Coutumes & des Loix.

On peut y stipuler une communauté, quoiqu'en Pays de Droit Ecrit; & stipuler, dans les Pays Coutumiers, qu'il n'y aura point de communauté.

On peut y renoncer à une succession non encore échue; c'est-à-dire, qu'au moyen de la dot fournie par les peres & meres à leurs enfans, ceux-ci peuvent renoncer à leur succession future, quoique de telles renonciations soient contraires aux regles générales.

On peut y faire des donations valables, soit d'acquêts, soit de propres, sans qu'elles aient besoin d'être acceptées, & non-seulement quant à l'usufruit, mais même à l'égard de la propriété, soit que la donation soit faite seulement par un des contractans à l'autre, soit qu'elle soit faite par les peres & meres, ou par des étrangers.

Un des futurs conjoints peut donner à l'autre (1), à l'effet que la donation vaille quoiqu'il y ait enfans, auquel cas telle donation sera reducible à la légitime des enfans.

On peut stipuler, que la donation n'aura lieu qu'au cas qu'il n'y ait point d'enfans issu, du mariage, lors du décès du premier mourant : ce qui est justifié aux Payeurs par l'intitulé de l'In-

(1) Deux futurs conjoints peuvent s'avantager par leur Contrat de mariage, mais depuis, à l'exception *du don mutuel*, ils ne le peuvent plus, directement, ni indirectement, soit entre-vifs, soit par testament, suivant l'article 282 de la Coutume de Paris.

ventaire fait après le décès du premier mourant, ou, à défaut d'Inventaire, par un Acte de notoriété.

Il se fait aussi par les Contrats de mariage, une espèce de donation particulière, qui participe de la donation entre-vifs & de la donation à cause de mort, & est appelée *institution contractuelle*. C'est un don irrévocable de succession, ou de partie de succession, fait par Contrat de mariage, par les peres & meres, ou même par des étrangers, au profit de l'un des deux conjoints, ou des enfans qui doivent naître du futur mariage.

L'institution contractuelle est aujourd'hui reçue par toute la France, tant en Pays Coutumier qu'en Pays de Droit Ecrit, & ne peut être faite qu'en faveur de mariage, & par le Contrat de mariage.

Elle est irrévocable, & n'est point sujette à la réserve des quatre quints; en sorte qu'on peut y disposer de la totalité de ses propres.

Elle ne peut avoir son exécution qu'au tems du décès de celui qui l'a faite; mais elle saisit de la qualité d'héritier celui qui est institué, dès l'instant de la passation du Contrat.

Dans la plupart des Pays Coutumiers, elle ne lie point les mains à celui qui l'a faite, & ne lui ôte pas la liberté de contracter, vendre, aliéner & engager ses biens, pourvu qu'il en use sans fraude; mais en Pays de Droit Ecrit, on regarde l'Institution contractuelle comme une donation entre-vifs, & l'instituant ne peut plus disposer des biens qu'il a dans le tems qu'il fait l'institution, ni de ceux qu'il acquiert par la suite.

Comme on ne peut renoncer à la succession

64 CONTRATS DE MARIAGE.

d'un homme vivant , l'institué par Contrat de mariage , ne peut renoncer à la succession , du vivant de l'instituant ; mais il peut renoncer à sa succession après sa mort , ou se porter héritier par bénéfice d'inventaire.

Quoique l'institution d'héritier , faite par Contrats de mariage , ait tous les avantages d'une disposition entre-vifs , néanmoins elle ne donne point à l'institué la faculté d'être en même-tems héritier institué , légataire & donataire ; il faut qu'il opte , comme il a été jugé par Arrêt du Parlement de Paris , du 5 Mars 1712.

Le don mutuel en faveur du survivant des deux conjoints , est encore une disposition qui peut être faite par le Contrat de mariage , ou même après le mariage , entre les conjoints. (Voyez *Don mutuel.*)

Tous les Contrats de mariage qui contiennent des donations , soit réciproques ou autres , ou dons mutuels , sont sujets à l'insinuation , suivant la Déclaration de Louis XIII , vérifiée en Parlement le 5 Décembre 1622.

Il n'y a que les donations faites par Contrats de mariage , par les peres & meres à leurs enfans , qui en soient exemptes ; l'article premier de la Déclaration du 17 Février 1731 , le porte ainsi.

On fournit aux Payeurs des Rentes , des extraits de Contrats de mariage , 1°. pour justifier de la communauté des biens , ou de la non communauté.

2°. Lorsque les peres & meres ont abandonné , par ce Contrat , quelque Rente aux futurs conjoints , qui par-là en deviennent propriétaires.

3°. Après le décès du pere ou de la mere des conjoints ,

CONTRATS DE MARIAGE. 65

conjoints , lorsqu'il y est stipulé , qu'au moyen de la dot fournie à leur fille , le survivant du pere ou de la mere , jouira seul des arrérages des Rentes , sans être tenu d'en rendre aucun compte à ses enfans.

4°. Lorsqu'une fille vient à se marier , parce qu'alors , prenant la qualité de femme dans sa quittance , il faut qu'elle en justifie.

Comme il se fait quelquefois des Contrats de mariage , qui , venant à se rompre avant la célébration , deviennent nuls , & demeurent sans exécution ; il est nécessaire de rapporter au Payeur l'Acte de célébration de mariage , étant le seul Acte qui constate qu'il a été fait.

(Voyez *Communauté de biens.*)

CONTROLE DES QUITTANCES DE FINANCES.

LA Déclaration du Roi , du 6 Mars 1716 , servant de règlement pour le Contrôle général des Finances , porte , article V , „ que toutes les „ Quittances comptables du Trésor Royal , & „ des Receveurs généraux des Finances , Domaines & Bois de Sa Majesté , seront contrôlées „ *dans le mois du jour de leur date ;* celles du „ Garde du Trésor Royal , qui seront expédiées „ pour constitution de Rentes ou pour Finances , „ *dans six mois du jour de leur date ;* & qu'il „ sera payé vingt - quatre sols pour le Contrôle „ de chacune desdites Quittances , à l'exception „ de celles pour la constitution des Rentes , dont

66 CONTROLE DES QUITTANCES, &c.

» les frais de Contrats sont à la charge de Sa Ma-
» jesté , pour le Contrôle desquels il ne sera payé
» aucun droit.

La même Déclaration , porte , article VI , » que
» les Quittances qui n'auront point été contrôlées,
» dans lesdits délais , ne le pourront être qu'en
» conséquence d'Arrêts du Conseil ; & que les
» Quittances comptables ainsi contrôlées , seront
» passées & allouées dans les comptes , sans qu'il
» soit besoin de rapporter aucunes Lettres de vali-
» dation.

Article VIII. » Qu'aucun remboursement ne
» sera fait à l'avenir par les Gardes du Trésor
» Royal , que la Quittance dont le rembourse-
» ment aura été ordonné , n'ait été préalablement
» déchargée du Contrôle , excepté néanmoins
» les Quittances pour la constitution des Ren-
» tes , pour lesquelles il aura été expédié des Con-
» trats ; le contenu desquelles Quittances pourra
» être remboursé , nonobstant qu'elles n'ayent
» pas été préalablement déchargées du Contrôle ;
» & qu'il sera payé pour la décharge des Quit-
» tances de toute espèce , vingt-quatre sols seu-
» lement.

CONTROLE DES RENTES.

LE Contrôle des Rentes , est l'enregistrement
qui se fait à l'Hôtel-de-Ville , sur un Livre ou
Registre public , par un Officier établi à cet effet ,
des payemens faits par les Payeurs des Rentes.
Ce Registre doit être en papier timbré , relié
sans intermission ni blanc , & coté à chaque feuil-

let & paraphé par le Prevôt des Marchands, ou par un des Echevins : il doit contenir à chaque partie enregistrée, le nom du Rentier, la somme qui lui est payée, & le nom de celui qui reçoit, avec mention de la pièce, soit Contrat, soit procuration ou autre, dont il étoit chargé pour recevoir.

Ce Registre doit aussi être arrêté à chaque paiement, & signé par le Contrôleur, qui déclare que les parties y comprises ont été payées en sa présence ; & ce concours de formalités, rend l'autorité de ce Registre incontestable.

En effet, ce Registre ou Contrôle, est l'unique pièce justificative du paiement des Rentes ; &, suivant la disposition des Réglemens, toutes les parties qui s'y trouvent employées, sont censées acquittées, & le sont en effet à la décharge du Payeur ; c'est le témoignage qui a été rendu par Messire *Alexandre de Seve*, Conseiller d'Etat & Prevôt des Marchands, sur les conclusions du Procureur du Roi, en ces termes :

Nous certifions à Nosseigneurs de Parlement, que le Contrôle est la véritable décharge du Payeur, pour les parties de Rentes employées en icelui ; sans que ledit Payeur soit tenu de rapporter autre justification du paiement, que ledit Contrôle ; en témoin de quoi nous avons mis à ces présentes le scel de la Prevôté des Marchands, le 29 Septembre 1654. (Contrôle des Rentes, fol. 237.)

En effet, il avoit été jugé au Châtelet, dès l'année 1630, que ce Registre a une telle autorité, que les payemens enregistrés & déchargés sur icelui, ne peuvent plus être contestés par les Rentiers : Voici à qu'elle occasion.

» *Jacques Duvidal*, Contrôleur des Gabelles
 » de Languedoc, avoit une partie de 3000 livres
 » de Rentes sur les Aydes & Gabelles, dont il
 » recevoit lui-même les arrérages à l'Hôtel-de-
 » Ville, de quartier en quartier; celui d'Octobre
 » 1629 étant en débet, il fournit sa quittance
 » de 750 livres, au commencement de l'année
 » 1630, à M^e François Petit, son Payeur; il se
 » présenta ensuite à l'Hôtel-de-Ville pour rece-
 » voir; mais comme le Payeur n'en étoit pas
 » encore à sa lettre, il ne fut point appelé.
 » S'étant présenté de nouveau vers la fin de
 » Mars, la partie se trouva avoir été payée,
 » dès le dix-huit, à un particulier, sous le nom
 » de *Daniel Fanchon*, qui avoit répondu à l'ap-
 » pel, la somme & le nombre des quittances (1).
 (*Contrôle des Rentes, fol. 247.*)

Duvidal, prétendit que sa Rente ayant été ainsi payée à un particulier, qui n'avoit aucun pouvoir de lui pour recevoir, le Payeur ne pouvoit s'aider du Contrôle pour sa propre décharge, &, sur cela, il porta l'affaire au Châtelet, où il conclut, à ce que le Payeur fût tenu de lui payer une seconde fois son quartier d'arrérages.

Mais celui-ci fit si bien valoir l'autorité du Contrôle, comme étant la pièce justificative du paiement, & l'Acte qui seul opéroit sa décharge, que le Rentier fut débouré de sa demande, par Sentence du 8 Décembre suivant.

Nous nous contenterons de citer ici cet exemple, entre plusieurs autres, parce que nous pen-

(1) C'étoit alors l'usage de répondre à l'appel, le nombre des Quittances fournies.

CONTROLE DES RENTES. 69

sons qu'il suffit pour prouver ce que nous avons avancé sur l'autorité du Contrôle.

Les Quittances comptables , fournies par les Payeurs des Rentes à l'Adjudicataire des Fermes , doivent aussi être enregistrées par les Contrôleurs , & transcrites sur leurs Contrôles ; elles y forment le chapitre de recette , de même que la décharge des parties des Rentes y compose celui de la dépense ; & il doit être fait mention au dos de ces quittances , de cet enregistrement.

Après l'exercice expiré , les Contrôleurs des Rentes doivent , dans les délais marqués par les Réglemens , remettre à la Chambre des Comptes une expédition sur papier timbré de leurs Contrôles , prendre Acte de cette remise , & s'en faire délivrer deux expéditions , dont une qu'ils ont soin de garder pour leur décharge particulière , & l'autre pour être remise au Payeur , qui est tenu de le rapporter au jugement de son compte ; sur quoi il est à propos d'observer , que la Chambre des Comptes n'alloue point à un Payeur des Rentes , les gages de son Contrôleur , qu'une expédition de l'Acte de remise du Contrôle au Greffe de la Chambre , ne soit jointe à la quittance du Contrôleur.

Après avoir parlé de la forme du Contrôle , & de l'autorité de ce Registre , il reste à faire mention du droit qu'ont les Contrôleurs , d'en délivrer des extraits.

Il se rencontre des occasions , où les Rentiers ont intérêt de connoître à qui certaines parties ont été payées ; alors ils doivent avoir recours aux Contrôleurs des Rentes , & demander qu'il

70 CONTROLE DES RENTES.

leur soit délivré des extraits de leurs Contrôles ; signés de ces Officiers.

» Les Registres du Contrôle des Rentes , étant
» des Actes publics , & , en cette qualité , sujets
» au compulsoire , les Contrôleurs , qui seuls en
» sont dépositaires , ne peuvent valablement re-
» fuſer , dans les occasions néceſſaires , la com-
» munication qui en eſt demandée , & qui ſe
» fait par la délivrance des extraits ; mais com-
» me ces Officiers ne peuvent ſe diſpenſer de
» la donner ; de même auſſi les particuliers ne
» la ſçauroient exiger *gratis*. De tout tems ils
» ont payé trente ſols ces ſortes d'extraits certi-
» fiés , & ce n'eſt pas l'uſage d'en exiger da-
» vantage.

» Quand il s'agit de délivrer l'extrait d'un
» Contrôle , dont l'Officier eſt mort ou ſupprimé , & dont les Registres ſont déposés au
» Bureau de la Compagnie des Contrôleurs , ſui-
» vant les Ordonnances de la Ville ; c'eſt au
» Syndic alors , ou , en ſon abſence , au Doyen
» des Contrôleurs , qu'il faut ſ'adreſſer , comme
» ayant , dans ce cas , le droit de délivrer ces
» extraits. (*Contrôle des Rentes , page 137.*)

CONTROLEURS DES RENTES.

LES payemens des Rentes ſur le Roi , ſe font
publiquement à l'Hôtel-de-Ville , ſous l'inſ-
pection des Prevôt des Marchands & Echevins ,
ce qui en conſtate l'authenticité ; mais pour la
validité de ces payemens , le bon ordre exigeoit
encore qu'il y eût une tierce perſonne interpo-

fee entre le Payeur & le Rentier , qui , par l'enregistrement des parties payées sur un livre public , opérât tout à la fois la validité des payemens , l'acquit du Roi & la décharge du comptable.

C'est à cette fin que les Contrôleurs des Rentes ont été institués. Ces Officiers sont en même nombre que les Payeurs ; chaque Partie des Rentes a son Contrôleur , qui doit se rendre à l'Hôtel-de-Ville le jour de chaque semaine marqué pour le paiement de sa Partie , & y enregistrer sur son Contrôle (1) les parties de Rentes , à mesure que les Rentiers répondent à l'appel ; & après cet appel , examiner les Contrats , Procurations & autres pièces représentés par les Rentiers , ou par ceux qui sont chargés de recevoir ; & lorsqu'ils ont reconnu que ces pièces sont valables , mettre en marge du Contrôle les noms de ceux qui reçoivent , en faisant mention qu'ils ont vu le Contrat , la Procuration ou autre pièce représentée ; arrêter & signer les payemens sur leurs Registres , à la fin de chaque Contrôle ; signer aussi le double du Contrôle ; c'est-à-dire , le Registre que le Payeur tient de son côté , vérification préalablement faite des calculs ; & fournir à l'issue des payemens au Prevôt des Marchands & Echevins , un certificat du montant des sommes payées aux Rentiers par le Payeur.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur ce qui regarde les Contrôleurs des Rentes ; ceux qui désireront connoître plus à fond les diffé-

(1) Voyez *Contrôle*.

rentes créations , les privilèges & les fonctions de ces Officiers , pourront avoir recours au livre qui a pour titre : *Mémoire sur le Contrôle des Rentes* , où ils trouveront des recherches utiles & curieuses sur une matiere qui a été traitée à fond par M. le Roy , Auteur de cet Ouvrage.

C O U T U M E S.

LES Rentes constituées sur Particuliers , même celles dûes par le Clergé , les Etats de Bretagne , de Languedoc , de Bourgogne , &c. sont régies par le domicile du créancier ou propriétaire , & appartiennent , dans sa succession , à l'héritier auquel la Loi du domicile les défère. Cette maxime est consacrée par un Arrêt du Parlement de Paris du 5 Mai 1733.

Mais il n'en est pas de même des Rentes constituées sur l'Hôtel-de-Ville de Paris ; elles sont régies par la Coutume de cette Ville : ainsi l'on suit les dispositions de cette Coutume dans les mutations qui arrivent , soit par le décès des Rentiers , soit par vente , transport , disposition entre-vifs ou de dernière volonté.

Après le décès des Rentiers domiciliés dans les Provinces régies par des Coutumes différentes , ou par le Droit Ecrit , il se fait souvent dans leurs familles des arrangemens , suivant les dispositions de ces Coutumes particulieres , dont la forme est différente de celle de Paris , tant en ce qui concerne l'élection des Tuteurs & des Curateurs , qu'au sujet des Testamens , délivrance de Legs & autres formalités. C'est pourquoi ceux

qui leur succèdent , doivent rapporter aux Payeurs des certificats des Juges des lieux , portant que , suivant telle Coutume , telle formalité a lieu.

A l'égard des arrérages dûs au décès des Rentiers , comme ils sont réputés meubles , ils suivent la Coutume des lieux de la résidence des Rentiers décédés.

Pour ce qui est des Etrangers domiciliés hors du Royaume , lors des mutations qui arrivent dans les Rentes qui leur appartiennent , soit par disposition entre-vifs , ou à cause de mort , ils ont la faculté de les faire juger & régler suivant les Loix de leurs Pays , aux termes de la Déclaration du 7 Décembre 1715. (Voyez *Etrangers.*)

C U R A T E U R S.

LE Curateur est celui qui est commis , pour régir & administrer les biens d'autrui.

On donne des Curateurs aux Mineurs , quand ils sont sortis de tutelle , & qu'ils sont émancipés.

On donne aussi des Curateurs aux prodigues , à ceux qui sont en démence & aux furieux.

On nomme aussi un Curateur au ventre ; c'est-à-dire , lorsqu'une femme est enceinte , lors du décès de son mari , on crée un Curateur au posthume , pour agir en son nom , en cas qu'il vienne au monde ; sitôt que le posthume est né , la charge de Curateur est finie , & on crée un Tuteur à l'enfant.

On crée aussi des Curateurs aux biens vacans d'un défunt ; c'est-à-dire , que lorsque ses héri-

tiers présomptifs ont renoncé à la succession ; en ce cas , la succession est appelée vacante , & les Créanciers font nommer un Curateur contre lequel se dirigent routes les actions , & qui assiste à tous les actes & aux partages qui se font de ses biens.

Dans tous ces cas , les Curateurs sont nommés par les Juges , & il doit être fourni aux Payeurs , copie ou extrait des Sentences , portant nomination des Curateurs.

A l'égard des Curateurs aux successions vacantes , voici ce qui en est dit dans le préambule de l'Arrêt de la Chambre des Comptes , rendu en forme de Règlement le 17 Juin 1758, sur le réquisitoire de M. le Procureur Général de la même Chambre.


» Que la crainte de l'insolvabilité du Curateur
» à la succession vacante , avoit fait penser qu'il
» y avoit du risque à lui payer les Rentes ; mais
» qu'on ne pouvoit douter qu'il n'eût la capa-
» cité de les recevoir , puisqu'il étoit l'homme
» préposé à cet effet par la Justice. (Voyez
Interdits.)





D.

D É L É G A T I O N .

 A Délégation étant une espèce de cession, par laquelle un débiteur substitue son débiteur en sa place à son créancier, pour qu'elle soit valable, il faut que trois personnes y donnent leur consentement ; le débiteur qui délègue, son débiteur qui est délégué, & le créancier du débiteur qui délègue.

A l'égard des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville, les délégations qui en sont faites, sont plutôt des vraies cessions ou transports, d'autant qu'elles ne se font point du consentement des Payeurs des Rentes, auxquels on se contente de les faire signifier ; & même on n'observe cette formalité que parce que le transport ne saisit point, & que celui à qui il est fait, n'est présumé le maître de la chose transportée, que par la signification du transport fait au débiteur.

On délègue les arrérages des Rentes en tout ou en partie ; on les délègue pour plusieurs années définies, ou même indéfiniment ; mais comme ces sortes de transports ne donnent point la propriété, ils n'ont pas besoin d'être revêtus de Lettres de Ratification, qui ne sont nécessaires que pour les Actes translatifs de propriété, à

l'effet de purger les hypothèques sur les Rentes. Dans tous les cas on doit fournir aux Payeurs des copies ou extraits des délégations, avec les quittances jusqu'à concurrence.

DÉLIVRANCE DE LEGS.

EN Pays Coutumier on ne peut être héritier & légataire tout ensemble; mais le légataire peut renoncer à cette qualité, & prendre celle d'héritier, s'il juge qu'elle lui soit plus avantageuse.

Tout légataire est tenu de demander la délivrance de son legs, même le légataire universel; & cette délivrance doit être donnée par tous les héritiers, par un ou plusieurs Actes, passés devant Notaires, ou demandée en Justice, dans le cas où ils refuseroient de la donner.

Mais en Pays de Droit Ecrit, tout testament saisit de droit tous légataires ou héritiers institués, sans qu'ils soient obligés d'en demander la délivrance aux héritiers présomptifs du testateur.

A l'égard des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris & autres constituées par le Roi, il s'étoit élevé quelques contestations sur la nature de ces Rentes, à cause de l'opposition qui se trouve entre les Loix du Droit Ecrit & les dispositions des Coutumes, par rapport à la nature des Rentes constituées en général, qui sont réputées immeubles dans la plupart des Coutumes, particulièrement dans celle de Paris, & meubles dans les Pays de Droit Ecrit. Aux termes de l'Ordonnance de 1735, Art. 68, l'institution d'héritier,

faite par un testateur domicilié en Pays de Droit Ecrit, devant avoir son exécution, tant pour les immeubles situés auxdits Pays, que pour les meubles, droits & actions qui suivent la personne; & devant valoir comme legs universels, à l'égard des immeubles situés dans les Pays où le Droit Ecrit n'est pas observé, & être sujets à délivrance; il s'agissoit de sçavoir si un héritier, institué par un testateur domicilié en Pays de Droit Ecrit, & trouvant dans les effets de la succession des Rentes constituées par le Roi sur les Aydes & Gabelles; sur les Recettes des Tailles situées hors le Pays de Droit Ecrit; sur les Postes, ou de quelque autre nature que ce soit, en acquéroit la propriété, en vertu de l'institution seule, comme étant immeubles, ou une action mobilière, suivant la personne; ou s'il étoit obligé au contraire d'obtenir en Justice la délivrance desdites Rentes, comme étant des immeubles situés hors du Pays régi par le Droit Ecrit, & de rapporter l'acte de délivrance, pour la décharge du Payeur.

Ces difficultés exposoient les parties prenantes à des délais onéreux; & les comptables à avoir des souffrances dans leurs comptes; en sorte qu'il étoit nécessaire de prescrire à cet égard, tant aux comptables qu'aux Rentiers, une Loi fixe qui prévint toute contestation. Tels sont les motifs exposés dans la Requête présentée à la Chambre des Comptes par M. le Procureur-Général en 1755. Il ajoute : » que, pour pré-
 » senter à la Chambre des idées justes, & la
 » mettre en état de décider, il avoit fait des
 » recherches sur la nature des Rentes consti-

78 DÉLIVRANCE DE LEGS.

» tuées par le Roi dans les Pays régis par le Droit
 » Ecrit; qu'il avoit trouvé que dans le ressort des
 » Parlemens de Bordeaux , de Toulouse, & dans
 » le Duché de Bourgogne , ces Rentes étoient
 » distinguées , & avoient un sort différent des
 » Rentes constituées sur des Particuliers ; que
 » les premières conservoient , dans les partages
 » & dans les successions , la nature d'immeu-
 » bles , tandis que les dernières n'étoient confi-
 » dérées que comme mobilières ; qu'enfin le
 » Testateur instituant un héritier , ne lui trans-
 » mettoit pas la propriété des Rentes consti-
 » tuées sur le Roi à titre d'institution , mais
 » seulement à titre de Legs universel sujet à
 » délivrance. ; ce qui ne laissoit point douter
 » que l'héritier institué ne dût obtenir la déli-
 » vrance des Rentes constituées par le Roi , &
 » en rapporter l'acte pour la décharge du comp-
 » table. Sur cette Requête , la Chambre des
 Comptes a rendu un Arrêt le 22 Février 1755 ,
 dont voici le dispositif.

» La Chambre , faisant droit sur le réquisi-
 » toire du Procureur - Général du Roi , porté
 » par ladite Requête , a ordonné & ordonne
 » que les Articles 68 , 69 , 70 , 71 , 72 & 73
 » de ladite Ordonnance (de 1735) seront exé-
 » cutés selon leur forme & teneur : ce faisant ,
 » que les Rentes , intérêts & autres charges
 » assignées sur les Fermes des Aydes & Gabel-
 » les , sur celles des Postes , sur les Recettes gé-
 » nérales des Domaines , des Finances , Recettes
 » particulières des Tailles , ou autres revenus du
 » Roi , dont le paiement doit être fait à bureau ou-
 » vert en cette Ville de Paris , ou en d'autres Villes :

» & lieux régis par les Coutumes, qui réputent
 » les Rentes immeubles, conserveront leur na-
 » ture d'immeubles, encore bien que les pro-
 » priétaires des Rentes, intérêts & autres char-
 » ges, fussent domiciliés dans les Pays de Droit
 » Ecrit, ou Pays Coutumier, qui réputent les
 » Rentes meubles, & que les institutions d'hé-
 » ritiers, faites en Pays de Droit Ecrit, ne vau-
 » dront, à l'égard desdites Rentes, intérêts &
 » charges, que comme legs universels, sujets à
 » délivrance; fait défenses à tous Trésoriers,
 » Payeurs, Receveurs Généraux & Particuliers,
 » ou autres Comptables, préposés au paiement
 » desdites Rentes, intérêts & autres charges,
 » d'en faire le paiement à ceux qui en préten-
 » dront la propriété, en vertu de testamens faits
 » par des testateurs domiciliés en Pays de Droit
 » Ecrit, qui les instituent héritiers universels,
 » qu'en leur remettant des actes de délivrance
 » desdits legs universels; lesquels actes lesdits
 » Comptables seront tenus de rapporter sur leurs
 » comptes, à peine lesdites parties d'être tenues
 » en souffrance, même rayées, s'il y échet, aux
 » jugemens de leurs comptes; & sera le présent
 » Arrêt exécuté par forme de Règlement, &c.
 » Fait les Semestres assemblés le 22 Février 1755.

Cependant il est bon d'observer ici que les dispositions de cet Arrêt ne s'appliquent qu'aux Rentes perpétuelles: à l'égard des Rentes viagères, voici comme M. le Procureur-Général s'explique dans son Requisitoire, contenu dans le préambule d'un Arrêt de la même Chambre du 17 Juin 1758: » Que la Chambre ayant par son
 » Règlement du 22 Février 1755, déclaré, con-

80 DÉLIVRANCE DE LEGS.

» formément aux dispositions de l'Ordonnance
» du mois d'Août 1735, que les Rentes sur la
» Ville étoient sujettes à délivrance, lorsque la
» propriété en étoit transmise par le testament
» d'un domicilié en Pays de Droit Ecrit, elle ne
» s'étoit point expliquée sur les Rentes viage-
» res, dont il seroit disposé de la même manière
» dans les Provinces régies par le même Droit
» Ecrit; mais qu'il ne paroïssoit pas nécessaire
» que son Règlement eût aucune disposition pré-
» cise à cet égard, puisque le fonds de ces Ren-
» tes étant composé d'une somme mobilière,
» qui périt pour le Rentier, dès le moment de
» sa constitution, elles ne pouvoient être con-
» sidérées, comme étant de la même nature que
» les Rentes perpétuelles, ni être assujetties à
» une formalité qui n'a été établie par l'Ordon-
» nance de 1735, que pour les successions des
» immeubles.

Tout légataire, soit général, soit particulier, pour se faire immatriculer sur les Registres des Payeurs, doit rapporter extrait du testament, où il soit fait mention du legs fait en sa faveur; l'acte de délivrance de legs, ou la Sentence qui l'ordonne, rendue entre lui & tous les héritiers présomptifs du défunt; & s'il a renoncé à la qualité d'héritier, pour s'en tenir à celle de légataire, il doit aussi rapporter cette renonciation.



DENIER

DENIER DE CONSTITUTION.

LE Denier de constitution, est le prix auquel a été fixé l'acquisition des Rentes, tant sur les revenus de l'Etat, que sur les Particuliers.

RENTES SUR L'HÔTEL-DE-VILLE.

Le Denier de constitution de ces Rentes a beaucoup varié sous les regnes précédens. On partira du regne de Louis XIII, d'autant qu'il paroît peu nécessaire de remonter à une plus haute antiquité.

Au commencement du regne de ce Monarque, les Rentes perpétuelles sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, furent d'abord fixées au Denier *seize*, & cette fixation eut lieu jusqu'au mois de Septembre 1634, qu'il fut rendu un Edit, portant création de Rentes au Denier *dix-huit*, sur les Gabelles.

Ce même Denier eut lieu sous Louis XIV, jusqu'en 1674. L'Edit du mois de Décembre de la même année, fixe ces Rentes au Denier *seize*. Au mois de Mai 1680, parut un Edit qui les réduisit au Denier *vingt*. On trouve depuis sous ce regne, des constitutions de Rentes aux Deniers *douze & demi*, *quatorze*, *seize*, *dix-huit*, *vingt* & *vingt-cinq*.

Sous le regne de Louis XV, en 1720, il y eut un remboursement de toutes les Rentes, & une nouvelle constitution de vingt-cinq millions de Rentes au Denier *quarante*, sur l'Hôtel-de-Ville de Paris; & les anciennes Rentes furent réduites à ce Denier. Il y eut même cette année,

82 DENIER DE CONSTITUTION.

une constitution de Rente au Denier *cinquante*, sur les Tailles.

On compte depuis 1735 plusieurs créations de Rentes, tant sur les Postes, que sur le Dixième & sur la Caisse des Amortissemens; & toutes ces créations furent faites au Denier *vingt*, à l'exception de celles du mois de Juillet 1738, sur les Postes, qui furent établies au Denier *quarante*.

Au mois d'Avril 1758, il y eut une création de Rentes, à *quatre pour cent*, sur les Aydes & Gabelles; & aux mois de Mai 1760, & Juillet 1761, deux autres créations à *trois pour cent*, sur les Cuirs.

A l'égard des Rentes viagères sur le même Hôtel-de-Ville, le premier Edit de création de ces Rentes, est du mois d'Août 1693; il porte, que les Rentiers seront partagés en six Classes, suivant la différence des âges.

La première, des enfans mineurs, jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans accomplis, pour être payés des intérêts du capital, à raison du Denier *quatorze*.

La deuxième, de vingt-cinq à quarante ans, à raison du Denier *douze*.

La troisième, de quarante à cinquante ans, à raison du Denier *dix*.

La quatrième, de cinquante à soixante ans, à raison du Denier *neuf*.

La cinquième, de soixante à soixante-dix ans, à raison du Denier *huit*.

La sixième, de soixante-dix ans & au-dessus, à raison du Denier *sept*.

Les Edits des mois d'Août 1701 & Février 1702, accordent le Denier *dix* à tout âge.

En Novembre 1722, Juillet 1723 & Janvier

1724, il y eut trois créations au Denier *vingt-cinq*, pour être acquises en Billets de banque.

Il a été fait depuis plusieurs constitutions à différens Deniers, suivant les âges; tel que les Edits des mois de Novembre 1700, Octobre 1741, Juillet 1717 & Novembre 1754.

Les Edits des mois de Novembre & Décembre 1757, ont donné le Denier *dix* à tout âge.

Enfin, au mois de Novembre 1758, il parut un Edit portant créations de Rentes viagères, pour être constituées ou sur une tête à différens Deniers suivant l'âge, ou à *huit pour cent* sur deux têtes, au choix des acquéreurs.

Les Rentes appelées Tontines, sont toutes partagées en différentes Classes, avec des Deniers proportionnés à l'âge des acquéreurs.

On en excepte cependant les sixième & septième Tontines, qui furent établies à l'occasion de deux Loteries Royales, à raison de 300 livres le billet, & en faveur desquelles on attribua aux billets perdans 15 livres de Rente en forme de Tontine, sans distinction de Deniers dans les quinze Classes dont chacune de ces Tontines fut composée. (Voyez *Tontines*.)

RENTES CONSTITUÉES SUR LES PARTICULIERS.

A l'égard des constitutions de Rentes sur les Particuliers, on observera que dans les premiers tems, les intérêts ne pouvoient être stipulés qu'à raison du Denier *dix*. Mais ces intérêts ont été réduits au Denier *douze* sous Charles IX, en 1569 & 1576.

84. DENIER DE CONSTITUTION.

Au Denier *seize*, par l'Edit d'Henri IV, du mois de Juillet 1601.

Au denier *dix-huit*, sous Louis XIII, par l'Edit de Juin 1634.

Et enfin au Denier *vingt*, sous Louis XIV, par l'Edit du 22 Décembre 1665.

Sous le regne de Louis XV, il y eut une forte réduction de l'intérêt, qui fut fixé d'abord au Denier *cinquante*, par l'Edit du mois de Mars 1720.

Mais cet Edit ne se soutint pas longtems; il n'eut pas même son exécution dans les Provinces de Bretagne & de Normandie, où l'on continua de faire des constitutions au Denier *vingt*, même entre personnes domiciliées dans d'autres Provinces : en sorte qu'au mois de Juin 1724, il parut un nouvel Edit, qui fixe les constitutions de Rentes, entre Particuliers, au Denier *trente*.

Enfin, par l'Edit du mois de Juin 1725, cet intérêt fut remis au Denier *vingt*, en ces termes.

» Louis, &c. Les principaux motifs qui nous
» avoient porté à fixer, par notre Edit du mois
» de Juin 1724, la constitution des Rentes sur
» le pied du Denier *trente* du capital, avoient
» été la nécessité de soutenir le prix des immeu-
» bles, dans la même proportion de la valeur
» à laquelle nous avons fixé les espèces; de con-
» server aux débiteurs, une plus grande facilité
» de se libérer des engagemens qu'ils pouvoient
» avoir contracté, sur le pied d'un prix plus fort,
» des biens fonds & des espèces; d'assurer, mê-
» me par-là, le payement de leurs créanciers,
» & de conserver aux capitaux des Rentes, sur
» la Ville & sur les Tailles, une valeur plus

» considérable, en faveur de ceux que l'état de
 » leurs affaires pourroit obliger à s'en défaire ;
 » mais l'éloignement général du public, pour un
 » Denier fort différent à la vérité de celui au-
 » quel il avoit contracté pendant une longue
 » suite d'années, nous a privé jusqu'à présent de
 » toute l'utilité d'une opération où son concours
 » étoit nécessaire, & a rendu à charge aux débi-
 » teurs & à leurs créanciers, ce qui avoit été
 » établi pour leur avantage ; & la persévérance
 » des Particuliers à garder leur argent, plutôt
 » que de le donner à un Denier qui ne leur pa-
 » roissoit pas assez avantageux, a forcé ceux dont
 » les besoins étoient les plus pressans, à donner
 » leurs effets à des prix fort au-dessous de leur
 » valeur, ou à s'engager à des usures encore
 » plus ruineuses. Nous aurions pu, en conti-
 » nuant de tenir la main à l'exécution de cet
 » Edit, amener enfin le public à s'y prêter de
 » sa part, & à en sentir même tous les avanta-
 » ges ; mais, comme nous ne nous étions pro-
 » posé d'autres vues dans cette occasion, que
 » l'utilité générale de nos sujets, sans aucun
 » avantage particulier pour nos finances, nous
 » avons cru devoir en cette occasion, céder con-
 » tre nos propres lumières, au désir général de
 » nos peuples, en rétablissant le Denier de cons-
 » titution, sur le pied du vingtième du capital,
 » &c. A ces causes, &c.

I.

» A compter du jour de la publication du
 » présent Edit, le Denier de la constitution sera
 » & demeurera fixé, dans toute l'étendue de

86 DENIER DE CONSTITUTION.

» notre Royame , terres & seigneuries de notre
» obéissance , à raison du denier *vingt* du capital ,
» nonobstant tous Edits , Déclarations ou autres
» Réglemens à ce contraires , auxquels nous avons
» dérogé & dérogeons par notre présent Edit.

I I.

» Permettons en conséquence à tous Notaires ,
» Tabellions , ou autres personnes publiques ayant
» droit de passer ou recevoir les Contrats , de
» les passer à l'avenir sur ledit pied du Denier
» *vingt* ; sans néanmoins qu'ils puissent en passer
» sur un pied plus fort , à peine de privation
» de leurs Offices , d'être lesdits Contrats déclá-
» rés usuraires , & d'être procédé extraordinaí-
» rement contre les prêteurs.

I I I.

» Ordonnons en conséquence à tous Juges ,
» dans les Jugemens qu'ils auront à prononcer ,
» portant condamnation d'intérêt , de les pro-
» noncer à l'avenir sur le pied du Denier *vingt* ,
» &c.

Cet Edit a été enregistré au Parlement le 8 Juin
1725.

Il est donc défendu de donner de l'argent à plus haut intérêt que le Denier *vingt* ; mais il est permis de le donner à moindre Denier , comme au Denier *vingt-deux* , *vingt-quatre* , *vingt-huit* , *trente* & *trente-six* ; ce qui est d'usage pour les Rentes constituées sur les Communautés , à cause de la sûreté du fonds.



DÉPÔT DES ACTES

CHEZ LES NOTAIRES DE PARIS.

TOUTES Procurations, tous Inventaires, Partages, Donations, Transports, Testamens, & autres Actes émanés des Provinces, ou des Pays Etrangers, & dont on veut faire usage pour recevoir les arrérages des Rentes, doivent être déposés pour minutes chez les Notaires à Paris, pour en être par eux délivré autant d'expéditions qu'il sera nécessaire.

Par le moyen de ce Dépôt, les Actes passés en Brevet, & les expéditions des Actes passés dans les Provinces & dans les Pays Etrangers, forment chez les Notaires de Paris, comme un Registre Public, où il est facile de les trouver, lorsqu'on sçait le nom du Notaire où il a été déposé & la date du dépôt qui en a été fait; ce qui donne aux Rentiers & même aux Payeurs des Rentes, dans le besoin, la facilité de s'en procurer des copies promptement & sans beaucoup de frais: autrement ces Actes ayant été passés dans des Pays éloignés, il seroit très-difficile, souvent même impossible, d'en avoir de nouvelles expéditions, s'ils venoient à se perdre, ou dans les cas de ventes, transports, ou remboursement des Rentes, où l'on doit rapporter toutes les pièces qui en constatent la propriété; parce que ces Actes une fois fournis aux Payeurs, sont par eux rapportés au jugement de leurs comptes, & remis à la Chambre des Comptes,

où ils restent confondus avec les autres acquits.

Ce dépôt , par cette raison , aussi utile aux Rentiers qu'aux Payeurs , sert de plus à assurer la décharge de Sa Majesté , en ce qu'il constate irrévocablement la propriété des Rentes , & les différentes mutations qui en sont faites , par ventes , transports , donations , &c. dont il est facile , au moyen de ce dépôt , d'avoir une parfaite connoissance dans tous les tems , en se faisant représenter les titres originaux mis en dépôt chez les Notaires ; d'autant plus que les registres d'immatricules des Payeurs des Rentes , où il est fait mention de ces Actes , n'en contiennent souvent que les dates , ou du moins un extrait fort court , sans entrer dans aucun détail , des différentes dispositions qu'ils renferment.

Ce dépôt est donc une formalité nécessaire , & est même passé en force de Loi depuis qu'il a été expressément ordonné par l'Arrêt contradictoire du Conseil du 2 Août 1740. Voici ce qui a donné lieu à cet Arrêt.

Marie-Elisabeth Wallé , Dame Dankeron , en Hollande , prétendoit que pour toucher les revenus & capitaux de ses Rentes , elle devoit être exempte , comme Etrangere , de faire controller & insinuer les titres , pièces & procurations qu'elle envoyoit d'Hollande , revêtus de la forme de ce Pays ; ses moyens rouloient sur ce que , par les Edits de créations des Rentes , les Etrangers qui en acquéreroient étant déchargés de tous droits , s'ils déposoient leurs titres chez les Notaires à Paris , ce n'étoit que pour la satisfaction des Payeurs des Rentes , & pour mettre ces Officiers en état , s'ils perdoient les pièces à

eux fournies , d'en lever des *Duplicata* chez les Notaires dépositaires. A quoi le Fermier du Domaine répondit, que l'Article premier de la Déclaration du 19 Mars 1696 portoit expressément, que tous Actes passés dans le Pays où le contrôle n'a pas lieu , ne pouvoient être reçus ni faire foi en Justice , ni établir aucune action dans aucun lieu du Royaume, qu'ils ne fussent préalablement contrôlés, à peine de deux cent livres d'amende : que la Déclaration du 6 Décembre 1707 renouvelle ces dispositions , non-seulement pour les Actes passés dans les lieux où le contrôle n'étoit pas établi , mais encore pour ceux passés dans les Pays Etrangers ; que c'est agir en conséquence d'un Acte passé en Pays Etranger , que de le déposer chez un Notaire , à l'effet de parvenir à recevoir les arrérages des Rentes sur la Ville ; que c'est donner à cet Acte une action ; que c'est en faire usage & le mettre à exécution dans le Royaume.

Les Ministres des Princes Etrangers résidans alors à Paris , présentèrent aussi leurs Mémoires sur cette affaire. Voici le dispositif de l'Arrêt qui a été rendu.

» Le Roi , étant en son Conseil , voulant
 » favorablement traiter les Etrangers proprié-
 » taires des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville & autres ,
 » que Sa Majesté leur a permis d'acquérir , a
 » ordonné & ordonne que , pour parvenir à
 » recevoir les arrérages desdites Rentes , même
 » le remboursement des capitaux , lesdits Etran-
 » gers déposeront chez les Notaires du Châtelet
 » de Paris les Actes & autres pièces nécessaires
 » pour établir la propriété desdites Rentes , avec

» un Inventaire sommaire desdites pièces, le-
 » quel Inventaire sera, par grace & sans tirer à
 » conséquence, contrôlé moyennant douze sols,
 » y compris les quatre sols pour livre, comme
 » Acte simple; sans néanmoins que lesdits Etran-
 » gers puissent faire aucun autre usage desdits
 » Actes, ni former aucune demande, ni inten-
 » ter aucune action, qu'ils n'ayent été contrô-
 » lés & insinués suivant leur nature & qualité,
 » conformément à la Déclaration du 6 Décem-
 » bre 1707, & sous les peines portées par les
 » Réglemens. Fait, Sa Majesté, défenses sous
 » les mêmes peines auxdits Notaires de recevoir
 » lesdits Actes en dépôt, d'en délivrer aucunes
 » expéditions ou copies collationnées, que l'In-
 » ventaire n'ait été contrôlé, & seront sur le
 » présent Arrêt toutes Lettres nécessaires expé-
 » diées. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Ma-
 » jesté y étant, tenu à Compiègne, le 2 Août
 » 1740. *Signé*, PHELYPPEAUX.

Nous n'entrerons point dans un plus long détail sur cette matière : nous croyons en avoir assez dit pour établir l'utilité & même la nécessité du dépôt chez les Notaires de Paris, de tous les Actes passés, tant dans les Provinces, que dans les Pays Etrangers, dont on veut faire usage pour la perception des Rentes.

On en excepte néanmoins les *Certificats de vie*, qui n'étant que d'un usage momentané & se renouvelant tous les ans, n'exigent cette formalité, que dans le cas où l'on voudroit s'en procurer des copies en forme, pour fournir à différens Payeurs.

DÉPOT DES DEBETS.

LA garde ou le dépôt des debets, est un droit accordé aux Payeurs des Rentes, par les Edits de création de leurs offices, de garder en leurs mains les arrérages des Rentes en debets, jusqu'à ce que les Propriétaires ou Usufruitiers en fournissent les quittances; & ce, dans les délais des Réglemens qu'on va rapporter.

Ces Officiers, aux termes de la Déclaration du Roi du 20 Juin 1752, sont dépositaires des debets de quittances des Rentes perpétuelles pendant six années qui précèdent celle de leur exercice actuel.

En exécution de cette Déclaration, les arrérages des années antérieures, sont portés par les Payeurs, d'année en année, au Trésor Royal, après six mois expirés de la huitième année. Ainsi les debets non réclamés de l'exercice de l'année 1753 ont été portés au Trésor Royal au mois de Juillet 1761, ceux de l'année 1754 y seront portés au mois de Juillet 1762, & ainsi successivement d'année en année.

Ceux donc à qui il est dû des arrérages, pour les années antérieures portées au Trésor Royal, doivent en demander le remplacement au Bureau des Rentes. Ce remplacement en est fait dans les Etats de distribution, sur les certificats des Payeurs des Rentes, portant que les années que les Rentiers réclament leur sont dûes. (Voyez *Remplacement.*)

Les quittances du Garde du Trésor Royal expédiées aux Payeurs, en conséquence de la remise

qu'ils font au Trésor Royal des fonds provenant des debets, doivent contenir en détail, les noms des parties en debet, & les sommes, partie par partie. La Chambre des Comptes n'admet que celles qui sont ainsi libellées.

La Déclaration du premier Juillet 1710, porte que les Payeurs des Rentes viageres ne seront dépositaires que pendant trois années, des fonds des arrérages desdites Rentes non réclamées, passé lequel tems, ils seront tenus de les porter au Trésor Royal, & les Arrêts de la Chambre des Comptes des 26 Mars 1734 & 9 Juin 1736, ont fixé à six mois, après lesdites trois années expirées, le délai dans lequel les Payeurs des Rentes viageres doivent porter au Trésor Royal lesdits fonds; & faute par eux de s'y conformer, l'Arrêt porte, qu'ils seront condamnés, au jugement & apurement de leurs comptes, aux intérêts, à compter du premier dudit mois de Juillet après lesdites trois années expirées.

Les Payeurs des Rentes ont été dispensés par l'Arrêt de la Chambre des Comptes du 19 Janvier 1740, de libeller dans les quittances du Trésor Royal des debets de Rentes viageres non réclamées, les noms des Rentiers & les sommes partie par partie. Cet Arrêt ordonne, qu'en rapportant par eux des états des parties éteintes au profit du Roi, de celles qui n'auroient point été réclamées & des excédens de fonds détaillés par noms, surnoms & sommes, & certifiés véritables par les Payeurs, avec les quittances du Trésor Royal; les Payeurs demeureront déchargés de rapporter des quittances du Trésor Royal, contenant en détail les parties de Rentes éteintes

ou non réclamées & les excédens de fonds. Ce même Arrêt ordonne en conséquence , qu'en vertu desdits états , les Parties y énoncées seront passées & allouées dans les comptes des Payeurs , jusqu'à concurrence des quittances du Trésor Royal , non détaillées , rapportées avec lesdits états sur les comptes.

Il reste à parler ici des Rentes appelées Tontines. Aux termes des Edits portant établissement des cinquième , sixième & septième Tontines ; le Roi s'est réservé une portion dans les arrérages des parties éteintes & même des parties négligées , qui sont censées éteintes , jusqu'à ce que les Actionnaires justifient de leur existence & se présentent pour recevoir.

Ce revenant - bon au Roi est aussi porté au Trésor Royal , dans les mêmes délais que les Rentes purement viagères dont on vient de parler.

DIXIÈME ET VINGTIÈME.

Les Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris ont été exemptées de la retenue du Dixième , & des deux sols pour livre de cette imposition , par les Edits , Déclarations & Arrêts qui en ont ordonné la levée.

A l'égard des deux Vingtièmes établis par l'Edit du mois de Mai 1749 , & la Déclaration du 7 Juillet 1756. Voici ce qui est dit par le premier de ces Réglemens , dont les dispositions peuvent être appliquées au second Vingtième , établi dans la même forme.

94 DIXIÈME ET VINGTIÈME.

ART. IV. » Tous Propriétaires ou Usufruitiers, nobles & roturiers, privilégiés & non privilégiés, même les appanagistes & engagistes payeront le Vingtième du revenu de tous les fonds, terres, &c.

ART. VI. » Et pareillement le Vingtième de toutes les Rentes sur le Clergé, sur les Villes, Provinces, Pays d'Etats & autres, à l'exception des Rentes perpétuelles & viagères sur l'Hôtel de notre bonne Ville de Paris, sur les Tailles, des quittances de Finance, portant intérêt à deux pour cent, employées dans nos états, ensemble des gages réduits au denier 50, & de toutes les Rentes que nous avons spécialement exemptées du Dixième, établi par notre Déclaration du 29 Août 1741, lesquelles seront pareillement exemptes du Vingtième.

ART. VIII. » Seront sujettes à la levée du Vingtième toutes les Rentes à constitution sur Particuliers, Rentes viagères, douaires & pensions créées, établies par Contrats, Jugemens, Obligations ou autres Actes portant intérêt, &c.

ART. IX. » Mais attendu que les Propriétaires ou Usufruitiers des fonds & héritages, maisons & offices qui doivent des Rentes à constitution, Rentes viagères, douaires, pensions ou intérêt, payeront le Vingtième de la totalité du revenu des fonds sur lesquels les Rentiers, pensionnaires & autres créanciers ont à exercer, ou pourroient exercer leurs hypothèques, voulons que le Vingtième dû par lesdits Rentiers, pensionnaires & autres créan-

» ciers , soit à la décharge desdits Propriétaires
 » ou Usufruitiers des fonds ; & qu'à cet effet
 » ledit Vingtième soit par eux retenu , lorsqu'ils
 » feront le paiement des arrérages desdites
 » Rentes , pensions & intérêts , en justifiant par
 » eux du paiement du Vingtième des revenus
 » de leurs fonds.

ART. X. » Et comme pareillement les Particu-
 » liers , Officiers , Corps & Communautés des
 » Villes , Bourgs , Villages & Hameaux , qui
 » jouissent des droits , revenus & émolumens de
 » quelque nature qu'ils soient , droits d'Octrois ,
 » revenus patrimoniaux , communaux & autres
 » biens & héritages , droits de Messagerie , Ca-
 » rosses , Coches & autres , payeront le ving-
 » tième de la totalité du revenu de tous lesdits
 » droits , émolumens , octrois & autres biens ,
 » lesquels peuvent être chargés du paiement des
 » rentes , pensions , droits , taxations , émolu-
 » mens ou intérêts , à quelque titre que ce soit :
 » voulons que le vingtième dû par ceux qui
 » jouissent desdites rentes , pensions , droits , taxa-
 » tions , émolumens ou intérêts , soit à la dé-
 » charge desdits Particuliers , Officiers , Corps
 » & Communautés des Villes , Bourgs , Villages
 » & Hameaux , & qu'à cet effet le vingtième
 » soit par eux retenu , lorsqu'ils feront le paye-
 » ment desdites rentes , pensions , droits , taxa-
 » tions , émolumens ou intérêts , en justifiant
 » par eux du paiement du vingtième desdits
 » revenus.

On ne retient pas le vingtième aux Com-
 munautés Ecclésiastiques qui payent les Décimes.

Le Parlement de Rouen a jugé par Arrêt rendu

96 DIXIÈME ET VINGTIÈME.

le 2 Juin 1752, que celui qui a acquis des héritages, moyennant une rente viagere, ne doit pas retenir au vendeur le dixième en entier de la rente viagere; mais seulement le dixième du revenu du fonds; parce que la rente que l'acheteur paye au-delà du revenu est le capital, & le capital du fonds se paye par termes, ce qui n'est point sujet à l'imposition du dixième, vingtième, &c.

Le même Tribunal avoit auparavant jugé, par Arrêt rendu le 21 Mai 1744, que le débiteur d'une rente fiefte, c'est-à-dire fonciere, ne peut pas demander la diminution du dixième denier au créancier, quand le Contrat porte que la rente sera payée exempte de toutes taxes prévues ou imprévues, ordinaires ou extraordinaires.

DONATIONS.

IL se fait des Donations de Rentes, en tout ou en partie, pour la propriété ou pour l'usufruit seulement; on croit donc devoir rapporter ici quelques principes généraux qui regardent les Donations.

Il y a deux sortes de Donations, les Donations entre-vifs & les Donations à cause de mort.

Les Donations entre-vifs saisissent & sont irrévocables, les Donations à cause de mort peuvent être revoquées, & ne saisissent point.

Dans la Coutume de Paris, les Donations à cause de mort ne diffèrent point des dispositions testamentaires, & requièrent les mêmes solennités que les testamens.

L'acceptation

L'acceptation d'une Donation est nécessaire pour sa validité; en sorte que si le donateur dé-cède ou révoque la Donation avant qu'elle ait été acceptée, elle devient sans effet.

Il faut excepter les Contrats de Mariage, dans lesquels, lorsqu'il y a Donation, l'acceptation est censée tacitement être intervenue par le sub-séquent mariage, quoiqu'il ne soit fait aucune mention d'acceptation des choses données.

L'acceptation peut se faire par le donataire en personne, ou par procureur, fondé de procura-tion spéciale, ou par Tuteur ou Curateur.

Un mari ne peut accepter une Donation qui est faite à sa femme; il faut qu'elle l'accepte elle-même; & si c'est en Pays Coutumier, elle doit être autorisée de son mari.

L'insinuation est une condition absolument nécessaire à tout Acte de Donation, à peine de nullité. (Voyez *Insinuation*.)

L'acceptation ne suffit pas seule, en matière de Donation de Rente; il faut de plus que la Donation soit signifiée au débiteur de la Rente. La Cour a jugé qu'il falloit distraire d'une Do-nation universelle, un Contrat de constitution d'une Rente *dûe par un particulier*, auquel la Donation n'avoir point été signifiée; & que la Rente faisoit partie des biens du donateur, jus-qu'à la signification, conformément à l'Article 108 de la Coutume de Paris. (*Arrêt du Parle-ment du 11 Février 1732, Collection de Jurispru-dence.*)

La plupart des Contrats de Rentes viagères sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, portent Donation après le décès du Constituant, au profit de ceux sur

la tête desquels les Rentes ont été constituées , ou d'autres qui n'en ont pas fourni la valeur au Roi. Ces Contrats , pour la plupart , n'ont pas été jusqu'à présent revêtus des formalités de l'insinuation & de l'acceptation ; mais la Chambre des Comptes , par son Arrêt en forme de Règlement du 17 Juin 1758 , ordonne que les Contrats de Rentes viagères & celles dites Tontines , constituées au profit d'un tiers , seront nonobstant le défaut d'acceptation & d'insinuation , exécutés comme ils l'ont été jusqu'à présent ; en conséquence qu'après le décès , ou en vertu du décès de celui qui aura constitué la Rente , ceux à qui la jouissance en appartiendra , en toucheront les arrérages , sans être assujettis aux formalités de l'acceptation & de l'insinuation. Les motifs sont , que l'avantage du donataire suffit pour la faire présumer , & que la perception de la Rente en fournit la reconnaissance la plus formelle. (*Voyez à la fin de ce Livre l'Ordonnance de 1731 , concernant les Donations.*)

D O N M U T U E L.

LE Don mutuel , est une convention faite entre mari & femme , par laquelle ils conviennent , que le survivant jouira , par usufruit , sa vie durant , de la moitié des biens appartenans aux héritiers du prédécédé. Il ne peut être fait que des biens de la communauté , & ne peut être stipulé sans retour ; c'est-à-dire , en propriété pour le Donateur ; mais seulement pour la jouissance : au lieu que la Donation mutuelle faite par

Contrat de mariage, peut être des acquêts & des propres, & peut être stipulée sans retour & en propriété pour le Donataire.

Pour que le Don mutuel ait son effet, il faut que les conjoints, ou l'un d'eux, lors du décès du premier mourant, n'aient ni enfans, ni descendans, soit de leur mariage commun, ou du précédent mariage; à l'effet de quoi il doit en être justifié aux Payeurs par l'Intitulé de l'Inventaire, ou, à son défaut, par Acte de notoriété.

Il faut de plus, suivant l'Article 224 de la Coutume de Paris, que le Don mutuel soit insinué dans les quatre mois, à compter du jour du Contrat, ou du moins du vivant de l'un & de l'autre des conjoints; sur quoi il est bon d'observer, que ces quatre mois accordés pour faire cette insinuation, ne courent contre la femme que du jour de la mort de son mari. (Voyez *Insinuation*.)

Le Don mutuel de soi ne saisit, & est sujet à délivrance; pour l'obtenir, le survivant des conjoints en doit faire la demande, &, en cas de refus de la part des héritiers du prédécédé, obtenir contr'eux cette délivrance par un Jugement, dont on fournira copie ou extrait au Payeur.

Le Donataire mutuel ne peut jouir qu'en donnant caution, à moins qu'il n'en soit déchargé par les héritiers; dans le premier cas, il faut justifier au Payeur du procès-verbal de réception de caution.



DROITS D'AUBAINE, DE DESHÉRENCE ET DE BÂTARDISE.

LE *Droit d'Aubaine*, est un Droit Royal, en vertu duquel le Roi succède aux Etrangers qui décèdent en France sans enfans légitimes, lorsqu'il n'ont pas pris de Lettres de naturalité.

Il consiste aussi à succéder aux Etrangers, quoique naturalisés, quand ils n'ont pas disposé de leurs biens, par dispositions entre-vifs ou de dernière volonté, ou qu'ils ne laissent aucuns parens regnicoles ou naturalisés.

Le Roi, en vertu du Droit d'Aubaine, succède toujours aux Etrangers, même à l'exclusion du survivant du mari ou de la femme.

Droit de Deshérence, est le droit de succéder à un Regnicole, né en légitime mariage, décédé sans avoir testé, ou sans héritier apparent.

Droit de Bâtardise, est le droit de succéder à un Bâtard, décédé sans avoir testé, & sans enfans nés en légitime mariage.

Après le décès des Aubains, des Bâtards, ou des Regnicoles, décédés sans aucuns héritiers apparens, le Roi s'empare de leurs Rentes, qui sont adjugées au Domaine, en vertu d'une Sentence du Bureau du Domaine, & dont les arrérages sont touchés sur les quittances du Receveur Général des Domaines & Bois, en joignant à ses quittances, copie de la Sentence d'adjudication.

Cependant, il arrive souvent que le Roi fait don à quelqu'un de ses sujets, du droit qu'il a de succéder aux Aubains, Bâtards, ou autres :

dans ce cas, après que le Donataire a obtenu de Sa Majesté le Brevet du don qui lui a été fait du Droit d'Aubaine, ou autre échu; ledit Donataire présente sa requête à la Chambre du Domaine, &, sur les conclusions du Procureur du Roi, obtient Sentence d'adjudication, sur laquelle il prend une commission pour faire saisir, assigner, &c.

Ensuite, il fait enregistrer le Brevet en la même Chambre, & obtient des Lettres de don, signées en commandement & scellées, auxquelles le Brevet, la Sentence & la Commission sont attachées, & on le fait vérifier & enregistrer à la Chambre des Comptes, dans les trois mois.

DUPLICATA DE CAPITATION.

LA Capitation fut établie en 1695, (18 Jany.) pour être levée sur tous les sujets du Roi, de tout état & de toute condition.

Pour d'autant plus en assurer le paiement, par Arrêt du Conseil du 15 Décembre 1722, il fut fait défenses aux Gardes du Trésor Royal, & à tous Trésoriers & Payeurs de Deniers royaux; même aux Payeurs des Rentes de l'Hôtel-de-Ville, de faire à l'avenir aucun paiement, qu'en se faisant remettre, par les parties prenantes, une copie collationnée de la quittance de leur Capitation des six mois qui auront précédé ledit paiement.

Les Arrêts du Conseil, des 19 Avril & 5 Juillet 1723, ordonnent, que ces Duplicata de Capitation, seront contrôlés à Paris par les personnes y dénommés; mais, par Arrêt du 15 Jan-

vier 1726, ils furent dispensés de ce visa, & il fut ordonné, qu'à l'égard de ceux qui seroient délivrés en Provinces, ils seroient visés sans frais par les Intendans ou par leur Subdélégués, &, à leur défaut, par les Juges des lieux. Cet Arrêt renouvelle les défenses portées par celui du 15 Décembre 1722; &, en y ajoutant, ordonne que les Payeurs ne pourront faire à l'avenir, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom, aucun paiement, qu'il ne leur ait été préalablement fourni par les parties prenantes, sans distinction d'état ni de condition, un Duplicata de la quittance du paiement qui aura dû être fait, tant de leur Capitation que de celles de leurs Officiers & Domestiques, & autres personnes qui sont à leur charge, des six derniers mois qui ont précédé ledit paiement; lesquels Duplicata seront délivrés gratuitement par les Trésoriers ou Receveurs chargés de faire la retenue ou le recouvrement de la Capitation, & seront remis par les Payeurs des Rentes, chaque semaine, au Commis qui sera à cet effet préposé par M. le Prevôt des Marchands, avec un état certifié d'eux de toutes les parties qu'ils auront payé dans la même semaine.

Nonobstant des Loix si précises, il arrivoit souvent des contestations entre les Payeurs & les Rentiers à ce sujet; ce qui donna lieu aux observations qui suivent, lesquelles furent envoyées en 1741 aux Payeurs des Rentes, par M. le Prevôt des Marchands.



OBSERVATIONS, tendantes à l'exécution plus précise des dispositions contenues dans l'Arrêt du Conseil du 15 Janvier 1726, Article V, concernant les Duplicata des quittances de Capitation qui doivent être fournis par les Rentiers, aux Payeurs des Rentes, aux termes dudit Article.

I.

» **Q**UOIQUE le Conseil ait assujetti, par
 » cet Arrêt, tous les Rentiers, de quel-
 » qu'état & condition qu'ils soient, à la repré-
 » sentation de ces Duplicata, il suffit néanmoins,
 » à l'égard des Officiers des Cours supérieures de
 » Paris, d'exiger des Duplicata des quittances
 » de la Capitation de leurs Domestiques, parce
 » qu'on sçait que leur Capitation personnelle se
 » retient exactement sur leurs gages.

I I.

» Les Duplicata des quittances de la Capita-
 » tion des Rentiers domiciliés en Province, ne
 » sont admissibles, qu'autant qu'ils sont visés par
 » M. les Intendans ou leurs Subdélégués.

I I I.

» Les simples certificats des Intendans, Tré-
 » soriers ou Contrôleurs des Maisons des Prin-
 » ces, Princesses ou Seigneurs, portant que tels
 » & tels sont compris dans l'état des Officiers
 » ou Domestiques de la Maison, ne sont pas

104 *DUPLICATA DE CAPITATION.*

» suffisans ; il faut encore que le paiement de
» leur Capitation soit certifié, & que ce certi-
» ficat soit visé par le Receveur de la Capitation
» qui en aura expédié la quittance générale.

I V.

» Les Duplicata de la quittance de Capitation
» des Tuteurs ou des Curateurs, ne pouvant ser-
» vir pour le paiement des parties de Rentes
» appartenantes à des mineurs, ou à des particu-
» liers étant en curatelle ; Messieurs les Payeurs
» doivent les rejeter, & exiger des Duplicata
» des quittances de la Capitation des mineurs
» même, ou des particuliers en curatelle, & de
» leurs domestiques.

V.

» C'est du paiement de la Capitation des six
» derniers mois qui auroient précédé le paye-
» ment demandé, dont la justification est ordon-
» née par l'Arrêt ; en sorte qu'un Rentier qui,
» pour être payé, par exemple, des six premiers
» mois 1741, ne produiroit pas le Duplicata de
» la quittance de Capitation de 1740, doit être
» refusé ; de même, pour être payé des six der-
» niers mois 1741, il faudra qu'il justifie du
» paiement de sa Capitation de la même année.

V I.

» Tous ces Duplicata ainsi rassemblés, & les
» parties de Rentes acquittées, le Conseil veut
» que les Payeurs fassent dresser chaque semaine
» un état des parties acquittées, contenant les
» noms, surnoms des Rentiers, par ordre alpha-

DUPLICATA DE CAPITATION. 105

» bétique , & les sommes qui leur ont été payées ,
» & qu'ils joignent à cet état tous les Duplicata ,
» rangés dans le même ordre , & qu'ils le cer-
» tifient véritable.

V I I.

» Le Conseil veut encore qu'ils envoient cet
» état , & les Duplicata joints , de semaine en
» semaine , au Bureau de M. le Prevôt des Mar-
» chands.

V I I I.

» On s'est apperçu que , pour être payé , plu-
» sieurs Rentiers domiciliés à Paris , ont fourni
» jusqu'à présent des certificats , portant qu'ils
» n'ont aucuns domestiques , sans avoir pris la
» précaution de les faire viser par le Receveur
» de la Capitation de leurs quartiers ; à l'avenir
» ces sortes de certificats seront refusés , s'ils ne
» sont visés desdits Receveurs.

Le 30 Octobre 1736 , le sieur Boucher fut
commis , par Arrêt du Conseil , pour faire , à la
place du sieur le Fevre , le recouvrement de la
Capitation de la Cour , & des restes qui en étoient
dûs ; & depuis , Sa Majesté voulant renouveler
ses intentions à cet égard , il fut rendu un Arrêt
au Conseil le 25 Mars 1738 , qui porte , que les
Payeurs des Rentes , & autres , entre les mains
desquels il y aura des saisies faites à la requête
dudit sieur Boucher , pour raison des Capitations
qui sont dûes , seront tenus d'en vider leurs
mains en celles dudit sieur Boucher , & sur ses
simples quittances , au premier commandement

qui leur en fera fait à Bureau ouvert ; sans que ledit sieur Boucher puisse être obligé d'en faire ordonner la délivrance , avec les saisissans ou parties saisies , dont , attendu le privilège de la chose , il demeurera déchargé & dispensé ; & faute par les Payeurs d'y satisfaire , ordonne qu'ils y seront contraints , comme pour les propres deniers ou affaires de Sa Majesté ; quoi faisant ils en demeureront bien & valablement déchargés , nonobstant toutes saisies antérieures , oppositions , & autres empêchemens quelconques , faits ou à faire , même pour raison d'autres sommes dûes à Sa Majesté ; & qu'en rapportant , par lesdits Payeurs , les quittances des sommes qu'ils auront payés audit sieur Boucher , pour raison de la Capitation , avec copie dudit Arrêt , ils en demeureront bien & valablement déchargés ; & que lesdites quittances seront passées & allouées dans leurs comptes , sans difficulté.

Le payement du doublement de la Capitation fut ordonné pour un an , par Edit du mois de Février 1760 , & prorogé pour deux autres années , par la Déclaration du 16 Juin 1761.

Cette Déclaration porte , Article II. que pendant lesdites deux années , les Gardes du Trésor Royal , Payeurs des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville , Trésoriers , Receveurs & autres , chargés d'acquitter les Rentes dûes sur les revenus de Sa Majesté , en useront comme par le passé , & se feront remettre par les Parties prenantes , les pièces nécessaires pour justifier de l'acquittement du doublement de la Capitation , ainsi & de la même manière qu'il en a été usé jusqu'à présent pour la Capitation ordinaire.

» Payeront néanmoins , ajoute cette Déclaration , lesdits Trésoriers & Payeurs , les Rentes dûes aux Officiers dont il est d'usage que la Capitation se paye , par voye de retenue , sur les Gages attribués à leurs Offices , en rapportant , par lesdits Officiers , un certificat du Payeur de leurs Gages , qui constate , que sur les Gages & autres revenus attachés à leurs Offices , il leur est dû jusqu'à concurrence du montant des arrérages échûs dudit doublement de Capitation ; & dans le cas où leursdits Gages & revenus ne suffiroient pas pour acquitter lesdits arrérages dudit doublement , à la charge par eux de justifier qu'ils ont payé le surplus.

On nous permettra ici quelques réflexions , que nous croyons pouvoir hasarder , d'après notre expérience particuliere , & d'après le sentiment de personnes plus éclairées que nous , & versées , depuis une longue suite d'années , dans la partie des Rentes.

Il seroit utile , pour les Rentiers & pour les Payeurs , qu'on pût exempter les Rentiers de fournir à chaque semestre des Duplicata de Capitation , d'autant qu'il paroît suffisant de les fournir seulement lorsqu'on se présente pour toucher l'année entiere de ces Rentes , ou les six deniers mois.

Suivant divers Réglemens particuliers du Bureau de la Ville , on a exempté les Procureurs au Parlement & les Marchands des six Corps de justifier de leur Capitation personnelle , attendu que ce sont les Syndics & Gardes en

108 *DUPLICATA DE CAPITATION.*

charges qui sont garants & responsables du paiement de cette Capitation.

Il en pourroit être de même des Procureurs au Châtelet, des divers Artisans, ainsi que des Taillables, les Collecteurs, étant responsables en leur propre & privé nom de leur Capitation, qui est jointe au rôle de la Taille; cela éviteroit des frais considérables aux Payfans, pour se faire donner des quittances par les Collecteurs, qui, ne sçachant pas signer, les font passer pardevant Notaires, ensuite contrôler & viser par les Subdélégués, qui souvent se font payer leur signature, au mépris de la Loi qui leur enjoint de les donner gratuitement.

Les gens domiciliés en Pays d'Etats, & autres lieux où la Capitation est abonnée, ne sont pas dans le cas de justifier du paiement de leur Capitation; puisqu'elle se paye, par abonnement, avec les autres impositions de la Province.





E.

É M A N C I P A T I O N.

L'ÉMANCIPATION est un Acte qui met les enfans hors de la puissance de leur pere, ou qui donne à un mineur le droit de disposer de ses meubles, & la jouissance de ses immeubles.

Il y a deux sortes d'Emancipations ; celle des fils de famille & celle des mineurs.

L'Emancipation des fils de famille est un Acte qui met les enfans hors de la puissance de leur pere ; elle n'a lieu que dans les Pays de Droit Ecrit & dans quelques Coutumes particulieres.

En Pays de Droit Ecrit, elle se fait en Jugement, par une déclaration que fait le pere, qu'il met son fils hors de sa puissance. Et dans les Coutumes particulieres ; ou en Jugement, ou par Actes devant Notaires.

Elle ôte au pere l'usufruit qu'il auroit pu avoir sur les biens adventiers de son fils.

L'Emancipation du mineur se fait par Mariage ou par Lettres du Prince, & n'a lieu qu'en Pays Coutumiers ; parce qu'en Pays de Droit Ecrit, la tutelle finit, suivant le Droit Romain, à quatorze ans pour les mâles & à douze ans pour les filles.

L'Emancipation se fait par Lettres du Prince, qu'on appelle Lettres de bénéfice d'âge ; elles s'obtiennent après le décès du pere & de la mere du mineur, &, sur un avis de parens, sont enthélinées par le Juge. Elles donnent au mineur l'entiere disposition de ses meubles & l'administration de ses immeubles, sans toutesfois pouvoir les vendre, engager ni aliéner.

Mais si les mineurs ont à soutenir des Procès, ou à faire quelques Actes judiciaires, comme Partages & autres, il faut nécessairement, pour leur validité, leur faire créer un curateur.

(Voyez *Curateurs.*)

L'Arrêt du Conseil du 26 Mai 1693, les Edits du mois de Décembre 1697 & Mars 1704 ; & les Arrêts du Conseil des 18 Avril 1701, 24 Avril & 31 Mai 1702 & 19 Mars 1703, font défenses à tous Juges, tant en Pays Coutumiers, qu'en Pays de Droit Ecrit, d'admettre aucun Particulier au Bénéfice d'âge ou d'Inventaire, qu'il ne leur soit apparu des Lettres scellées en la grande Chancellerie, ou en celles établies par les Cours de Parlement.

Cependant il est d'usage que la Chambre des Comptes admet les Certificats donnés par les Juges de Lyon, portant que les peres ont émancipé, & mis hors de leur puissance leurs enfans, & ce, en vertu du droit de puissance paternelle, qui a lieu dans le Droit Ecrit, sans Lettres du Prince ; & dans ce cas, on y joint l'Acte d'Emancipation fait par le pere en présence des Notaires.

(Voyez *Lettres d'Emancipation.*)

E R R E U R S

*Aux Noms de Baptême ou de Famille
des Rentiers, faites dans les Actes
ou Contrats.*

TOUT ce qui part de l'humanité n'est malheureusement que trop sujet à Erreur ; nous sommes donc obligés de faire ici un article particulier, au sujet des Erreurs qui se glissent dans les Pièces fournies aux Payeurs des Rentes, en indiquant la voie qu'il faut prendre pour les rectifier. Nous distinguerons les Erreurs qui se rencontrent dans de simples Actes, de celles contenues dans les Quittances du Garde du Trésor-Royal, & dans les Contrats de constitutions ; d'autant que celles-ci exigent pour leur rectification plus de formalités que les premières.

ERREURS contenues dans les simples Actes.

Lorsqu'il s'est glissé quelque Erreur lors de la passation d'un Acte, dans les Noms de Baptême, ou de Famille d'un Rentier, ou de quelques-uns de ses héritiers ; il faut lever son Extrait Baptistaire, le porter chez un Notaire, & faire intervenir deux témoins, qui attestent qu'un tel a été nommé par erreur, dans telles Pièces ou Actes, de tels Noms de Baptêmes, ses vrais Noms étans tels & tels, suivant son Extrait Baptistaire, tiré des Registres, &c. Le Notaire dresse un Acte de la déposition de ces témoins, & c'est ce qu'on

appelle Acte de Notoriété. L'Extrait Baptistaire reste annexé à la Minute de cet Acte , & il se fait du tout des Expéditions qu'on fournit aux Payeurs.

(Voyez *Actes de Notoriété.*)

ERREURS dans les Quittances du Garde du Trésor Royal , & dans les Contrats de Constitutions.

On en distingue de plusieurs sortes :

ERREURS ou Omissions dans les Noms de Baptême ou de Famille.

ERREURS dans l'état ou qualités des Personnes, comme lorsqu'une femme en puissance de mari, a pris la qualité de fille majeure.

ERREURS dans les Conditions des Constitutions, comme quand un mari & une femme, qui se constituent des Rentes, ont omis de faire mention dans le Contrat de la clause de jouissance en faveur du dernier vivant, &c.

Lorsqu'un Rentier porte ses fonds au Trésor Royal, ou chez un Notaire, pour acquérir une Rente sur l'Hôtel-de-Ville, en vertu d'un Edit de création ; la précipitation avec laquelle il agit, fait qu'il se commet souvent de pareilles Erreurs dans les Reconnoissances du Caissier ou premier Commis, sur lesquelles on expédie les Quittances du Garde du Trésor Royal ; les Rentiers, il est vrai, lors de la passation des Contrats, peuvent faire réformer ces Erreurs par les Notaires ; la plupart des Edits de création de Rentes, leur donnent cette faculté.

Mais

Mais si la même Erreur ou Omission contenue dans la Quittance du Garde du Trésor Royal, s'est aussi glissée dans le Contrat de constitution, un simple Acte de Notoriété ne suffit pas pour la rectifier; il est aisé d'en sentir la raison.

Par exemple, s'il s'agit d'une Erreur ou Omission faite dans les Noms de Baptême de celui sur la tête duquel une Rente viagère ou de Tontine est constituée; on sent qu'après le décès de ce Rentier, il seroit facile à ses père & mère, ou autres, de faire passer la Rente constituée sous son nom, sur la tête d'un de ses frères, qui porteroit à peu près les mêmes noms, si l'on ne prenoit pas toutes les précautions nécessaires, pour s'assurer que le véritable Rentier du Roi, celui sur la tête duquel la Rente a été constituée, est réellement existant.

Il faut donc joindre à l'Acte de Notoriété d'autres Pièces authentiques, qui prouvent avec la dernière évidence, qu'il y a eu Erreur dans ses noms lors de la passation du Contrat, & se pourvoir au Conseil pour obtenir un Arrêt en rectification.

On ne peut dire au juste les Pièces qu'il convient de rapporter alors; cela dépend des circonstances; on se contentera de citer un exemple qui pourra servir à guider ceux qui se trouveront avoir besoin de pareilles rectifications.

Marie-Jeanne Domville, étoit née à Bruxelles le 23 Octobre 1722. Elle vint à Paris en 1727, à l'âge de cinq ans; & depuis ayant acquis quatre Actions dans la deuxième Classe de la quatrième Tontine, & en 1751, une Rente viagère de 300 livres, en vertu de l'Edit de Mai de la

même année ; lors de l'acquisition de ces Rentes il ne lui fut pas possible de faire lever son Extrait Baptistaire ; enforte qu'elle fut obligée d'y suppléer par un Acte de Notoriété, dans lequel on lui avoit donné le seul nom de *Marie*, sous lequel elle étoit connue par ceux qui avoient pris soin de son éducation. Elle fut donc nommée, par erreur, dans les Quittances du Garde du Trésor Royal, ainsi que dans les Contrats de constitutions qui furent passés en conséquence ; *Marie Donville*, au lieu de *Marie-Jeanne Donville*, ses vrais noms ; enforte qu'il y avoit omission d'un de ses Noms de Baptême, & erreur dans l'orthographe de son Nom de Famille, dans lequel on s'étoit servi d'un *N*, au lieu d'un *M*. En 1754, elle se maria, & ayant trouvé le moyen de se procurer son Extrait Baptistaire, elle reconnut l'erreur & l'omission faite à ses Noms dans les Quittances de Finance de ses Rentes & dans ses Contrats ; elle crut devoir se pourvoir au Conseil pour en demander la rectification, & joignit à sa Requête les Pièces suivantes.

1°. Son Extrait Baptistaire tiré des Registres de la Paroisse de Sainte Catherine de Bruxelles, en date du 24 Octobre 1722, délivré par le Curé de ladite Paroisse, dûment légalisé.

2°. L'Acte de son apprentissage en Lingerie, du 20 Mai 1737.

3°. Ses Lettres de Maîtrise, du 23 Mars 1751.

4°. Le Bail par elle passé, le 15 Juin 1753, d'une boutique & dépendances.

5°. L'Acte de célébration de son Mariage, du 19 Février 1755.

6°. Un Certificat du Sieur *Miol* , ancien Chirurgien , à Paris , du 20 Août 1760 ; contenant qu'il l'a connue dès l'âge de cinq ans , & qu'elle arrivoit alors de Bruxelles.

7°. Le Certificat du Notaire qui avoit passé les Contrats de Constitutions , portant que ladite *Marie-Jeanne Domville* étoit réellement & effectivement la même personne , que celle qui lui avoit remis les capitaux desdites Rentes.

8°. Enfin , un Acte de notoriété passé devant Notaires , le 25 Février 1760 , par lequel plusieurs Particuliers attestent la vérité du fait ; entre autres , un des Certificateurs qui étoient intervenus à la passation du Contrat de Tontine.

C'est sur ces Pièces , jointes à la Requête , que fut rendu l'Arrêt du Conseil , dont voici le dispositif.

» Le Roi , en son Conseil , ayant égard à
 » ladite Requête , a ordonné & ordonne que ,
 » nonobstant que dans les quittances des Gardes
 » du Trésor Royal , ainsi que dans les Contrats
 » passés en conséquence , ladite *Marie-Jeanne*
 » *Domville* ait été nommée par erreur & omission
 » de nom *Marie Domville* seulement , lesdites
 » quittances & Contrats vaudront néanmoins
 » & serviront de la même manière que
 » si lesdites erreurs & omissions n'y eussent pas
 » été faites. Sa Majesté validant à cet effet lesdites
 » quittances & Contrats sous le nom de
 » *Marie-Jeanne Domville* , par le présent Arrêt ,
 » en vertu duquel les Payeurs des Rentes seront
 » tenus , chacun en droit soi , d'en réformer les
 » immatricules sur leurs Registres ; & seront
 » toutes mentions nécessaires faites d'icelui ,

» par le Notaire dépositaire des minutes desdits
 » Contrats , tant sur lesdites minutes & quit-
 » tances des Gardes du Trésor Royal y annexées ,
 » que sur les Grosses desdits Contrats , & par-tout
 » ailleurs où il appartiendra. Fait au Conseil
 » d'Etat du Roi , tenu à Versailles le 2 Septem-
 » bre 1760.

Les Pièces rapportées au Conseil par cette Rentière , ont paru suffisantes pour établir qu'il y avoit eu erreur dans ses noms ; parce qu'il s'agissoit de Rentes qu'elle s'étoit elle-même constituées ; mais en général , lorsqu'un Rentier veut faire rectifier & valider un Contrat de Rente viagère sous ses vrais noms , sur-tout lorsqu'il est question d'une Rente acquise par ses pere & mere ; il doit produire des Actes solennels & authentiques qui constatent que ses pere & mere n'ont point eu d'autres enfans nommés comme lui , qui soient actuellement vivans. Et pour cet effet , il est d'usage de produire l'Acte de célébration de Mariage de ses pere & mere , les Actes Baptistaires de tous les enfans nés de ce Mariage , les Actes Mortuaires de ceux qui n'existent plus ; à quoi l'on joint un Certificat ou Compulsoire du Curé ou Vicaire de la Paroisse sur laquelle les pere & mere ont demeuré. Ce domicile des pere & mere se justifie aussi par des quittances de Capitation , ou par des Baux ou Actes semblables qui y suppléent.

Au surplus , lorsqu'il se fait des Constitutions de Rentes , en vertu d'un Edit de création , il n'est guère possible que dans le nombre des quittances de Finance , & même dans les Contrats expédiés aux acquéreurs , il ne se glisse

quelques erreurs de noms , d'âge , d'état des personnes ou des conditions des Constitutions. Ces erreurs reconnues & constatées par des Actes de notoriété , Extraits Baptistaires & autres pièces , doivent être rectifiées par des Arrêts du Conseil. Celui du 22 Juillet 1747 , qui contient plusieurs rectifications de pareilles erreurs , marque les formalités qu'elles exigent. En voici le dispositif.

» Sa Majesté , étant en son Conseil , a ordonné & ordonne , qu'en passant par les Rentiers dénommés en l'état joint & annexé au présent Arrêt , Acte d'extinction desdites Rentes , il leur sera , par les Notaires dépositaires des minutes desdits Contrats , remis les reconnoissances du Sieur Paris de Montmartel , qui en expédiera des nouvelles , de la même date & pour pareilles Rentes , en semblables époques de jouissance , quant aux Rentes de Tontine , dans les mêmes Classes ou Subdivisions où elles avoient été placées ; mais avec les changemens contenus audit état : sur lesquelles nouvelles reconnoissances , qui seront registrées au Contrôle général des Finances , en vertu du présent Arrêt , nonobstant la surannation de leur date , il sera passé nouveaux Contrats , à l'effet de quoi , les anciens seront déchargés au Bureau de l'Hôtel-de-Ville , des Registres des Payeurs & de ceux des Syndics Onéraires auxquels elles ont été distribuées ; dont sera justifié audit Sieur Paris de Montmartel , à qui les Grosses & Ampliations desdits anciens Contrats seront remises , avec lesdites anciennes reconnoissances , desquelles anciennes & nou-

» velles reconnoissances, il fera, par ledit Sieur
 » Paris de Montmartel, fait recette & dépense
 » pour *advertatur* seulement, dans l'état au vrai
 » & compte de son exercice de l'année 1743,
 » où elles seront admises & passées en vertu
 » dudit présent Arrêt, en rapportant avec icelui,
 » le Certificat de la remise qu'il fera au dépôt
 » des Finances au Louvre à Paris, desdits an-
 » ciens Contrats, leurs Ampliations, recon-
 » noissances qui y ont donné lieu, & Actes
 » d'extinction desdites Rentes. Ordonne en ou-
 » vre Sa Majesté, que des arrérages de celles
 » desdites parties de Rentes, qui sont de Ton-
 » tines, & qui ont été distribués, comme si
 » ceux qui en ont droit, avoient été négligens
 » de les toucher; remplacement sera fait auxdits
 » Rentiers dans le prochain état par les Syndics
 » Quérais, pour en être, les Propriétaires,
 » payés, comme si ladite distribution n'avoit pas
 » été faite. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa
 » Majesté y étant, tenu à la Commanderie du
 » Vieux Jong, le 22 Juillet 1747.

ETRANGERS.

SUIVANT les Loix du Royaume, les Etran-
 gers n'ont point le droit de disposer de leurs
 biens situés en France : après leurs décès, c'est
 le Roi qui en hérite; & ils tombent au Domai-
 ne, par Droit d'aubaine.

A l'égard des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de
 Paris, les Etrangers peuvent en acquérir, & en

disposer , tout ainsi que les propres sujets de Sa Majesté. Ce fut sous le regne de Charles I X qu'ils commencerent à jouir de ce privilège : ce Monarque , au mois de Juillet 1569 , rendit un Edit , qui porte , que les Rentes que les Etrangers auront acquises , ne seront sujettes à aucunes Lettres de marques & de représailles.

Mais Louis XIV , voulant donner plus de faveur aux Rentes , & dans la vue d'en accélérer les constitutions , permit aux Etrangers , de toutes Nations , d'acquérir & de posséder des Rentes sur l'Hôtel - de - Ville , & d'en disposer en faveur de qui bon leur semblera , tout ainsi que peuvent faire les sujets de Sa Majesté , sans encourir les rigueurs des Ordonnances , dont elle les a déchargés & dispensés , aux termes de l'Arrêt du Conseil du 30 Décembre 1673.

Par Edit du mois de Décembre 1674 , il donna cette faculté , même aux Etrangers demeurans hors du Royaume : l'Edit porte , qu'en cas qu'ils n'en eussent disposé par vente , cession , ou transferts , donations entre-vifs , testamens , ou autres dispositions , leurs héritiers leurs succéderont , encore que les donataires , légataires ou héritiers fussent Etrangers & non Regnicoles ; Sa Majesté ayant renoncé à cet effet au Droit d'aubaine , & autres Droits , même à celui de confiscation , au cas qu'ils fussent sujets des Princes & Etats contre lesquels elle pourroit être en guerre.

Les Edits des mois de Juin 1676 , Avril 1692 , & autres subséquens , en confirmant ces dispositions , ajoutent de plus , que ces Rentes ne pourront être saisies par leurs Créanciers Regnicoles ou Etrangers.

Après avoir accordé aux Etrangers la faculté d'acquérir des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, & le droit d'en disposer, il y avoit lieu de statuer,

1°. Sur la maniere dont la propriété leur en feroit transmise, en cas de vente, transports, donations, legs, &c.

2°. Sur les formalités à observer dans lesdits cas, & lors du décès des Rentiers, pour les faire passer à leurs héritiers.

Les Réglemens ont statué sur ces deux objets, ainsi qu'on va l'expliquer.

On observera d'abord à ce sujet, que, par Edit du mois de Mars 1673, il fut fait défenses aux Payeurs des Rentes, d'immatriculer les nouveaux Propriétaires des Rentes, qu'il ne leur fut apparu de leurs Contrats & Lettres de ratification; mais la Déclaration du 30 Juin de la même année, décharge ceux qui les posséderont à titre d'héritiers purs & simples, de prendre de ces Lettres.

Les Génois, & autres Etrangers, n'auroient pu jouir de cette dispense, attendu qu'à Genes, & autres Pays Etrangers, les héritiers prennent ordinairement la qualité d'héritiers par bénéfice d'Inventaire, quand une succession est ouverte; & que cette coutume est tellement établie, qu'il n'arrive presque point qu'ils prennent celles d'héritiers purs & simples; c'est ce qui a donné lieu à l'Arrêt du Conseil du 19 Décembre 1676, qui dispense les Etrangers de rapporter des Lettres de ratification sur les acquisitions qu'ils font de ces Rentes. Cet Arrêt porte, que les Rentes appartenant aux Génois, & autres Etrangers, desquels ils seront Propriétaires, en qualité d'héritiers par bénéfice d'Inventaire, ou à quelque titre

que ce soit, seront employées sur les Registres des Payeurs, & le payement des arrérages à eux fait, nonobstant qu'il ne soit apparu auxdits Payeurs, des Lettres de ratification, que Sa Majesté les a dispensé de rapporter, si bon ne leur semble, sans tirer à conséquence (1).

A l'égard de la manière dont ces Rentes doivent passer à leurs héritiers dans les successions; comme les formalités usitées dans les Pays Etrangers, sont différentes de celles qu'on a coutume d'observer en France; lors des mutations qui arrivoient par le décès des Etrangers propriétaires de ces Rentes, ou autrement, il s'élevait chaque jour des difficultés, au sujet des pièces qu'ils fournissoient aux Payeurs, pour établir leur propriété; lesquelles pièces, n'étant point conformes aux loix & usages reçus dans ce Royaume, faisoient craindre aux Payeurs des Rentes, que la Chambre des Comptes refusât de les recevoir au jugement de leurs Comptes: mais la Déclaration du 7 Décembre 1715, mit fin à ces difficultés, en ordonnant, que les dispositions que les Etrangers auront faites par le passé, ou qu'ils feront à l'avenir, par ventes, cessions, transports, donations entre-vifs, testamens, ou de quelque manière que ce puisse être, des Rentes par eux acquises, ou qu'ils pourront acquérir dans la suite, seront réglées & jugées suivant les loix de leurs

(1) Il suit de la disposition portée par cet Arrêt, qu'un particulier domicilié en France, qui acquiert d'un Etranger, n'est point tenu d'obtenir des Lettres de ratification, par la raison, que les Rentes appartenant aux Etrangers, n'étant point saisissables, il est inutile de purger l'hypothèque d'une Rente qui, par sa nature, n'en est point susceptible.

Pays ; & , en cas qu'ils n'en ayent disposé , qu'elles feront partagées dans les successions , suivant les mêmes loix.

Tous les privilèges ci-dessus détaillés , notamment celui qui regarde les saisies , ont été confirmés par la Déclaration du 19 Juin 1720 , en faveur des Etrangers , acquéreurs des Rentes perpétuelles créées par l'Edit du mois d'Août 1720.

A l'égard des Droits de contrôle & d'insinuation , qu'ils doivent payer pour les Actes passés dans leur Pays , & du dépôt qu'ils doivent en faire chez les Notaires de Paris , l'Arrêt du 2 Aout 1740 y a pourvu.

(Voyez *Dépôt des Actes chez les Notaires de Paris , Lettres de Naturalité , Droit d'Aubaine , & Certificats de Vie.*)

On rapportera ici l'exemple d'une distinction faite , d'un legs de Rente perpétuelle , d'avec un legs de Rente viagere , faits par le même testament , en faveur d'une Etrangere.

Le sieur *Tauxier* , François de naissance , laissa , par son testament , à la Dame *la Thuillerie* , 250 livres de Rente perpétuelle , constituée sur les Aydes & Gabelles , & 600 livres de Rente viagere.

Cette Dame , qui étoit Liégeoise , avoit obtenu la délivrance de son legs , en cause principale ; mais , en cause d'appel , elle fut jugée incapable de profiter du legs en Rentes perpétuelles ; & la Cour lui adjugea le legs en Rentes viagères , par Arrêt du 20 Décembre 1737.

Ses moyens rouloient , sur ce que l'Edit de création des Rentes sur la Ville , qui lui étoient lé-

guées, permettoit aux Etrangers de les acquérir, d'en disposer, & de les transmettre à leurs héritiers; mais M. l'Avocat Général, observa, que cet Edit ne permettoit pas aux Regnicoles de léguer ces Rentes aux Etrangers. A l'égard de la Rente viagere, il étoit aussi d'avis, que la Dame *la Thuillerie* ne pouvoit pas de même jouir de son legs, qui ne lui avoit point été fait par forme de pension alimentaire, seul moyen dont un Etranger, demeurant en France, pouvoit jouir d'un legs; cependant la Cour ne la jugea incapable, que relativement à la Rente perpétuelle.

(Voyez le *Supplément à la Collection de Jurisprudence.*)

EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES.

L'EXÉCUTEUR Testamentaire, qui a accepté cette charge, est, dès le moment de la mort du défunt, saisi, pendant l'an & jour, de tous ses biens, meubles, dettes & actions mobilières; il doit faire faire inventaire des biens laissés par le défunt, recevoir ce qui est dû à la succession, en payer les dettes mobilières, & faire délivrance des legs.

Après l'an & jour, il ne peut plus recevoir les arrérages des Rentes dûes à la succession.

Voici ce que M. le Procureur - Général de la Chambre des Comptes dit, au sujet des Exécuteurs Testamentaires, dans son requisitoire contenu dans le préambule de l'Arrêt de la même Chambre, du 17 Juin 1758, rendu en forme de Règlement.

124- EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES.

» Qu'on avoit douté, si un Exécuteur Testa-
» mentaire pouvoit recevoir sur sa quittance,
» en fournissant seulement extrait du Testa-
» ment vu aux Insinuations, & s'il ne devoit
» pas encore justifier d'un Inventaire; ce qui
» est d'autant moins nécessaire, que le Testa-
» ment est son vrai titre. S'il pouvoit recevoir
» les Rentes qui écheoient pendant l'année de
» l'Exécution Testamentaire, ou seulement, en
» suivant littéralement la Coutume, celles qui
» sont échues au jour du décès; sur quoi l'Exé-
» cuteur Testamentaire avoit en sa faveur l'usa-
» ge, & devoit avoir la possession, si l'héritier
» ne la contesloit.

L'Exécuteur Testamentaire, pour recevoir les arrérages des Rentes dûes après le décès d'un Rentier, doit fournir au Payeur, un extrait du Testament qui l'a nommé (1), & l'Extrait Mortuaire du défunt.

Si les héritiers touchent sur leurs quittances, dans l'année du décès, ils doivent fournir extrait de l'Acte de désistement de l'Exécuteur Testamentaire, ou de son consentement : la raison est, qu'étant saisi, pendant l'an & jour, des biens du défunt, nul autre que lui ne peut toucher ses revenus, sans son consentement ou son désistement.

S'il y a deux Exécuteurs nommés par le Testament, ils doivent agir de concert, & recevoir conjointement sur leurs quittances; mais, si l'un d'eux se déporte, l'autre pourra toucher seul, en justifiant du désistement de son co-Exécuteur.

(1) Il doit être fait mention dans l'extrait du Testament, qu'il a été insinué, ou du moins vu au Greffe des Insinuations. (V. *Insinuation*.)

EXÉCUTOIRE DE DÉPENS.

L'EXÉCUTOIRE de Dépens, est une Lettre en parchemin, scellé du petit sceau, par lequel il est mandé au premier Huissier ou Sergent, de contraindre les dénommés en icelle, au payement de la somme portée par la taxe de dépens.

Lorsqu'il y a eu contestation entre les Rentiers, les dépens sont quelque fois payés sur un Exécutoire fourni au Payeur, avec la quittance de celui auquel ils sont adjugés.

EXTRAITS BAPTISTAIRES.

L'ACTE tiré des Registres destinés pour inscrire les Baptêmes qui se font dans chaque Paroisse, doit être signé par le Curé, ou par le Vicaire, ou par le Dépositaire de ces Registres.

Ceux qui viennent des Provinces, doivent être légalisés par le Juge ordinaire & non par le Juge Ecclésiastique; & ceux qui sont envoyés des Pays Etrangers, par les Ambassadeurs, Envoyés, Résidens ou Consuls de la Nation Française.

La Déclaration du 9 Avril 1736, Registrée en Parlement le 23 Juillet de la même année, explique la forme dans laquelle ces Actes doivent être conçus.

» Dans les Actes de Baptême, *porte l'Article*
 » *IV*, il sera fait mention du jour de la nais-
 » ce, du nom qui sera donné à l'enfant; de celui
 » de ses pere & mere; parain & maraine; &

» l'Acte fera signé sur les deux Registres, tant
» par celui qui aura administré le Baptême, que
» par le pere (s'il est présent), le parain & la
» maraine; & à l'égard de ceux qui ne sçau-
» ront, ou ne pourront signer, il sera fait men-
» tion de la déclaration qu'ils en feront.

L'Edit du mois d'Août 1693, portant création de Rentes viagères à différens âges & derniers, & les autres postérieurs, ordonnent que ceux qui voudront en acquérir, seront tenus de justifier de leur âge par des Extraits Baptistaires dans la forme ci-dessus, ou Actes équipollens.

Par l'Edit du mois de Novembre 1744, portant établissement de la huitième Tontine, il est de plus ordonné que les Etrangers, demeurant hors du Royaume, seront tenus, outre les Extraits Baptistaires, ou autres Actes équipollens, de rapporter des Certificats des Ambassadeurs, Envoyés, Résidens, ou Consuls de la Nation Française, dans les lieux où ils demeureront, portant qu'ils se sont présentés devant eux, & qu'ils ont représenté lesdits Extraits Baptistaires ou Actes équipollens, lesquels seront annexés aux minutes des Contrats.

On entend par *Actes équipollens*, ceux qui sont passés, à défaut par les Rentiers de pouvoir justifier de leur âge, par leurs Extraits Baptistaires; soit que les Registres des Paroisses où ils ont été baptisés, aient été incendiés ou autrement; dans ce cas l'Arrêt du Conseil du 3 Novembre 1734, leur permet de justifier de leurs noms & âge par des Actes de Notoriété dans la forme ci-devant expliquée. (Voyez *Actes de Notoriété*.)

Les Extraits Baptistaires doivent encore être fournis aux Payeurs dans les cas ci-après : sçavoir,

1°. Par les Rentiers qui sont entrés en majorité, à l'effet de recevoir eux-mêmes leurs Rentes, sans l'intervention de leurs Tuteurs.

2°. Par ceux qui veulent justifier de leurs vrais Noms, lorsqu'il s'est glissé quelque erreur aux Noms de Baptême ou de Famille, dans les Contrats, Inventaires, Partages, ou autres Actes. Ces erreurs sont rectifiées par des Actes de Notoriété, à la minute desquels les Extraits Baptistaires restent annexés, & il en est fourni copie au Payeur, &c. (Voyez *Erreurs de Noms.*)

La Déclaration du 9 Avril 1736, déjà citée, statue, tant sur la manière de lever les Extraits des Registres des Paroisses, dont on peut avoir besoin, que sur ce qui doit être payé aux Dépositaires de ces Registres, en ces termes :

Article XIX. » Il sera au choix des Parties in-
 » téressées de lever des Extraits des Actes de
 » Baptême, Mariage ou Sépulture, soit sur le
 » Registre qui sera au Greffe, soit sur celui qui
 » restera entre les mains des Curés, Vicaires,
 » Desservans, Chapitres, Supérieurs ou Admi-
 » nistrateurs; pour lesquels Extraits il ne pourra
 » être pris par lesdits Greffiers, ou par lesdits
 » Curés ou autres, ci-dessus nommés, que *dix*
 » *sols*, pour les Extraits des Registres des Pa-
 » roisses établies dans les Villes où il y aura Par-
 » lement, Evêché ou Siège Présidial; *huit sols*
 » pour les Extraits des Registres des Paroisses
 » des autres Villes; & *cinq sols* pour les Extraits
 » des Registres des Paroisses des Bourgs & Villa-

» ges, le tout y compris le papier timbré; dé-
 » fendons d'exiger, ni recevoir plus grande som-
 » me, à peine de concussion.

Article XXXIII. » Permettons à toutes per-
 » sonnes qui auront droit de lever des Actes,
 » soit de Baptême, Mariage ou Sépulture, soit de
 » Vêture, Noviciat, Profession, &c. de faire
 » compulser les Registres entre les mains des
 » Dépositaires d'iceux; lesquels seront tenus de
 » les représenter, pour en être pris des Extraits;
 » & à ce faire contraints, nonobstant tous pri-
 » vilèges & usages contraires, à peine de saisie
 » du temporel, & de privation des droits, exemp-
 » tions & privilèges à eux accordés par Nous
 » ou par Nos Prédécesseurs.

Article XLI. » Déclarons exempts des droits
 » de Contrôle & de tous autres, tant les Regis-
 » tres mentionnés en la présente Déclaration,
 » que les Extraits des Actes y contenus, &c.

EXTRAITS DE CONTRATS DE CONSTITUTION.

Les Edits de création de Rentes viagères & de Tontines accordent aux Acquéreurs plusieurs privilèges, en vertu desquels ils peuvent faire insérer dans les Contrats de constitution, différentes clauses, qui, quoique contraires aux Coutumes, ne laissent pas que d'avoir leur exécution après le décès des Constituans; comme lorsqu'un mari & une femme, qui se constituent des Rentes, font insérer dans les Contrats la
clause

clause de jouissance en faveur du survivant ; ce qui lui prépare l'effet d'un avantage pros crit par l'Article CCLXXXII. de la Coutume de Paris.

On trouve en outre , dans les Contrats de constitution, des donations au profit d'un tiers, comme lorsqu'il y est dit, qu'après le décès de l'Acquéreur, la jouissance en appartiendra à celui sur la tête duquel la Rente est constituée.

Toutes ces différentes clauses , insérées dans les Contrats, en vertu de la faculté portée par les Edits de création, doivent avoir leur exécution, après le décès des Constituans ; & le consentement de leurs héritiers, n'est pas nécessaire à ceux au profit desquels elles ont été stipulées, pour entrer en jouissance de ces Rentes ; il leur suffit alors, de fournir aux Payeurs des Rentes, avec leurs quittances, de simples extraits des Contrats de constitution, & des Quittances de finances, faits par-devant Notaires, avec les Extraits mortuaires des décédés ; sur quoi on observera :

1°. Que si les Contrats sont acceptés par les Rentiers, l'extrait du Contrat suffit ; mais s'ils sont acceptés par un tiers, c'est à la Quittance de finance qu'il faut remonter, comme étant le titre constitutif & primordial de la Rente ; il est donc nécessaire, dans ce cas, de fournir aussi au Payeur, extrait de la Quittance de finance.

2°. Qu'il y a des Contrats qui accordent au survivant la jouissance, non seulement des arrérages postérieurs au décès, mais même de tous ceux qui se trouvent dus alors ; auquel cas il ne faut qu'un extrait du Contrat pour toucher tous ces arrérages ; mais, si le Contrat ne porte point dona-

tion des arrérages échus au jour du décès, ces arrérages appartiennent aux héritiers de l'Acquéreur, qui doivent donner leur consentement, ou les toucher eux-mêmes sur leurs quittances, en y joignant les pièces justificatives de leurs qualités d'héritiers.

3°. Qu'aux termes de l'Arrêt de la Chambre des Comptes, du 17 Juin 1758, les Rentes constituées, avec la clause de jouissance en faveur du survivant des deux conjoints, n'appartiendront audit survivant, qu'à la charge d'indemniser les héritiers du prédécédé; & qu'à l'effet de donner auxdits héritiers, un délai suffisant pour faire valoir leur action, il doit être surcis, pendant six mois, au paiement de la Rente, à compter du jour de la mort du prédécédé; après lequel délai expiré, les Rentes seront payées au survivant, sur ses simples quittances, & passées dans les comptes, sans rapporter le consentement des héritiers, mais en justifiant seulement du tems du décès du prédécédé.

(Voyez *Jouissance en faveur du survivant.*)

EXTRAITS MORTUAIRES.

Ces Actes, inscrits dans les Registres des Eglises ou Paroisses, servent à constater les décès des Rentiers, ou autres. Les copies qui en sont délivrées, doivent être dans la forme ci-devant expliquée. (Voyez *Extraits Baptistaires.*)

La Déclaration du 9 Avril 1736, Article X, explique comment ces Actes doivent être conçus, en ces termes :

» Dans les Actes de Sépulture , il sera fait
 » mention du jour du décès , du nom & qualité
 » de la personne décédée ; ce qui sera observé
 » même à l'égard des enfans de quelque âge que
 » ce soit ; & l'Acte sera signé sur les deux Re-
 » gistres , tant par celui qui aura fait la sépul-
 » ture , que par deux des plus proches parens ,
 » ou amis , qui y auront assisté , s'il y en a
 » qui sçachent ou qui puissent signer ; sinon , il
 » sera fait mention de la déclaration qu'ils en
 » feront.

A l'égard des Religioneux , les pièces qui servent à constater leurs décès , sont les Procès verbaux d'inhumation , faits par les Commissaires qui se transportent sur les lieux à cet effet.

Les Extraits Mortuaires doivent être fournis aux Payeurs , lors des décès des Rentiers , par leurs Exécuteurs Testamentaires , ou par leurs héritiers , à l'effet de toucher les portions des Rentes viagères qui étoient sur leurs têtes , jusqu'au jour de leurs décès ; & même les arrérages des Rentes perpétuelles , dans l'an & jour du décès.

Mais à l'égard des Tontines , les Extraits Mortuaires des Rentiers , doivent être signifiés dans les quatre mois , aux Syndics de leurs Classes ; & lorsqu'on manque à cette formalité , les portions dues au jour de leur décès , sont perdues pour leurs héritiers , & distribuées aux Rentiers survivans , aux termes de la Déclaration du 23 Juillet 1737. (Voyez *Tontines* .)

On doit aussi joindre aux pièces que l'on fournit pour toucher les portions des Rentes viagères & Tontines , avec la grosse du Contrat , un

Extrait Mortuaire , pour constater le jour du décès du Rentier ; l'Intitulé de son Inventaire , ne seroit pas suffisant , il ne sert qu'à établir les qualités d'héritiers.

Une femme séparée de biens d'avec son mari , ou non commune en biens suivant leur Contrat de mariage , n'a besoin pour recevoir ses Rentes , lorsqu'elle devient veuve , que de l'Extrait Mortuaire de son mari ; & il suffit qu'elle joigne cette pièce à sa quittance , à l'effet de justifier seulement de sa qualité de veuve.

Sur la maniere de lever les Extraits Mortuaires , & sur ce qui doit être payé aux Dépositaires des Registres des Paroisses , ou autres ; voyez ce que nous avons dit sur les Extraits Baptistaires , *page 127.*





F.

F E M M E.

LA femme apporte en dot , des Rentes à son mari ; ou il arrive que , pendant le mariage , le mari & la femme acquierent des Rentes , obligent , vendent & hypothéquent celles qui leur appartiennent , ou en disposent , par Actes entre-vifs , ou de dernière volonté. Dans tous ces cas , il est nécessaire d'en justifier aux Payeurs des Rentes , par extraits ou copies des Actes qui ont été faits en conséquence. Ainsi on rapportera ici quelques principes généraux , qu'il sera facile d'appliquer aux Rentes.

La femme commune en biens avec son mari ; ne peut rien acquérir pour elle seule , pendant que la communauté subsiste ; quelque précaution qu'elle prenne , il faut que le mari en profite , nonobstant les clauses insérées dans les acquisitions qu'elle fait. C'est sur ce principe , qu'est fondée la disposition de l'Arrêt de la Chambre des Comptes , du 17 Juin 1758 , qui porte : » Que
 » les Rentes qui seront acquises par des femmes
 » qui ne seront pas déclarées , par les Contrats
 » de constitution , non communes , ou séparées ,
 » ne seront acquittées , par les Payeurs des Rentes , & passées dans leurs comptes , qu'en conséquence de l'autorisation des maris.

Néanmoins cet Arrêt fait une distinction à cet égard, en ajoutant, » que le Rentes constituées » *par des tiers*, au profit des femmes, leur seront payées valablement sur leurs simples quittances, en se conformant à cet égard aux stipulations insérées dans les Contrats.

Une femme en puissance de mari, ne peut pas, quoiqu'autorisée par son Contrat de mariage, vendre ni aliéner ses immeubles, sans une autorisation spéciale : ainsi jugé par Arrêt du 9 Mars 1713.

Les femmes, même séparées, ne peuvent accepter de donations entre-vifs, sans autorisation ; mais elles peuvent tester & faire codiciles.

Les principes établis par les Articles CCXXIII, CCXXV & CCXXVI de la Coutume de Paris, à l'égard de l'autorisation des maris, sont développés d'une manière très-instructive, dans un Acte de notoriété du Châtelet de Paris, dont on croit devoir rapporter ici les termes :

» Pour avoir la connoissance certaine de la » disposition des Articles CCXXIII, CCXXV » & CCXXVI, il faut examiner trois choses.

» 1°. Ce que peut faire un mari seul, sans sa » femme.

» 2°. De quelle manière une femme s'oblige » avec son mari.

» 3°. Comment une femme peut obliger seule » ses biens, pendant le mariage.

» A l'égard de la première, on peut établir » pour principe, que pendant la communauté, » le mari est non-seulement le maître des actions, » mais aussi des biens meubles, acquêts, con- » quêts, & effets qui composent la communauté ;

» qu'il en peut disposer, les vendre, les hypo-
 » théquer, sans le consentement de sa femme....
 » pourvu, dit la Loi, que ce soit sans fraude,
 » & à personne capable.....
 » Et à l'égard du pouvoir que peut avoir la
 » femme, d'aliéner ses biens immobiliers, l'Ar-
 » ticle CCXXIII a décidé, qu'une femme ma-
 » riée, ne pouvoit seule, vendre, aliéner, ni
 » hypothéquer ses héritages, sans l'autorité &
 » consentement exprès de son mari : comme
 » l'Article CCXXVI a réglé, que le mari ne
 » pouvoit seul vendre le bien de sa femme, sans
 » le consentement de sa femme, par lui autorisée
 » expressement ; c'est-à-dire *in ipso actu*. Sans
 » quoi il ne peut vendre, aliéner, hypothéquer,
 » ni faire partage des propres de sa femme ; ce
 » qui s'observe inviolablement : de sorte, qu'une
 » femme, qui ne peut s'obliger, ni vendre ses
 » biens seule, & le mari, qui ne peut vendre
 » seul les biens de sa femme, peuvent con-
 » jointement s'obliger valablement, & hypothé-
 » quer les immeubles, en observant deux cho-
 » ses qui sont nécessaires, à peine de nullité.
 » La première, que l'autorisation du mari soit
 » expresse ; c'est-à-dire, *in ipso actu*.....
 » La deuxième, qu'il donne son consentement....
 » Quand ces deux choses concourent, & que
 » le mari, ou la femme, vendent, ou emprun-
 » tent conjointement, la femme étant autorisée,
 » & du consentement du mari, l'aliénation ou
 » hypothèque créée sur les immeubles, sont va-
 » lables..... Si l'une de ces choses
 » manque, le consentement de la femme, l'au-
 » torisation expresse *in ipso actu*, & le consen-

» tement du mari , il y a nullité dans les Ac-
 » tes.....

» Il est encore nécessaire d'expliquer quelle a
 » été l'intention des Législateurs , lorsqu'ils ont
 » rédigé les Articles CCXXXIV & CCXXXVI
 » de la Coutume , qui semblent contraires à la
 » manière établie ci-dessus , & à la disposition
 » de l'Article CCXXIII , qui déclare les Con-
 » trats faits par une femme , sans l'autorité de
 » son mari , nuls ; vu que , par le CCXXXIV &
 » CCXXXIX , une femme séparée peut s'obliger
 » valablement , ou quand elle est marchande
 » publique , sans être autorisée , ni le consente-
 » ment de son mari : mais il n'est point difficile
 » de concilier ces Articles , quand l'on fera ré-
 » flexion , que l'Article CCXXIII parle de l'a-
 » liénation des immeubles , & que le CCXXXIV
 » ne peut être entendu que du mobilier ; de
 » sorte qu'il est constant , qu'une femme , quoi-
 » que séparée , ne peut jamais aliéner , ni hy-
 » pothéquer ses immeubles , sans être autorisée ,
 » ou de son mari , ou du Juge : mais , à l'égard
 » du mobilier , comme la séparation lui donne
 » le droit de jouir de ses meubles , il est juste
 » qu'elle puisse s'obliger , jusqu'à concurrence de
 » ses revenus , & du mobilier : en sorte néanmoins
 » que l'obligation qu'elle contractera seule , sans
 » être autorisée , même étant séparée , ne pourra
 » jamais donner aucun droit sur ses immeubles ,
 » suivant l'Article CCXXIII.....

» L'Article CCXXXIV a encore donné le
 » droit à la femme , que le mari souffre être
 » marchande publique , faisant un commerce dif-
 » férent du sien , de s'obliger pour le fait de son

» commerce , & d'obliger même son mari , sans
» être présent..... Le mari souffre que la
» femme fasse ce commerce ; il en profite ; il
» semble avoir donné une autorisation & un
» pouvoir général à sa femme pour agir pour
» lui ; c'est pourquoi elle l'oblige..... Ce sont
» là les véritables maximes , & l'explication la
» plus probable , que l'on puisse donner auxdits
» Articles de la Coutume , qui sont suivis dans
» les Jugemens qui se rendent.

En Pays Coutumier , quand un Contrat de mariage porte , qu'il n'y aura point de communauté , le mari ne laisse pas d'avoir l'administration des biens de sa femme , à moins qu'il ne soit stipulé , qu'elle jouira de ses biens , qu'elle en aura l'administration , & que le mari l'a autorisée à cet effet ; sans laquelle clause , la femme non commune , n'auroit pas ce droit : mais , en vertu de cette clause , la femme non commune , peut seule donner quittance de ses Rentes , en justifiant de sa qualité de non commune , par un extrait de son Contrat de mariage.

Dans le Pays de Droit Ecrit , l'autorisation du mari n'est point requise , pour les Actes que passe une femme mariée ; sur quoi on observera , que dans ce Pays , les femmes peuvent avoir deux sortes de biens , sçavoir , les biens dotaux , & les paraphernaux.

La femme , en Pays de Droit Ecrit , a la libre disposition de ses biens paraphernaux ; elle les peut vendre , aliéner & hypothéquer , en s'obligeant , même sans le consentement de son mari : il y a cependant divers Pays régis par le Droit Ecrit , où l'usage local est opposé à la présente

observation ; comme Grenoble , & autres lieux , qui ne sont pas du ressort du Parlement de Paris.

A l'égard des biens dotaux , quoique le mari soit le maître & le propriétaire de la dot , pendant le mariage ; cependant le fond dotal , de quelque nature qu'il soit , est inaliénable , même du consentement de la femme.

Néanmoins , il y a une Déclaration du mois d'Avril 1664 , donnée en faveur du commerce , pour les Villes de Lyon , Pays Lyonnais , Maconnais , Beaujollois & Forêt , enregistré le 20 Août de la même année , qui porte , que toutes les obligations ci-devant passées , & qui se passeront à l'avenir , sans aucune force , ni violence , par les femmes mariées dans ladite Ville de Lyon , Pays Lyonnais , Maconnais , Forêt , Beaujollois , sur lesquelles aucun Arrêt n'est encore intervenu , seront bonnes & valables ; & que par icelles , les femmes ayent pu par le passé , & puissent à l'avenir , obliger valablement , sans aucune distinction , tous & un chacun leurs biens dotaux & paraphernaux , mobiliers & immobiliers , sans avoir égard à la disposition de la Loi *Julia* , qui est abrogée à cet égard.

Après le décès d'un homme marié , lorsqu'il ne se présente aucun héritier pour recueillir sa succession , alors sa femme lui succede , par la Loi *Unde vir & uxor* ; & recueillant seule les biens de sa succession , elle a aussi la propriété & la libre jouissance des Rentes qui appartoient à son mari. (Voyez *Successions*.)

L'Acte de célébration de mariage d'une Rentière qui se marie , doit être rapporté au Payeur , ainsi qu'il a été dit. (Voyez *Acte de célébration*.)

Comme on a omis à l'article qui fait mention de ces Actes , de parler de la forme qu'ils exigent , on rapportera ici un extrait de l'Article VII de la Déclaration du 9 Avril 1736 , où cette forme est expliquée.

» Dans les Actes de célébration de mariage ,
» seront inscrits les noms , surnoms , âge , qua-
» lités & demeure des contractans ; & il y sera
» marqué , s'ils sont enfans de famille , en tutelle
» ou curatelle , ou en la puissance d'autrui ; &
» les consentemens de leurs peres & meres , tu-
» teurs ou curateurs , y seront pareillement énon-
» cés : assisteront auxdits Actes , quatre témoins
» dignes de foi..... Leurs noms , qualités &
» domiciles , seront pareillement mentionnés dans
» lesdits Actes..... Et l'Acte sera signé , tant
» par celui qui célébrera le mariage , que par les
» contractans , ensemble par lesdits quatre té-
» moins au moins , &c.

Sur la maniere de lever ces Actes , (Voyez *Extraits Baptistaires.*)





G.

G A L E R E S.

LA condamnation aux Galeres pendant un tems, n'emporte ni confiscation, ni mort civile; & ceux qui ont essuyé de pareilles condamnations, restent capables d'acquérir, de vendre, de contracter, de tester, & de recueillir des successions; ils peuvent aussi toucher les arrérages de leurs Rentes sur leurs simples quittances.

Mais la condamnation aux Galeres à perpétuité emporte l'une & l'autre; de maniere que ceux contre lesquels elle est prononcée, sont incapables de tous effets civils. (*Voyez Bannis.*)

G A R A N T I E D E S F A I T S
D U P R I N C E.

PAR Arrêt du Parlement du 21 Mai 1715, la Garantie des Faits du Prince, stipulée en termes exprès dans un Contrat de cession de Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, est déclarée bonne & valable. Voici le fait.

M. de Breteuil, Conseiller d'Etat, étoit créancier de la Maison de Thoiras de 8000 livres de

Rentes, constituées par différens Contrats. A la place de ces Rentes, il avoit consenti à prendre des Rentes sur l'Hotel-de-Ville. Ces Rentes, en cinq parties, montant à 8000 livres, lui furent cédées & transportées par Contrat passé devant Després & Raymond, Notaires à Paris, le 4 Avril 1682, où la Garantie des Faits du Prince est stipulée en termes formels.

En 1715, ces Rentes ayant souffert une diminution par la réduction du denier *vingt* au denier *vingt-cinq*; les héritiers de M. de Breteuil demandèrent d'être indemnifiés par la Maison de Thoiras, & l'Arrêt contradictoire du Parlement du 21 Mai 1715, leur adjugea leurs conclusions. Il porte que la Maison de Thoiras payera les sommes y portées, par forme d'indemnité, si mieux n'aime reprendre en nature lesdites Rentes, que les héritiers de M. de Breteuil seront tenus de lui rétrocéder.

Les principaux motifs de l'Arrêt sont, que de droit commun, la Garantie des Faits du Prince doit avoir lieu, quand elle est expressement stipulée.

Quand il n'y a point de stipulation, l'on considère les Faits du Prince, comme un événement postérieur & imprévu, qui doit tomber sur l'acheteur.

Mais quand la Garantie des Faits du Prince a été disertement stipulée, elle doit avoir son exécution, comme en général tous les événemens futurs & prévus donnent lieu à la Garantie.

D'ailleurs, le Contrat contenoit un échange; plutôt qu'une vente effective des Rentes sur l'Hotel-de-Ville. Ces Rentes ayant souffert une

diminution , il étoit juste que les héritiers de M. de Breteuil, fussent indemnisés par la Maison de Thoiras de cette perte , & de cette diminution qu'avoit souffert la chose donnée en échange.

Ainsi il est bon d'observer que cet Arrêt ne peut pas être tiré à préjugé ni à conséquence , pour autoriser la stipulation de pareille Garantie, dans les simples transports ou cessions des Rentes constituées sur l'Hôtel-de-Ville; par la même raison , qu'il n'est pas permis aux Notaires de stipuler dans de tels transports ou cessions un prix inférieur au principal des Rentes cédées.

G A R D E.

LE Gardien a la jouissance des meubles, & l'usufruit des immeubles échus aux mineurs, après la mort du prédécédé de leurs pere & mere; au lieu que le tuteur n'en a que l'administration, & est obligé de rendre compte de sa gestion.

La Garde noble est déferée aux peres & meres nobles, & à leur défaut, à leurs ayeux & ayeules, sans donner caution, & finit à vingt ans pour les mâles & à quinze ans pour les filles. La Garde bourgeoise qui est déferée aux peres & aux meres non nobles, en donnant caution, finit à quatorze ans pour les mâles & à douze ans pour les filles; l'un & l'autre finissent aussi par le second Mariage du Gardien, ou par le Mariage du mineur.

Le Gardien ne peut vendre ni aliéner les biens de ses mineurs, ni poursuivre leurs droits en Justice. Il faut que ce soit le tuteur ou le curateur qui agisse.

Suivant l'Article CCLXXI. de la Coutume de Paris, les qualités de tuteurs & de curateurs sont compatibles avec celles de Gardiens.

On est libre d'accepter ou non la Garde, & même d'y renoncer après l'avoir acceptée.

Dans la Coutume de Paris, la Garde noble & la Garde bourgeoise doivent se demander en personne, & en Jugement, par le ministère d'un Procureur. On ne pourroit pas valablement l'accepter au Greffe, ni par un Acte passé par-devant Notaire. On ne pourroit pas non plus la demander & l'accepter devant un autre Juge que celui du domicile, elle n'auroit point d'effet si elle étoit demandée ailleurs qu'en Jugement, devant le Juge naturel du domicile.

Le Gardien doit fournir au Payeur, copie ou extrait des Pièces qui établissent sa qualité.

GROSSES DE CONTRATS.

LES Grosses des Contrats sont les expéditions en parchemin qui en sont faites par les Notaires, pour être délivrées aux Rentiers, & leur servir de titres pour se faire payer des arrérages de leurs Rentes, & dont les minutes restent en dépôt chez les Notaires.

C'est avec les Grosses des Contrats que les Rentiers reçoivent à l'Hôtel-de-Ville les arrérages de leurs Rentes. Ils peuvent y aller eux-mêmes, ou y envoyer leurs domestiques, ou toute autre personne; étant d'usage qu'on ne refuse point le payement d'une Rente, à tout

porteur de Grosses ou Contrats, qui est censé avoir la confiance du Rentier.

L'Edit du mois d'Août 1693, portant création de Rentes viagères, & celui de Novembre 1733, portant création de Rentes Tontines & autres subséquens, ordonnent que les arrérages de ces Rentes, qui seront dûs au jour du décès des Rentiers, seront payés à leurs veuves, enfans, ou héritiers, en rapportant, outre l'Extrait Mortuaire en bonne forme, la Grosse du Contrat de constitution.

Cependant lorsque les Grosses se trouvent adhirées, il suffit de fournir aux Payeurs un certificat du Notaire, portant, qu'attendu que la Grosse est adhirée, il a fait mention en marge de la minute du Contrat, de l'extinction de la Rente par le décès du Rentier.

Lorsqu'il est question du remboursement d'une Rente perpétuelle sur l'Hôtel-de-Ville de Paris; le Propriétaire doit rapporter au Garde du Trésor Royal, la Grosse du Contrat; mais il arrive souvent qu'il est hors d'état de le faire, soit que cette Grosse soit adhirée, soit que la Rente à rembourser fasse partie d'une Rente plus forte constituée originairement par le Contrat, & que le Propriétaire de l'autre partie soit possesseur de la Grosse. Il y a un Arrêt du Conseil du 3 Février 1714, qui porte que les Rentiers de l'Hôtel-de-Ville, qui seront hors d'état de rapporter les premières Grosses de leurs Contrats de constitutions, seront remboursés sans difficulté, par les Gardes du Trésor Royal, en leur rapportant les secondes Grosses desdits Contrats,

ou

ou les Expéditions (1) qui leur en ont été ou seront délivrées par les Notaires qui auront reçu les Contrats, ou par leurs successeurs; Sa Majesté validant à cet effet lesdites secondes Grosses & lesdites Expéditions, & en cas que les premières Grosses se trouvent, l'Arrêt porte qu'elles demeureront nulles. (Voyez Remboursement.)

Lorsqu'un Rentier a égaré ou perdu la Grosse de son Contrat, il peut être payé de sa Rente, en passant Procuration à un tiers, ou même un simple pouvoir d'en toucher les arrérages sur les quittances signées du Rentier.

En marge des Contrats de constitution des anciennes Rentes, tant perpétuelles que viagères, réduites à différens deniers, en vertu d'Arrêts du Conseil, lors du *Visu* ordonné en 1720, il est fait mention des réductions qui ont été faites de ces Rentes; ainsi pour en connoître le montant, c'est à ces mentions qu'il faut avoir recours, & non pas aux sommes portées au texte de ces Grosses ou Contrats.

(1) Par l'Ordonnance de François I. de l'année 1539, il est défendu aux Notaires de délivrer une seconde Expédition d'un Contrat de constitution, sans Ordonnance de Juge.





H.

HOTEL-DE-VILLE.

Les Rentes constituées sur les Aydes & Gabelles sont payées à l'Hôtel-de-Ville de Paris, par les Officiers créés à cet effet; c'est pour cela qu'on les nomme communément *Rentes sur l'Hôtel-de-Ville*. On y paye aussi celles dûes par l'ancien Clergé.

C'est aussi dans cet Hôtel que se tient la Jurisdiction du Bureau de la Ville. Ce Tribunal est composé du Prévôt des Marchands, de quatre Echevins, d'un Avocat & Procureur du Roi, d'un Greffier, de quatre Procureurs Postulans, d'un premier Huissier & de dix Huissiers Audienciers Commissaires de Police.

Entre autres matières qui sont de sa compétence, ce Bureau connoît seul en première instance, à la charge de l'appel au Parlement, de toutes les contestations qui naissent pour le fait des Rentes. Les Arrêts du Conseil des 15 Octobre 1613, 8 Octobre 1644, & 19 Octobre 1665; l'Arrêt du Parlement du 9 Juin 1671, & tous les Edits de création des Rentes, leur attribuent cette connoissance.

Il est de plus porté par l'Ordonnance du mois de Décembre 1672, concernant la Jurisdiction

des Prévôt des Marchands & Echevins de la Ville de Paris ; que » le Prévôt des Marchands aura » soin d'assister souvent au Payement des Rentes, » pour y recevoir les plaintes & les avis des » Rentiers ; & que les Echevins seront tenus » d'être assidus à la Distribution des Rentes aux- » quelles ils auront été départis , pour faire » faire l'Appel & les Payemens , & régler les » contestations, si aucunes surviennent, sur le » champ, ou en faire rapport au Bureau.

C'est encore à l'Hôtel-de-Ville , que se tiennent les Assemblées des Syndics Honoraires & Onéraires des Tontines , en présence des Prévôt des Marchands & Echevins , à l'effet de régler les demandes formées par quelques-uns des Actionnaires négligens, ou par les veuves & héritiers des décédés, lorsque pour quelque raison particulière ils n'ont pu se conformer aux dispositions des Réglemens ; on y examine les Placets présentés à cet effet , & on y accorde ou refuse les demandes formées en conséquence.

Outre la Police des Rentes & les contestations qui surviennent entre les Payeurs des Rentes & les Rentiers , il y a encore plusieurs cas particuliers, qui sont de la compétence de ce Bureau ; comme lorsqu'on veut se faire mettre en possession d'une Rente appartenante à un absent, ou lorsque des co - propriétaires d'une même Rente desirent jouir chacun en particulier de leur part & portion dans cette Rente , restée en commun entr'eux.

Alors , par le ministère d'un Procureur , ils présentent leurs Requêtes au Bureau de la Ville ; ces Requêtes sont communiquées aux Payeurs,

qui donnent leur avis , & sur les Conclusions de M. le Procureur du Roi , le Bureau rend une Sentence , en vertu de laquelle le Rentier est payé des arrérages de sa Rente , en joignant à ses Quittances copie de la Sentence , & des autres Pièces nécessaires pour la décharge du Payeur.

L'Arrêt du Conseil du 23 Avril 1737 , permet aux personnes chargées de recevoir les Rentes des Étrangers , de se pourvoir pardevant les Prévôt des Marchands & Echevins , lorsqu'ils éprouvent quelques difficultés de la part des Payeurs , sur les Certificats de Vie.

Il peut en être de même de toutes autres Pièces passées dans les Provinces , lorsqu'elles ont été mises au rebut par les Payeurs ; si les Rentiers ou leurs Procureurs jugent les difficultés mal-fondées , ils peuvent se pourvoir au Bureau de de la Ville. Les Payeurs des Rentes qui ne demandent que leur décharge , sont toujours portés à donner leurs avis favorables aux Rentiers ; & ils se contentent alors d'une décision de ce Tribunal , qui leur étant fournie avec les autres Pièces , assure cette décharge , lors de la reddition de leurs comptes. (Voyez *Causés de Rebut.*)

L'Enregistrement de toutes les constitutions de Rentes , faites en vertu d'un Edit de Création , se fait au Greffe de l'Hôtel-de-Ville ; on peut y avoir recours dans le besoin.





I.

IMMATICULES,

Droits qui y sont attachés, & Droits d'Enregistrement de Saisies & Main-levées.

LES Payeurs des Rentes, en leurs qualités de Greffiers des Immatricules, tiennent des registres, sur lesquels ils font mention des diverses mutations de propriétés & qualités des Rentiers, en faisant l'extrait ou analyse des pièces qui leur sont fournies; c'est ce qu'on appelle dresser des Immatricules. Chaque Rentier a son feuillet séparé, sur lesquels s'écrivent les Immatricules, à la suite les unes des autres.

Les Payeurs sont en droit de délivrer ces Immatricules extraites de leurs registres, & cela évite souvent aux Parties de lever les pièces de propriété chez les Notaires; parce qu'on expédie au Sceau, des Lettres de ratification sur les Immatricules, qui tiennent lieu de titre de propriété aux Acquéreurs des Rentes, pour en toucher les arrérages; & leur servent de renseignement pour les lever chez les Notaires, lorsqu'ils veulent recevoir leur remboursement.

Il a été attribué en différens tems, & par divers Edits, des Droits aux Payeurs des Rentes, pour les Immatricules de chaque Rente. Ces Droits ont varié ; mais, par Edit du mois de Décembre 1635, ils ont été fixés à *trois livres* pour l'Immatricule de chaque Rente de cent livres & au-dessus ; *trente sols* pour celles au-dessous ; *vingt sols* pour l'Enregistrement de chaque Saisie & Arrêt ; & *dix sols* pour chaque Main-levée.

Ces Droits se retiennent par les Payeurs, lors du paiement qu'ils font à l'Hôtel-de-Ville ; & le Contrôleur fait mention sur son contrôle, de la quotité des Droits qui ont été retenus.

Les Droits d'Immatricules, de Saisies & Main-levées, attribués aux Payeurs des Rentes par l'Edit que nous venons de citer, leur ont été confirmés par plusieurs Edits subséquens, & par des Arrêts du Conseil, dans les différentes occasions qui se sont présentées. En voici un exemple :

Par Arrêt du Conseil du 20 Août 1715, les Munitionnaires généraux des vivres d'Italie, ayant été condamnés à payer au Roi différentes sommes ; il avoit été ordonné, par un autre Arrêt du même Tribunal du 4 Février 1716, que les arrérages des parties des Rentes appartenant auxdits Munitionnaires, seroient portés au Trésor Royal par les Payeurs des Rentes. Ces Officiers déclarerent qu'ils étoient prêts d'y satisfaire, en le faisant ordonner, avec le Contrôleur général des Restes, & autres, qui avoient saisi entre leurs mains : sur quoi est intervenu Arrêt du Conseil le 19 Mai 1716, qui ordonne, que les arrérages desdites Rentes, échus & à échoir, seront portés

au Trésor Royal par les Payeurs, à la déduction de leurs Droits d'Immatricules, Saisies & Mainlevées; du montant desquels Droits il sera fait mention dans les Quittances du Garde du Trésor Royal; afin que la retenue que les Payeurs en feront par leurs mains, leur soit allouée & passée dans leurs comptes, sans difficulté; le tout nonobstant toutes saisies, oppositions, ou autres empêchemens quelconques, faits & à faire, dont Sa Majesté a donné mainlevée.

Ces Droits furent toujours payés, sans difficulté, sur le pied porté par les Réglemens ci-dessus cités, en ce qui concerne les Rentes perpétuelles & les Rentes purement viagères. A l'égard des Tontines, comme la forme des comptes de ces Rentes est différente de celle des autres, en ce que plusieurs Actions réparties en différentes subdivisions, quoique comprises dans un même Contrat, dont le produit est reçu par le Rentier, sur une seule quittance, ne laissent pas que de former, sur les comptes des Payeurs, autant d'articles qui établissent le droit des Rentiers, qu'ils ont d'intérêts dans différentes subdivisions; ce qui leur occasionne autant d'Immatricules à faire sur leurs comptes, le cas de mutation arrivant; sur ces motifs, il fut ordonné par une Sentence du Bureau de la Ville, du 24 Avril 1743, que les Payeurs des Rentes seroient payés de leurs Droits d'Immatricules, pour raison des Contrats de Tontines, eu égard au droit que les Rentiers auroient en différentes subdivisions, quoique renfermé dans un seul & même Contrat; & ce, à raison de *trente sols* pour chacune des divisions comprises dans lesdits Contrats étant au-dessous

de cent livres, & trois livres pour celles de cent livres & au-dessus.

Cependant il arrivoit que, dans les cas où les Rentiers venoient à décéder, & où les héritiers négligeoient de toucher les portions qui étoient dues, à cause de leurs décès; lors de la confection des Listes des Tontines, ces portions étoient distribuées aux Rentiers survivans, sans aucune déduction des Droits d'Immatricules, dont les Payeur se trouvoient par-là frustrés : mais l'Arrêt du Conseil du 13 Aout 1746, porte, Article II, que lors de la répartition qui sera faite des parties éteintes, ou non réclamées, ou des parties saisies, & autres, sur lesquelles les Payeurs sont en droit de retenir des Droits d'Immatricules, & autres attribués à leurs Offices, déduction sera faite du montant desdits Droits, au profit des Payeurs, sur les sommes à répartir dans chaque classe ou subdivision, sur les Etats certifiés par les Payeurs, qu'ils remettront à cet effet aux Syndics Onéraires; lesquels feront mention, dans les Listes de chacune desdites classes ou subdivisions, du montant sommaire desdits Droits, & des noms de chaque Actionnaire sur lesquels ils seront déduits; du montant desquels Droits, les Payeurs feront un article de dépense, en fin de chaque chapitre de leurs comptes, qui contiendra les noms des Parties, sur lesquelles lesdits Droits auront été déduits; laquelle dépense sera passée & allouée, sans difficulté, au jugement de leurs comptes; à l'égard des Droits d'Immatricules, en vertu des Listes; & à l'égard de ceux des Saisies ou autres empêchemens, tant en vertu desdites Listes, qu'en rapportant copie des Saisies ou autres Actes qui y donneront lieu.

I M M E U B L E S.

SUIVANT la Coutume de Paris , (*Article XCIV.*) les Rentes constituées à prix d'argent , sont réputées Immeubles ; toutesfois il y a des Coutumes qui les constituent meubles.

Les Rentes sont réputées Immeubles , par une fiction fondée sur l'aliénation du sort principal , & parce que l'obligation ne s'éteint jamais , & qu'elle produit des fruits & des arrérages qui ne finissent point , le paiement d'iceux ne diminuant point le sort principal de la Rente. C'est pourquoi , dans les Coutumes qui n'en disposent point , elles sont réputées Immeubles. M. le Prestre , *Centurie III. Chapitre XLIX.* remarque quelques Arrêts qui l'ont jugé ainsi. Mais on demande : si le créancier d'une Rente constituée a son domicile dans une Coutume qui déclare les Rentes Meubles , & si le débiteur demeure en Coutume qui les répute Immeubles , de quelle espèce sera cette Rente ? On répond , qu'elle sera meuble ; parce qu'on considère , quant aux Rentes , le lieu du domicile du créancier où le paiement doit être fait.

De cette règle il s'ensuit :

1°. Que la donation de Rente est sujette à insinuation comme celle d'un héritage.

2°. Que les Rentes se partagent comme immeubles , & y succèdent les héritiers des propres.

3°. Que le donataire des meubles ne peut prétendre les Rentes constituées , comme il a été

jugé par Arrêt du 8 Février 1657 , rapporté dans le Journal des Audiences.

4°. Qu'elles se décrètent comme les véritables immeubles.

Toutefois les Rentes constituées sont réputées meubles , en ce qu'elles ne sont point sujettes au retrait lignager , quoiqu'elles soient réputées propres ; & que dans une succession , les Rentes passives , quoique constituées sur un certain héritage , sont réputées mobilières , & qu'ainsi elles s'acquittent par les héritiers , *pro modo emolumenti*.

A l'égard des Rentes appartenantes aux mineurs , quoiqu'elles soient rachetées , les deniers du rachat conservent la même qualité desdites Rentes , de même que le emploi d'icelles , pour parvenir aux héritiers du mineur du côté duquel elles lui étoient échues ; ensorte que si le mineur a acquis une Rente , constituée sur un Particulier , de la succession de son pere , & que cette Rente soit rachetée , & qu'avant le emploi il décède en minorité , les deniers du rachat appartiendront à ses héritiers paternels à l'exclusion des maternels , quoique plus proches en degré. Que si au tems de sa mort le emploi a été fait , ou en autres Rentes , ou en acquisition d'héritages ; telles Rentes ou héritages appartiendront pareillement à ses héritiers paternels. La raison est , qu'autrement il dépendroit du tuteur ou du curateur de rendre mobilière la succession de son mineur , & ainsi la faire parvenir à ses héritiers des meubles ; c'est-à-dire , à ses plus proches héritiers , & même peut-être à son profit. Il en faut dire de même , si les affaires du mi-

neur ont obligé le tuteur de vendre un héritage propre pour satisfaire à ses créanciers : car les deniers restans non remployés , ou le remploi qui en seroit fait , tiennent lieu de l'héritage , pour parvenir par sa mort , arrivée en minorité , à ceux auxquels l'héritage vendu auroit appartenu , s'il n'avoit pas été vendu.

Pareillement les deniers du rachat d'une Rente appartenante à l'Eglise , sont réputés immeubles , à l'effet d'être employés à l'acquisition d'autres Rentes ou héritages , & ils n'appartiennent pas à celui ou à ceux qui jouissent des revenus de l'Eglise. (*Ferrière, sur l'art. 94 de la Cout. de Paris.*)

Les Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris , sont réputées Immeubles ; parce que les constitutions de ces Rentes emportent une aliénation perpétuelle du capital ; mais il arrive souvent que le Prince emprunte à constitution , en s'obligeant de rembourser le capital dans un certain tems. En ce cas , l'on pourroit demander , si ce qui est dû par le Prince est Immeuble : il y a lieu de penser qu'une pareille Rente n'est point un immeuble , parce qu'il n'y a point d'aliénation perpétuelle , la perpétuité de l'aliénation étant ce qui a fait déclarer les Rentes constituées immeubles.

On a levé une autre question dans le cas d'une Rente constituée sur un Particulier , par rapport à laquelle le débiteur étoit obligé au remboursement pour cause de stellionat , défaut d'emploi , & pour autre cause. Et l'on a demandé si une pareille Rente cessoit d'être Immeuble du jour de la demande , ou du Jugement ; ou si elle continuoit de conserver sa nature d'immeuble jusqu'au remboursement.

Les Auteurs sont parragés sur cette question. *Le Brun*, *Reruffon* & *Ferrière* pensent, que la Rente est Immeuble jusqu'au rachat. Ils fondent même leurs avis sur la disposition de la Coutume de Paris, qui porte, qu'une Rente constituée est Immeuble jusqu'au rachat. Les Annotateurs de *Duplessis* & *Bourjon* sont d'avis contraire. J'estime, comme ceux-ci, dit *M. Denisart*, que lorsqu'il est intervenu un Jugement, qui a déclaré le Contrat de constitution nul & résolu, & qui a ordonné le remboursement, il n'y a plus de Rente, puisque le capital est jugé être exigible; ce qui est incompatible avec la nature d'une Rente. Ainsi dès-lors ce capital ne peut plus être qu'un simple meuble; le droit qui résulte du Jugement, n'ayant pour objet, que la répétition d'une somme mobilière, qui avoit servi à constituer la Rente.

L'argument, tiré de la Coutume de Paris, qui répute Immeuble la Rente jusqu'au rachat, ne me paroît pas devoir faire impression. Il me semble, que la Coutume n'a prévu en cela, que le cas ordinaire, en supposant le Contrat de constitution valable, ne devant ou ne pouvant être résolu que par le remboursement volontaire de la part du débiteur. (*Collection de Jurisprudence.*)

I N S I N U A T I O N.

L'INSINUATION est un enregistrement qui se fait en vertu de la Déclaration du mois de Décembre 1703, non-seulement des donations & des substitutions, mais aussi de tous

autres Contrats & Actes dont le Public a intérêt d'avoir connoissance.

Cet enregistrement se fait au Greffe des Insinuations, établi en chacune des Villes où il y a Siège de Jurisdiction royale & ordinaire, & on paye les droits portés par le tarif.

Tous les Contrats translatifs de propriété sont sujets à cette Insinuation. Tels sont les donations, à l'exception de celles faites en ligne directe par Contrats de Mariage.

Les Dons mutuels.

Les Dispositions entre-vifs ou de dernière volonté, contenant des substitutions ou exhérédations.

Les Legs faits par Testamens ou Codiciles.

Les Contrats de Mariage, contenant exclusion de communauté dans les Pays où elle a lieu.

Les séparations de biens entre maris & femmes ordonnées en Justice.

Les Sentences d'interdiction & les Jugemens qui en ordonnent les mains-levées.

Les renonciations à successions ou à communautés de biens.

Les Lettres de bénéfice d'âge ou d'inventaire, & Actes d'émancipation.

Les Lettres de Naturalité.

Les Contrats d'union des créanciers, ceux d'atermoyement, cession ou abandonnement de biens.

Les Adjudications par decret.

Les Sentences, portant nomination de curateurs aux successions vacantes, substitutions, gens de démence & autres. (*Edit de Décembre 1703.*

Déclaration du 19 Juillet 1704. Edits d'Octobre 1704, Août 1706, 20 Mars 1708, &c.)

On ne fait point ici mention des autres Actes, qui, suivant les mêmes Réglemens, sont sujets aux Infimations, attendu que ces Actes n'ont aucun rapport aux Rentes.

On observera seulement que les donations à cause de mort & les legs faits par Testament ou autres dispositions testamentaires, par les peres, meres ou ayeuls, en faveur de leurs enfans, sont exempts des droits d'Infimation, en vertu de la Déclaration du 2 Août 1707.

Les extraits qu'on fournit aux Payeurs, des Actes ci-dessus dénommés, doivent faire mention, qu'ils ont été infinués, ou du moins vus au Greffe des Infimations, suivant la forme prescrite par la Déclaration du 19 Juillet 1704.

Les Contrats de Rentes viageres ou de Tontines, constituées sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, renferment souvent des clauses de jouissance à venir en faveur de ceux qui n'en ont pas remis la valeur au Roi; & pouvant, par cette raison, être considérés comme de véritables donations; ils sembleroient exiger, pour leur validité, la formalité de l'Infimation: mais ces Rentes n'ont point été jusqu'ici revêtues de cette formalité, d'autant que les motifs qui en ont établi l'usage, étoient peu applicables aux Rentes viageres, dont les capitaux ne sont formés que de sommes mobilières, ce qui rend sans objet l'Infimation établie particulièrement pour la sûreté de ceux qui ont des hypothèques.

C'est sur ce motif qu'est fondée la disposition de l'Arrêt de la Chambre des Comptes, du 17

Juin 1758, rendu en forme de Règlement, qui ordonne que les Contrats de Rentes viagères & celles, dites Tontines, constituées au profit d'un tiers, seront, nonobstant le défaut d'Insinuation, exécutées comme elles l'ont été jusqu'à présent. En conséquence, qu'après le décès, ou en vertu du désistement de celui qui aura constitué la Rente, ceux à qui la jouissance en appartiendra, en toucheront les arrérages sans être assujettis à l'Insinuation.

Voyez ce qui est dit au sujet de l'Insinuation, en ce qui regarde les Etrangers, au mot *Etrangers*.

INSTITUTION CONTRACTUELLE.

(Voyez *Contrats de mariage*. Voyez aussi l'*Ordonnance de 1731, concernant les Donations*, à la fin de ce Volume.)

INTERDITS.

L'INTERDICTION qui se prononce par le Juge, en conséquence d'un avis de parens, pour cause de fureur, imbecillité ou prodigalité, ôte à l'interdit l'administration de ses biens; en sorte qu'il ne peut plus recevoir sur ses quittances, les arrérages de ses Rentes, c'est son curateur qui reçoit à sa place, en justifiant aux Payeurs de sa qualité, par la Sentence d'interdiction, portant nomination du curateur.

Cependant, il y a des cas où un Interdit peut toucher sur ses quittances, sans l'autorité & l'intervention de son curateur. L'Arrêt de la Chambre des Comptes, du 17 Juin 1758, fait une distinction à cet égard, qui porte sur les causes qui ont pu donner lieu à l'interdiction. Cet Arrêt ordonne, que les parties de Rentes viagères appartenantes à des Interdits, leur seront payées sur leurs simples quittances, à l'exception de ceux dont l'interdiction aura été prononcée pour cause de démence, ou d'incapacité absolue; lesquels ne pourront audit cas être valablement payés, que sur la quittance des curateurs qui leur auront été nommés par Justice.

(Voyez *Curateurs.*)

I N V E N T A I R E.

L'INTITULE d'Inventaire étant une pièce essentielle à fournir aux Payeurs des Rentes, en ce qu'il sert à constater le nombre & les qualités des héritiers, lors des mutations qui arrivent par le décès des Rentiers; on croit devoir parler ici de ces sortes d'Actes.

L'Inventaire, ou la description des biens d'un défunt, doit être fait en présence des héritiers, suivant l'Article CCXCVII de la Coutume de Paris; & si quelqu'un d'eux est absent, il doit être fait avec le Procureur du Roi, ou le Procureur Fiscal du lieu où le défunt avoit son domicile; & l'héritier qui l'a fait, a un délai de quarante jours, pour délibérer s'il se portera héritier

ritier, ou non, suivant l'Article premier, titre VII, de l'Ordonnance de 1667.

Quand on fait l'Inventaire des biens d'une personne mariée, il doit être fait, non-seulement à la requête des héritiers ou de leurs tuteurs, ou fondés de procurations; mais s'il y avoit communauté de biens, il doit être aussi fait à la requête du survivant. Si les conjoints n'étoient pas communs en biens, l'Inventaire ne se fait pas à la requête du survivant, mais seulement en sa présence, pour le mettre à portée de veiller à ses intérêts.

Lorsque le défunt a nommé un Exécuteur testamentaire, l'Inventaire doit être fait à sa requête; parce que la Coutume lui donne la saisine du mobilier de la succession du testateur.

Mais les légataires particuliers n'ont pas le droit d'être présens à l'Inventaire du testateur; l'usage du Châtelet n'est pas même de faire l'Inventaire en présence du légataire universel du défunt, à moins que ce légataire ne soit d'ailleurs habile à succéder, ou qu'il n'ait obtenu la délivrance de son legs.

Le mari commun en biens, peut seul, sans la présence de sa femme, procéder à l'Inventaire des biens d'une succession échue à sa femme, sans procuration d'elle. C'est l'usage de Paris.

Quand le conjoint survivant a des enfans mineurs dont il est tuteur, il ne peut les représenter dans l'Inventaire des biens communs entre lui & le prédécédé, dont les mineurs sont héritiers; parce que les intérêts du tuteur sont alors opposés à celui des mineurs, il leur faut un

tuteur particulier , qu'on nomme à Paris subrogé tuteur , & curateur dans d'autres Pays.

Dans un Inventaire , le Ministère public peut bien représenter un tuteur ; mais non pas les mineurs seuls , quand ils n'ont pas de tuteurs.

Le Procureur du Roi ou ses Substituts ne peuvent pas faire procéder à un Inventaire , lorsque toutes les Parties intéressées sont absentes. C'est un abus répréhensible , dans lequel tombent néanmoins quelquefois des Officiers de Province : ils doivent attendre que les Parties paroissent ou envoient leur pouvoir , & il faut au moins en ce cas qu'il y ait ou un héritier , ou un conjoint , ou un exécuteur testamentaire présent.

Quand une succession échoit au Roi par droit d'aubaine , ou à un Seigneur particulier par droit de déhérence , l'on ne peut pas procéder à l'Inventaire que le Roi , ou le Seigneur ne soit envoyé en possession , parce qu'ils n'ont pas la saisine comme l'héritier du sang. C'est ainsi qu'on en use au Bureau du Domaine.

Il est quelquefois libre de faire Inventaire ou non des biens d'une succession ; mais il y a des cas où la nécessité de le faire est imposée , comme quand un héritier veut se porter héritier par bénéfice d'Inventaire , &c. (Voyez *Bénéfice d'Inventaire.*)

Lorsqu'après le décès d'un mari ou d'une femme , il ne se présente aucuns héritiers pour recueillir sa succession : alors le survivant des deux conjoints lui succède , par la Loi *Undè vir & uxor*. Dans ce cas , l'Inventaire de ses biens doit être fait à la requête du survivant , en pré-

sence du Procureur du Roi, appelé pour l'absence des présomptifs héritiers, si aucuns y a, ou de tous autres qui pourroient prétendre quelque droit à la succession, & il doit en être justifié aux Payeurs; mais à défaut d'Inventaire, l'Acte de notoriété y supplée. (Voyez *Acte de notoriété.*)

L'Inventaire doit être clos trois mois après qu'il a été fait. Voyez l'Article CCXLI. de la Coutume de Paris.

On fera ici une observation sur les Inventaires qui viennent des Provinces, lesquels contiennent pour la plupart des défauts, qui empêchent qu'on ne puisse s'en servir pour le paiement des Rentes.

Presque tous les Officiers des Provinces, en faisant les Inventaires, se contentent d'y nommer le seul des héritiers, ou autres, qui requiert l'Inventaire, au lieu d'y dénommer tous les héritiers apparens, suivant l'usage du Châtelet de Paris; ou si tous les héritiers y sont dénommés, il n'y est pas dit en termes positifs, que tous ceux dont il est fait mention, sont les seuls & uniques héritiers du défunt; en sorte que le nombre n'en étant point constaté, les extraits qui en sont fournis, sont mis au rebut par les Payeurs; ou bien, les Notaires de Paris sont obligés d'avoir recours à des Actes de notoriété pour y suppléer; ce qui constitue en frais les Parties.

On ne sçauroit trop prier Messieurs les Notaires des Provinces, ou autres Officiers, qui font les Inventaires, non-seulement d'y bien dénommer tous les héritiers du défunt, mais

même d'y faire mention que tous ceux qui y sont dénommés sont les seuls héritiers.

Lors du décès des Rentiers, leurs héritiers, pour se faire immatriculer à leur place, sont tenus de fournir aux Payeurs des Rentes, non-seulement l'intitulé de l'Inventaire, fait après le décès du défunt, pour justifier de leurs qualités d'héritiers; mais même copie, ou extrait, tant des Actes de tutelle, que des procurations, lorsqu'il a été procédé à l'Inventaire par le tuteur des héritiers mineurs, ou par les Procureurs de ceux d'entre eux qui étoient absens.

Mais lorsqu'il n'y a point eu d'Inventaire, ou lorsque tous les héritiers n'y sont pas constatés, on y supplée par un Acte de notoriété, dans la forme ci-devant expliquée.

(Voyez *Actes de Notoriété.*)

J O U I S S A N C E

*En faveur du survivant des deux
Conjoints.*

LA plupart des Contrats des Rentes viagères ou de Tontines, constituées par les maris & les femmes, sur leurs têtes, ou sur celles de leurs enfans, portent que le survivant des deux, jouira de ces Rentes; ce qui lui prépare l'effet d'un avantage pros crit par l'Article CCLXXXII, de la Coutume de Paris.

Voici ce que M. le Procureur Général en la Chambre des Comptes, dit à ce sujet, dans son Requisitoire, qui a donné lieu à l'Arrêt de cette

Chambre du 17 Juin 1758, » Qu'autant qu'il
 » étoit nécessaire de conserver à cet Article sa
 » pleine exécution, autant il étoit essentiel
 » de fixer les bornes qu'il prescrit. Que la clause
 » qui donne au survivant la jouissance de la
 » Rente, ne devant la lui assurer, qu'à la charge
 » de fournir aux héritiers du prédécédé la ré-
 » compense, qui fait cesser l'effet de l'avantage
 » indirect, les droits de l'héritier se réduisoient
 » à une action en indemnité, & qui ne devoit
 » s'étendre sur la Rente, que dans le cas où on
 » ne pourroit l'exercer sur d'autres biens de la
 » succession. Il s'ensuivoit que s'il étoit juste de
 » conserver à l'héritier son action, & de lui
 » donner le tems suffisant pour la diriger, même
 » sur la Rente, s'il étoit nécessaire; il n'étoit
 » pas moins juste d'assurer au survivant, après
 » un délai convenable, la perception des arré-
 » rages de sa Rente, sans l'assujettir à rapporter
 » les consentemens d'héritiers, toujours embar-
 » rassans, quelquefois impossibles, & qu'ils ont
 » tacitement accordé par leur silence, & en ne
 » profitant pas de la faculté qu'ils avoient de
 » faire valoir leurs droits par les voies judi-
 » ciaires.

Sur ces motifs l'Arrêt de la Chambre du 17
 Juin 1758, ordonne » que l'Article CCLXXXII,
 » de la Coutume sera exécuté, & que confor-
 » mément à icelui les Rentes constituées avec la
 » clause de jouissance en faveur du survivant des
 » deux conjoints, n'appartiendront audit survi-
 » vant qu'à la charge d'indemniser les héritiers
 » du prédécédé: & qu'à l'effet de donner aux
 » héritiers du prédécédé un délai suffisant pour

» faire valoir leur action, *il sera surcis pendant*
» *six mois au paiement de ladite Rente, à com-*
» *pter du jour de la mort du prédécédé; après*
» *lequel délai expiré, les Rentes seront payées*
» *au survivant sur sa simple quittance, & passées*
» *dans les comptes, sans rapporter consentement*
» *des héritiers; mais en justifiant seulement du*
» *tems du décès du prédécédé.*

Dans ce cas on doit justifier au Payeur de la clause portée dans le Contrat de constitution, par un Extrait de ce Contrat, & y joindre l'Extrait Mortuaire du prédécédé.

A l'égard des arrérages échus au jour du décès, comme ils appartiennent aux héritiers de la communauté, il faut rapporter leur consentement, ou leur faire donner quittance conjointement.

Cependant il y a des Contrats qui portent que le survivant des deux conjoints jouira même des arrérages qui se trouveront dûs au décès du premier mourant : dans ce cas il n'est pas besoin d'avoir le consentement des héritiers ; il ne faut qu'un simple Extrait du Contrat où cette clause soit exprimée, pour donner au survivant la jouissance de tous les arrérages échus & à échoir.


(Voyez *Extraits de Contrats de Constitution.*)





L.

L É G A L I S A T I O N.

 A Légalisation est un certificat donné par un Juge, ou par un Ambassadeur, ou autre personne ayant caractère, qui doit réunir l'attestation, la signature, & le sceau du Magistrat, ou de celui qui la donne.

Ainsi, lorsqu'un Acte, quelque'il soit, est passé en Province, ou dans les Pays Etrangers, il est nécessaire, pour sa validité, qu'il soit légalisé; c'est-à-dire, que le Juge ordinaire (1) du lieu où il a été passé, certifie que les Notaires qui ont passé l'Acte, sont tels qu'ils se qualifient, &c. Et à l'égard des Pays Etrangers, il faut que les Actes soient légalisés par les Ambassadeurs, Envoyés, Résidens, ou Consuls de la Nation Francoise; & dans le cas où il n'y auroit point d'Ambassadeurs, Envoyés, Résidens, ou Consuls de France, dans les Villes où les Actes sont passés, on les fait légaliser par les Juges des lieux, qui certifient qu'il n'y a point à présent de Résidens, Envoyés, &c. (*Voyez Certificats de vie.*)

(1) La Légalisation d'un Juge Ecclesiastique ne seroit pas valable; les Juges Seculiers ne la reconnoissent point, attendu que la Jurisdiction Ecclesiastique, & la Jurisdiction Seculiere, sont deux Juridictions tout-à-fait distinctes & séparées, & indépendantes entièrement l'une de l'autre.

On ne peut donc recevoir , pour le payement des Rentes , aucun Acte passé dans les Provinces ou dans les Pays Etrangers , qu'il n'ait été légalisé dans la forme ci-dessus. (V. *Procurations.*)

Il seroit à souhaiter que l'on taxât les Légalisations & les Certificats donnés par les Juges des Provinces. Il est des Pays où les Juges prennent & exigent jusqu'à *quarante-deux sols* : dans les uns , on prend *vingt-quatre sols* ; dans les autres , *douze sols* : cette différence est grande. Ces frais sont cause , que plusieurs particuliers n'ont pas placé leurs fonds aux divers emprunts , à cause des frais de Procurations , Légalisations & Certificats de vie , qui absorbent souvent une partie de la Rente.

L'Edit de 1689 , portant création de la première Tontine , avoit obvié à cette exaction , en fixant le coût des Légalisations (1) : mais depuis , on ne trouve aucune Loi qui ait fixé ce qui doit être payé aux Juges pour ces sortes d'Actes.

Lorsque les Légalisations des pièces venues des Provinces ou des Pays Etrangers , n'ont point été transcrites en entier , dans les expéditions qui en sont fournies aux Payeurs des Rentes ; il doit être fait mention , par les Notaires , à la fin de ces expéditions , que ces Actes ont été *duement légalisés* ; c'est-à-dire , qu'ils ont été légalisés par les Juges , ou autres , qui ont droit de le faire.

(1) Cet Edit porte , Art. V , qu'il ne pourra être pris par le Juge , que *trois sols* pour la Légalisation d'un Extrait Baptistaire , ou Acte équipollent. L'Article XVIII du même Edit , fixe aussi à *trois sols* l'Attestation de vie d'un Rentier.

LETTRES DE BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

APRE'S le décès d'un Rentier, ou autre, lorsque ses héritiers acceptent purement & simplement la succession, ils sont tenus d'acquitter en entier les dettes du défunt; mais s'ils doutent que les biens par lui laissés, soient suffisans pour acquitter ces dettes, ils peuvent prendre la qualité d'héritiers par Bénéfice d'Inventaire, en vertu de Lettres qu'ils obtiennent à cet effet: au moyen de ces Lettres, ils ne sont tenus des dettes de la succession, que jusqu'à concurrence du contenu en l'Inventaire des biens du défunt.

Ces Lettres s'accordent à tous héritiers, soit testamentaires, soit légitimes. Les légataires & donataires universels n'en ont pas besoin, d'autant qu'ils ne sont pas tenus des dettes de la succession, au-delà de ses forces. L'adresse s'en fait aux Juges ordinaires des lieux où les successions sont ouvertes, à l'effet d'être par eux entérinées; c'est-à-dire, confirmées par un Jugement ou Sentence.

Les Arrêts du Conseil, des 26 Mai 1693, 26 Mai 1694, 18 Avril 1701, 24 Avril & 31 Mai 1702, & les Edits des mois de Décembre 1697, & Mars 1704, &c. font défenses à tous Juges, tant en Pays Coutumier que de Droit Ecrit, d'admettre aucun particulier au Bénéfice d'âge, ou d'Inventaire, qu'il ne leur soit apparu des Lettres scellées en la grande Chancellerie, ou en celles établies par les Cours du Parlement.

Cependant, en Pays de Droit Ecrit, on n'est point en usage de prendre des Lettres de Bénéfice d'Inventaire ; & la Chambre des Comptes admet les Certificats qu'on lui rapporte des Juges des lieux, portant que, suivant l'usage suivi à Lyon, ou autres Pays régis par le Droit Ecrit, l'héritier prend la qualité par Bénéfice d'Inventaire, sans obtenir des Lettres du Prince.

L'héritier par Bénéfice d'Inventaire, doit justifier aux Payeurs des Rentes, de sa qualité, en fournissant copie ou extrait de ces Lettres, & des Jugemens qui les ont entérinées.

LETTRES D'EMANCIPATION, OU DE BÉNÉFICE D'ÂGE.

UN mineur qui veut toucher les arrérages de ses Rentes, sans l'intervention de son tuteur, doit en obtenir la permission du Prince, par des Lettres scellées en la petite Chancellerie, appelées *Lettres d'Emancipation*, qui portent mandement aux Juges à qui elles sont adressées, de permettre au mineur impétrant, de jouir de ses meubles, & du revenu de ses immeubles.

Le mineur émancipé par Lettres du Prince, doit justifier de sa qualité, par copie ou extrait de ces Lettres insinuées, & du Jugement portant entérinement d'icelles.

(Voyez *Emancipation*.)



LETTRES DE NATURALITÉ.

SUIVANT les Loix du Royaume, les Aubains ou Etrangers demeurans en France, sont incapables des effets civils : ils peuvent bien y acquérir des biens, & en disposer entre-vifs, même en faveur des Etrangers; ou recevoir aussi des Etrangers ou Regnicoles, par dispositions entre-vifs; contracter mariage, & faire toutes conventions & stipulations ordinaires de communauté, douaire, préciput, don mutuel à vie ou sans retour, & autres semblables; mais ils ne peuvent tester ni recevoir par testament; n'ont point d'héritiers *ab intestat*, hors leurs enfans nés dans le Royaume : à leur défaut, c'est le fisc qui leur succède.

Mais en même tems que les Loix du Royaume traitent les Etrangers avec tant de rigueur, la bonté du Prince leur ouvre une voie qui leur procure tous les avantages dont jouissent les vrais Regnicoles. Cette voie est de se faire naturaliser François, par des Lettres du Prince, qui ne les refuse jamais aux Etrangers qui les lui demandent.

Les Lettres de Naturalité sont donc des Lettres, par lesquelles le Roi veut qu'un Etranger soit réputé naturel sujet Regnicole; à l'effet de jouir de tous les droits, privilèges, franchises, & libertés dont jouissent les vrais & originaires François.

Ces Lettres s'obtiennent en la grande Chancellerie; elles doivent être vérifiées au Parlement

& en la Chambre des Comptes ; & il est d'usage de les faire de plus enregistrer dans les Chambres des Domaines , & Bureau des Finances : elles sont aussi sujettes à insinuation : elles donnent à un Etranger , le droit de posséder , comme un Regnicole , les biens qu'il a acquis dans ce Royaume , & qu'il pourroit y acquérir, soit par donation, legs , ou autrement ; le droit d'en pouvoir disposer par dernière volonté , & de les transmettre à ses enfans , ou autres héritiers , pourvu qu'ils soient Regnicoles ; celui de succéder à ses parens , nés & demeurans dans le Royaume , & de posséder des Offices.

Par une Déclaration du 30 Novembre 1715 , enregistrée le 12 Décembre suivant , le Roi a accordé l'exemption du Droit d'Aubaine , aux Soldats & Gens de guerre Etrangers , qui avoient servi pendant dix ans dans les Armées.

Cette Déclaration veut aussi , que ces Etrangers soient réputés naturels François , & jouissent de tous les privilèges dont jouissent les Regnicoles , sans prendre des Lettres de Naturalité ; en déclarant au Greffe du Présidial dans le ressort duquel ils sont domiciliés , qu'ils entendent s'établir , vivre & mourir dans le Royaume.

Cette faveur accordée aux Etrangers , au service dans les Armées de France , est si grande , qu'un nommé *Nicolas Principe* , originaire de l'Isle de Chio , qui avoit servi pendant le tems prescrit par cette Déclaration , & qui , de simple Soldat , étoit parvenu , par degré , à une Lieutenance de Grenadiers , obtint la délivrance d'un legs universel fait en sa faveur , quoiqu'il n'eût fait la déclaration que la Loi exigeoit , que pos-

térieurement au testament. Cette délivrance lui fut faite, par Sentence du Châtelet, du 3 Mars 1751, confirmée par Arrêt rendu en la Grand'-Chambre le 16 Juin suivant.

Les Etrangers, quoiqu'Aubains, ne sont pas tous sujets au Droit d'Aubaine; plusieurs Nations en ont été affranchies, comme, par exemple, les *Génevois*, les *Hollandois*, les *Suisses*, les *Habitans de Mons*, & ceux du *Comté de Hainaut*; &, en dernier lieu, les *Habitans de Savoye*.

Les *Génevois* peuvent succéder aux parens de leur Nation, décédés en France, suivant le privilège qui leur a été accordé en 1608; mais ils ne peuvent pas succéder à leurs parens Regnicoles, décédés en France, ni en recevoir des legs, & autres dispositions testamentaires. (*Arrêt du 1 Avril 1729.*)

Les *Anglois* ne sont pas sujets au Droit d'Aubaine pour les meubles.

Les *Hollandois* sont capables de succéder en France, & respectivement les François en Hollande (1).

Les *Suédois* succèdent à leurs parens décédés en France, comme les François succèdent à leurs parens décédés en Suède.

Les *Habitans de Lubeck*, de *Bremen*, & autres *Villes Anféatiques*, qui trafiquent & demeurent en France, ne sont point sujets au Droit

(1) Par Arrêt rendu en la seconde Chambre des Enquêtes, le 5 Mars 1733, au sujet de la succession du sieur Tourton, Négociant à Paris, il a été jugé que les *Hollandois*, enfans de François, sortis du Royaume, pour cause de Religion, sont incapables de succéder.

d'Aubaine, & peuvent disposer, par testament, donations, ou autres, de leurs biens meubles & immeubles, en faveur de qui bon leur semble; & leurs héritiers, résidans en France, leur succèdent *ab intestat*, sans qu'ils aient besoin de Lettres de Naturalité, suivant le Traité du 28 Septembre 1716, Article II, confirmé par Lettres-Patentes du 6 Juillet 1726, registrées le 14 du même mois.

Aux termes de l'Edit du mois de Juillet 1738, registré le 12 Août suivant, tous *les Sujets du Roi de Pologne*, nés dans les Etats ci-devant soumis à la domination des Ducs de Lorraine, sont réputés, à tous égards, naturels François.

Les Habitans d'une Province conquise, deviennent Regnicoles, au moment de la conquête; & s'ils restent en France, ils jouissent du privilège des François, quand même leur Pays retourneroit sous la domination de l'ancien Souverain. (*Arrêt du Parlement du 6 Septembre 1707.*)

Le Droit d'Aubaine n'a pas lieu, quand l'Etranger, décédant en France, laisse des enfans Regnicoles & légitimes : ces enfans succèdent à leur pere, à l'exclusion du Roi.

Mais les autres parens collatéraux, quoique Regnicoles, ne succèdent point à l'Aubain, à moins qu'il ne soit naturalisé.

L'Ambassadeur d'un Prince Etranger, jouit en France, de l'exemption du Droit d'Aubaine; néanmoins ce privilège ne s'étend pas jusqu'aux Princes Etrangers. Il y a plusieurs exemples de Souverains, qui ont, en différens tems, obtenu des Lettres de Naturalité de nos Rois.

Mais le François qui a passé dans un autre

LETTRES DE NATURALITÉ. 175

Royaume , & s'y est fait naturaliser , est réputé Aubain en France. Cependant s'il revient en France , dans le dessein de n'en plus sortir , il jouit du Droit de retour.

Il est bon d'observer ici , que les Etrangers , même ceux demeurans hors du Royaume , ont la faculté d'acquérir , vendre , & disposer des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris.

(Voyez *Etrangers.*)

LETTRES DE RATIFICATION.

LES Rentes dûes par le Roi , sont comme les autres immeubles , susceptibles d'hypothèques en faveur des créanciers qui les possèdent ; mais il n'est point d'usage de purger les hypothèques par des Décrets , comme on purge celles dont les héritages sont affectés ; on n'efface l'impression de ces hypothèques , qu'en obtenant au grand Sceau des Lettres approbatives de la vente , appelées *Lettres de Ratification*.

Ces Lettres ont le même effet à l'égard de ces Rentes , qu'ont les Décrets à l'égard des autres immeubles ; elles purgent les hypothèques , mais non pas les douaires , ni les substitutions.

Au mois d'Avril 1657 , il fut rendu un Edit , qui , pour donner aux Rentiers la facilité de pouvoir disposer de leurs Rentes dans leurs besoins , & aux Acquéreurs leur sureté , sans être obligés de les faire décréter , avec des frais qui aborboient souvent le principal des Rentes , établit la formalité des Lettres de Ratification , & porte création de quatre Offices de Conservateurs des

Hypothèques sur les Rentes ; mais on ne voit pas que cet Edit ait été enregistré.

Mais par Edit du mois de Mars 1673 , Registré au Parlement & en la Chambre des Comptes le 23 Mars de la même année , il a été créé en titre d'Offices , quatre Greffiers Conservateurs des Hypothèques sur les Rentes assignées sur les Tailles & autres Revenus de Sa Majesté , pour recevoir les Oppositions de ceux qui prétendent quelque droit sur les propriétaires & vendeurs de ces Rentes.

Cet Edit porte que pour la sûreté des acquéreurs , à quelque titre que ce soit , les créanciers ou autres , qui prétendront droit sur les propriétaires ou vendeurs des Rentes , seront tenus de former leurs oppositions entre les mains des Conservateurs des Hypothèques , lesquelles oppositions conserveront pendant une année les hypothèques & droits prétendus sur les Rentes , sans qu'il soit besoin de faire autre diligence ; que pour sûreté de ceux qui demeureront propriétaires des Rentes par acquisitions , partages , ou autres titres , ils seront seulement tenus , à chaque mutation , de prendre des Lettres de Ratification , scellées en la Grande Chancellerie , & que , si avant le Sceau de ces Lettres , il ne se trouve point d'opposition , & après qu'elles auront été scellées sans opposition , les Rentes seront purgées de tous droits & hypothèques , & les acquéreurs d'icelles en demeureront propriétaires incommutables , sans être sujets aux dettes de ceux qui les auront vendues , en quelque sorte & sous quelque prétexte que ce soit : sans néanmoins qu'il soit rien changé , ni innové à la
qualité

qualité & nature des Rentes , qui demeureront meubles & immeubles , & seront partagées entre les héritiers , selon la disposition des Coutumes , & sans y déroger.

Cet Edit fait défenses aux Payeurs des Rentes de changer l'immatricule des Rentes , ni de payer aucune chose aux nouveaux propriétaires , qu'il ne leur soit apparu de leurs Contrats & Lettres de Ratification scellées , à peine de payer deux fois , & de radiation des Parties qui seront à payer dans leurs comptes.

Mais par la Déclaration du 30 Juin 1673 , les propriétaires des Rentes , à titres d'héritiers purs & simples , furent dispensés de prendre des Lettres de Ratification ; & depuis par Arrêt du Conseil du 21 Mars 1679 , les *Héritiers bénéficiaires* , *Donataires* & *Légataires universels* (1) , ont aussi été exemptés de prendre de ces Lettres.

Il doit être fait mention du prix principal dans les Contrats d'acquisition , partages , cessions & transports des Rentes , sur lesquels on desirera obtenir des Lettres de Ratification ; l'Arrêt du Conseil du 10 Novembre 1676 , fait défenses aux Gardes des Rôles des Offices de France & autres , de présenter au Sceau aucunes Lettres de Ratification , sur les Transports & autres Actes , dans lesquels le prix principal n'aura pas été énoncé.

L'Arrêt du Conseil du 14 Mars 1679 , déclare nuls les Jugemens , Sentences & Arrêts , qui seront rendus , & même les Contrats & Actes qui

(1) Les Légataires particuliers y sont sujets ; c'est-à-dire , que lorsque par un testament , il a été fait un Legs particulier d'une Rente perpétuelle sur l'Hôtel-de-Ville , le Legataire doit obtenir sur ce Legs , des Lettres de Ratification.

feront passés , portant résolution des Contrats de vente des Rentes ou Augmentations de Gages , dont les Lettres de Ratification auront été scellées , à la charge des Oppositions , à moins que la résolution n'ait été faite ou ordonnée , en présence ou du consentement des Créanciers , qui auront formé les oppositions ; & fait défenses de présenter à l'avenir au Sceau aucunes Lettres de Ratification sur les Contrats de ventes , partages , cessions , transports & déclarations des Rentes & augmentations de Gages , sur lesquelles on aura ci-devant obtenu des Lettres de Ratification ainsi scellées , à la charge des oppositions ; si ce n'est en rapportant , par les Impétrans , les mains-levées des premières oppositions.

Par Arrêt du Conseil du 17 Mai 1681 , il a été enjoint aux Notaires de faire mention dans les Contrats de vente des Rentes , & quittances de remboursement , s'il a été obtenu sur icelles des Lettres , à la charge d'oppositions , à peine de répondre en leur propre & privé nom desdites oppositions. Et il est fait défenses aux Conservateurs des Hypothèques de présenter au Sceau aucunes Lettres de Ratification sur des Contrats de ventes , si le Contrat de constitution d'icelle n'est attaché sous le contre-scel , & si elles ont été converties à la charge d'oppositions , qu'auparavant on ne leur ait fourni les mains-levées.

Enfin , aux termes de la Sentence du Bureau de la Ville , du 18 Août 1689 , la matricule des Rentes ne peut être changée sans Lettres de Ratification , si ceux qui prétendent en jouir en leurs noms , ne sont héritiers pour le total de la

Rente , de ceux au profit desquels elle aura été constituée , quelque déclaration qui en ait été passée par celui qui aura été immatriculé , à moins toutesfois que la déclaration ne soit datée du même jour que l'Acte qui en auroit transféré la propriété.

Les Etrangers ont été dispensés par l'Arrêt du Conseil du 19 Décembre 1676 , de rapporter des Lettres de Ratification sur les acquisitions qu'ils font des Rentes. (Voyez *Etrangers.*)

Il y a aussi des cas où le Roi dispense ses sujets de cette formalité. On en trouve un exemple dans l'Arrêt du Conseil du 6 Mars 1714 , à l'occasion de la conversion générale des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris , ordonnée être faite en autres Rentes au denier *vingt-cinq* par l'Edit du mois de Décembre 1713 ; au sujet de laquelle & pour faciliter cette conversion , il fut ordonné par ledit Arrêt , que les Particuliers à qui il avoit été vendu , transporté , donné , légué , ou cédé en paiement & par échange , ou autrement , de ces Rentes , seroient dispensés de prendre des Lettres de Ratification , & cependant que les Payeurs seroient tenus de les immatriculer sur leurs Registres pour parvenir à ladite conversion , décharger leurs Contrats , & leur payer les arrérages qui leur étoient dûs ; & les Gardes du Trésor Royal tenus de faire ladite conversion , en leur rapportant , au lieu desdites Lettres de Ratification , des Certificats des Conservateurs des Hypothèques , portant , qu'il n'y avoit aucune opposition subsistante entre leurs mains sur lesdites Rentes.

Un autre Arrêt du 5 Mai 1720 , porte une
M-ij

pareille dispense en faveur des Rentiers remboursés.

Pareille opération s'est faite lors des remboursements faits en exécution de l'Edit d'Avril 1758.

On croit devoir parler ici des Rentes des Comptables qui ne sont point exemptes du privilège du Roi, lorsqu'ils les ont vendues ou aliénées à quelque autre titre; ainsi quoique par les Lettres de Ratification, duement obtenues, tous les droits des créanciers particuliers soient éteints : le Roi conserve toujours le privilège qu'il a dessus, nonobstant les Lettres de Ratification que les Acquéreurs en auroient obtenues, sans opposition de la part du Roi; parce que le Roi n'est jamais présumé accorder un privilège contre lui.

Pour que les Acquéreurs des Rentes des Comptables puissent les acquérir en toute sûreté, il faut, suivant la Déclaration du 4 Novembre 1680, qu'ils fassent signifier les Contrats d'acquisition ou transports aux Procureurs Généraux des Chambres des Comptes, & qu'ils retirent leur consentement par écrit, sur l'original du Contrat, sur lequel les Lettres de ratification doivent être expédiées au grand Sceau, & enregistrées aux Chambres des Comptes, après avoir été communiquées aux Procureurs Généraux, qui donnent leur consentement, en cas que les Comptables, ou leurs auteurs, ne soient plus redevables au Roi, & que leurs comptes aient été rendus, apurés & corrigés.

Les Rentes acquises des Comptables, ratifiées & enregistrées en la forme ci-dessus exprimée, ne sont plus sujettes aux privilèges & hypothé-

ques de Sa Majesté, quelque maniement qui soit fait depuis des deniers royaux par les Comptables, qui auront disposé desdites Rentes; ce sont les termes de la Déclaration ci-dessus citée.

La Déclaration du 5 Juillet 1689, accorde un délai de quinzaine, après les significations des Contrats d'acquisitions, faites aux Procureurs Généraux des Chambres des Comptes & Cours des Aydes, dans le ressort desquelles les Rentes se payent; pour par eux former leurs oppositions es mains du Conservateur des Hypothèques; ou donner leur consentement à l'expédition des Lettres de Ratification; » sinon, (porte cet Arrêt)
 » après ledit tems de quinzaine, sur le certificat
 » du Conservateur des Hypothèques, portant
 » qu'il n'y a aucune opposition, lesdites Lettres de
 » Ratification seront scellées purement & simple-
 » ment, sous le contre-scel desquelles seront attra-
 » chés lesdits Contrats, signification & certificat.

Pour parvenir à avoir des Lettres de Ratification sur un transport, ou autre Acte, il faut remettre une expédition pardevant Notaire de cet Acte, avec les autres pièces, l'immatricule qu'on a levée chez le Payeur, & la Grosse ou une Ampliation du Contrat de constitution, entre les mains d'un Secrétaire du Roi, qui dresse sur ces Pièces, les Lettres de Ratification, & les envoie au grand Audiencier de quartier, qui en fait son rapport au Sceau, où elles sont scellées sans opposition, s'il n'en a été faite aucune entre les mains du Conservateur des Hypothèques sur les Rentes, ou à la charge des oppositions, s'il s'en est trouvé quelque-une. Ces Lettres, ainsi scel-

182 LETTRES DE RATIFICATION.

lées , sont remises aux Rentiers , en payant , par eux , les droits , suivant la taxe qui en a été faite. (Voyez *Opposition au Sceau.*)

Tout Acte translatif de propriété de Rentes perpétuelles sur l'Hôtel-de-Ville , comme les cessions ou transports , les donations , les legs particuliers , &c. sont sujets aux Lettres de Ratification.

Les transports , les donations , & les legs particuliers de Rentes Viageres & de Tontines , ne sont point sujets à ces Lettres ; parce que ces Rentes , pour la plupart , aux termes des Edits de création , n'étant point saisissables , elles ne peuvent être chargées d'hypothèques ; d'ailleurs le fonds de ces Rentes étant composé d'une somme mobilière , dont les arrérages n'ont cours que pour un tems , elles ne peuvent être considérées , comme étant de la même nature que les Rentes perpétuelles , ni être assujetties à une formalité qui n'a été établie que pour ces dernières espèces de Rentes.

Il en est de même des simples délégations , & des legs particuliers de Rentes viageres à prendre sur une Rente perpétuelle , lesquels ne transmettent point la propriété.

Il y a des Rentes perpétuelles , comme celles créées sur les Etats de *Bretagne* , de *Bourgogne* & de *Languedoc* , qui ne sont point sujettes aux Lettres de Ratification ; ces Rentes se transmettent par la voie de la reconstitution. (V. *Reconstitution.*)

Les nouveaux propriétaires des Rentes , doivent fournir à leurs Payeurs , outre les Actes translatifs de propriété , copie des Lettres de Ratification obtenues sur iceux , à l'effet d'être immatriculés à la place des anciens propriétaires. (V. *Transports.*)



M.

M A J E U R S.

N appelle communément *Majeurs*, ceux
 O qui sont parvenus à leur vingt-cinquième
 année : ils ont la libre disposition
 & jouissance de leurs biens ; ils peuvent en conséquence , vendre , aliéner , hypothéquer leurs Rentes , & en recevoir les arrérages sur leurs quittances , sans l'intervention de leurs tuteurs , en justifiant seulement aux Payeurs , de leur Majorité , par leurs Extraits Baptistaires.

La Majorité est plus avancée dans certaines Coutumes. Celles de *Rheims* , *Châlons* , *Amiens* , *Péronne* , *Normandie* , *Anjou* & *Maine* , réputent les enfans Majeurs , à *vingt ans* : celles de *Ponthieu* & *Boulonois* , avancent la Majorité des mâles , à l'âge de *quinze ans* ; & des filles , à un moindre âge : mais ces Majeurs de Coutumes , n'ont que l'administration de leurs biens ; & , suivant l'usage reçu , on ne peut , dans tout le Royaume , aliéner ses immeubles , en disposer , ni les charger d'hypothèques , qu'à l'âge de *vingt-cinq ans* accomplis.

Ceux qui , en vertu d'une Coutume particulière , sont réputés Majeurs , avant l'âge de *vingt-cinq ans* , doivent fournir aux Payeurs , des Cer-

tificats de Coutume, donnés par les Juges des lieux de leur résidence, ou par des Avocats au Parlement.

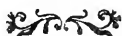
M A I N - L E V É E.

LORSQU'UNE Rente a été saisie, les Rentiers, pour pouvoir en toucher les arrérages, doivent rapporter, sur une feuille séparée, copie par-devant Notaires, des Main-levées de toutes les saisies ou oppositions faites sur leurs Rentes.

Mais cette Main-levée ne suffit pas au Payeur, à légard de la saisie réelle des Rentes ; il faut aussi lui rapporter un extrait des oppositions à la saisie réelle formées au Greffe des Décrets, & les Main-levées de ces oppositions, avec un certificat de radiation de la saisie réelle.

Si la Main-levée est prononcée par Sentence ; cette Sentence est contradictoire, ou rendue par défaut ; si elle est contradictoire, il faut qu'elle ait été signifiée, & rapporter certificat comme il n'en a point été interjetté appel ; si elle est par défaut, il faut qu'elle soit signifiée à domicile, & qu'on fournisse certificat du Procureur, comme il n'y a pas été formé d'opposition après la huitaine de la signification : il est nécessaire que les extraits qu'on fournit de ces Sentences, fassent mention de ces diverses formalités.

(Voyez *Saisie, & Oppositions sur les Rentes.*)



M E U B L E S.

Les Rentes constituées, sont mobilières dans quelques Coutumes; à Paris, elles sont immeubles.

Les deniers consignés pour rachat ou remboursement d'une Rente, sont Meubles, quand la Rente appartenait à un majeur; autrement, s'ils appartiennent à un mineur, les deniers sont fictivement immeubles, jusqu'à la majorité du propriétaire de la Rente; & s'il décède, ils appartiennent à l'héritier qui aurait succédé à la Rente.

Tous arrérages de Rentes, sont réputés Meubles; cependant, il est bon d'observer, que la saisie réelle immobilise les arrérages, qui sont alors distribués par ordre d'hypothèques. (Voyez *Saisies.*)

C'est la Loi du domicile du possesseur ou propriétaire des Meubles, qui règle à qui ils appartiennent dans sa succession, & comment le prix doit en être distribué entre les créanciers, & non pas la Coutume de la situation; d'où il suit, que les arrérages de Rentes, qui sont dûs au jour du décès d'un Rentier, appartiennent aux héritiers des Meubles, suivant la Coutume des lieux où il est décédé: à l'égard des immeubles, ce n'est pas le domicile de celui qui les possédait, qui règle à qui ils doivent appartenir dans sa succession, & comment ils doivent se partager; c'est la Coutume dans le ressort de laquelle les biens

sont situés ; ainsi les Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris , se partagent dans les successions , suivant ce qui est prescrit par la Coutume de cette Ville , quoique les héritiers soient domiciliés dans des Pays où les Coutumes sont différentes.

(Voyez *Immeubles.*)

M I N E U R S.

C E U X qui n'ont pas encore accompli leur vingt-cinquième année , sont appelés *Mineurs* ; ils sont sous l'autorité de leurs tuteurs , & n'en sortent qu'à la majorité , ou par des Lettres d'émancipation , en vertu desquelles le Mineur sort de la puissance du tuteur , dispose de ses meubles , reçoit ses revenus , sur ses seules quittances , & n'a besoin du curateur , que pour aliéner ses immeubles , & pour procéder en Justice.

Le mariage du Mineur , produit l'effet de l'émancipation.

Suivant un Arrêt de Règlement , du 19 Avril 1630 , on ne peut volontairement vendre les biens des Mineurs , qu'en observant les formalités qu'il prescrit.

Aux termes de cet Arrêt , il est nécessaire de convoquer une assemblée de parens des Mineurs , pour instruire le Magistrat , des raisons qui obligent de vendre leurs biens immeubles. Sans cet avis de parens , homologué , & sans une autorisation spéciale , le tuteur ne peut pas vendre les biens de ses pupiles.

Le Mineur , quoiqu'émancipé , ne peut procéder seul à aucun partage ou licitation , parce

que ces sortes d'Actes emportent aliénation : dans ce cas , il doit se faire nommer un tuteur , à l'effet de l'assister dans ces sortes d'opérations.

En cas de vente & de partage des biens des Mineurs , outre les Actes faits en conséquence , il doit être fourni aux Payeurs , copies ou extraits des Sentences de tutelle , & des Actes d'acceptation de cette charge.

Le Mineur qui s'est constitué des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris , peut en toucher les arrérages , sur ses simples quittances , & sans être assisté de son tuteur : cette faculté , dont les Mineurs ont joui tacitement jusqu'en 1758 , leur a été confirmée par l'Arrêt de la Chambre des Comptes , du 17 Juin de la même année. Les motifs de cet Arrêt sont , que la Loi permet au Mineur , tout ce qui peut tendre à son bien ; & comme il est certain que le capital de la Rente , ne provient que de ses épargnes , la perception des arrérages de cette constitution , ne peut altérer le fond de son patrimoine , ni les droits successifs , qui lui sont échus ; à la conservation desquels , le tuteur est spécialement préposé.

Ce même Arrêt porte de plus , que les Rentes constituées *par des tiers* , au profit des Mineurs , leur seront payées valablement , & passées , sur leurs simples quittances , dans les comptes , en se conformant , à cet égard ; aux stipulations insérées dans les Contrats. (Voyez *Extraits de Contrats de constitutions.*)

Il suit de la disposition de cet Arrêt , que le Mineur qui s'est constitué des Rentes , peut , sans l'intervention de son tuteur , donner procuration , à l'effet d'en recevoir les arrérages. Cette faculté est

une suite du droit qu'il a de donner seul quittance.

On croit devoir rapporter ici les dispositions d'une Déclaration du 30 Décembre 1675 , registree en Parlement le 31 du même mois , qui prouve l'attention qu'on a eu , dans tous les tems , pour les Mineurs.

Ce Règlement porte : » Que , pour donner
» aux Mineurs , au profit desquels les tuteurs
» avoient acquis des Rentes perpétuelles , des Edits
» de Mars 1673 , Janvier & Décembre 1674 ,
» la facilité , lorsqu'ils viendroient en âge d'être
» pourvus par mariage , ou d'acquérir des char-
» ges ; les sommes de deniers appartenans aux
» Mineurs , qui auroient été employées en l'ac-
» quisition des Rentes constituées sur l'Hôtel-de-
» Ville de Paris , seroient remboursées , dans un
» mois après que la demande en auroit été faite ,
» soit par les Mineurs , après leur majorité , soit
» par les parens , après qu'ils auroient donné
» leur avis , en la forme ordinaire , pour pour-
» voir les Mineurs , ou pour quelque autre em-
» ploi ; & qu'à cet effet , ils se retireroient par-
» devers le Contrôleur Général des Finances ,
» auquel ils représenteront leurs Quittances &
» Contrats d'acquisition , Avis de parens , &
» autres pièces , pour être remboursés par le Gar-
» de du Trésor Royal.

Aujourd'hui , il est facile aux Mineurs , ac-
quéreurs de Rentes , de trouver à les vendre ,
lorsqu'ils sont parvenus à leur majorité ; ou à
leurs parens , de les aliéner , pour les établir. Ainsi ,
on ne rapporte les dispositions de ce Règlement ,
que pour faire voir le soin qu'on a toujours eu ,
de faciliter aux Mineurs le moyen de se pourvoir.

M U T A T I O N S.

LES Rentes ne restent pas toujours entre les mains de ceux qui les ont constituées.

On peut distinguer dans les Rentes, deux sortes de Mutations; celles qui arrivent du vivant des propriétaires, & celles qui n'ont lieu qu'après leur décès.

Les premières, se font par vente ou transport, par donation entre-vifs, &c. Tout acquéreur de Rente, tout donataire entre-vifs, par Contrat de mariage, ou de quelque manière que ce soit, doit justifier à son Payeur, de l'Acte qui lui transfère la propriété de sa Rente; il doit aussi y joindre les Lettres de Ratification qu'il a obtenues sur les Actes qui exigent cette formalité. (*Voyez Contrats de mariage. Donations. Lettres de ratification. Transport, &c.*)

A l'égard des secondes espèces de Mutations, qui arrivent par le décès des propriétaires des Rentes, il y en a aussi de plusieurs sortes, eu égard aux différens héritiers qui se présentent, ou aux formalités qui ont été observées lors du décès d'un Rentier.

1°. Ses héritiers, peuvent être, ou majeurs, ou mineurs, ou émancipés, ou en puissance de mari.

2°. Ils peuvent être, ou purs & simples, ou par bénéfice d'inventaire.

3°. Ils sont légataires universels, ou légataires particuliers, & quelquefois héritiers & légataires tout ensemble.

4°. Ils sont regnicoles ou étrangers.

5°. Il se fait inventaire & partage des biens du défunt, ou il ne s'en fait aucun.

Il doit être nommé des tuteurs aux mineurs ; les femmes en puissance de maris , doivent être par eux autorisées ; tout héritier par bénéfice d'inventaire , doit obtenir des Lettres du Prince , & les faire entériner ; tout héritier qui renonce à une succession , doit le faire au Greffe , ou par Acte devant Notaire , & faire insinuer cet Acte ; tout légataire doit obtenir la délivrance de son legs ; tout inventaire , tout Acte de partage , doit être fait entre tous les héritiers , ou ceux qui les représentent ; & , dans tous les cas , il doit être fourni aux Payeurs , copies ou extraits des Actes qui ont été faits en conséquence. (Voyez *Tuteurs. Mineurs. Femme. Lettres d'émancipation & de Bénéfice d'inventaire. Legs. Renonciation. Inventaire. Partage. Etrangers , &c.*)

Ce seroit ici le lieu de parler des différentes espèces de successions , & de ceux que la Loi appelle à l'hérédité d'un défunt ; mais comme ce sont les Notaires , ou les Juges , qui font les partages , & non les Payeurs des Rentes , dont l'unique affaire est d'examiner , si les Actes qu'on leur fournit , sont suffisans pour leur décharge , & conçus dans la forme ordinaire ; nous nous bornerons à ce que nous venons de dire des différentes espèces de Mutations qui ont lieu dans les Rentes , sans chercher à approfondir des matieres très-bien discutées par tant de bons Auteurs , auxquels ceux qui voudront s'en instruire , pourront avoir recours. (Au surplus , voyez *Successions.*)



N.

NÉGLIGENS.

(Voyez *Tontines.*)

NOTAIRES.

Les Notaires Royaux, ou autres, ne peuvent passer aucun Acte hors le Ressort de la Jurisdiction où ils sont immatriculés ; il n'y a que les Notaires au Châtelet de Paris, ceux d'Orléans & de Montpellier, qui ayent droit d'instrumenter dans l'étendue de tout le Royaume, & entre toutes sortes de personnes.

C'est chez les Notaires de Paris, qu'on dépose tous les Actes reçus par les Notaires des Provinces ou des Pays Etrangers, & dont on veut faire usage pour la perception des Rentes. (Voyez *Dépôt des Pièces chez les Notaires.*)

Toutes les expéditions, copies collationnées, ou extraits d'inventaires, partages, procurations, transports, arrêts, sentences, & autres pièces, dont on veut se servir pour recevoir les arrérages des Rentes, doivent être faites par les Notaires de Paris : on reçoit aussi celles qui sont signées par Messieurs les Auditeurs en la Cham-

bre des Comptes ; & quelquefois aussi les copies collationnées par Messieurs les Secrétaires du Roi , en ce qui regarde les Arrêts du Conseil , Lettres de Chancellerie , & autres qui sont de leur ressort.

Les Notaires de Paris , ont aussi le droit de certifier , dans les quittances des Rentes Viageres , ou de Tontines , la vie des Rentiers , dont eux , ou leurs prédécesseurs , ont reçu les Contrats. (Voyez *Certificats de vie , & Quittances.*)

On croit devoir répéter ici ce qu'on a déjà dit sur les Actes passés dans les Provinces , qu'on fournit aux Payeurs pour la perception des Rentes.

Ces Actes , pour la plupart , ont des défauts qui empêchent qu'on puisse s'en servir ; parce qu'ils n'opéreroient point la décharge des Payeurs des Rentes , lors de la reddition de leurs comptes.

On ne sçauoit trop prier Messieurs les Notaires des Provinces , de se conformer au style des Notaires de Paris , & de s'en servir en tout ce qui ne sera point contraire à la Coutume des lieux ; pour ne pas exposer les Rentiers aux frais qu'occasionne , tant le renvoi des pièces sur les lieux , que le coût des nouveaux Actes qu'on est obligé de faire à la place de ceux qui ont été mis au rebut , & le dépôt de ces pièces chez les Notaires de Paris.

(Voyez *Actes de Notoriété. Causes de Rebut. Inventaire. Procurations , &c.*)





O.

OPPOSITION AU DÉCRET.

L'OPPOSITION au Décret, empêche la prescription de cinq ans, pour les arrérages des Rentes sujettes à prescription.

O P P O S I T I O N
ENTRE LES MAINS DES PAYEURS.

(Voyez *Saisies.*)

OPPOSITION AU SCEAU
DES LETTRES DE RATIFICATION.

CETTE Opposition est un empêchement qu'un Créancier forme entre les mains des Conservateurs des Hypothèques sur les Rentes ; à l'effet qu'aucunes Lettres de Ratification ne soient expédiées au préjudice de ses droits.

Par Edit du mois de Mars 1673, il a été créé en titre d'Offices, quatre Greffiers Conservateurs des Hypothèques sur les Rentes, consti-

tuées sur les Tailles & autres revenus de Sa Majesté, pour recevoir les Oppositions de ceux qui prétendent quelques droits sur les Propriétaires & Vendeurs de ces Rentes.

Cet Edit porte, que » pour conserver à pa-
 » venir les hypothèques sur les Rentes consti-
 » tuées & à constituer sur les revenus de Sa
 » Majesté, les Créanciers ou autres, qui pré-
 » tendront droit sur les Propriétaires ou Ven-
 » deurs desdites Rentes, seront tenus de former
 » leurs Oppositions entre les mains des Con-
 » servateurs des Hypothèques; lesquelles Oppo-
 » sitions conserveront, pendant une année, les
 » hypothèques & droits prétendus sur lesdites
 » Rentes, sans qu'il soit besoin de faire autres
 » diligences; & pour sûreté de ceux qui de-
 » meureront Propriétaires desdites Rentes par
 » acquisition, partage, ou autre titre, ils se-
 » ront seulement tenus, à chaque mutation, de
 » prendre sur leurs Contrats des Lettres de
 » Ratification scellées en la grande Chancellerie;
 » & si avant le Sceau desdites Lettres, il ne se
 » trouve point d'Oppositions, après qu'elles
 » auront été scellées sans Oppositions, lesdites
 » Rentes seront purgées de tous droits & hy-
 » pothèques; & les Acquéreurs d'icelles demeu-
 » reront Propriétaires incommutables, sans être
 » sujets aux dettes de ceux qui les auroient
 » vendues, tout & ainsi qu'il se pratique pour
 » les oppositions au Sceau sur les Offices.

Les Oppositions au Sceau des Lettres de Rati-
 fication se forment donc entre les mains des
 Greffiers Conservateurs des Hypothèques, &
 l'Edit de 1673, ci-dessus cité, veut qu'ils soient

garans de l'effet des Oppositions qu'ils négligent, ou qu'ils omettent d'insérer sur les Lettres, jusqu'à concurrence néanmoins de la valeur des Rentes.

La Déclaration du 30 Juin 1673, donnée en interprétation de cet Edit, ajoute qu'en cas que les Rentes ne soient vendues le prix de leurs constitutions, par Contrats volontaires; les Créanciers qui auront formé leurs Oppositions conformément audit Edit, seront reçus à retirer lesdites Rentes, en payant les sommes portées par lesdits Contrats, si mieux n'aiment les Acquéreurs en suppléer la juste valeur, jusqu'à concurrence de la somme qui sera offerte par ceux qui se présenteront pour les enchérir.

L'Opposition au Sceau des Lettres de Ratification a été introduite, pour empêcher les Propriétaires des Rentes de les vendre au préjudice de leurs Créanciers, en faisant connoître le droit & la créance des Opposans. Les Lettres de Ratification ne sont point accordées à celui qui les présente, que l'Opposition ne soit viduée, où elles ne sont expédiées qu'à la charge des Oppositions.

Ainsi les Créanciers qui veulent conserver leurs droits sur le capital de ces Rentes, doivent former leur Opposition au Sceau des Lettres de Ratification. Autrement, si les Rentes étoient vendues & les Lettres scellées sans Opposition, l'hypothèque seroit purgée par le sceau, à moins qu'il ne s'agisse d'un douaire non ouvert. Mais ces Oppositions ne conservent le droit de ceux qui les ont formées que pendant une année; & si durant cette année les Rentes

sont vendues , soit volontairement , soit par décret forcé , les Lettres de Ratification ayant été obtenues par l'Acquéreur , le prix de la vente se distribue par ordre d'hypothèque entre les Opposans , dont les Oppositions subsistoient au tems des Lettres , de la même maniere que le prix des Offices.

L'Edit de 1673 , qu'on a cité plus haut , défend aux Acquéreurs des Rentes dûes par le Roi , *de faire aucune poursuite pour faire décréter lesdites Rentes* (par décret volontaire pour purger les hypothèques) *à peine de nullité des poursuites* ; cette défense n'empêche cependant pas les Créanciers du Propriétaire d'une Rente dûe par le Roi , de la faire saisir réellement & vendre par décret : mais le décret forcé seul ne purge pas les hypothèques , s'il n'est suivi de Lettres de Ratification ; & il y a cela même de particulier , qu'il n'est pas nécessaire que les Créanciers aient formé Opposition au décret , pour conserver leurs hypothèques sur le prix de la vente de ces Rentes : il suffit qu'ils aient formé Opposition au Sceau , & que leur Opposition soit encore subsistante au tems de l'obtention des Lettres de Ratification. (Voyez *Lettres de Ratification* .

OPPOSITION

A une Sentence rendue par défaut.

TOUT Jugement rendu par défaut , dont on fournit copie aux Payeurs des Rentes , doit être accompagné d'un Certificat du Procureur ,

portant qu'il n'a été formé aucune Opposition à ce Jugement, & qu'on n'en a point interjeté appel.

ORDRE DE CRÉANCIERS.

LORSQUE des arrérages de Rentes sont distribués par un Jugement d'Ordre entre Créanciers, il faut que le Jugement soit rendu contradictoirement, entre lesdits Créanciers & le Débiteur propriétaire de la Rente, ou lui dûment appelé; ou, s'il est décédé, avec tous ses héritiers. Dans le cas du décès du Rentier, les Créanciers fourniront au Payeur, outre le Jugement d'Ordre, toutes les pièces qui peuvent servir à justifier les qualités de ceux avec lesquels il a été rendu; c'est-à-dire, l'Intitulé de l'inventaire, s'il en a été fait un; les Lettres de bénéfice d'inventaire, s'ils se sont portés héritiers par bénéfice d'inventaire, &c. Il leur sera libre de fournir quittance en commun, ou des quittances particulières, chacun au prorata des sommes, pour lesquelles il aura été colloqué dans le Jugement d'Ordre, tant en principal, qu'intérêts & frais.

(Voyez *Contrats de Direction.*)





P.

P A R A P H E R N A U X.

(Voyez *Femme.*)

P A R T A G E.

LE Partage, est la distribution qui se fait d'un effet commun, entre plusieurs copropriétaires, ou d'une succession commune, entre cohéritiers.

Il se fait, ou devant le Juge du lieu où est décédé celui des biens dont il s'agit, ou pardevant Notaire.

Si dans les biens d'une succession, ou d'une communauté, qu'il s'agit de partager, il y a des copartageans mineurs, on ne peut valablement procéder à partage avec eux, qu'il ne leur ait été nommé un tuteur spécial pour cette opération, & qu'on nomme *tuteur ad hoc*.

De même, quand les biens qui sont à partager, sont substitués, en tout ou en partie, le partage ne seroit ni régulier ni valable, s'il étoit fait avec le seul grévé de substitution. Dans ce cas, on nomme un tuteur à la substitution, qui est spé-

cialement autorisé à procéder au Partage , & à veiller à la conservation des droits de ceux qui sont appelés pour recueillir la substitution.

Le mari ne peut seul procéder au Partage des biens de sa femme ; il faut que sa femme y soit partie : c'est ce qui résulte des dispositions de l'Article CCXXVI de la Coutume de Paris : & si la femme est mineure , il lui faut un tuteur , à l'effet du Partage.

En cas d'absence de l'un , ou même de plusieurs des cohéritiers , ils peuvent être représentés , dans les partages judiciaires , par le Procureur du Roi du Siège , ou par son Substitut , suivant l'usage de la Jurisdiction , ou même par le Procureur Fiscal , lorsque le Partage se fait dans une Justice seigneuriale : mais ni l'un ni l'autre de ces Officiers , ne peuvent représenter des absens , dans un partage volontaire ; parce qu'on ne peut forcer personne de partager à l'amiable , & que l'absent est présumé ne vouloir pas partager de cette manière.

» S'il arrivoit , dit *Domat* , qu'après le Partage ,
 » il survint un cohéritier , dont la longue absence
 » avoit fait présumer la mort , ou de qui le droit
 » étoit connu..... le premier partage seroit
 » annullé , & il faudroit en faire un nouveau
 » avec lui , de tous les biens qui seroient en
 » nature , & de la valeur de ceux qui auroient
 » été consommés ou aliénés , afin qu'il eut au
 » tout , la part qui devoit lui en revenir.

Dans les Partages , quand il y a différentes espèces d'héritiers , dont les uns succèdent au mobilier , & les autres aux propres , l'héritier des Rentes propres , prend les arrérages échus depuis

le jour du décès, par proportion de tems ; & ce qui étoit échu au jour du décès, appartient à l'héritier des meubles. Ainsi, par exemple, si le propriétaire d'une Rente sur la Ville, ou sur particulier, décède le dernier Novembre, l'héritier des meubles, touchera ce qui en sera dû jusqu'à ce jour ; le surplus appartiendra à l'héritier des propres.

Dans les Partages de communauté, les biens de la communauté se divisent, en sorte, que la moitié appartient au survivant des conjoints, & l'autre, aux héritiers du prédécédé ; & le survivant, & les héritiers du prédécédé, reprennent chacun leurs propres en nature, sans confusion ni division. (*Voyez Ferriere, sur l'Art. CCXXIX de la Coutume de Paris.*)

On observera, à l'occasion de ces sortes de Partages, que lorsqu'une Rente, qui étoit due par un seul des conjoints, a été remboursée des deniers de la communauté, ce conjoint n'est point forcé, lors du Partage, de rembourser moitié (1) de ce qui a été payé pour le rachat ; mais qu'il est reçu, si bon lui semble, à continuer à l'autre conjoint, ou à ses héritiers, moitié de la Rente, & à lui en payer les arrérages, du jour de la dissolution de la communauté, jusqu'au rachat qu'il en fera à sa volonté. (*Coutume de Paris, Articles CCXLIV & CCXLV.*)

Le Partage étant regardé comme une sorte d'aliénation, ou vente, il donne la propriété de la Rente, à celui à qui elle est échue ; en sorte qu'il

(1) Les conjoints, ou leurs héritiers, en partageant la communauté, doivent respectivement se faire raison, de moitié des sommes qui ont été tirées de la communauté.

en touche les arrérages sur ses quittances, & qu'il peut en disposer, l'engager, vendre & aliéner à son gré.

Tout héritier à qui il est échu, par Partage, une Rente sur l'Hôtel-de-Ville, doit en fournir un extrait à son Payeur, à l'effet d'être immatriculé sur ses Registres, avec l'Intitulé de l'inventaire, qui constate que le Partage a été fait avec tous les héritiers, suivant la Sentence du Bureau de la Ville, du 2 Août 1673. (Voyez *Acte de Notoriété.*)

Il doit aussi joindre à ces pièces, celles qui y ont quelque rapport; comme, par exemple, si, parmi les copartageans, il y a des mineurs, la Sentence portant nomination du tuteur à l'effet du Partage, & l'Acte d'acceptation qu'il a fait de cette charge; &, en cas de substitution, un extrait du Testament & de la Sentence qui établit le tuteur à la substitution.

De même, si le Partage est fait avec les Procureurs fondés de quelques-uns des cohéritiers absens, il doit être rapporté extrait des Procurations spéciales à l'effet de ce Partage, &c.

PAYEMENT DES RENTES

A L'HÔTEL-DE-VILLE.

LE Payement des Rentes à l'Hôtel-de-Ville, consiste :

1°. Dans l'appel des Quittances & Pièces au rebut. (Voyez *Causes de rebut.*)

2°. Dans l'appel des Parties employées sur les Registres.

3°. Dans l'emploi des Parties répondues sur le Contrôle.

4°. Dans la décharge des Parties sur le Contrôle, à mesure que les Payemens se font.

5°. Dans la délivrance des deniers à ceux qui se présentent pour recevoir.

6°. Dans le calcul du Payement.

L'appel des parties de Rentes à l'Hôtel-de-Ville, a été établi dès qu'il y a eu des Rentes à payer, & on a toujours suivi l'ordre alphabétique dans cet appel (1), comme étant le plus commode pour les Payeurs & pour les Rentiers.

Pour les Payeurs, parce qu'il falloit un ordre sur leurs Registres, qui leur procurât la facilité de trouver les parties de Rentes lorsqu'on vient chez eux pour y faire des recherches ou vérifications.

Pour les Rentiers, parce qu'ils seroient exposés à venir plusieurs fois à l'Hôtel-de-Ville inutilement, si l'ordre alphabétique ne leur apprenoit le tems où ils doivent se présenter pour recevoir leurs Rentes.

Lorsque le tems de sa lettre est venu, le Rentier ou autre, doit se présenter à l'Hôtel-de-Ville, au Bureau de son Payeur, avec son Contrat, ou autre pièce (2), & une note du nom sous lequel se fait l'appel, & de la somme à recevoir, avec la date de la constitution, ou autres indications; & répondre la somme juste, lorsqu'on appelle sa partie.

(1) L'Ordonnance de 1672, a prescrit l'ordre alphabétique dans l'appel des parties des Rentes, & par la Déclaration du 10 Février 1705, il est fait défenses aux Rentiers de prendre d'autres noms que ceux qui leur ont été donnés au Baptême.

(2) Voyez ci-après *page* 206.

A mesure que les Particuliers répondent à l'appel, le Payeur, ou son Commis, d'un côté, & d'un autre, le Contrôleur, enregistrent, chacun sur son Contrôle, les parties répondues, pourvu toutefois que les sommes répondues se trouvent conformes à celles qui sont portées sur le Registre du Payeur.

Aussi-tôt que l'appel est fini, chaque Particulier reçoit, à son tour & suivant son rang, les sommes qui sont délivrées aux Porteurs des Contrats ou des Procurations, après que le Payeur & le Contrôleur ont écrit sur leurs Contrôles, les noms de ceux à qui les deniers sont délivrés; & cette formalité opère la décharge du Payeur, contre lequel le Rentier n'a plus aucun recours, lorsque le Contrôleur a écrit sur son Contrôle, les noms de celui à qui la Rente a été payée, & qu'il a fait mention, qu'il a vu la Pièce, soit Contrat, Procuration, ou autres, dont le Particulier étoit chargé pour recevoir. (V. *Contrôle.*)

Cette forme dans les Payemens a été établie par les Réglemens qu'on va citer.

L'Edit d'Avril 1671, porte, que les Rentes seront payées, par les Payeurs des Rentes, à l'Hôtel-de-Ville, & non ailleurs, aux jours ordinaires, & arrêtés par les Prevôts des Marchands & Echevins, aux Rentiers en personne, ou à leurs Procureurs, Fondés de procurations spéciales, ou autres avoués des Rentiers, & autorisés par les Prevôts des Marchands & Echevins.

L'Ordonnance du mois de Décembre 1672, entre dans un plus long détail à ce sujet : elle contient au Chapitre XXXI, les Articles suivans.

Art. II. » Les Payeurs des Rentes, payeront à
 » l'Hôtel-de-Ville, & non en leurs maisons, les
 » arrérages des Rentes, en présence des Con-
 » trôleurs.

Art. III. » Ils distribueront, par chacune
 » semaine, le jour de leur Payement, le fonds
 » du Payement qu'ils auront reçus, & dont ils
 » auront fourni leurs récépissés, & seront tenus
 » de faire l'appel sur leur feuille, suivant l'or-
 » dre alphabétique.

Art. VI. » Pour empêcher que les Rentiers
 » ne reçoivent préjudice, de la facilité qu'on a
 » eu jusqu'à présent, de payer, à l'Hôtel-de-Ville,
 » à tous ceux qui répondoient à l'appel des par-
 » ties, sans prendre connoissance de l'ordre ou
 » pouvoirs qu'ils en avoient du Propriétaire,
 » dont il y a eu plusieurs plaintes; il est fait
 » défenses à toutes personnes, à peine de puni-
 » tion corporelle, de s'immiscer à recevoir aucuns
 » arrérages pour les Rentiers, qu'ils n'en ayent
 » d'eux charge & pouvoir suffisans, & qu'ils ne
 » soient connus & domiciliés; & aux Payeurs
 » des Rentes, de ne faire aucun Payement, qu'à
 » personnes connues ou domiciliées, sous les con-
 » ditions ci-dessus.

Art. VII. » Les Contrôleurs des Rentes, seront
 » tenus de se trouver à l'Hôtel-de-Ville, aux
 » jours & heures du Payement, pour y faire leurs
 » fonctions.

Art. VIII. » Ils tiendront un Contrôle exact,
 » de tous les Payemens qui se feront à l'Hôtel-
 » de-Ville, qu'ils écriront dans un Registre relié,
 » sans intermission ni blanc, dont les feuilles se-
 » ront cottées & paraphées par le Prevôt des

» Marchands , ou par celui des Echevins qui aura
 » le département des Rentes ; & seront tenus
 » de faire mention , au commencement de leur
 » Registre , de la partie & du quartier dont sera
 » fait le Payement ; de signer sur leur Registre
 » en fin de chacun Controle ; d'en donner une
 » expédition , d'eux signée , aux Payeurs de la
 » partie , &c. Les Contrôleurs seront , en outre ,
 » tenus d'inscrire dans leurs Registres , par Con-
 » trôles séparés , les Payemens des debets qui se-
 » ront faits , tant par le Payeur en exercice , que
 » par son Compagnon d'Office , hors d'exercice ;
 » & de faire mention des quartiers qui auront
 » été payés.

On voit par cette Ordonnance , qu'on n'exi-
 geoit point alors , de ceux qui se présentoient pour
 recevoir , la représentation des Contrats , & qu'on
 se contentoit de payer , ou au Rentier en personne ,
 ou à celui qui étoit fondé de sa procuration , ou à
 gens connus & domiciliés : mais les Rentes s'é-
 tant depuis multipliées ; comme il n'étoit pas possi-
 ble aux Payeurs , de connoître tous ceux qui se
 présentoient pour recevoir , il en étoit résulté des
 abus , qui donnerent lieu à la Sentence du Bureau
 de la Ville du 2 Juillet 1682 , qui enjoint aux
 Porteurs de quittances & de procurations , de ré-
 pondre & recevoir en personne , les parties dont
 ils sont chargés ; & de faire décharger en leur
 nom , les Contrôles : fait défenses aux Payeurs
 des Rentes , de payer aucuns arrérages , qu'aux
 Rentiers en personne , ou à ceux qui seront char-
 gés de leurs procurations , quittances , ou d'or-
 dres par écrit.

Enfin , le 11 Décembre 1703 , les Prevôt des

Marchands & Echevins, rendirent une Sentence, qui porte, qu'en payant, par les Payeurs des Rentes, à l'Hôtel-de-Ville, en leurs Bureaux, en présence d'un Contrôleur, à gens connus, ou Porteurs de Contrats & de Procurations, ils en feront bien & valablement quittes & déchargés.

Aujourd'hui, les Payemens se font à l'Hôtel-de-Ville, aux seuls Porteurs des Contrats, des Procurations ou des Pouvoirs des Rentiers, passés devant Notaires; sur quoi il est à propos d'observer, qu'aux termes de l'Ordonnance du Bureau de la Ville du 2 Juillet 1682, qu'on a cité plus haut, tout Fondé de Procuration qui n'a pas le Contrat, est obligé de venir recevoir en personne à l'Hôtel-de-Ville, avec sa Procuration, & de faire décharger le Contrôle, en son nom: il ne peut donner sa Procuration à un autre, pour recevoir en sa place; & il est fait défenses aux Payeurs, de payer autrement.

Il arrive souvent qu'une Rente perpétuelle est partagée entre plusieurs héritiers, & qu'elle passe ainsi morcellée, soit par succession, soit par vente ou transport, à différens propriétaires, qui ne pourroient représenter le Contrat, parce qu'ils ne l'ont jamais eu en leur pouvoir; c'est pour cette raison qu'on paye aussi quelquefois ces Rentes sur les *Ampliations, Partages, Transports, Lettres de Ratification*; & même on paye, en certains cas, sur des *Arrêts, Sentences & Délégations*, toutes les différentes natures de Rentes; ce qui dépend des circonstances.

A l'égard des *portions* dues après le décès des Rentiers viagers, ou des Actionnaires des Tontines; comme les Grosses des Contrats sont four-

nies aux Payeurs, avec les Quittances de ces portions, pour servir au Jugement de leurs Comptes, & que par cette raison leurs héritiers ne pourroient les représenter ; ces portions sont payées, sans autre formalité, aux personnes connues, & qui ont répondu à l'appel les sommes justes ; mais on peut exiger d'un inconnu la représentation de quelque pièce qui denote qu'il est chargé de recevoir, comme par exemple l'Extrait Mortuaire du défunt, ou Extrait du Testament ou de l'Inventaire, & même quelquefois un pouvoir des héritiers.

Après avoir parlé de la forme des payemens qui se font à l'Hôtel-de-Ville, il ne reste plus qu'à dire un mot de la Police qui doit être observée par les Rentiers lors de ces payemens.

L'Ordonnance du Bureau de la Ville du 24 Septembre 1716, porte » que ceux dont les
» parties n'auront point été appellées, ou qui
» n'auront point répondu à l'appel, seront tenus
» de se retirer & de laisser la liberté aux Payeurs
» de faire le payement à ceux qui auront ré-
» pondue & été employés sur le contrôle ; fait
» défenses à toutes personnes, de quelque quali-
» té & condition qu'elles soient, de troubler les
» Payeurs & les Contrôleurs dans leurs fonc-
» tions à peine de punition corporelle ; leur en-
» joint de se tenir dans le respect dû audit lieu
» & auxdits Officiers, ordonne aux Huissiers &
» Gardes commis pour se trouver lors des paye-
» mens à l'Hôtel-de-Ville, d'emprisonner sur le
» champ les contrevenans, sur la simple réqui-
» sition du Payeur ou du Contrôleur.

P O U V O I R.

LE Rentier, qui ne veut pas confier ses Contrats à son Receveur, lui passe un Acte par-devant Notaire, par lequel il lui donne Pouvoir de toucher à l'Hôtel-de-Ville les arrérages de ses Rentes sur les quittances signées du Rentier.

De même, un Fondé de procuration avec Pouvoir de substituer; par le dépôt qu'il fait de la procuration, ou par tout autre Acte subséquent, peut donner Pouvoir à un tiers de recevoir des mains des Payeurs sur les quittances signées de lui Procureur fondé.

De ces Actes appelés *Pouvoirs*, il doit y avoir minute chez les Notaires; de même que des procurations, ils ne seroient pas valables, passés simplement en brevet.

P R E S C R I P T I O N.

(Voyez *Arrérages.*)

P R I S O N N I E R.

TOUT Acte passé par un Prisonnier, même une simple quittance d'arrérages de Rentes, doit être par lui fait entre les deux guichets, comme lieu de liberté; ce qui doit être exprimé dans l'Acte, sous peine de nullité.

PROCURATIONS.

PROCURATIONS.

LA *Procuracion* est un Acte, par lequel celui qui ne peut vaquer lui-même à ses affaires, donne pouvoir à un autre d'agir pour lui, comme s'il étoit lui-même présent.

La *Procuracion* est ou *générale* ou *particulière*.

La *Procuracion générale* est celle qui contient un pouvoir général & indéfini d'administrer toutes les affaires, & de gouverner tous les biens de celui qui donne *Procuracion*.

Celui qui en est chargé, peut recevoir tous les revenus de celui qui l'a donnée; & comme elle se donne ordinairement par ceux qui veulent entreprendre des voyages de long cours, il peut aussi assister à tout inventaire, accepter toutes successions, ou y renoncer, procéder à tous partages, pour & en l'absence de celui qui l'a donnée, sauf au Procureur fondé de faire ratifier par la suite, les Actes qu'il aura pu faire en vertu de sa *Procuracion*.

Mais cette *Procuracion* ne suffit pas pour transiger, engager, vendre, ou aliéner; il n'y a que le Propriétaire qui puisse agir de cette manière, & il faut une *Procuracion* expresse à cet effet.

La *Procuracion particulière*, en ce qui concerne les Rentes, est un Acte passé devant Notaires, portant pouvoir d'en recevoir les arrérages des mains des Payeurs, & d'en fournir les quittances nécessaires.

Elle doit faire mention des arrérages *échus & à écheoir*, même des *accroissemens* au *li échus & à écheoir*, en ce qui regarde les Tontines,

Personne n'ignore la forme qu'exigent les Procurations ; en tout cas , on peut consulter l'Edit du mois d'Août 1693 , & autres subséquens , portant création de Rentes viageres.

Ces Edits portent , que ceux qui demeureront dans les Provinces , pourront faire recevoir les arrérages de leurs Rentes , sur des Procurations passées devant Notaires , & légalisées par le Juge ordinaire du lieu de la résidence des Notaires qui les auront passées ; & en outre , lorsque les Rentiers feront leur résidence hors du Royaume , par les Ambassadeurs , Envoyés ou Consuls de la Nation Françoisse dans les Cours Etrangères.

La Déclaration du 27 Décembre 1727 , porte Article V. qu'à l'avenir il sera fait mention dans les Procurations pour les Rentes viageres , du domicile & de la qualité du Propriétaire de la Rente , ou de celui sur la tête duquel elle aura été constituée.

Les Procurations envoyées des Provinces & des Pays Etrangers dans la forme prescrite par les Réglemens , doivent être portées par les Procureurs fondés , chez un Notaire de Paris , à l'effet d'être déposées en son Etude , pour servir de minure & pour y avoir recours dans le besoin. Le Notaire passe un Acte du dépôt qui lui est fait de cette Procuration , dont l'original demeure annexé à l'Acte de dépôt , & le Procureur fondé en fait expédier autant de copies ou d'extraits , qu'il peut en avoir besoin , pour joindre aux quittances des Rentes , & il en garde une copie , à l'effet d'aller recevoir lui-même en personne. Car de même que tout autre que le fondé de Procuration , ne peut fournir quittances des

arrérages des Rentes, de même aussi tout autre que lui ne peut se présenter, pour recevoir à l'Hôtel-de-Ville; il faut qu'il y vienne en personne, & qu'il fasse décharger le contrôle en son nom. L'Ordonnance du Bureau de la Ville du 2 Juillet 1682, y est formelle. (Voyez *Payemens des Rentes à l'Hôtel-de-Ville.*)

Cependant comme les Procurations portent ordinairement pouvoir de substituer une ou plusieurs personnes, pour agir à la place du Procureur fondé, en cas d'absence ou de maladie; si le Procureur, en vertu de cette clause, transmet ses pouvoirs, en tout ou en partie, à une autre personne, par l'Acte de dépôt de la Procuration, ou par tout autre Acte postérieur; ce Procureur ainsi substitué peut, en vertu de cet Acte, fournir quittance & recevoir à l'Hôtel-de-Ville, si le Procureur fondé lui a transmis tous ses pouvoirs, ou simplement recevoir audit Hôtel-de-Ville, si son pouvoir est limité à la recette.

Il reste à parler ici des délais dans lesquelles les Procurations doivent être renouvelées.

On fera d'abord à cette occasion une observation générale; sçavoir, que le décès d'un Rentier rend caduques toutes les Procurations, tant *générales* que *particulières* qu'il a pu passer. Il est donc essentiel, pour se rendre certain de l'existence de ceux qui ont droit de jouir des Rentes, de faire renouveler de tems à autre les Procurations qu'ils envoient des Provinces ou des Pays Etrangers.

Anciennement les Procurations ne servoient que pour deux années, après lequel tems, on

étoit obligé de les renouveler , aux termes des Ordonnances du Bureau de la Ville , des 25 Octobre 1657 & 25 Octobre 1659. Une autre Ordonnance du même Bureau du 26 Septembre 1662 , leur accorde une année de plus.

Enfin , l'Ordonnance de 1672 , Chap. XXXI: Article VI. porte , que les Procureurs constitués pour recevoir les Rentes , seront tenus *de faire renouveler les Procurations tous les quatre ans.* Et c'est la Loi que l'on suit aujourd'hui.

Cependant il est vrai de dire , que cette formalité ne s'observe à la rigueur , qu'en ce qui regarde les Rentes perpétuelles ; & que quoiqu'aux termes de l'Ordonnance , les Payeurs des Rentes soient en droit d'exiger de nouvelles Procurations tous les quatre ans , pour les Rentes purement viagères , & pour les Tontines , comme pour les Rentes perpétuelles ; cependant il est d'usage que les Procurations fournies pour les Rentes viagères & de Tontines servent pour un plus long délai , sur-tout lorsque le Rentier , qui a donné sa Procuration , a droit de jouir sur sa tête ; la raison en est sensible.

Il est certain que le Rentier a confiance en celui qu'il charge de sa Procuration , & une marque certaine qu'il lui continue cette confiance , est l'envoi qu'il lui fait chaque année de son Certificat de vie , qui prouve que les arrérages de l'année précédente lui ont été remis , & qu'il est content de son Procureur.

On peut donc regarder cet envoi , comme un renouvellement tacite que le Rentier fait de sa Procuration , & on ne doit pas l'exposer à des frais , qui absorberoient quelquefois une partie

des arrérages de la Rente , tant pour le coût des Procurations passées en Province , qu'à cause du dépôt qu'on est obligé d'en faire à Paris chez les Notaires.

Il n'en est pas de même des Rentes perpétuelles. Ces Rentes étant dans le commerce , sont sujettes aux transports & autres aliénations , & passent par successions , ou à tout autre titre , souvent plusieurs fois dans une même année , à différens Propriétaires ou usufruitiers ; enforte que si l'on ne suivoit pas l'Ordonnance à la lettre , pour le renouvellement des Procurations , ces Rentes pourroient passer dans différentes mains , sans pour cela que le Procureur de l'ancien Propriétaire , cessât de fournir sa quittance & de recevoir ; ce qui donneroit lieu à de grands abus.

Mais ce renouvellement paroîtroit d'autant plus nécessaire , pour les usufruitiers de Rentes perpétuelles , que l'expérience confirme , que souvent on a payé à des Fondés de Procurations d'usufruitiers , beaucoup au-delà du décès : ce qui souvent prive les Propriétaires de la perception des arrérages qui leur appartiennent (1).

On observe cependant que tant que la mort du Rentier n'est point connue juridiquement du Payeur , le paiement fait à un Fondé de Procuration est valable ; parce que la Procuration est un titre auquel le Payeur doit déférer , jusqu'à ce

(1) On feroit peut-être très-bien d'exiger de la part des usufruitiers des certificats de vie , afin de conserver les arrérages aux Propriétaires , qui souvent ont perdu de vue le domicile des usufruitiers , & sont hors d'état de veiller à leurs intérêts.

qu'il soit certain de la mort du Rentier , suivant ce qui est porté dans le préambule de l'Arrêt de la Chambre des Comptes , du 17 Juin 1758 , rendu en forme de Règlement.

Il doit être fourni aux Payeurs des Rentes des copies ou extraits des Procurations , non-seulement de celles qui portent pouvoir de recevoir , mais même de celles qui ont rapport aux inventaires , partages , renonciations , transferts & autres Actes dont il est fait mention dans les expéditions des Pièces.

Il arrive souvent que les Procurations donnent pouvoir à deux personnes de recevoir l'un en l'absence de l'autre ; si celui des deux qui a signé les quittances ne veut plus le faire , ou vient à décéder , l'autre sera obligé , en fournissant quittance , d'y joindre une nouvelle copie ou un nouvel extrait de la Procuration , sans quoi il sera mis au rebut.

Les Actionnaires des Tontines , qui auront laissé passer trois ans & neuf mois sans recevoir leurs Rentes , & dont le montant des Actions aura été distribué par les Listes , pour cause de négligence , seront tenus d'envoyer de nouvelles Procurations à l'effet de recevoir. Ils ne pourront les faire toucher en vertu des anciennes Procurations ci-devant fournies ; la forme des comptes exige cette formalité.

De même , les Rentiers viagers qui auront laissé passer quatre ans & demi sans recevoir , & dont les arrérages auront été portés au Trésor Royal , comme non réclamés , seront tenus d'envoyer de nouvelles Procurations.

On fournit aux Payeurs des Rentes des copies entières des Procurations & des légalisations étant ensuite , ou on ne leur en rapporte que de simples extraits. Dans ce dernier cas , il faut que ces extraits fassent mention que les Procurations ont été *duement légalisées* ; c'est-à-dire , qu'elles ont été légalisées par les Juges des lieux qui sont en droit de le faire. (Voyez *Légalisation*.)

Ces expéditions ou extraits doivent aussi contenir la date du dépôt & le nom du Notaire chez qui les Procurations sont déposées.

On va rapporter ici quelques modèles de Procurations.

MODELE d'une Procuration pour recevoir des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville.

FUT présent (Mettre ici les vrais noms de baptême & de famille de celui qui donne Procuration , ses qualités & son domicile.)

*lequel a fait & constitué son Procureur général & spécial N.
auquel il donne pouvoir de pour lui & en son nom recevoir de Messieurs les Payeurs des Rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris , les arrérages échus & qui écheront à l'avenir de cent livres de Rentes , sur les Aydes & Gabelles , constituées à son profit , par Contrat passé devant
du reçu donner toutes quittances & décharges valables ; & à refus de payement , faire toutes poursuites , contraintes & diligences nécessaires , substituer Procureur , & généralement , &c. Promettant , &c.*

Autre, au même effet, pour une Veuve,
tant en son nom, que comme Tutrice
de ses Enfans.

FUT présente Dame Veuve
de demeurant tant
en son nom, que comme Tutrice de leurs Enfans
mineurs, laquelle a fait & constitué son Procureur
. auquel elle donne
pouvoir de pour elle & en son nom, en ladite qua-
lité, recevoir de Messieurs les Payeurs des Ren-
tes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, les arrérages
échus & à échoir de trois parties de Rentes, étant
de la succession dudit défunt mon mari, la pre-
miere de de Rente, constituée le
la seconde de constituée le
& la troisième de constituée le
lesdites trois parties de Rentes cédées & transpor-
tées audit défunt par tel & telle sa femme, par
Contrat passé devant au reçu donner
quittances & décharges valables, substituer Pro-
cureur, &c.

PROCURATION à l'effet de toucher les
arrérages d'une Rente Tontine.

FUT présent
lequel a constitué pour son Procureur général &
spécial N.
auquel il donne pouvoir de pour lui & en son nom
recevoir de Messieurs les Payeurs des Rentes de
l'Hôtel-de-Ville de Paris, les arrérages & accrois-
semens échus & à échoir d'une Rente viagere, dite

Tontine , à lui appartenante , employée dans la
 Division de la Classe de la
 Tontine , par Contrat passé devant
 & son Confrère , Notaires au Châtelet de Paris ,
 le & assignée sur les Revenus du Roi ;
 de tous reçus donner quittances & décharges va-
 lables , substituer Procureurs , les révoquer & en
 substituer d'autres , & généralement , &c. Promet-
 tant , Obligéant , &c. Fait & passé , &c.

Lorsqu'on passe une Procuration de cette
 espece , ou toute autre , pour Rentes perpétuel-
 les , viageres ou de Tontines , dont on spécifie
 le montant , les Classes , Divisions , ou dates des
 constitutions , il faut bien prendre garde de se
 tromper dans les sommes , ou dans l'énoncé de
 ces Classes , Divisions , ou Constitutions , &c.
 parce qu'alors ce seroit une cause de rebut. Il
 seroit plus sûr de libeller une Procuration suivant
 le modele qui suit , parce qu'il renferme toutes
 les Rentes qui se payent à l'Hôtel-de-Ville ; &
 qu'avec une pareille Procuration , on peut tou-
 cher une ou plusieurs Rentes , quoique les Clas-
 ses , Divisions ou dates des Constitutions n'y
 soient point détaillées.

FUT présent
 lequel a constitué pour son Procureur général &
 spécial N.
 auquel il donne pouvoir de pour lui & en son nom
 recevoir de Messieurs les Payeurs des Rentes de
 l'Hôtel-de-Ville de Paris , ou autres qu'il appar-
 tiendra , les arrérages & accroissemens échus & à
 échoir de toutes les Rentes , tant perpétuelles que

viageres & Tontines à lui appartenantes, constituées & à constituer, sur les Aydes & Gabelles, Postes & autres Revenus du Roi; des reçus donner quittances & décharges valables; substituer Procureur, &c.

PROCURATION à l'effet de recevoir les arrérages des Rentes de toutes especes.

FUT présent
 lequel a constitué pour son Procureur général & spécial N.
 auquel il donne pouvoir de pour lui & en son nom, recevoir de Messieurs les Payeurs des Rentes de l'Hôtel-de-Ville de Paris, & de tous autres Payeurs, Trésoriers & autres qu'il appartiendra, les arrérages, accroissemens & lots échus & à échoir, de toutes les Rentes perpétuelles, viageres & de Tontines, qui appartiennent ou appartiendront ci-après audit Constituant, constituées & à constituer sur les Aydes & Gabelles de France, Tailles, Clergé, Postes, deux sols pour livre du Dixième, Domaines de la Ville, Etats, Communautés, & tous autres Revenus généralement quelconques, appartenans audit Constituant, tant sur le Roi, que sur la Compagnie des Indes, sur Particuliers & autres, de quelque nature qu'elles soient, & à quelques sommes qu'elles puissent monter; ensemble les lots en argent qui pourroient lui échoir, même les remboursemens qui pourroient être faits; de tous reçus donner quittances & décharges valables, consentir toutes mentions & subrogations, remettre tous titres & pièces, substituer Procureur en son lieu & place, en tout ou en partie, des pouvoirs ci-dessus, les

révoquer & en substituer d'autres, & généralement, &c. Promettant, &c. Fait & passé, &c.

PROCURATION par un Particulier, comme habile à se porter héritier de son Pere ou autre, à l'effet d'être présent à la levée des Scellés, à l'Inventaire, & au Partage.

FUT présent demeurant
 habile à se dire & porter héritier de
 lequel a fait & constitué son Procureur général &
 spécial N. auquel il donne pouvoir de
 pour lui & en son nom, en ladite qualité, assister
 & être présent à la levée des Scellés apposés après
 le décès dudit défunt par le Sieur Com-
 missaire à la requête de Dame
 Veuve dudit défunt, même à l'Inventaire, Descri-
 ption & Prisée des Biens, Meubles & Effets par
 lui délaissés, qui se trouveront, tant sous lesdits
 Scellés, qu'en évidence; & à cet effet nommer &
 convenir d'Officiers, & en y procédant, faire telles
 demandes, requisitions, consentemens, dires &
 protestations, que ledit Procureur jugera à pro-
 pos; même s'en désister, s'il est besoin; prendre
 connoissance des biens délaissés par ledit défunt
 & en faire le partage avec
 accepter le lot qui lui en viendra, recevoir les
 sommes & deniers qui pourront y être comprises;
 vendre le tout ou partie desdits biens qui lui éché-
 ront, à telles personnes & pour tels prix, char-
 ges, clauses & conditions qu'elle avisera, rece-
 voir le prix & en donner quittances, recevoir tous

arrérages, lots & accroissemens des Rentes de toutes espèces, & en donner quittance & valable décharge; faire toutes poursuites à l'encontre des débiteurs; donner les biens à ferme, passer tous Contrats & Actes qu'il appartiendra; & s'il est besoin plaider, &c. Opposer, &c. Elire domicile, &c. Substituer Procureur, &c. Et généralement faire par ledit Procureur tout ce qu'il jugera raisonnable pour le bien & avantage du Constituant. Promettant, &c. Obligant, &c.

PROCUREUR.



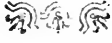
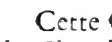
ON peut constituer Procureur qui l'on veut, même les femmes, pour la gestion & administration de ses affaires; il n'est pas même nécessaire que les femmes en puissance de maris, à qui on envoie procuration pour recevoir les Rentes, soient autorisées par leurs maris, dans les quittances qu'elles fournissent; il faut seulement observer, qu'en Pays Coutumier, lorsqu'une femme constitue son mari pour son Procureur, il est nécessaire qu'il soit présent pour l'autoriser, ou s'il est absent, qu'il lui envoie un Acte, par lequel il l'autorise à l'effet de passer la procuration; & si c'est le mari qui constitue sa femme, il est pareillement de règle qu'il l'autorise. (Voyez *Femme.*)

De même qu'on est libre de charger qui l'on veut de sa procuration, pour gérer & administrer ses affaires, il est aussi permis de révoquer sa procuration, sans être obligé d'en exprimer les causes. (Voyez *Procuration.*)



Q.

Q U I T T A N C E S.

 A Quittance est un Acte , par lequel le
 L Rentier reconnoît avoir été payé des
 R arrérages de la Rente , & en tient
 Q quitte son Payeur.

Cette Quittance , quoique servant d'acquit à la Chambre des Comptes , pour la décharge du Payeur , ne fait pas cependant la preuve que le payement en a été fait. Ce n'est que la décharge du payement sur le contrôle , qui constate que la somme est payée ; ainsi si le Payeur perd la quittance , il s'en fait fournir de nouvelles , sans que le Rentier puisse jamais craindre d'être surpris à cet égard.

Les Quittances qu'on fournit aux Payeurs des Rentes , sont ou de Rentes perpétuelles , ou de Rentes purement viagères , ou de Rentes viagères , dites Tontines.

Rentes perpétuelles.

L'Edit du mois de Janvier 1674 , comme les précédens & les subséquens , qui portent création de Rentes perpétuelles sur l'Hôtel-de-Ville , permettent aux Rentiers d'en recevoir les arré-

rages sur leurs simples Quittances , lesquelles peuvent néanmoins être passées devant Notaires lorsque le cas le requiert.

Ce cas est le défaut de sçavoir écrire & signer de la part du Rentier , ou de pouvoir le faire pour cause de maladie ou autrement ; mais il doit être fait mention dans les Quittances , de la déclaration faite aux Notaires par le Rentier , des raisons qu'il a eu de ne point signer , à peine de nullité , aux termes de l'Ordonnance.

*Rentes purement viagères , & Rentes
viagères , dites Tontines*

On peut mettre dans une même Classe les Quittances des Rentes purement viagères , & celles des Rentes viagères , appelées Tontines ; parce que , quoiqu'elles soient différentes dans la forme , à cause des accroissemens dont ces dernières sont susceptibles , elles vont néanmoins de pair quand au fonds , & les dispositions des Réglemens qui les concernent , portent sur les mêmes objets.

Anciennement les Rentiers domiciliés à Paris étoient tenus de joindre à leurs Quittances , des certificats du Lieutenant Civil au Châtelet de Paris , qui attestoient leur existence ; mais ce Magistrat , ne pouvant connoître tous ceux qui se présentoient à lui , pour demander des Certificats de vie , on jugea que les Notaires qui avoient passé les Contrats , connoissant mieux les Rentiers , il seroit plus à propos , pour éviter les abus , de leur donner la faculté de certifier eux-mêmes les Rentiers vivans , en dressant les

Quittances de leurs Rentes ; ce qui procureroit de plus aux Rentiers une facilité qu'ils n'avoient pas eu jusqu'alors , & leur éviteroit la peine de se présenter devant M. le Lieutenant Civil , pour demander des Certificats de vie.

Ces motifs ont donné lieu à l'Arrêt du Conseil du 13 Février 1691 , qui porte , que les Rentiers domiciliés à Paris , seront payés des arrérages de leurs Rentes , en rapportant leurs Quittances passées devant les mêmes Notaires qui auront expédié les Contrats , sans que les Rentiers soient obligés de se présenter pardevant le Lieutenant Civil , pour prendre des Certificats de vie ; & qu'à l'égard des Rentiers domiciliés dans les Provinces , ils ne pourront être payés des arrérages de leurs Rentes , qu'en rapportant au bas des Quittances passées devant Notaires , le Certificat du Juge ordinaire , suivant l'Article XVIII de l'Edit du mois de Novembre 1689 ; & néanmoins qu'ils pourront faire recevoir les arrérages de leurs Rentes sur des procurations en bonne forme , &c. (Voyez *Procuration.*)

Les Edits des mois d'Août 1693 & autres subséquens , portant création de Rentes purement viagères , & l'Edit du mois de Novembre 1733 & autres , portant création de Tontines , en confirmant ces dispositions , ajoutent , que les Quittances seront passées , par les Rentiers domiciliés à Paris , *pardevant les Notaires qui auront expédié les Contrats , ou par leurs successeurs* , lesquels attesteront que le Rentier , au nom duquel la Quittance sera passée , est actuellement en vie , & s'est présenté devant eux , lors de la passation de la Quittance.

Mais pour d'autant plus assurer le payement des Rentes viagères, & pour éviter les abus qui auroient pu se glisser dans la perception de ces Rentes, la Déclaration du 27 Décembre 1727, porte :

Article V. Qu'il sera fait mention à l'avenir dans les Quitances de Rentes viagères, du domicile & de la qualité du Propriétaire de la Rente, & de celui sur la tête duquel elle aura été constituée.

Article VI. Que les Rentiers domiciliés à Paris fourniront leurs Quitances, suivant les formalités ci-dessus expliquées, prescrites par les Edits de création des Rentes, de la vérité desquelles Quitances, les Notaires demeureront responsables; & qu'à l'égard des Rentiers qui ne seront pas connus des Notaires, ils feront intervenir dans les Quitances deux personnes domiciliées à Paris, qui attesteront conjointement avec les Rentiers, sous les peines portées par la même Déclaration, l'existence de la personne sur la tête de qui la Rente aura été constituée. (1)

Il est de plus porté par la même Déclaration, que ceux qui, sur de fausses Quitances ou Certificats, ou autrement, auront reçus des Rentes viagères éteintes au profit de Sa Majesté, seront punis comme voleurs & faussaires, & leur procès leur sera fait par le Prevôt des Marchands, & par appel au Parlement; que toutes les Rentes qu'ils pourroient avoir sur l'Hôtel-de-Ville & autres, demeureront éteintes & amorties, &

(1) L'Edit du mois de Novembre 1733, portant établissement de la quatrième Tontine, & autres postérieurs, renouvellent ces dispositions.

qu'il sera pris par préférence sur tous leurs biens la somme de 6000 livres pour le dénonciateur.

Cependant lorsqu'il arrive que les Payeurs ne peuvent pas se conformer aux regles ci-dessus , tant pour les Tontines , que pour les Rentes viageres ; les Rentiers peuvent présenter requête à Messieurs les Prevôt des Marchands & Echevins de la Ville , pour qu'il leur soit permis de passer leurs Quittances , devant telles personnes qu'ils indiqueront , en observant la forme prescrite par les Réglemens.

On en trouve un exemple dans la Sentence du Bureau de la Ville du 14 Avril 1744 , qui porte : » Que les Propriétaires des Rentes vi-
» geres , dont les Contrats de constitution ont
» été passés devant M^{es} Bapteste & Laideguive ,
» le jeune , Notaires , & leurs prédécesseurs ,
» pourront passer leurs Quittances pardevant
» tels Notaires au Châtelet qu'ils choisiront , en
» faisant intervenir dans les Quittances deux
» personnes domiciliées à Paris , qui attesteront ,
» conjointement avec les Rentiers , sous les
» peines portées par les Réglemens , l'existence
» de la personne sur la tête de laquelle la Rente
» aura été constituée.

Sur quoi il est bon d'observer , que les Quittances doivent faire mention du domicile des Témoins certificateurs.

On a cru devoir donner ici un Modele des différentes Quittances qu'on fournit aux Payeurs , afin de procurer aux Rentiers la facilité de dresser eux-mêmes leurs Quittances , s'ils le jugent à propos.

QUITTANCE d'une Rente perpétuelle réduite.

JE *souffigné*, (mettre ici les vrais noms de Baptême & de Famille des Rentiers.) *reconnois avoir reçu de M. la somme de pour l'année mil sept cent à cause de pareille somme, à quoi, par Aête enregistré à la Ville le ont été réduits de Rente, constituée sur les Aydes & Gabelles, le dont Quittance. A Paris, le*

QUITTANCE d'une Rente perpétuelle constituée.

JE *souffigné*. *reconnois avoir reçu de M. la somme de pour l'année mil sept cent à cause de pareille somme de Rente perpétuelle, constituée sur les Aides & Gabelles, le dont Quittance. A Paris, le*

QUITTANCE d'une Rente viagere.

PIERRE-François Duval, Bourgeois de Paris, y demeurant, rue Paroisse que les Notaires souffignés certifient vivant, reconnoît avoir reçu de M. la somme de pour l'année mil sept cent à cause de de Rente viagere, constituée sur les revenus du Roi, le dont Quittance. Fait & passé à Paris, ès Etudes le

Signer, & faire signer par le Notaire qui a reçu le Contrat, & par un second Notaire.

QUITTANCE d'une Veuve , en son nom ,
& ayant le consentement de ses enfans.

JE A N N E - Marguerite des Loches , veuve de
Toussaint Rochet , Marchand , Bourgeois de Paris ,
ayant droit de jouir de la Rente ci-après , tant en
son nom , à cause de la communauté de biens d'entre-
elle & ledit défunt son mari , que comme tutrice
de Marie-Antoinette Rochet sa fille mineure , &
ayant le consentement de Jean-Toussaint & Jeanne-
François Rochet ses enfans majeurs , & de Georges
Revillon & Marie-Anne Rochet sa femme , recon-
noît avoir reçu de M. . . . &c.

Lorsqu'il y a mutation , le droit des nouveaux
propriétaires doit être détaillé dans les Quittan-
ces , avec mention des Actes fournis avec les Quit-
tances. Voici un Modele de Quittance d'un Ren-
tier , tant en son nom , que comme ayant pou-
voir de ses copropriétaires.

JE soussigné , Charles-François Gaillard , éman-
cipé d'âge par Lettres de Chancellerie du 15 Mai
1759 , insinuées & entérinées par Sentence du 17 des
mêmes mois & an , tant en mon nom , que comme
fondé de Procuration , passée devant Notaire ,
le 20 Juillet 1759 , de Pierre Binet , Avocat en
Parlement , au nom & comme mari & maître des
droits de Louise Gaillard , avec laquelle il est com-
mun en biens ; de Simon - Henri Gaillard , aussi
émancipé par lesdites Lettres ; & de Charles-Félix
de Nermont , Avocat en Parlement , tuteur de Marc
& Charles-Louis Gaillard , Ecuyers , & de Demoi-
selle Elisabeth Gaillard : lesdites Dame Binet ,

Sieur & Demoiselle Gaillard, & moi, héritiers, chacun pour un sixième, de défunt Marc Gaillard, Ecuyer, & de Dame Magdelaine Yvon, nos pere & mere, suivant l'Inventaire fait après leur décès, par Notaire, le reconnois avoir reçu de M. &c.

Les Quittances des Tontines, se font sur des blancs de parchemins timbrés, & imprimés à cet effet, où l'on ne fait que remplir les noms & les qualités de ceux qui reçoivent, les dates des Constitutions, les Classes, les Divisions, & les sommes.

QUITTANCE de Rente sur les Tailles.

JE souffigné reconnois avoir reçu de M. la somme de dont, aux termes de l'Arrêt du Conseil du 19 Novembre 1726, il est fait fonds dans l'Etat des Finances de la Généralité de Paris, pour l'année mil sept cent à cause de de Rente, au denier cinquante, constituée sur les Tailles, par Quittance de Finance, tenant lieu de Contrat de constitution, expédiée au nom de par M. de Turmenyes, Garde du Trésor Royal, le 31 Décembre 1720, enregistrée au Contrôle le 15 Décembre 1721, & au Bureau des Finances le 19 Février 1722, dont Quittance. A Paris, le

QUITTANCES ADHIRÉES.

LE Sieur Poullain de Beaumont, Payeur de la trente-troisième partie des Rentes, avoit adhiré plusieurs Quittances des arrérages par lui payés à divers Rentiers, & ces parties avoient

été mises en souffrance dans les comptes des années 1707 & 1709. Lors de l'apurement de ses comptes en 1720, il avoit demandé à la Chambre, qu'attendu l'impossibilité où il étoit de rapporter les Quittances des Rentiers, ces parties fussent déchargées sur les comptes, en vertu d'extraits du Contrôle. Sur le refus de la Chambre, il se pourvût au Conseil, où il obtint un Arrêt le 6 Août 1720, & des Lettres-Patentes sur icelui du 7 Septembre de la même année, qui valident le paiement fait par ledit Payeur, des parties contenues en l'extrait du Contrôle, certifié par le Sieur Rondelle, Contrôleur des Rentes, lequel lui servira de décharge, & ordonnent en conséquence que lesdites parties de Rentes, tenues en souffrance, seront déchargées purement & simplement sur les comptes; jusqu'à concurrence des payemens justifiés par ledit extrait du Contrôle.

Lors de l'apurement des comptes du Sieur Robineau, Payeur de la trente-quatrième partie des Rentes, s'étant trouvé de même dans ses comptes quelques parties tenues en souffrance, faute des Quittances qui étoient aussi adhirées, ses héritiers présentèrent leur requête à la Chambre des Comptes & demandèrent que ces souffrances fussent déchargées en vertu des Contrôles, dont ils rapportoient des extraits en forme, qui contatoient que le paiement de ces parties de Rentes avoit été fait aux Rentiers. La Chambre, sur cette requête, ordonna, par son Arrêt du 7 Juin 1751, que ces parties seroient déchargées en vertu des Contrôles, à la charge d'affirmer qu'elles avoient été payées, & de faire leur soumission, de les payer toutesfois qu'il seroit par la Chambre ordonné.



R.

RECEVEURS DES RENTES.

Tous ceux qui ont des Rentes, ne peuvent pas venir eux-mêmes en recevoir les arrérages à l'Hôtel-de-Ville; les uns sont absens; les autres ont un état ou des occupations qui les en empêchent; d'autres, enfin, ne veulent pas s'en donner la peine. Il étoit donc nécessaire qu'il y eut des Particuliers, qui fissent leur occupation particulière de la recette des Rentes, moyennant une rétribution ou salaire plus ou moins fort qu'on leur abandonne, au prorata du montant de la Rente.

Anciennement, ces Receveurs prenoient le *sol* pour *livre* de leur recette; mais les Rentes s'étant depuis multipliées, il prirent un salaire moins fort: ce salaire est aujourd'hui ordinairement de *trois* ou *quatre deniers* pour *livre*, pour les parties au-dessous de mille livres, & de *deux deniers* pour *livre*, pour celles au-dessus; mais il n'y aucune Loi qui fixe le montant de cette rétribution; enforte qu'on est libre de leur donner plus ou moins, suivant les traités qu'on fait avec eux.

Au mois de Décembre 1705, il y eut une création, en titre d'Offices, de soixante Receveurs particuliers des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de

Paris, avec attribution de *trois deniers* pour *livre*, sur toutes les parties indistinctement, outre mille livres de gages, sur le pied du denier vingt; mais ils furent supprimés par l'Edit du mois de Juillet 1706.

La création nouvelle, faite en 1758, n'a pas eu un succès plus favorable. Ceux donc qui ont des Rentes, continuent à se servir du ministère des Particuliers qui se sont introduits à l'Hôtel-de-Ville pour la recette des Rentes.

Tout Receveur des Rentes, doit remettre aux Rentiers les deniers qu'il a reçu, dès qu'il les a touché des mains des Payeurs. A l'égard des Rentiers domiciliés dans les Provinces, ou dans les Pays Etrangers, il doit leur faire passer leurs fonds, par les voies les plus promptes & les plus sûres; il doit aussi tenir des Registres exacts, des parties qu'il est chargé de recevoir, & y faire mention, tant du jour qu'il en a fait la recette, que de celui auquel il en a fait la remise; il doit de plus, veiller à ce que les Rentiers ne se mettent pas dans le cas de perdre les arrérages de leurs Rentes, sur-tout à l'égard des Tontines, faute de les recevoir dans les délais prescrits par les Ordonnances; & s'il arrive que quelques-uns des Actionnaires, dont il a les Procurations, laissent passer deux années, sans envoyer leurs Certificats de vie, il doit les prévenir sur le danger auquel ils s'exposent de perdre trois années d'arrérages de leurs Rentes, s'ils ne se mettent pas en règle incessamment.

Lors du décès des Rentiers, ils doivent remettre à leurs héritiers, les fonds qu'ils ont entre leurs mains, & les grosses des Contrats & autres

Pièces, en prenant néanmoins d'eux, les décharges nécessaires; & même donner aux héritiers, tous les éclaircissemens convenables pour parvenir à se faire immatriculer à la place des décédés, ou à toucher les portions dûes à leurs décès.

Lorsque les Receveurs touchent les arrérages des Rentes, des mains des Payeurs, ils font décharger les Contrôles en leurs noms; ce qui opere un double effet.

1. Le Payeur, au moyen de la mention que fait le Contrôleur, en marge du Contrôle, que la Rente a été payée à un tel, vu Contrat, Procuration, ou autre Pièce, est déchargé du paiement de la Rente, & entierement quitte envers le Rentier, qui n'a plus aucun recours contre lui.

Le second effet de la décharge du Contrôle, au nom du Receveur, est de rendre celui-ci redevable envers le Rentier, jusqu'à l'entier acquittement de la Rente, & la remise des fonds entre ses mains; enforte qu'avec un simple extrait du Contrôle, signé du Contrôleur, le Rentier, en cas de refus de paiement de la part du Receveur, peut se pourvoir, & le faire contraindre par corps.

Le Receveur doit donc, lors de la remise qu'il fait de sa recette entre les mains des Rentiers, leur faire donner une reconnoissance ou décharge, qu'il aura soin de garder. Sans cette précaution, le Receveur s'exposeroit à payer deux fois, & pourroit être inquiété, &, après lui, ses héritiers, jusqu'au tems marqué pour la prescription.

Les Receveurs des Rentes, ne bornent pas leur recette, aux seules Rentes qui se payent à

l'Hôtel-de-Ville ; ils reçoivent aussi celles constituées sur les différens fonds de l'Etat, même sur les Particuliers, & autres de toute espèce.

RECONSTITUTION.

LA Reconstitution n'est, à proprement parler, qu'une Constitution ordinaire à prix d'argent, avec déclaration d'emploi, qui est effectué par le même Acte.

L'effet de la Reconstitution, est d'opérer une subrogation en faveur du Prêteur, au lieu & place du Créancier remboursé.

Il y a cette différence, entre le Transport & la Reconstitution, que, dans le Transport, la Rente transportée est sujette aux dettes de celui qui la transporte, à moins qu'on ne purge ces dettes par un Décret, & à l'égard des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville, par des Lettres de ratification ; & que, dans la Reconstitution, le Créancier, au lieu de faire un transport, recevant le remboursement des mains de son Débiteur, subrogeant celui qui vient de prêter ses deniers pour faire ce remboursement, la Rente est totalement affranchie des dettes du Créancier remboursé, & le nouveau Créancier, n'en est pas moins subrogé en tous les droits & privilèges de l'ancien.

Par Edit du mois de Mai 1751, le Roi ayant créé des Rentes sur la Ferme générale des Postes, permit aux Acquéreurs de ces Rentes, qui, après la reconstitution d'icelles, désireront, pour l'arrangement de leurs affaires, transmettre la propriété de leurs Contrats, par voie de Reconsti-

tution, de pouvoir le faire. L'Arrêt qui fut rendu en conséquence le 20 Juin 1751, porte que, par le Garde du Trésor Royal, il sera reçu, de tous ceux qui voudront employer leurs deniers à l'acquisition de ces Rentes, au lieu & place des premiers, ou autres subséquens Acquéreurs, les sommes qui lui seront à cet effet offertes; lesquelles serviront au remboursement des anciens Propriétaires, qui en passeront leurs quittances en la décharge du Garde du Trésor Royal; & que, sur les Quittances de Finance qui auront été expédiées aux nouveaux Acquéreurs, il sera, par les Commissaires du Conseil, passé Contrats desdites Reconstitutions.

Il y eut des Lettres-Patentes, sur cet Arrêt, enregistrées à la Chambre le 15 Juillet 1751.

Le Roi a créé des Rentes perpétuelles sur les Aydes & Gabelles à *quatre pour cent*, par Edit du mois d'Avril 1758, par lesquelles il a accordé la même faculté de reconstituer.

Cette voie de transférer la propriété, est moins couteuse que celle des transports, parce qu'elle évite les frais des Lettres de ratification.

Le nouveau Propriétaire ou Acquéreur, est alors obligé de fournir au Payeur, une ampliation de la Reconstitution, pour faire connoître son droit.

RELIGIEUX ET RELIGIEUSES.

Tous ceux ou celles qui ont fait profession dans un Ordre Religieux, étant sous la puissance d'autrui, ne peuvent toucher, sur leurs simples quittances, les arrérages de leurs Rentes;

il faut que ces quittances soient faites, en présence de leurs Supérieurs, qui doivent les signer avec eux.

Il y a plus; celui qui a fait Profession Religieuse, ne peut plus acquérir une Rente à son profit, mais seulement au profit de son Monastere; & encore moins vendre, ou disposer de celles qui lui ont été constituées par des tiers.

Cependant il y a quelques Ordres de Religieux, qui, aux termes de leurs Statuts, ont le droit de posséder un pécule; & conséquemment, ils peuvent se constituer des Rentes, & en jouir sur leurs simples quittances. Presque tous les Edits de création de Rentes viagères & de Tontines, leur donnent cette faculté. Il est de plus ordonné, par les Edits de 1689 & 1696, portant établissement des deux premières Tontines, que les enfans, & autres, qui entrèrent en Religion, & feroient Profession, dans quelque Ordre que ce puisse être, conserveront, par forme de pension alimentaire, les Rentes Tontines qui auront été constituées à leur profit, avant leur Profession.

Mais l'Arrêt de la Chambre des Comptes, du 17 Juin 1758, rendu en forme de Règlement, distingue les Rentes que les Religieux acquièrent pour eux-mêmes, d'avec celles qui ne leur appartiennent qu'à titre de bienfait.

Les premières, étant censées acquises au profit du Monastere, les arrérages n'en peuvent être touchés qu'avec le concours & l'autorisation des Supérieurs, à moins, comme nous l'avons déjà dit, que les Religieux constituans n'aient la faculté de posséder un pécule.

A l'égard des Rentes qui sont constituées par

des tiers, au profit d'un Religieux, ou d'une Religieuse, avec clause dans le Contrat, qu'ils en toucheront les arrérages, sur leurs simples quittances; comme il n'en résulte aucun désavantage pour la Maison Religieuse, il ne peut y avoir aucun prétexte pour les empêcher de profiter d'une faculté qui est la condition expresse de la libéralité dont ils sont l'objet.

Tels sont les motifs exprimés dans l'Arrêt de la Chambre, du 17 Juin 1758, déjà cité, qui porte, que les Rentes qui seront acquises par des Religieux ou Religieuses, qui n'ont pas la faculté de posséder un pécule, ne seront acquittées par les Payeurs des Rentes, & passées dans leurs comptes, qu'en conséquence de l'autorisation des Supérieurs; que ceux qui ont droit de posséder un pécule, pourront les recevoir sur leurs simples quittances.

Que les Rentes constituées *par des tiers*, au profit des Religieux ou Religieuses, même *incapables d'avoir un pécule* (1), leur seront payées valablement, & passées, sur leurs simples quittances, dans les comptes; en se conformant, à cet égard, aux stipulations inférées dans les Contrats.

Les arrérages des Rentes Viagères (dont jouissoient les Religieux) qui se trouvent dûs & échus à leurs décès, appartiennent à la Maison Religieuse, ou aux Supérieurs, qui, suivant les Sta-

(1) Il seroit fort à désirer, que l'on put connoître les diverses Communautés des Religieux ou Religieuses, qui, suivant leurs Statuts, sont capables d'avoir un pécule : les Payeurs qui ignorent ces Statuts, sont contraints de mettre indistinctement toutes les quittances des Religieux, au rebut, pour qu'ils justifient, ou de leurs Statuts, ou de l'autorisation de leurs Supérieurs.

tuts des divers Ordres, sont Héritiers cote-mortuaires ; sur quoi il est essentiel de rapporter des Certificats ou Actes de notoriété, qui constatent les usages de diverses Communautés ; lesquels Certificats seront fournis avec les Actes mortuaires & grosses des Contrats.

A l'égard des qualités que prennent les *Jésuites*, d'Héritiers cote-mortuaires, de Procureur Général, ou Provincial, ils sont exempts d'en justifier ; il leur suffit, aux termes de l'Arrêt par eux obtenu en la Chambre des Comptes le 22 Février 1755, de faire faire pardevant Notaires, un Acte de notoriété, qui constate les qualités qu'ils prennent dans leurs quittances, sans être tenus, comme les autres Religieux, de fournir les Actes d'élection.

Il reste à faire ici quelques observations, sur ce qui regarde les Religieux.

1°. Qu'aux termes de l'Ordonnance de 1735, » lorsque ceux ou celles qui auront fait des testaments, codiciles, ou autres dernières dispositions » olographes, voudront faire des vœux solennels de Religion, ils seront tenus de reconnoître lesdits Actes, pardevant Notaire, avant que » de faire lesdits vœux ; sinon lesdits testaments, » codiciles & autres dispositions, demeureront » nuls & de nul effet.

2°. Que le Religieux relevé de ses vœux, rentre en la possession de ses droits, biens & héritages.

3°. Qu'un Religieux fait Evêque, est dispensé de ses vœux, & laisse sa succession à ses parens : son Couvent n'a pas droit de lui succéder, parce que ses biens ne procèdent point des revenus du Couvent ; mais il ne succède point à ses parens.

Après le décès d'un Rentier, si quelqu'un de ses enfans, ou héritiers, a embrassé la vie monastique; comme il ne succède point à ses parens, il doit être justifié au Payeur, de sa qualité de Religieux ou Religieuse, par son Acte de Profession.

La forme des Actes de Vêture, Noviciat, & Profession, est expliquée dans la Déclaration du 9 Avril 1736, enregistrée le 23 Juillet suivant, qui porte, Article XXVII, » que, dans chacun » desdits Actes, il sera fait mention du nom & » surnom, & de l'âge de celui ou de celle qui prendra l'habit, ou qui fera Profession; des noms, » qualités & domicile de ses pere & mere; du » lieu de son origine; & du jour de l'Acte: lequel sera signé, tant par le Supérieur ou la Supérieure, que par celui ou celle qui prendra l'habit, ou fera Profession; ensemble, par l'Evêque, ou autre personne ecclésiastique, qui aura fait la cérémonie, & par deux des plus proches parens ou amis qui y auront assisté.

Article XXIX, que le Supérieur ou la Supérieure, » seront tenus de délivrer lesdits extraits, » vingt-quatre heures après qu'ils en seront requis, sans aucun salaire, ni frais, à la réserve du papier timbré seulement.

Les Supérieurs qui signent les quittances, conjointement avec les Religieux ou Religieuses, doivent aussi justifier de leurs qualités, par leurs Actes capitulaires d'Election.

A l'égard des Abbayes Commendataires, qui sont à la nomination du Roi; les Abbés ou Abbeses qui signeront des quittances, en cette qualité, rapporteront extrait ou copie du Brevet de

Sa Majesté , des Bulles du Pape , insinuées au Greffe des Insinuations ecclésiastiques , contrôlées & fulminées , & de l'Acte de mise en possession , insinué de même & contrôlé.

Les quittances des Rentes Viageres & de Ton-
tines , appartenantes aux Religieuses , doivent être
passées aux Parloirs des Couvents , & non pas
ès Etudes , lorsque ces Religieuses sont certifiées
vivantes par les Notaires , parce que tout Ren-
tier certifié vivant , est censé présent lors de la
passation de ses quittances.

R E M B O U R S E M E N T D E R E N T E S .

ON entend par Remboursement , le payement
du fort principal d'une Rente. Son effet est
d'amortir la Rente , & d'en faire cesser les arréra-
ges , du jour que s'en fait le Remboursement.

Nous rapporterons d'abord le précis des Ré-
glemens qui ont été rendus à l'occasion du Rem-
boursement des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de
Paris. Nous parlerons ensuite du Remboursement
des autres especes de Rentes.

Rentes sur l'Hôtel-de-Ville.

Pour parvenir à être remboursé d'une Rente
sur les revenus de Sa Majesté , il est nécessaire
de fournir au Garde du Trésor Royal , avec la
grosse du Contrat de constitution , toutes les
pièces qui , en établissent clairement la propriété
& les immatricules qui en ont été faites sur les

Registres du Payeur , un certificat du Payeur , portant qu'il n'y a aucune saisie ou autre empêchement sur icelle ; & celui du Conservateur des Hypothèques , portant qu'il n'y a aucune opposition subsistante entre ses mains ; après quoi , le Remboursement s'en fait par Acte devant Notaires , & les Notaires sont tenus , aux termes des Arrêts du Conseil des 10 Juin 1683 , 27 Décembre 1718 & 27 Septembre 1719 , de faire mention , tant sur la minute du Contrat de constitution , que sur la Quittance du Garde du Trésor Royal y annexée , & sur les grosses des Contrats , du Remboursement qui a été fait de la Rente , ainsi que les Payeurs des Rentes sur leurs Registres , au moyen de quoi , le fort principal de la Rente est amorti au profit de Sa Majesté.

Aux termes des mêmes Arrêts , il doit être fourni , par les Notaires aux Payeurs des Rentes , une expédition de la Quittance de Remboursement , laquelle est rapportée à la Chambre au jugement de leurs comptes.

Mais s'il y avoit quelque saisie ou opposition sur cette Rente , l'Arrêt du Conseil du 24 Juillet 1681 , ordonne qu'il en sera rapporté main-levée , avant que de procéder au Remboursement. (1)

Il arrive souvent que les Propriétaires des Rentes sont dans l'impossibilité de rapporter les grosses de leurs Contrats qui sont adhirées , ou

» L'opposition formée sur le Créancier d'une Rente constituée ,
 » entre les mains du Débiteur de la Rente , met obstacle au rem-
 » boursement : de façon que le Débiteur ne peut , ni payer les
 » arrerages de la Rente , ni se libérer du capital , sans appeler le
 » Saisissant ou l'Opposant. La Cour l'a ainsi jugé , par Arrêt rendu
 » en la Grand'Chambre le vendredi 21 Avril 1741. (*Collection de*
Jurisprudence , au mot Remboursement.)

REMBOURSEMENT DE RENTES. 241

s'ils les rapportent , il se trouve quelquefois des erreurs dans leurs noms de Baptême ou de Famille , qui pourroient causer des difficultés au Remboursement de leurs Rentes. En 1714 , y ayant eu un Remboursement de Rentes sur l'Hôtel-de-Ville , plusieurs Rentiers se trouverent dans ce cas ; en sorte que le Conseil crut devoir rendre un Arrêt , (3 Février 1714 ,) qui porte , que les Rentiers de l'Hôtel-de-Ville , qui sont hors d'état de rapporter les premières grosses de leurs Contrats de constitution , seront remboursés sans difficulté , par les Gardes du Trésor Royal , en leur rapportant les secondes grosses desdits Contrats , ou les expéditions délivrées par les Notaires qui auront reçus les Contrats , ou leurs successeurs ; Sa Majesté , validant à cet effet lesdites secondes grosses & lesdites expéditions ; & en cas que lesdites premières grosses se trouvent , qu'elles demeureront nulles. Il est de plus ordonné par le même Arrêt , que les erreurs ou omissions de noms de Baptême & de famille , qui pourroient se trouver dans les Quittances du Garde du Trésor Royal , ou dans les Contrats expédiés en conséquence , ne pourront préjudicier aux Propriétaires desdits Contrats , lors du remboursement & de la conversion de leurs Rentes , non plus que dans la délivrance des Certificats des arrérages qui en seront dûs , pourvu que lesdits Propriétaires justifient leurs véritables noms au Trésor Royal , & aux Payeurs des Rentes , par des Extraits Baptistaires , Certificats ou Actes de naissance en bonne forme ; » & seront (ajoute cet Arrêt) toutes » mentions nécessaires , tant sur lesdites secondes » grosses & lesdites expéditions , que sur les

242 REMBOURSEMENT DE RENTES.

» minutes des Contrats & Quittances de Finance
» y annexées , par les Notaires qui les ont en
» possession , en même tems qu'ils feront men-
» tion du remboursement desdites Rentes , ainsi
» que lesdits Payeurs , sur leurs Registres , & par-
» tout ailleurs où il appartiendra.

A l'égard des Rentes qui sont chargées de douaires , ou de substitutions , ou qui appartiennent à des mineurs , le remboursement n'en peut être fait , qu'à charge de emploi , ou par de nouvelles constitutions.

La Déclaration du 16 Août 1698 , porte plusieurs dispositions à cet égard. Il y est dit d'abord , que toutes les Rentes nouvelles , constituées au moyen du remboursement des anciennes , seront réputées acquêts , pour en disposer par ceux qui en sont Propriétaires , & pour être partagées , en cette qualité , dans les successions , entre les héritiers & les légataires , & considérées de la même manière , en toutes sortes de cas , autres que ceux exprimés ci-après.

Et à l'égard des Rentes nouvelles constituées au moyen du remboursement des anciennes , qui étoient spécialement affectées à des douaires , ou chargées de substitutions ; le même Règlement porte , que ces Rentes y demeureront sujettes , ainsi que les Rentes anciennes l'étoient , tant à l'égard des veuves , pour la jouissance , & des enfans , pour la propriété où elle leur est donnée , que pour toutes les personnes qui sont appelées auxdites substitutions ; le tout sans aucun changement , ni diminution de droits , privilèges , charges & hypothèques.

La même Déclaration , en statuant sur les

faïties , porte que lorsque des créanciers auront fait saisir les arrérages & le principal des Rentes appartenantes à leurs débiteurs , ou formé des empêchemens entre les mains des Gardes du Trésor Royal , des Conservateurs des Hypothèques ou des Payeurs des Rentes , au paiement & remboursement d'icelles , ou lorsqu'ils auront donné leur consentement aux conversions & acquisitions des nouvelles Rentes , qui en auront été faites par des Actes autentiques , lesdites Rentes nouvelles demeureront subrogées aux anciennes , pour en prendre la même nature , & être sujettes aux mêmes droits , privilèges & hypothèques ; & en conséquence , que ceux qui sont Propriétaires desdites Rentes , n'en pourront disposer , que comme ils l'auroient pu faire des anciennes auxquelles elles ont été subrogées , & qu'elles seront partagées dans leurs successions , de la même manière que lesdites Rentes anciennes l'auroient été avant le remboursement.

Ce même Règlement ajoute , que ceux qui auront acquis des Rentes nouvelles , par le Remboursement des anciennes qui leur étoient propres , pourront les conserver en la même qualité de propres , en déclarant que c'est leur intention , par le Contrat de constitution , ou par un Acte séparé qui sera passé devant Notaires , le même jour de l'acquisition qu'ils en pourront faire à l'avenir , & dans quinze jours , à compter de la publication de ladite Déclaration , pour les Rentes qu'ils ont acquis ci-devant.

Que les tuteurs qui constitueront à l'avenir , au profit de leurs mineurs , des Rentes nouvelles , au moyen du remboursement des anciennes qui

appartenoient auxdits mineurs , seront tenus d'en faire mention comme ci-dessus , afin de conserver les droits desdits mineurs & de leurs héritiers présomptifs , suivant la disposition de l'Article XCIV. de la Coutume de Paris.

L'Edit du mois de Juin 1720 , portant création de vingt-cinq millions de Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris , ordonne que toutes les saisies & empêchemens formées ès mains du Garde du Trésor Royal , ou du Conservateur des Hypothèques , sur les anciennes Rentes supprimées , demeureront sur les Rentes au denier *quarante* , créées par ledit Edit , & que les créanciers des Rentiers , ou autres opposans , auront sur les nouvelles Rentes les mêmes hypothèques qu'ils avoient sur les précédentes , au lieu & place desquelles celles créées par ledit Edit demeureront subrogées , avec les mêmes charges , substitutions , privilèges , hypothèques , ou autres dont elles pourroient être tenues.

Lors des remboursemens qui furent faits en la même année 1720 , le Conseil rendit un Arrêt , (19 *Juillet* 1720) qui permet aux Propriétaires ou usufruitiers des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville , les uns en l'absence des autres , aux maris en l'absence de leurs femmes , & aux curateurs d'interdits , de convertir lesdites Rentes dont l'usufruit est séparé de la propriété , & celles appartenantes auxdites femmes , en Rentes créées au denier *quarante* , par ledit Edit du mois de Juin 1720 ; & les autorise à passer & signer tous Actes de remboursemens & autres Actes qu'il conviendra à cet effet. Par le même Arrêt , il fut permis aux maris , aux curateurs d'inter-

REMBOURSEMENT DE RENTES. 245

aits, aux tuteurs & autres dépositaires des biens des mineurs, ou autres absens, d'employer en Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris au denier *quarante*, créées par ledit Edit, les fonds qu'ils pourroient avoir en leurs mains, appartenans auxdites femmes, auxdits interdits, auxdits mineurs & auxdits absens.

Enfin, l'Arrêt du Conseil du 19 Février 1732, porte, qu'en remettant au Garde du Trésor Royal, par les Propriétaires des Rentes sur les Aydes & Gabelles, sur les Tailles, ou intérêts au denier *cinquante*, des Contrats ou quittances de Finances déchargées du Contrôle & Etats du Roi, avec leurs quittances de remboursement en forme; les Certificats des Payeurs des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville, que les parties de Rentes sont éteintes du premier Janvier 1732; les mentions faites par les Notaires, dépositaires des minutes des Contrats, & le Certificat du Conservateur des Hypothèques; il leur sera délivré pour valeur de leur remboursement, des récépissés à la décharge du Trésorier des Parties casuelles, pour être employés en acquisitions des Offices sur les Ports, créés par l'Edit du mois de Juin 1730.

Les grosses de Contrats, quittances de remboursement & autres titres remis, par les Propriétaires des Rentes, aux Gardes du Trésor Royal, doivent être par eux rapportés au jugement de leurs comptes. Il y a un Arrêt du Conseil du 27 Décembre 1718, qui porte, qu'en rapportant, par le Garde du Trésor Royal, les grosses des Contrats & les Ampliations de celles qui se trouveroient annexées à des minutes, ou

246 REMBOURSEMENT DE RENTES.

dont les Rentes ne seroient remboursées qu'en partie , sur lesquelles les mentions ci-dessus détaillées seroient faites , les quittances de remboursement sur ce suffisantes , & autres titres de propriété desdites Rentes , avec les Certificats des Payeurs , portant qu'ils avoient fait mention dudit remboursement sur leurs Registres , & qu'il n'y avoit aucune saisie subsistante en leurs mains sur les arrérages desdites Rentes , ensemble le Certificat du Conservateur des Hypothèques , portant aussi qu'il n'y avoit aucune opposition subsistante en ses mains ; les sommes qui seroient contenues auxdites quittances de remboursement seroient passées & allouées sans difficulté en la dépense de ses comptes.

Rentes sur particuliers.

Les Rentes constituées à prix d'argent , sont remboursables à la volonté de celui qui les doit ; il a une faculté perpétuelle de les racheter : au contraire , le créancier est perpétuellement exclus d'en exiger le rachat forcément. Cependant il y a des exceptions à ces règles : par exemple , lorsque l'Officier pourvu d'une Charge hypothéquée à des Rentes constituées , la vend , & que le créancier forme opposition au Sceau ; cette vente met le créancier en état d'exiger son remboursement.

Il y a encore trois autres cas où il peut le faire :

1°. Lorsque le débiteur a commis un stellionat , par le Contrat de constitution.

2°. Lorsqu'il avoit promis de donner une caution & qu'il ne la donne pas.

3°. Lorsqu'après avoir promis de faire emploi

des deniers prêtés, & de faire subroger le prêteur aux droits d'un autre créancier, il ne l'a pas fait.

La caution qui rembourse une Rente, avec cession ou subrogation à son profit des droits du créancier, peut contraindre le débiteur au remboursement (1). Mais si cette caution, au lieu de rembourser, assignoit le débiteur de la Rente, pour qu'il fut tenu, ou de la racheter, ou de lui rapporter la décharge du créancier, sa demande seroit juste, & les Juges limiteroient un tems, pendant lequel le débiteur seroit tenu de faire décharger du cautionnement, ou de rembourser, n'étant pas juste que la caution reste perpétuellement obligée. (*Collection de Jurisprudence.*)

Le débiteur d'une Rente substituée, qui la rembourse au grevé, n'est pas garant du défaut d'emploi, s'il n'y a point d'oppositions en ses mains. (*Ordonnance de 1747, pour les Substitutions. Titre II. Art. XV.*)

Le mari peut recevoir le remboursement des Rentes appartenantes à sa femme, quand même elles seroient propres à la femme. (*Arrêts du Parlement du 4 Janvier 1714, & de la Cour des Aydes du 26 Août 1729.*)

Lorsqu'une Rente qui étoit dûe par un seul des conjoints par mariage, a été remboursée des deniers de la communauté, ce conjoint n'est point

(1) Deux particuliers cautions d'une Rente de 150 livres, au principal de 3000 livres, ayant été forces de payer 205 livres 10 sols, pour arrearages dûs aux créanciers de la Rente, voulurent forcer le débiteur de la rembourser; le débiteur soutint que cette prétention attaquoit directement la nature & l'essence des Contrats de constitution, & par Arrêt rendu en la Grand'Chambre le sept Septembre 1756, la demande des cautions fut proscrire.

forcé, lors du partage, de rembourser moitié de ce qui a été payé pour le rachat; mais il est reçu, si bon lui semble, à continuer à l'autre conjoint, ou à ses héritiers, moitié de la Rente, & à lui en payer les arrérages, du jour de la dissolution de la communauté, jusqu'au rachat qu'il en fera à sa volonté. (*Coutume de Paris, Art. CCXLIV. & CCXLV.*)

Les Réglemens qui défendent de stipuler le remboursement des Rentes constituées au profit des mineurs, quand ils seront majeurs, n'ont pas lieu en Normandie; on peut y constituer des Rentes remboursables à la majorité des mineurs, & le Parlement de Rouen a même jugé par Arrêt rendu le 30 Mai 1747, entre les Sieurs de *Manelat & Hardy*, qu'un mineur émancipé peut lui-même prêter des deniers à constitution de Rente, & stipuler la Rente remboursable à sa majorité. (*Collection de Jurisprudence.*)

REMPACEMENT.

LORSQUE les Rentiers négligent de recevoir les arrérages de leurs Rentes, soit qu'il y ait des saisies, ou autres empêchemens sur icelles, ou des difficultés dans les successions, le montant de ces arrérages est porté, d'année en année, au Trésor Royal, dans les délais fixés par les Réglemens.

Aux termes de la Déclaration du 20 Juin 1752, enregistrée à la Chambre des Comptes le 2 Août de la même année, les Payeurs des Rentes sont dépositaires des debets de quittances des Rentes per-

pétuelles, pendant les six années qui précèdent celle de leur exercice actuel.

A l'égard des Rentes viagères, lorsque les Rentiers ont été trois années sans les recevoir, ils sont censés décédés; les Rentes réputées éteintes au profit de Sa Majesté, sont rejetées de l'état de distribution, & les arrérages qui en sont dûs, sont portés au Trésor Royal, en exécution de la Déclaration du premier Juillet 1720.

En vertu de ces Réglemens & des Arrêts cités à l'Article (*Dépôt des Débets*,) les arrérages des parties non réclamées sont portés au Trésor Royal; sçavoir, les Rentes perpétuelles, dans le courant du mois de Juillet de la septième année, & les Rentes viagères, dans le mois de Juillet de la quatrième année.

Cependant lorsque les Rentiers ont levé les obstacles qui s'opposoient à la perception de leurs Rentes, ils peuvent demander que le remplacement des années portées au Trésor Royal, leur soit fait dans les Etats de distribution, & ce remplacement se fait sur les Certificats des Payeurs, que les années qu'ils réclament leur sont dûes, ou sur les Etats que les Payeurs fournissent chaque année au Bureau des Rentes.

Mais à l'égard des arrérages non portés au Trésor Royal, comme les parties non réclamées restées en débit sur les comptes des Payeurs des Rentes, y forment des souffrances, qui ne peuvent être levées que par des Arrêts de la Chambre des Comptes, sur les Requêtes qu'ils présentent lors de l'apurement de leurs comptes, & sur les quittances & pièces qu'ils rapportent à cet effet; ces formalités leur occasionnent des

frais , pour avoir leur décharge à la Chambre des Comptes. Il y a un Arrêt de cette Chambre du 18 Septembre 1728 , qui porte , que le Sieur *Debauve* , Payeur des Rentes , payera aux Religieuses de l'Eclache , Ordre de Cîteaux , deux parties de Rentes de *cinq cens livres* à elles déléguées par Sentence des Requêtes de l'Hôtel du 7 Mai 1728 , en remettant , par ces Religieuses , audit Sieur *Debauve* , leurs quittances & les pièces nécessaires pour sa décharge , & à condition , par elles , *de lui rembourser les frais qu'il conviendra de faire pour le rétablissement des deux parties dans ses comptes , & ceux de l'Instance* : Et depuis , le Jugement des Commissaires du Conseil nommés pour la discussion des biens du Sieur *Masson* , Banquier , du 13 Mars 1734 , a autorisé le Sieur *de Hamerct* , Payeur des Rentes , & la Compagnie des Payeurs des Rentes , à *retenir par leurs mains les frais de rétablissement des parties tenues en souffrance sur leurs comptes*.

Les bordereaux , pour projeter les Etats du Roi , se dressent dans le mois de Mai de chaque année ; ainsi il est à propos que les Rentiers à qui il est dû des arrérages anciens , se présentent à leurs Payeurs , avec leurs quittances & leurs pièces en règle , avant le premier Mai de la septième année , pour les Rentes perpétuelles , & avant le premier Mai de la quatrième année , s'il est question de Rentes viagères ; mais l'Etat de distribution où se fait le remplacement , ne s'arrêtant ordinairement que dans le mois de Décembre , ou dans le mois de Janvier suivant , le paiement ne s'en fait , qu'après que l'extrait de l'Etat de distribution a été remis aux Payeurs.

On observera à ce sujet, qu'à l'égard des Rentes viagères, l'Arrêt de la Chambre des Comptes du 22 Juin 1756, rendu en forme de Règlement, ordonne que les Payeurs qui n'auront point acquitté, dans le cours de leurs exercices, les parties employées dans leurs comptes, par remplacement, seront tenus de justifier des pièces, en vertu desquelles les remplacements des Rentes viagères auront été faits, sinon d'en remettre le montant au Trésor Royal, dans le temps prescrit pour les excédens de fonds; & qu'à faute de ce faire, ils seront condamnés aux intérêts, conformément à l'Ordonnance.

Ainsi, les Rentiers doivent mettre leurs Pièces en règle, avant que de se présenter pour les rétablissements; autrement, les Payeurs seroient exposés au paiement des intérêts des sommes remplacées, si les Rentiers étoient hors d'état de toucher ces sommes, faute de Pièces nécessaires à la décharge des Payeurs.

Le remplacement des parties négligées des cinq, six & septième Tontines, pour ce qui en a été porté au Trésor Royal, à cause du revenant-bon que Sa Majesté s'est réservée, doit être aussi fait dans les Etats de distribution. (Voyez *Tontines*.)

RENONCIATION A UNE SUCCESSION.

SUIVANT les règles ordinaires, nul ne se porte héritier qui ne veut; ainsi tout héritier peut renoncer à une Succession directe ou collatérale ouverte à son profit, (pourvu qu'il ne se soit point immiscé dans les biens de la

252 RENONCIATION A UNE SUCCESSION.

Succession, & n'ait fait aucun Acte d'héritier,) s'il prévoit qu'elle lui soit plus onéreuse que profitable.

Cette Renonciation se fait en Justice, ou par Acte devant Notaires, & doit être insinuée ; il doit de plus en rester minute. La Renonciation faite par un Acte délivré en Brevet, ne seroit pas valable, suivant un Arrêt de Règlement du 14 Février 1701.

Les enfans qui ont reçu des avantages de leurs pere & mere, ou autres ascendans, peuvent, si bon leur semble, retenir ces avantages, en renonçant à leur Succession, quoique ce qui leur a été donné excède de beaucoup leur portion héréditaire, pourvû que la légitime soit réservée aux autres.

Il doit être justifié aux Payeurs des Rentes, des renonciations faites aux Successions, par des extraits ou copies en forme des Actes qui ont été faits en conséquence.

RENTES CONSTITUÉES.

ON appelle *Rentes Constituées*, celles que le Débiteur peut éteindre à sa volonté, en remboursant la somme principale.

Anciennement, en France, on regardoit comme usuraires, tous prêts de deniers, à condition d'une Rente en argent : mais il a falu admettre ces Contrats, parce que ceux qui avoient de l'argent, refusoient de le prêter gratuitement : ils ont même été approuvés par les fameuses *Extravagantes Regimini de emptione & venditione* ; mais on y a mis trois conditions.

La première, qu'il y ait une aliénation perpétuelle du fort principal; de manière, que le Débiteur ait une faculté perpétuelle & imprescriptible, de rembourser le capital de la Rente; à sa volonté; sans que le Créancier puisse obliger le Débiteur d'en faire le rachat.

2°. Que le Prêteur ou Créancier, paye le fort principal en argent, & non en marchandises, meubles ou denrées.

3°. Que la Rente soit payable en deniers, & non en grains, &c. à l'effet d'éviter les fraudes, & pour que l'Ordonnance qui règle le profit ou revenu que ces sortes d'aliénations doivent produire, soit exactement observée.

On pourroit en ajouter une quatrième, que les Canonistes admettent.

Le Pape Pie V, défend, par une Décrétale, qu'aucune Rente ne puisse être constituée, que sur un fonds d'héritage, d'un revenu égal à la Rente, sur lequel cette Rente soit perceptible, & non pas sur la personne du Créancier: mais cette condition n'est point reçue en France, où l'on voit au contraire, des Rentes constituées valablement par des personnes qui n'ont aucun fonds d'héritage.

(Voyez *Denier de Constitution. Remboursement.*)

R E N T E S

SUR L'HÔTEL-DE-VILLE DE PARIS.

LES Rentes assignées sur les Aydes & Gabelles, & autres revenus du Roi, appelées communément *Rentes sur l'Hôtel-de-Ville*, sont, ou

Perpétuelles, ou purement *Viageres*, ou *Viageres* appellées *Tontines*.

Rentes Perpétuelles.

Ces Rentes, dont on fait remonter l'origine au regne de François Premier (1), sont les plus anciennes de celles qui ont été payées à l'Hôtel-de-Ville de Paris : au seul titre qu'elles portent, on peut se former une idée de la nature de leurs constitutions.

En effet, les Edits de création des Rentes Perpétuelles, portent : *Que les Acquéreurs, & leurs Successeurs, à toujours, en jouiront & disposeront, comme de leur propre chose, vrai & loyal acquêt, pleinement & paisiblement, en vertu de leurs Contrats, pour en être payés par demie année, à Bureau ouvert, par les Payeurs des Rentes, sans que les Acquéreurs puissent en être dépossédés, sinon en les remboursant des sommes portées par les Contrats, & des arrérages qui en seront dûs alors.*

Ces Rentes ne s'éteignent donc point par le décès des Acquéreurs, à l'instar des Rentes Viageres; mais elles sont transmises à leurs héritiers ou ayans-causes : ce sont des espèces d'immeubles, appelés *fictifs*, qui sont dans le commerce, & se peuvent vendre, aliéner & hypothéquer, & dont on peut disposer comme des autres immeubles.

On paye à l'Hôtel-de-Ville deux sortes de Rentes Perpétuelles; sçavoir, 1°. les Rentes créées antérieurement à 1720, réduites par Actes con-

(1) Voyez l'*Avertissement* mis à la tête de ce Livre.

RENTE SUR L'HOTEL-DE-VILLE. 255

sentis par les Rentiers, ou par mentions mises sur les Contrats : ces Rentes sont appellées *Rentes Réduites*.

20. Les Rentes de la Constitution de l'Edit de Juin 1720, appellées *Rentes Constituées*.

Toutes ces Rentes peuvent être saisies & vendues par Décret. (Voyez *Saisies*.)

Pour les acquérir sûrement, il faut prendre au Sceau des Lettres de Ratification. Voyez *Lettres de Ratification*.)

A l'égard de la forme admise pour être payé des arrérages de ces Rentes. (Voyez *Quittances. Procurations. Payement des Rentes à l'Hôtel-de-Ville, &c.*)

On paye encore à l'Hôtel-de-Ville, une autre espèce de Rentes, qui étant remboursables dans un certain nombre d'années, par la voie du sort, ne peuvent être considérées comme étant de la même nature que les Rentes Perpétuelles. Ce sont des Rentes à *quatre pour cent*, constituées en vertu de l'Edit du mois d'Avril 1758, connues sous la dénomination générale de *Rentes Héréditaires*.

Le Roi a accordé aux Acquéreurs de ces Rentes, la faculté de pouvoir les reconstituer. (Voyez *Reconstitution*.)

Au surplus, la forme de la régie, est la même que celle des Rentes Perpétuelles dont nous venons de parler.

Rentes Viageres.

Les Rentes, dites *Viageres* ou à *Vie*, sont ainsi appellées, parce qu'elles n'ont cours que pendant la vie de ceux sur la tête desquels des Acquéreurs ont placé leurs fonds.

On distingue deux fortes de Rentes Viageres ; ſçavoir , les Rentes Viageres proprement dites , ou *purement Viageres* , & les Rentes Viageres , appellées *Tontines*. On ne parlera ici que des premières : à l'égard des autres (Voyez *Tontines*.)

Le premier Edit de création des Rentes Viageres , eſt du mois d'Août 1693 : il eſt partagé en dix Clafſes de *dix ans* , en *dix ans* , à différens deniers : il porte , que les Acquéreurs ſeront obligés de juſtifier de leur âge par leurs Extraits Baptiſtaires ; qu'ils en jouiront leur vie durant ; & qu'après leur décès , les arrérages en ſeront payés , juſqu'au jour du décès , à leurs Veuves , Enfans , & Héritiers ; après quoi les Rentes ſeront amorties au profit de Sa Majeſté ; & le fonds reſtant entre les mains du Payeur , ſera par lui porté au Tréſor Royal.

Les Edits d'Août 1720 , & de Juillet 1723 , ajoutent à ces diſpoſitions , la clauſe ſuivante : que les Veuves , Enfans , & Héritiers des Rentiers décédés , ſeront tenus de rapporter aux Payeurs , des Extraits Mortuaires en bonne forme , bien & duement légalifés , avec les Groſſes des Contrats de conſtitution , & les pièces juſtificatives de leurs qualités.

Il a depuis été fait pluſieurs créations de Rentes Viageres ; les unes , partagées en Clafſes à différens deniers ; les autres , ſans diſtinction de Clafſes ni de deniers. (Voyez *Deniers de conſtitution*.)

Aux termes des Edits de création de ces Rentes , les Acquéreurs jouiſſent de pluſieurs Priviléges qui regardent les *Mineurs* , les *Religieux* , les *Conjoints* par mariage , les *Etrangers* , &c.

&c.

& qui sont détaillés dans l'article qui regarde les *Tontines*. (Voyez *Tontines*.)

La plupart des Edits de création de ces Rentes, portent qu'elles ne pourront être saisies, pour quelque cause que ce soit, pas même pour les propres affaires de Sa Majesté : cependant, il y a des Rentes Viageres dont les arrérages sont saisissables. (Voyez *Saisies*.)

A l'égard de la forme introduite pour recevoir les arrérages de ces Rentes. (Voyez *Acquisition de Rentes. Classes. Certificats de vie. Extraits Baptistaires. Extraits Mortuaires. Grosses de Contrats. Procurations. Quittances, &c.*)

Rentes Viageres sur deux têtes.

On fera ici un article particulier de ces Rentes, parce qu'elles ont donné lieu à un Règlement dont on croit devoir rapporter ici les dispositions.

Le premier Edit de création de ces Rentes, est du mois de Novembre 1758 : il porte, que les arrérages auront cours pendant la vie de deux personnes, sans distinction d'âge, au choix des Acquéreurs ; & qu'il sera justifié par les Acquéreurs, de l'âge de ceux sur la tête desquels les Rentes seront constituées, par des Extraits Baptistaires ou Actes équipolens, comme pour les autres Rentes Viageres.

En vertu de cet Edit, *Marie-Suzanne Delage*, avoit constitué cent cinquante livres de Rente ; pour en jouir par elle, sur sa tête & sur celle de *Therese-Marguerite Dumage*, avec la clause que cette dernière en jouiroit après elle.

La Demoiselle *Delage*, ou son Fondé de procuration, ayant fourni à son Payeur, la quittance

258 RENTES SUR L'HOTEL DE VILLE.

des arrérages échus , portant que ladite *Therese-Marguerite Dumaige* étoit vivante ; le Payeur demanda qu'il fut justifié de l'existence de ladite *Marie-Suzanne Delage*. Celle-ci se pourvut au Bureau de l'Hôtel-de-Ville ; & sur les motifs exposés dans sa requête : que l'intérêt du Roi étant de s'assurer que l'une des deux têtes , sur laquelle la Rente est constituée , vit , il est indifférent que l'on justifie de la vie de l'une , plutôt que de l'autre , le 29 Janvier 1760 , le Bureau de la Ville rendit une Sentence , qui porte : » Que le Payeur » sera tenu de payer à ladite *Delage* , les arrérages » échus de ladite Rente , sur la quittance à lui four- » nie , contenant que ladite *Therese-Marguerite* » *Dumaige* , dénommée au Contrat , est vivante ; » & continuer à l'avenir , soit sur le Certificat de » vie de ladite *Delage* , soit sur celui de ladite » *Dumaige* indifféremment : quoi faisant , ledit » Payeur en fera & demeurera bien & valable- » ment quitte & déchargé.

Il est dit par l'Article X de l'Edit de création de ces Rentes , qu'après le décès du premier mourant des deux Rentiers , le survivant sera tenu de faire mention de son Extrait Mortuaire , sur la minute & sur la grosse du Contrat de constitution , & de rapporter un certificat en forme de cette mention.

RENTES SUR LE CLERGÉ.

LES Rentes sur le Clergé , peuvent être distinguées en *anciennes* & en *nouvelles* Rentes.

Les premières , appelées à juste titre , *Rentes anciennes* , puisque ce sont les plus anciennes de

celles qui se payent aujourd'hui à l'Hôtel-de-Ville (1), doivent leur origine aux troubles que les *Huguenots* excitèrent dans le Royaume, sous *Charles IX.*

» Ce Monarque se trouvant engagé dans une
 » grande dépense, pour entretenir une armée contre ces hérétiques, qui s'étoient saisis des meilleures places du Royaume, prit le parti, afin de se procurer un plus prompt secours, d'aliéner une partie de la subvention, que le Clergé lui avoit accordée par le Contrat de *Poissy*.

» Il vendit donc, par son Edit du mois d'Octobre 1562, à Messire *Guillaume de Marle*, alors Prevôt des Marchands, & aux Echevins de la Ville de Paris, avec faculté de rachat perpétuel, cent mille livres de Rentes au denier aouze, à prendre sur les seize cent mille livres de cette subvention. Cette constitution de Rente est la première qui ait été faite à l'Hotel-de-Ville de Paris, sur les revenus temporels du Clergé de France. (*Contrôle des Rentes, page 31.*)

Ainsi, comme on voit, ces Rentes ne sont devenues *Rentes sur le Clergé*, qu'à cause des subventions que ce Corps devoit payer au Roi, avec lesquelles il s'étoit chargé d'acquitter les Rentes sur l'Hôtel-de-Ville.

Depuis le Contrat de *Poissy*, jusqu'en 1584, il a été fait de nouvelles constitutions de Rentes, pareilles à celle de 1562, sur les différentes subventions du Clergé : & c'est à l'occasion de ces Rentes, qu'il se tient tous les dix ans, une

(1) On paye encore des constitutions de 1562.

assemblée de ce Corps , pour le renouvellement du Contrat : la dernière a eu lieu en 1755.

Ces Rentes ont été payées jusqu'en 1619 , sur le pied du denier *douze* ; & même depuis , elles furent toujours censées payées sur ce pied : mais pour les égaliser aux autres Rentes , constituées au denier *vingt* , les années d'arrérages furent mises en *vingt mois* , au lieu des *douze mois* de l'année ordinaire , & ces Rentes ont été ainsi payées jusqu'en 1719 , par années de *vingt mois*.

Mais en 1720 , elles ont subi le sort des autres Rentes sur l'Hôtel-de-Ville : elles furent même d'abord réduites au denier *cinquante* : mais par la Déclaration du 31 Mai 1723 , elles ont été fixées au denier *quarante* , à l'instar des autres Rentes sur l'Hôtel-de-Ville ; & il a été fait défenses aux Propriétaires , de former aucunes demandes , pour raison des arrérages qu'ils prétendoient leur être dûs , à cause de la différence des *douze mois* de l'année ordinaire , aux *vingt mois* auxquels on avoit imputé l'année d'arrérages , pendant un tems.

Les fonds pour acquitter ces Rentes , sont remis , par le Clergé , aux Payeurs créés à cet effet ; lesquels sont , pendant *vingt années* , dépositaires des debets de ces Rentes , & remettent au Clergé , les années antérieures. Ils payent à l'Hôtel-de-Ville , & rendent leurs comptes à la Chambre , comme les Payeurs des Rentes : mais depuis 1720 , ils ne font point corps avec ces Officiers.

Ces Rentes sont sujettes aux *Transports* , *Lettres de Ratification* , *Saisies* , &c. elles passent dans les successions , comme les Rentes sur l'Hôtel-de-Ville.

RENTES SUR LE CLERGÉ. 261

Les Rentes sur le Clergé, appellées *Rentes nouvelles*, tirent leur origine des emprunts faits par le Clergé, à l'occasion des *dons gratuits* faits par ce Corps à Sa Majesté, dans les besoins de l'Etat. Elles se payent par le Trésorier du Clergé, qui rend ses comptes au Clergé : & il en est remboursé chaque année une partie, par la voie du fort.

Elles se transmettent aux nouveaux Acquéreurs, par la voie de la reconstitution, de même que les Rentes sur les Etats de *Languedoc*, & autres Provinces ; & suivent comme elles la Coutume des lieux où le Propriétaire est domicilié.

RENTES SUR LES ETATS DE BOURGOGNE, DE BRETAGNE, ET DE LANGUEDOC.

LES Provinces de *Bourgogne*, de *Languedoc*, & de *Bretagne*, payent différentes natures de Rentes, tant pour leur compte particulier, que pour celui du Roi, à qui elles ont prêté leur crédit.

Comme ces Rentes diffèrent peu entr'elles, en ce qui concerne la régie, il suffira de parler ici de celles que paye la Province de *Languedoc*, pour donner une idée générale de toutes ces Rentes.

Les Rentes sur la Province de *Languedoc*, peuvent être distinguées en *anciennes* & en *nouvelles Rentes*.

Les *Rentes anciennes*, sont celles dont la Province est chargée en son nom personnel, & dont les constitutions ont une date antérieure à l'an-

née 1729 : de ces Rentes qui étoient à différens deniers, la partie la plus ancienne, & la plus considérable, est réduite à *trois pour cent* ; l'autre partie, qui est la moins ancienne, se paye sur le pied de *cinq pour cent*. Toutes ces Rentes sont sujettes au *dixième*, *vingtièmes*, & autres impositions royales (1).

Les Rentes postérieures à celles ci-dessus, appelées *Rentes nouvelles*, se payent toutes sur le pied de *cinq pour cent*, & sont exemptes des retenues, à l'exception de celles créées en 1754 & 1756, qui sont sujettes aux impositions royales.

Toutes ces Rentes, tant *anciennes* que *nouvelles*, sont créées en vertu de Délibérations des Etats, & d'Arrêts du Conseil, revêtus de Lettres Patentes dûment enregistrées : elles se payent par le Trésorier des Etats, sur des ordonnances ou mandemens expédiés en faveur des Parties prenantes (2), signés par M. l'Archevêque de *Narbonne*, comme Président né des Etats de la Province, & sur les acquits mis au dos de ces ordonnances, par les Parties prenantes ; & en outre, lorsqu'il y a mutation, sur les pièces qui établissent le nouveau droit, comme pour les Rentes qui se payent à l'Hôtel de Ville. Les comptes en sont rendus aux Etats, d'année en année (3).

On rembourse toutes les années, par la voie

(1) De toutes les Rentes qui se payent par les Etats de *Bourgogne*, il n'y a que celles constituées en 1757, qui soient sujettes à retenue.

(2) Les Rentes sur les Etats de *Bourgogne*, se payent sur les quittances de Rentiers, qui sont envoyées toutes imprimées au Trésorier des Etats. On les remplit des noms & qualités des Parties prenantes, & on les leur fait signer. S'il y a mutation, il faut y joindre les pièces qui établissent le nouveau droit.

(3) Les Comptes des Rentes sur les Etats de *Bourgogne*, sont rendus à la Chambre des Comptes de cette Province.

du sort, une partie du fonds des *nouvelles Rentes*, sur une Loterie qui est tirée chaque année à l'Assemblée des Etats ; & les arrérages des Rentes ainsi remboursées, cessent d'avoir cours, à compter du premier Juin de l'année du remboursement.

On fera ici deux observations sur ces Rentes.

La première, qu'elles ne sont point sujettes aux Lettres de Ratification ; quoique la propriété en soit transmise aux nouveaux Acquéreurs, par Transport ; mais la Reconstitution est la voie la plus ordinaire. (Voyez *Reconstitution.*)

La seconde, que ces Rentes sont régies par le domicile du Créancier ou Propriétaire, & appartiennent dans sa succession, à l'héritier auquel la Loi du domicile les défère ; à la différence des Rentes créées sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, qui sont régies par la Coutume de cette Ville, en quelque lieu que le Propriétaire fasse son domicile.

Ces Rentes sont payées par les Trésoriers des Etats ; sçavoir, celles sur les Etats de *Languedoc*, les lundis, mercredis, & vendredis matin de chaque semaine.

Celles sur les Etats de *Bourgogne*, les lundis, mardis, mercredis, & samedis matin.

Et celles sur les Etats de *Bretagne*, les lundis, mardis, jeudis, & vendredis, aussi dans la matinée.

RENTES SUR LES RECETTES GÉNÉRALES DES FINANCES.

Ces Rentes, suivant les Edits de création, sont assignées sur les revenus des Tailles, & autres impositions, tant des Pays d'Élection, que des Pays d'Etats.

Elles ont été constituées sur le pied du denier *cirquante*; mais, par Arrêt du Conseil du 10 Novembre 1726, elles ont été réduites au denier *cent*, & n'ont plus été payées que sur ce pied, à compter du premier Janvier 1725.

L'Edit d'Aout 1720, portant création de *huit millions de Rentes* sur les Recettes générales, permet aux Aquéreurs, de faire employer, à leur choix, leurs Rentes, sur l'Etat de la Recette générale, ou des Recettes particulières, de telle Généralité du Royaume que bon leur semblera; & porte, que ces Rentes leurs seront payées sur leurs simples quittances, de six en six mois, par les Receveurs particuliers, ou Commis à la Recette générale, dans les Etats desquels le fonds en sera employé; lesquelles quittances seront passées & allouées dans les Etats & Comptes desdits Commis ou Receveurs, en rapportant, pour la première fois seulement, des copies collationnées des quittances du Carde du Trésor Royal, & des enregistremens d'icelles au Bureau des Finances de la Généralité, sur laquelle les Rentes sont assignées.

Cet Edit accorde à ces Rentes, les mêmes privilèges attribués à celles sur l'Hôtel-de-Ville de Paris: la forme à observer pour en recevoir les arrérages, est à peu près la même; & les Receveurs généraux de la Généralité de Paris, rendent leurs compres à la Chambre, de même que les Payeurs des Rentes.





S.

SAISIES ET OPPOSITIONS SUR LES RENTES.

LA Saisie, en ce qui concerne les Rentes, est un Exploit d'Huissier ou Sergent, par lequel il s'empare, au nom du Roi & de la Justice, de la Rente d'un débiteur, à la requête d'un Créancier, faute du paiement de ce qui lui est dû. On la nomme *Saisie Réelle*, lorsqu'elle s'étend sur le fond ou principal de la Rente.

La *Saisie - Arrêt* est pareillement un Exploit, par lequel un Huissier ou Sergent arrête les arrérages échus & à écheoir d'une Rente, avec défenses au Payeur d'en vider ses mains.

On parlera ici de ces différentes sortes de Saisies, du *Visa* auquel elles sont sujettes, des mainlevées, & des autres formalités qu'elles exigent.

La Saisie Réelle, des Rentes constituées *sur Particuliers*, doit être faite ès mains du débiteur, avec défenses de racheter ni vider ses mains du principal & arrérages d'icelles, au préjudice du Saisissant.

Les criées en doivent être faites devant la principale porte de l'Eglise Paroissiale du Saïsi,

créancier de la Rente, & il faut mettre Affiches & Panonceaux, tant contre la maison du Saïsi, qu'en la principale porte de l'Eglise Paroissiale dudit Saïsi, créancier de la Rente, suivant l'Article CCCXLVIII. de la Coutume de Paris.

A l'égard des Rentes constituées *sur l'Hôtel-de-Ville de Paris*, l'Edit pour la conservation des hypothèques de ces Rentes, du mois de Mars 1673, vérifié le 23 du même mois, & la Déclaration du Roi, enregistrée au Parlement le 10 Juillet de la même année, portent que les Rentes constituées sur les Domaines, Tailles, Aydes, Gabelles, Entrées, cinq grosses Fermes, Domaines, Clergé, Dons gratuits & autres biens & revenus de la Couronne, pourront être saisies réellement, vendues & adjugées sur les Propriétaires, à la requête de leurs Créanciers, en la maniere accoutumée; pour être, le prix qui en proviendra, distribué entre les Créanciers, suivant l'ordre de leurs hypothèques, & que ceux qui formeront leurs oppositions, ou leurs Procureurs ou Huissiers, seront tenus d'en signer les Actes sur le Registre du Greffier.

La Saisie Réelle des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, se fait entre les mains des Payeurs & Receveurs d'icelles, en leurs qualités de Commissaires aux Saisies Réelles des Rentes; on doit y détailler le montant de la Rente, le capital, les réductions qu'elle a soufferte, & y indiquer le nom du Notaire qui a passé la minute du Contrat, sa date, celle des Lettres de Ratification, s'il en a été obtenu, les noms des Propriétaires actuels & les noms des Payeurs. Elle doit être enregistrée, comme les Saisies Réelles

des autres immeubles , au Greffe des Decrets de la Cour , ou Jurisdiction où se poursuit la vente des Rentes saisies réellement , & au Bureau de l'Hôtel-de-Ville de Paris.

Ces sortes de Saisies Réelles ne sont pas suivies des autres procédures qu'on observe dans les Saisies Réelles des autres immeubles , parce que les hypothèques dont les Rentes , dûes par le Roi , sont chargées , se purgent par le Sceau ; ainsi il suffit , après l'enregistrement de la Saisie Réelle de Rentes sur l'Hôtel-de-Ville , & la dénonciation , de faire ordonner la vente de la Rente saisie , & d'indiquer cette vente par une Affiche à la quinzaine ; & cette vente se fait à la Barre de la Cour , si c'est au Parlement , & en l'Audience , si c'est au Châtelet , après les Affiches & Panonneaux Royaux , aux lieux requis , sur trois publications , qui se font pour les Rentes sur l'Hôtel-de-Ville , en la Paroisse de Saint Jean , qui est celle de l'Hôtel-de-Ville , en la Paroisse du Saisi , & en la Paroisse de la Jurisdiction où la saisie réelle est poursuivie.

C'est une maxime connue dans notre Jurisprudence , que *Saisie sur saisie ne vaut*. Il n'y a que la premiere qui soit appelée Saisie , toutes les autres sont converties en Oppositions ; c'est-à-dire , que ceux à la requête desquelles elles sont faites , s'opposent à ce que les criées , decret & adjudication des choses saisies ne se fassent , si ce n'est à la charge d'être conservés dans leurs droits & hypothèques , & être mis en ordre , selon les tems de leur créance , ou de leur privilège , s'ils sont privilégiés.

C'est toujours le premier Saisissant qui pour-

suit le decret , pour le prix en être distribué entre les Créanciers saisissans & opposans par ordre d'hypothèque.

Nous ne parlerons pas ici des autres formalités qu'exigent les Saisies Réelles , parce qu'elles sont détaillées dans un Mémoire qu'on va rapporter.

La *Saisie - Arrêt* est appelée *Arrêt* ; parce qu'elle ne fait qu'arrêter ce qui est dû au débiteur , jusqu'à ce que le Saisissant ait obtenu Sentence , portant que les deniers saisis lui seront mis entre les mains , jusqu'à concurrence de son dû , ou en déduction d'icelui.

Elle se fait en vertu d'un titre exécutoire , ou de l'Ordonnance d'un Juge ; mais il n'est pas nécessaire que le créancier ait un titre exécutoire , pour obtenir du Juge la permission de saisir & arrêter ce qui est dû à son débiteur ; M. le Lieutenant Civil accorde tous les jours ces permissions sur de simples billets non reconnus , pourvû qu'ils soient contrôlés.

En général , pour parvenir à faire la Saisie-Arrêt , il faut donner assignation à ceux entre les mains desquels on saisit ; pour affirmer , par eux , la somme qu'ils doivent au débiteur sur lequel la Saisie est faite , & en vider leurs mains en celles du Saisissant.

Il faut pareillement faire donner assignation au Saïsi , pour voir déclarer la Saisie bonne & valable , & ordonner que ceux entre les mains desquels on saisit , vident leurs mains en celles du Saisissant jusqu'à concurrence.

Mais ces formalités usitées pour les Rentes constituées sur les Particuliers , n'ont point lieu pour des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris. Lors-

qu'on en faist les arrérages, ou même le fonds; on ne fait point assigner les Payeurs d'icelles, pour affirmer & voir déclarer les Saisies valables. L'Arrêt du Parlement du 4 Octobre 1659, rendu en leur faveur, & en leurs qualités de Dépôtaires des débets, & de Commissaires aux Saisies Réelles des Rentes, fait défenses à tous Particuliers saisissans les Rentes, appartenantes à leurs débiteurs, d'assigner les Payeurs, pour affirmer & voir déclarer les Saisies valables, sauf aux Saisissans de venir aux Bureaux des Payeurs, avec les sommes & dates des constitutions des Rentes, pour vérifier sur leurs Registres qui en jouit, ce qui est dû & les Saisies faites sur icelles, ou compulser les Registres; décharge les Payeurs de comparoir sur de pareilles assignations; fait défenses à tous Huissiers de les donner, & à tous Procureurs d'occuper & d'obtenir aucuns défauts, Jugemens ou Arrêts sur icelles, à peine de mille livres d'amende. Ordonne que l'Arrêt sera notifié aux Procureurs de Communauté, Syndics des Huissiers, Sergens & autres Officiers de Justice; ce qui a été exécuté.

Lorsque le Saisissant a obtenu un Jugement qui ordonne, que le Payeur vuidera ses mains, il doit le faire signifier à sa Partie & au Payeur, avec commandement d'y satisfaire, & il doit en fournir au Payeur une copie sur une feuille séparée, collationnée par deux Notaires, avec les quittances & autres pièces nécessaires pour la décharge du Payeur.

Il arrive quelquefois que le Payeur, est refusant de vuider ses mains, soit qu'on ne lui ait pas fourni toutes les pièces dont il a besoin

pour sa décharge, ou pour quelque autre raison légitime. Alors ceux qui prétendent avoir droit de toucher, obtiennent un Jugement, en vertu duquel ils décernent une contrainte, qu'ils font signifier au Payeur, en son Bureau, à l'Hotel-de-Ville. (Sur quoi voyez *Contraintes contre les Payeurs.*)

En général, il n'y a que les Rentes perpétuelles qui soient saisissables; les Rentes purement viagères & celles appelées Tontines, aux termes des Edits de Créations, ne peuvent être saisies, pour quelque cause & occasion que ce soit, pas même pour les propres deniers & affaires de Sa Majesté. L'Edit de 1709, portant Création des Rentes de la troisième Tontine, porte qu'elles ne seront sujettes à aucunes saisies, si ce n'est de la part de ceux qui auront prêté leurs deniers pour les acquérir.

Cependant il est bon d'observer, que les Rentes viagères & de Tontines, dont les Edits de Création ne portent point cette clause, sont saisissables, (1) de même que les Rentes perpétuelles. Il y a même des cas où l'on peut se pourvoir devant les Juges, pour demander la permission de saisir les Rentes viagères & de Tontines, quoique non saisissables, aux termes des Edits de leurs Créations; & alors le Payeur est obligé de se conformer à ce qui lui est pré-

(1) Toutes les anciennes Rentes viagères ne sont point saisissables : à l'égard des nouvelles constitutions de ces Rentes, telles que celles des Edits de *Novembre 1754*, *Novembre & Décembre 1757*, *Novembre 1758* & *Novembre 1761*; comme ces Edits ne font point mention que ces Rentes ne pourront être saisies, elles peuvent l'être, comme les Rentes perpétuelles. Il en est de même des Rentes de la dixième Tontine créée en 1759.

crit par les Juges à cet égard , sauf aux Parties à discuter leurs droits , ainsi qu'il appartiendra ; mais il ne peut , de son chef , viser aucune Saisie de Rente non saisissable , sans une Ordonnance de Juge.

Le *Visa* des Saisies est un droit attribué aux Payeurs des Rentes , par l'Edit du mois de Janvier 1740.

Cet Edit porte , Article XII , que pour éviter les abus qui peuvent se commettre aux Saisies Réelles ou simples Arrêts , sur les arrérages des Rentes ; les Huissiers seront tenus d'en faire signer & parapher les originaux & copies par les Payeurs des Rentes.

L'Edit de Février 1716 , en confirmant cette disposition , y assujettit aussi les transports & autres Actes.

Le *Visa* des Payeurs est donc une formalité nécessaire pour la validité de tout exploit de Saisies.

Les Payeurs des Rentes ne sont pas les seuls Officiers qui soient en possession de ce droit ; un Arrêt du Conseil du 3 Juillet 1756 , revêtu de Lettres-Patentes , enregistrées au Parlement le 22 Juillet suivant , ordonne que tous les Arrêts , Sentences , Jugemens , Exécutoires , Contraintes , Exploits de Saisies , Oppositions , Transports , ou empêchemens à la délivrance & paiement , tant des arrérages des Rentes constituées , par les Secrétaires du Roi du grand Collège , que des sommes principales desdites Rentes , seront visés & paraphés par celui desdits Secrétaires du Roi qui sera chargé de la régie desdites Rentes. Fait défenses à tous Huissiers de mettre à exécution

aucun Arrêt, Sentence, &c. ni de faire aucune Expédition, Saisie, Opposition, Transport, Signification, ou empêchement pour raison desdites Rentes, qu'après avoir remis lesdits Arrêt, Sentence, Saisie, &c. au Préposé à la régie desdites Rentes, à peine d'interdiction, de 3000 liv. d'amende, &c.

Les Gardes du Trésor Royal, les Payeurs des Rentes sur le Clergé, & les Trésoriers des Pays d'Etats, ont aussi le droit de viser les Saisies faites sur les Rentes qu'ils payent.

L'opposition formée entre les mains des Payeurs des Rentes, Trésoriers & autres, met obstacle au paiement des arrérages des Rentes qu'ils payent; les Propriétaires des Rentes saisies, pour en recevoir les arrérages, doivent donc fournir aux Payeurs des Rentes, les Main-levées nécessaires pour la validité de leurs payemens: l'Ordonnance du Bureau de la Ville du 23 Mars 1596 & la Sentence des Requêtes du Palais du 10 Septembre 1657, l'ordonnent ainsi; sans cette Main-levée les Payeurs s'exposeroient à payer deux fois; ils doivent donc faire mention de la Saisie sur leurs Registres, & ne point la rayer, que la Main-levée ne leur ait été fournie, sur quoi on observera :

1°. Que les Notaires doivent garder minute de tous Actes portant Main-levée des Saisies faites sur les Payeurs des Rentes; parce que les Payeurs ne vident point leurs mains, qu'en conséquence d'une Main-levée dont il y ait minute.

2°. Qu'il doit être fourni copie des Main-levées, sur une feuille séparée; parce que ces Main-levées restent aux Payeurs pour leur décharge particulière,

particuliere, & n'est point par eux rapportée à la Chambre, lors du Jugement de leurs comptes.

3°. Qu'à l'égard de la Saisie réelle, une simple Main-levée du Saisissant, ne suffit pas au Payeur pour la rayer de ses registres : il faut lui rapporter un extrait des Oppositions à la Saisie réelle, formées au Greffe des Décrets, & les Main-levées de ces Oppositions. Les raisons en sont détaillées dans un Mémoire qui a été présenté à la Compagnie des Payeurs des Rentes. On croit devoir le rapporter ici.

M É M O I R E concernant les Rentes saisies réellement, & les décharges que les Payeurs doivent prendre à ce sujet.

LES Payeurs des Rentes sur les Aydes & Gabelles, sont seuls Commissaires aux Saisies réelles des Rentes dont ils sont Payeurs. Ce droit ne leur est pas contesté par les Commissaires aux Saisies réelles; & il a été jugé contradictoirement avec eux, par Arrêt du Conseil du 3 Mai 1701, & autres antérieurs & postérieurs.

Il a même été fait défenses, par autre Arrêt du Conseil du 14 Décembre 1706, aux Huissiers, d'établir pour Commissaires aux Saisies réelles des Rentes de l'Hôtel-de-Ville, autres personnes que les Payeurs des Rentes, à peine de nullité des Saisies.

Cet Arrêt a été signifié le 24 Décembre 1706, à toutes les Communautés d'Huissiers.

Pour mettre au fait de cette qualité de Commissaires des Rentes saisies réellement, on observe,

1°. Que la Saisie réelle immobilise les arrérages ; & , en conséquence , qu'ils sont distribués par ordre d'hypothèque.

2°. Qu'outre l'enregistrement du Payeur , comme Commissaire aux Saisies réelles , cette Saisie doit être enregistrée , comme les Saisies réelles des autres Biens , au Greffe des Décrets de la Cour , ou Jurisdiction , où se poursuit la vente des choses saisies réellement.

3°. Qu'à ce Greffe , les Créanciers de la Partie saisie forment leurs Oppositions , s'ils le jugent nécessaire à leurs intérêts.

En supposant que le Créancier saisissant réellement donne Main-levée , cela ne suffit pas au Payeur , pour rayer de ses registres la Saisie réelle : il faut rapporter un extrait des Oppositions à la Saisie réelle , formées au Greffe , & les Main-levées de ces Oppositions.

Car tout Opposant à Saisie réelle , est Saisissant réellement ; & quand le Saisissant réellement est payé , il est subrogé de droit à sa place.

Supposant que la Saisie réelle n'ait point été enregistrée au Greffe des Décrets , il faut en rapporter un Certificat du Greffier des Décrets , auquel cas il n'y a point d'Opposant.

En cas d'adjudication des Rentes saisies réellement , le Créancier utilement colloqué sur les arrérages immobilisés par la Saisie réelle , ne peut les recevoir , qu'en justifiant au Payeur , non-seulement de l'Ordre , mais encore d'un extrait des Opposans à la Saisie réelle , afin qu'il puisse connaître si l'Ordre est rendu avec tous les Opposans.

Quant aux Droits du Payeur , il n'en perçoit

aucun sur les arrérages, comme Commissaire aux Rentes saisies réellement; mais on croit qu'il lui est dû un droit de *vingt sols* pour l'enregistrement de la Saisie réelle, & pareil droit pour chaque Opposant qui est Saisissant réellement, comme on l'a observé ci-dessus, & *dix sols* pour chaque Main-levée de la Saisie réelle & Opposition à icelle.

Dans le cas d'adjudication, l'Ordre où le Saisissant réellement & les Opposans sont employés, opere la Main-levée.

La Compagnie des Payeurs des Rentes, est priée de donner son avis sur les propositions suivantes.

1°. Si, par les raisons ci-dessus, le Payeur est fondé, pour rayer la Saisie réelle & opérer sa décharge, à demander l'*extrait des Oppositions à icelle*.

2°. Si le Payeur est fondé à *retenir un droit sur chaque Opposition à la Saisie réelle*.

AVIS des Payeurs des Rentes, sur les Questions proposées.

» Pour résoudre la première question, il ne
 » faut que se rappeler ce qui se pratique pour
 » les Saisies réelles des Immeubles ordinaires.

» Suivant M. d'Héricourt, dans son *Traité de*
 » *la Vente de ces Biens par Décret*, la Saisie réelle
 » doit être enregistrée, tant au Bureau des Sai-
 » sies réelles, qu'au Greffe de la Jurisdiction où
 » le Décret se poursuit; & quand il intervient
 » un Jugement qui fait Main-levée de la Saisie
 » réelle, ou que les Parties intéressées donnent
 » elles-mêmes cette Main-levée, elle doit être

» présentée au Commissaire, & par lui enregist-
 » trée, avec le Certificat du Greffier, portant
 » que la Saisie réelle & les Oppositions ont été
 » rayées, ou que la Saisie réelle n'a point été
 » enregistrée à son Greffe.

» Si ce Certificat doit être fourni au Commis-
 » saire aux Saisies réelles, pour les Maisons, Hé-
 » ritages, & autres Immeubles de cette nature,
 » saisis réellement : on estime, qu'il doit pareil-
 » lement être rapporté au Payeur, dans le cas
 » de la Saisie réelle d'une Rente sur l'Hôtel-de-
 » Ville, puisque leurs fonctions sont les mêmes,
 » & qu'ils ont également intérêt de sçavoir s'il
 » y a des Oppositions subsistantes. Les Oppo-
 » sants ayant la faculté de se faire subroger en la
 » place du Saisissant, lorsque celui-ci a été satis-
 » fait de ce qui lui étoit dû ; on sent aisément,
 » que si le Payeur avoit la facilité de délivrer les
 » deniers dont il est dépositaire, sans prendre la
 » précaution de se faire rapporter le Certificat
 » dont il s'agit, il s'exposeroit à payer deux fois.
 » Inutilement allégueroit-il, qu'il n'avoit point
 » connoissance des Oppositions subsistantes, puis-
 » qu'il ne dépendoit que de lui de s'en instruire,
 » en demandant ce Certificat, seule Pièce néces-
 » saire pour assurer son payement, & non l'ex-
 » trait des Opposans.

» Cet extrait des Opposans, n'est pas moins
 » utile au Payeur, dans le cas de l'adjudication
 » de la Rente saisie réellement, & du Jugement
 » d'Ordre. Personne n'ignore la procédure que
 » l'on suit, pour parvenir à faire l'Ordre des Créan-
 » ciers : en tout cas, M. d'Héricourt nous l'ap-
 » prend par son *Traité* déjà cité. Voici ses pro-

» pres termes : Quand le Décret est délivré, le
 » Procureur du Pourfuisant , leve au Greffe un
 » extrait du nom des Oppofans , & de celui de
 » leur Procureur, & il prend un appointement en
 » droit à écrire & produire fur l'Ordre. Il faut
 » que le Procureur prenne des mefures juftes , pour
 » n'omettre dans cet appointement aucun des Créan-
 » ciers Oppofans ; car s'il en omettoit quelqu'un ,
 » il demeureroit refponfable en fon nom , de la dette
 » du Créancier qui auroit été omis , fuivant l'Arti-
 » cle XIII du Règlement du 23 Novembre 1598 ;
 » ce qui ne doit s'entendre que du cas où ce Créan-
 » cier auroit été utilement colloqué , fi l'appoin-
 » tement avoit été pris avec lui : car fi la négli-
 » gence du Pourfuisant ne fait aucun tort au Créan-
 » cier , il ne peut donner lieu à aucun recours en
 » dommages & intérêts.

» Le Procureur Pourfuisant étant refponfable
 » envers le Créancier, qui n'auroit pas été compris
 » dans le Jugement d'Ordre , il s'en fuit évidem-
 » ment, que le Payeur , contre lequel ce Créancier
 » ne pourroit avoir aucun recours, n'est point dans
 » la néceffité d'examiner, fi l'on a fait quelque omif-
 » fion dans le Jugement , ni , par conféquent ,
 » d'exiger qu'on lui fournisse un extrait des Op-
 » pofans. C'est une vérité trop fenfible pour re-
 » fufer de s'y rendre.

» Sur la deuxième queftion , il faut , avant de
 » fe déterminer , établir un principe : c'est que
 » les Oppofitions à un Décret , doivent être faites
 » & enregistrées au Greffe de la Jurifdiction où
 » il fe pourfuit. Rien n'oblige les Créanciers à
 » en former chez le Commiffaire aux Saifies réel-
 » les , ni chez le Payeur de la Rente faifie réel-
 » lement.

» L'enregistrement de la Saisie réelle sur le Re-
 » gistre du Payeur, suffit pour empêcher que le
 » Propriétaire de la Rente n'en reçoive les arré-
 » rages , au préjudice de la Saisie : ainsi , dès
 » que les Oppositions ne doivent point être faites
 » à son Bureau, il n'a pas de droit à percevoir
 » pour celles qui ont été formées au Greffe ; & ,
 » par la même raison , il n'en a point à prétendre
 » pour les Main-levées de ces Oppositions. Toute
 » la mention qu'il a à faire, est du Certificat du
 » Greffier, comme il n'y a point d'Oppositions sub-
 » sistantes : le détail des Oppositions qui ont été
 » faites au Greffe, lui est inutile : c'est , d'un
 » côté, le Certificat seul , & , de l'autre, le Juge-
 » ment d'Ordre, qui opèrent la décharge : son
 » droit se borne à celui de l'enregistrement de la
 » Saisie réelle, des Oppositions faites chez lui,
 » & des Main-levées que l'on en fournit.

On observera ici , qu'à l'égard des parties
 non réclamées, dont le fonds est porté au Tré-
 sor Royal par les Payeurs des Rentes, la Décla-
 ration du 10 Juin 1752 , enregistrée à la Cham-
 bre des Comptes le 2 Août suivant, porte, que
 les Saisies, Arrêts, ou Oppositions faites sur icel-
 les, subsisteront comme par le passé, & conti-
 nueront d'être faites entre les mains des Payeurs,
 ou de leurs Successeurs; lesquels seront tenus de
 les recevoir, pour la sûreté de ceux qui les feront,
 en se conformant par eux à ce qui est prescrit
 par l'Edit du mois de Février 1716 : en sorte que
 lorsque lesdits arrérages seront remplacés, le paye-
 ment n'en puisse être fait aux Rentiers, ou autres,
 qui se présenteront pour les recevoir, qu'en rap-

portant par eux les Main-levées defdites Saisies, Arrêts, ou Oppositions.

Il reste à parler ici des Droits d'Enregistrement des Saisies & Main-levées.

Par Edit du mois de Décembre 1635, duement enregistré, & autres subléquens, il a été accordé aux Payeurs des Rentes, *vingt sols* pour l'enregistrement de chaque Saisie d'une Rente, & *dix sols* pour chaque Main-levée.

Ce même Edit fixe aussi ce qui doit être payé dans les Mutations, pour les Immatricules de chaque Rente. (Voyez *Immatricules*.)

A l'égard des Tontines, la Sentence du Bureau de la Ville, du 24 Avril 1743, en statuant sur les Droits d'Immatricules dûs aux Payeurs pour ces sortes de Rentes, n'a rien dit des Droits d'Enregistrement des Saisies & Main-levées : il seroit à desirer que ce Règlement se fut aussi expliqué à cet égard.

Une observation sur les Saisies, terminera cet Article. La plupart de ceux qui saisissent entre les mains des Payeurs, le font sans ordonnance de Juge, *pour causes & moyens à déduire en tems & lieu*, ce qui peut donner lieu à de grands abus ; par ce moyen, le premier venu peut faire saisir sans titres ; & il faut ensuite essuyer des Procès pour avoir les Main-levées. Il seroit à souhaiter que l'on n'admit que les Saisies faites en vertu d'ordonnances de Juges, qui ne se déterminent que sur le vû des titres en vertu desquels la permission de saisir est demandée.

*SEQUESTRES, DÉPOSITAIRES
des Débets de Quittances, RECEVEURS
des Consignations, & COMMISSAIRES aux
Saisies réelles des Rentes.*

ON entend par *Sequestre*, celui qui est commis par autorité de Justice, ou du consentement des Parties, à la régie & administration des Biens en litige, & qui en est le dépositaire jusqu'au Jugement d'adjudication.

Le Receveur des Consignations, est un Officier établi pour avoir en sa garde le dépôt des sommes de deniers dont la consignation est ordonnée, en attendant la décision de quelque difficulté, ou l'événement d'une condition.

Le Commissaire aux Saisies réelles, est aussi un Officier créé à l'effet d'avoir l'entière administration des Immeubles saisis réellement. Aux termes de l'Edit de création des Commissaires aux Saisies réelles, du mois de Février 1626, ces Officiers gardent entre leurs mains les fruits & revenus des Biens saisis réellement, jusqu'à l'adjudication des choses saisies, pour être ces arrérages joints aux sorts principaux des adjudications, & distribués aux Créanciers des choses saisies, après qu'elles auront été vendues par décret.

A l'égard des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, les Officiers préposés pour en faire le payement, sont, par les Edits de création de leurs Offices, les seuls Sequestres, Dépositaires des débets de Quittances, Receveurs des Consignations, & Commissaires aux Saisies réelles des Rentes

qu'ils payent ; & ce dépôt est tellement de l'effeñce de leurs Offices , qu'ils ont toujours jout de la faculté de garder les débets entre leurs mains ; jusqu'au tems où les Rentiers se trouvent en état de les recevoir par eux-mêmes.

1°. » Parce que le fonds pour le payement de
» ces Rentes , ayant été mis une fois entre les
» mains des Payeurs , Sa Majesté en demeure
» entièrement déchargée , & les deniers n'en sont
» plus réputés royaux , sinon à l'égard des Par-
» ticuliers envers les Payeurs ; tant au moyen de
» ce que les Prevôt des Marchands & Echevins
» admettent les Payeurs en leurs charges , que
» parce qu'ils sont responsables envers les Par-
» ticuliers Rentiers , s'y étant obligés en leur pas-
» sant des Contrats de constitution. « (*Arrêt du
Conseil du 3 Juin 1626.*)

2°. Parce qu'il est essentiel , que dès que les Rentiers , qui ne pouvoient toucher leurs Rentes , par des empêchemens , tels que les Saïssies , ou autres , se trouvent en état de les recevoir , ils puissent le faire sans délai , en fournissant leurs Quit- tances , & les Pièces nécessaires pour la décharge des Payeurs.

Il seroit trop long de faire mention ici , de tous les titres en vertu desquels les Payeurs jouif- sent de ces qualités.

Parmi une foule d'Edits & d'Arrêts , tant contra- dictoires , que sur requête , rendus en leur faveur (1) - on en rapportera ici deux des plus frappans.

(1)	3 Juin 1626.	9 Juin 1671.	Sept. 1712.
	Fév. 1642.	3 Mai 1701.	Juin 1714.
	30 Avril 1642.	1 Avril 1704.	Fév. 1716.
	30 Août 1656.	14 Déc. 1706.	2 Avril 1737.
	4 Oct. 1657.	Août 1707.	
	16 Sept. 1669.	25 Nov. 1710.	

282 SEQUESTRES, DÉPOSITAIRES, &c.

Par Arrêt du Parlement de Paris, du 22 Janvier 1700, M. *Claude Forcadel*, Commissaire aux Saïfies réelles, fut établi Sequestre aux biens de la Succession du Duc de *Pontevaux* : il fit signifier cet Arrêt aux Sieurs *Garnier & Berthe*, Payeurs des Rentes, avec commandement de lui payer, en cette qualité, les arrérages des Rentes de cette succession, dont ils étoient Payeurs. Ces Officiers firent réponse, qu'ils ne pouvoient rien payer au Sieur *Forcadel*, en la prétendue qualité de Sequestre, attendu qu'à l'égard des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, il ne pouvoit être établi d'autres Dépositaires que les Payeurs des Rentes, suivant les Edits de création de leurs Offices ; offrant de payer aux Héritiers, ou Créanciers, auxquels les arrérages par eux dûs seroient délégués, en leur fournissant les pièces nécessaires, conformément à l'Arrêt du Conseil du 16 Septembre 1669.

Sur le refus des Sieurs *Garnier & Berthe*, le Sieur *Forcadel* obtint contre eux, au Parlement, un Arrêt par défaut ; mais la Compagnie des Payeurs des Rentes intervint dans cette affaire, & se pourvut au Conseil, où il fut rendu un Arrêt le 3 Mai 1701, qui ordonne : » Que les » Edits, Déclarations, & Arrêts donnés en leur » faveur, seront exécutés : ce faisant, sans s'ar- » rêter aux Arrêts du Parlement, rendus en la » quatrième Chambre des Enquêtes les 22 Jan- » vier 1700 & 7 Avril 1701, que Sa Majesté » a cassé & annullé, a déchargé les Sieurs *Gar- » nier & Berthe*, & autres Payeurs des Rentes, » de remettre audit Sieur *Forcadel*, les arrérages » échus & à échoir, des Rentes dont ils son-

» Payeurs & Dépositaires, lesquels leur resteront
 » ès mains, pour en faire dans la suite, le paye-
 » ment à qui il appartiendra, suivant l'Ordre
 » qui en sera fait, entre les Créanciers & Parties
 » intéressées; a maintenu & gardé les Payeurs des
 » Rentes, conformément aux Réglemens précé-
 » dens, en la fonction de Receveurs des Confi-
 » gnations, Dépositaires des Débets, & Com-
 » missaires aux Rentes saisies réellement; &, à
 » cet effet, que les arrérages des Rentes de leur
 » maniement, sur lesquelles il y auroit des Saisies,
 » ou au sujet desquelles il y auroit contestation,
 » entre les Héritiers, Donataires, Créanciers,
 » ou autres prétendans droit, ou qui auront été
 » ou seront saisies réellement, demeureront entre
 » leurs mains, pour les payer en l'Hôtel-de-Ville,
 » au jour & en la maniere accoutumée, après
 » l'adjudication qui aura été faite desdites Ren-
 » tes, & suivant les Ordres qui seront faits entre
 » les Saisis, Saisissans, & Créanciers opposans,
 » aux Particuliers auxquels la distribution en aura
 » été ordonnée, sans que les Receveurs des Con-
 » signations, Commissaires aux Saisies réelles,
 » Commissaires particuliers, Sequestres, ni au-
 » tres, puissent s'immiscer en la recette desdits
 » arrérages; leur faisant, Sa Majesté, nouvelles
 » défenses d'apporter aucun trouble auxd. Payeurs,
 » esdites fonctions; & à tous Procureurs, d'occu-
 » per, ni de faire aucunes poursuites contr'eux,
 » pour raison de ce, à peine de nullité, cassa-
 » tion de procédures, trois mille livres d'amende,
 » & de tous dépens, dommages & intérêts; à
 » tous Juges, de donner aucuns Arrêts ou Juge-
 » mens contraires auxdits Réglemens, à peine

284 SEQUESTRES, DÉPOSITAIRES, &c.

» de nullité; & à tous Huissiers & Sergens, de
» les mettre à exécution, sur les mêmes peines,
» emprisonnement de leurs personnes, & inter-
» diction de leurs charges, &c.

Par un autre Arrêt du Conseil du premier Avril 1704, rendu contradictoirement, entre les Payeurs des Rentes, & ledit Sieur *Forcadel*, ces Officiers ont été aussi déclarés Receveurs des Consignations, Commissaires aux Saisies réelles, & Dépositaires des *Gages*, *Taxations*, *Droits d'Exercice*, *Intérêts de Finance*, & autres *Droits attribués à leurs Offices*, & à ceux de leurs Contrôleurs, & généralement de toutes les Parties dont le fonds est & sera fait dans les Etats de distribution des Rentes de l'Hôtel-de-Ville. Et les défenses faites à tous Juges, Procureurs & Sergens, par l'Arrêt du 3 Mai 1701, ont été renouvelées, sous les mêmes peines.

Il résulte de ce que nous venons de dire, qu'aucun Particulier ne doit se faire nommer *Sequestre*, à l'effet de recevoir, des mains des Payeurs des Rentes, les arrérages des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris: ce seroit en pure perte qu'ils obtiendroient de pareils Jugemens; les Payeurs ne pourroient y avoir égard, sans enfreindre les Privilèges attachés à leurs Offices.

SYNDICS DES TONTINES.

LES Syndics des Tontines sont ou *Honoraires*, & choisis dans leurs Classes, parmi les plus notables, ou parmi ceux qui ont acquis le plus de Rentes, à l'effet de veiller à l'administration

de ces Rentes; ou *Onéraires*, & érigés en titre d'Offices, & chargés de tout le travail que ces Rentes exigent.

L'Edit de création de la premiere Tontine, du mois de Novembre 1689, porte que le Prévôt des Marchands choisira dans chaque Classe trente des plus notables & qualifiés des Rentiers; lesquels s'assembleront en l'Hôtel-de-Ville, au jour qui leur sera désigné par le Prévôt des Marchands, pour être par eux, en sa présence, procédé au choix de deux Syndics, pour chacune desdites Classes, dont l'un sera Syndic honoraire, & sera choisi entre les plus qualifiés de ladite Classe; l'autre sera Syndic onéraire, & sera choisi entre les plus capables d'agir & de veiller aux intérêts de ladite Classe.

Telle fut la premiere institution des Syndics des Tontines; depuis & par Edit de Novembre 1701, les Syndics onéraires ont été érigés en titre d'Offices, aux gages & privilèges y portés.

Aux termes des Réglemens, les Syndics onéraires sont dépositaires des Actes Baptistaires, ou Actes équipollens des Rentiers, qui leur en fournissent des copies authentiques, avec l'Ampliation des Contrats; ils tiennent des Registres sommaires des noms, surnoms, âge & qualité, lieu de la naissance & du domicile des Actionnaires, & sont en tous tems en état de rendre compte aux Rentiers, de l'état de la Classe ou de la Subdivision dans laquelle ils sont employés.

C'est en leurs demeures, & dans des boîtes, qu'ils ont soin de tenir à cet effet, qu'on porte les quittances des Tontines, pour être par eux visées, aux termes du même Edit.

286 SYNDICS DES TONTINES.

C'est à ces Officiers qu'on fait signifier les Extraits Mortuaires des Rentiers décédés, & cette signification doit être faite dans les quatre mois du décès, faute de quoi, tous les arrérages & accroissemens qui seroient dûs jusqu'au décès des Actionnaires, seroient perdus pour leurs héritiers, & distribués aux survivans de chaque Classe ou Division.

Ils sont aussi chargés de fixer, chaque année, les Accroissemens de chaque Classe ou Division; & de la confection & impression des Listes des Tontines.

C'est à eux qu'il faut s'adresser pour les éclaircissemens dont on peut avoir besoin, au sujet des Tontines, autres néanmoins que ceux où il s'agit du paiement de ces Rentes, & des pièces à joindre aux quittances lors des mutations, pour lesquels il faut s'adresser directement aux Payeurs en leurs Bureaux.

Les fonctions de ces Officiers sont plus au long détaillées dans l'Edit de Novembre 1689, portant création de la premiere Tontine. (Voyez cet *Edit* rapporté à la fin de ce Livre.)

(Voyez aussi *Acquisition de Rentes, & Tontines.*)

SUBSTITUTIONS.

LA Substitution est une institution d'héritier, faite au second ou autres degrés. Elle se fait par disposition entre-vifs, par Contrat de Mariage, ou par Acte de dernière volonté.

L'Ordonnance de *Louis XV.* du mois d'Août

1747 (1), porte titre I. art. III. que les Offices & Rentes constituées à prix d'argent ou autrement, pourront être chargés de Substitution, soit dans les Pays où les biens de cette qualité sont réputés immeubles, soit dans ceux où ils sont regardés comme meubles, & qu'en cas de vente, suppression, ou réunion des Offices, ou de rachat des Rentes, il sera fait emploi du prix des Offices porté par le Contrat de vente, ou qui aura été fixé par Sa Majesté, ou du principal des Rentes, dans le cas de remboursement, le tout suivant les règles prescrites, ci-après énoncées.

La même Ordonnance porte Titre II. Art. XVIII, XIX, XXII & XXIII, que lorsque la Substitution comprendra des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, & autres Villes, sur le Clergé, ou sur des Pays d'Etat, ou des Offices; elle sera publiée, ainsi que l'acte d'emploi des deniers provenans des effets vendus, & enregistrée au Bailiage, Sénéchaussée, ou autre Siège Royal, ressortissant nuement aux Cours de Parlemens ou Conseils Supérieurs, tant du lieu où les Rentes se payent, ou dans lequel se fait l'exercice des Offices, que du lieu du domicile de l'auteur de la Substitution; le tout à la diligence des donataires, héritiers institués, légataires universels, ou particuliers, qui seront grevés de Substitution, même des héritiers légitimes, lorsque la charge de la restitution du *fidei commiss* tombera sur eux dans les cas de droit.

(1) Aux termes de la même Ordonnance, les Substitutions ne peuvent s'étendre au-delà de deux degrés de substitués, outre le donataire, l'héritier institué, ou le légataire, ou autre qui aura recueilli le premier les biens du donataire ou testateur.

ARTICLE XXXV , XXXVI & XXXVII , que pour assurer l'observation des regles prescrites par ladite Ordonnance , pour la conservation des droits des Substitués , & pour la conservation des familles , les donataires , héritiers institués , légataires universels , ou particuliers , qui seront grevés de substitution , ou ceux qui prendront leur place à leur défaut , ne pourront se mettre en possession des biens compris dans la substitution , qu'en vertu d'une Ordonnance du premier Officier desdits Sièges , rendue sur une simple Requête , & sur les conclusions du Procureur du Roi , laquelle Ordonnance , ils ne pourront obtenir , qu'en rapportant l'Acte de publication & d'enregistrement de la Substitution , comme aussi un extrait en bonne forme de la clôture de l'inventaire fait après le décès de l'auteur de la substitution , & que cette disposition aura lieu pareillement , à l'égard de ceux qui recueilleront la substitution , en cas que celui qui en étoit chargé n'ait pas satisfait aux formalités prescrites par lesdits Articles.

Il est donc nécessaire de fournir aux Payeurs des Rentes , lorsqu'on se présente pour recevoir une rente chargée de substitution , un extrait du testament , contenant la clause de la substitution , & faisant mention de la publication , faite en exécution de l'Ordonnance de 1747 , avec extrait de la Sentence , qui a nommé le tuteur à la substitution , & de la Sentence ou Ordonnance d'envoi en possession.



SUCCESSIONS.

S U C C E S S I O N S.

LES Rentes, comme nous l'avons observé ailleurs, étant meubles ou immeubles; acquêts, propres ou conquêts, dans les mains de ceux qui les possèdent; elles passent après leur décès à différentes sortes d'héritiers; mais comme ce sont les Notaires, ou les Juges qui procèdent aux partages, & aux autres arrangemens qui se font dans les familles; nous ne parlerons ici des Successions, que pour rappeler quelques principes qui doivent être sçûs de tout le monde, & principalement de ceux qui désirent connoître à fond la propriété des Rentes.

La Coutume de Paris admet trois sortes de Successions; sçavoir, *les Successions directes descendantes*; celles qui tombent aux enfans, ou autres descendans, après le décès de leurs peres & meres, ayeux & ayeules; *les Successions collatérales*; celles qui étoient aux freres & sœurs & autres collatéraux; & *les Successions directes ascendantes*; telles sont celles qui sont transmises aux peres & meres, ayeux & ayeules des décédés.

L'institution contractuelle; les démissions de biens; les Successions entre mari & femme, quand le prédécédé n'a point de parens, & les Successions déferées au fisc ou au Seigneur, sont encore d'autres espèces de Successions admises par les Loix & par la Jurisprudence du Royaume. On les nomme *Successions irrégulieres*.

Le Droit Ecrit & quelques Coutumes particu-

lières admettent l'institution d'héritier faite par testament ; mais dans la Coutume de Paris, on ne connoît que l'héritier du sang ; & toute institution d'héritier faite par testament, n'a lieu que comme legs universel sujet à délivrance.

Par la mort naturelle ou civile, les biens sont dévolus aux plus proches parens du défunt, habiles à lui succéder. Suivant l'Article CCCXVIII. de la Coutume de Paris, *le mort saisit le vif son plus proche héritier* ; mais on observera 1^o. que comme, suivant une autre règle, *n'est héritier qui ne veut*, le parent le plus proche est libre d'accepter la Succession ou d'y renoncer, & par-là, de la transmettre à celui qui vient immédiatement après lui. (Voyez *Renonciation*.)

2^o. Que dans le cas où voulant l'accepter, il craindrait que les dettes du défunt n'excédassent les biens de la Succession, il peut se porter héritier par bénéfice d'inventaire. (Voyez *Lettres de Bénéfice d'Inventaire*.)

3^o. Qu'il y a des personnes qui sont incapables de succéder. Tels sont les Bâtards, les Religieux, les Condamnés à mort, ou à des peines qui emportent la mort civile, les Etrangers non naturalisés, ceux qui ont renoncé à une Succession, avant qu'elle fut échûe, ceux qui sont justement exhérédés. (Voyez *Bâtards*, *Bannis*, *Etrangers*, *Religieux*, &c.)

En Pays Coutumier, on distingue les héritiers des Propres des héritiers des Acquets ; parce que les Propres suivent toujours la ligne d'où ils procèdent, & la règle, *Paterna paternis, Materna maternis* ; mais le Droit Civil ne fait point cette distinction ; il appelle à succéder le plus

proche héritier indistinctement , à tous les biens du défunt ; & c'est ce qui est observé dans le Pays de Droit Ecrit.

Successions entre Conjoints.

Quoique les Conjoints par mariage ne puissent succéder l'un à l'autre ; cependant lorsque le prédécédé n'a laissé aucun héritier apparent , & n'a point disposé de ses biens par testament , le survivant lui succède , à l'exclusion du fisc , en vertu de la Loi *Unde vir & uxor* ; & cette espèce de Succession irrégulière , est même devenue un droit uniforme dans tout le Royaume. Il y a néanmoins quelques Coutumes particulières , comme celle de Bourbonnois , (*Article CCCXXVIII.*) qui préfèrent le Fisc au Conjoint survivant.

En Pays de Droit Ecrit , on observe encore l'Antentique *Præterea* , tirée des Nouvelles 53 , 74 & 117.

Par ces Nouvelles , l'Empereur *Justinien* ordonne , que si l'un des Conjoints meurt riche & que le survivant soit sans biens ; celui-ci peut demander le quart de la Succession du prédécédé , & que ce quart lui appartiendra en toute propriété , s'il n'y a point d'enfans , ou seulement en usufruit s'il y a des enfans.

On voit par un Arrêt du Parlement d'Aix du 21 Février 1732 , que cette Loi a lieu en Provence. Cet Arrêt a adjugé à la veuve du Sieur *Laugier* , native de la ville d'Arles , le quart des biens de la Succession de son mari.

Mais on observera qu'un mari & une femme

qui succèdent l'un à l'autre , ne peuvent se porter héritiers par bénéfice d'inventaire ; s'il y a inventaire , le survivant n'est tenu des dettes que jusqu'à concurrence ; s'il n'y en a point , il est traité comme héritier pur & simple.

Il est aussi d'usage que le survivant ne recueille la Succession du prédécédé , que lorsque le Juge l'en a envoyé en possession : si cette formalité est nécessaire ; c'est sur quoi les Auteurs ne sont pas bien d'accord. Voici ce que dit à ce sujet M. *Denisart* , au mot *Conjoints*.

» On prétend que la règle , suivant laquelle
 » *le mort saisit le vif* , n'a pas lieu pour les
 » Successions entre Conjoints , & qu'ils doivent
 » demander la saisine & l'envoi en possession.
 » Je ne vois pas sur quoi cela est fondé ; jamais
 » je n'ai demandé cette saisine , pour mes cliens
 » qui se sont trouvés dans le cas. Cependant ,
 » l'usage du Châtelet est de la faire prononcer.

A l'égard des *Etrangers* , leurs veuves ne leur succèdent point en France ; elles ne jouissent du bénéfice de la Loi *Unde vir & uxor* , que dans le cas où le Roi auroit accordé des Lettres de Naturalité ; mais la veuve du Bâtard succède à son mari à l'exclusion du Fisc.


C'est assez parler ici des Successions ; nous ne pourrions entrer dans un plus long détail , sans sortir des bornes que nous nous sommes prescrites dans cet Ouvrage. D'ailleurs on peut consulter les Auteurs qui ont approfondi ces matières.

Pour ce qui est des Successions , en ce qui regarde les *Etrangers*. (Voyez *Etrangers. Lettres de Naturalité.*)



T.

TESTAMENS ET CODICILES.

 A Coutume de Paris n'admet que deux sortes de Testamens; le Testament *Olographe*, ou sous seing privé, & le Testament *Autentique*, c'est-à-dire, celui qui est reçu par des personnes qui ont pour cela un caractère public.

Dans le Pays de Droit Ecrit, & même dans quelques Coutumes, on admet d'autres espèces de Testamens, qu'on nomme *Mystiques* ou *Secrets*, & *Nuncupatifs*.

L'Ordonnance de 1735, admet encore les *Testamens Militaires* de ceux qui servent à l'Armée.

On nomme *Codicile*, dans les Pays de Droit Ecrit, un Acte contenant des Déclarations de dernière volonté, & des Dispositions à cause de mort, sans institution d'Héritier.

Mais, en Pays Coutumier, le *Codicile* est un Acte qui se fait postérieurement au Testament, soit pour y changer, y ajouter, ou retrancher; il requiert les mêmes formalités que le Testament.

Toute Personne âgée de vingt-cinq ans, & usante de ses droits, peut disposer par Testament, & Ordonnance de dernière volonté, au profit de personne

capable , & sans fraude , de tous ses biens meubles , acquêts & conquêts immeubles , & de la cinquième partie de ses propres , & non plus avant , encore que ce fût pour cause pieuse. (Coutume de Paris , Art. CCXCIII & CCXCIV.)

Il doit être fourni aux Payeurs des Rentes , des copies ou extraits des *Testamens & Codiciles* , 1°. par les *Exécuteurs Testamentaires* , lorsqu'ils veulent toucher les arrérages des Rentes , dans l'année de leur exécution testamentaire. (Voyez *Exécuteurs Testamentaires*.)

2°. Par les *Légataires* , soit universels , soit particuliers , pour établir leur droit , & entrer en jouissance des Rentes à eux léguées. (Voyez *Délivrance de Legs*.)

3°. Lorsque ces Actes renferment des Substitutions , dans lesquelles ces Rentes se trouvent comprises. (Voyez *Substitutions*.)

4°. En un mot , dans tous les cas où l'on a intérêt de justifier aux Payeurs , de quelque Disposition faite par *Testament* ou *Codicile* , qui tend à éclaircir ou à constater la propriété des Rentes.

T O N T I N E S.

LES Rentes Viageres , dont il est ici question , ont été appellées *Tontines* , du nom de *Tonti* , qui en fut l'Inventeur , sous Louis XIV (1). Elles

(1) Ce fut en 1653 , que *Laurent Tonti* , donna son plan au Conseil. Il consistoit en une *Société* de dix fonds , de cent mille livres de revenu chacun , divites en un pareil nombre de *Classes* différentes selon les divers âges de ceux qui entreroient dans la *Société* ; chacun de ces fonds devoit être composé d'autant de

différent des Rentes purement Viageres, en ce qu'elles ne s'éteignent point par le décès d'un seul ; mais seulement par le décès de tous les Actionnaires, compris dans une même Classe ou Division.

On parlera ici, 1°. Des différentes créations des Tontines, & de la nature de ces Rentes.

2°. Des Privilèges qui ont été accordés aux Acquéreurs.

3°. De la Régie & Administration de ces Rentes.

CRÉATION DES TONTINES, la forme & la nature de ces Rentes.

L'Edit de création de la Premiere Tontine, est du mois de Novembre 1689.

Cet Edit porte, que pour établir un ordre plus naturel & plus juste, parmi ceux qui voudront acquérir de ces Rentes, & faire enforte que cha-

places qu'il en faudroit pour le remplir, à raison de *trois cent livres* chacune, dont les intérêts devoient être payés au denier *vingt*. Ces *places* devoient s'éteindre par le décès des acquéreurs, au profit des cointeressés survivans en même Classe, auxquels les intérêts des décedés devoient être répartis d'année en année, par droit d'*Accroissement*, à proportion des *places* qu'ils y auroient eu ; en sorte que le revenu de chaque particulier augmentant successivement, celui qui seroit resté le dernier de sa Classe auroit joui de cent mille livres de rente, sa vie durant, pour trois cent livres, une fois payés ; & après la mort du dernier survivant de chaque Classe, le fonds devoit retourner au Roi, par droit de *reversion*, ainsi que celui de toute la Société, après le décès du dernier intéressé.

Le Conseil adopta ce projet, & le Roi donna un Edit en conséquence au mois de Novembre 1653 ; mais quelque avantageux qu'il parut alors, il demeura sans exécution. Ce ne fut qu'à la seconde création, faite en 1689, que ces Rentes commencèrent à prendre faveur. On y découvre, à peu-pres, la même forme ; mais il y eut quelque chose de changé dans le plan.

cun se trouve associé avec des personnes à peu près de son âge, tous les Rentiers seront partagés en 14 Classes; la 1^{re}, des enfans jusqu'à l'âge de cinq ans accomplis; la seconde, depuis l'âge de cinq ans jusqu'à dix ans; & ainsi de cinq ans en cinq ans, jusqu'à la quatorzième & dernière Classe, qui est celle des Rentiers de soixante-cinq ans jusqu'à soixante-dix ans, & au-dessus (1) : les intérêts de chaque *Action*, dont le capital fut fixé à trois cens livres, furent proportionnés aux différens âges : en sorte que les Rentiers des première & seconde Classes, eurent le denier *vingt*; ceux des trois & quatrième Classes, le denier *dix-huit*; ceux des cinq & sixième Classes, le denier *seize*; ceux des sept & huitième Classes, le denier *quatorze*; ceux des neuf & dixième Classes, le denier *douze*; ceux des onze & douzième Classes, le denier *dix*; & ceux des treize & quatorzième Classes, le denier *huit*.

Il est dit, par l'Article II, que lorsque les Rentiers viendront à décéder, les intérêts dont ils jouissoient, appartiendront aux survivans de la même Classe, par droit d'accroissement, & seront distribués entr'eux d'année en année, *au sol la livre*, sans que lesdites Rentes puissent être censées éteintes au profit de Sa Majesté, par le décès des Rentiers, sinon après l'entière extinction de chacune des Classes; en sorte que le dernier vivant de chaque Classe, recueillera seul les

(1) Il fut fait défenses aux Rentiers, par l'Article IX, de se faire comprendre dans une Classe au-dessus de leur âge, à peine de confiscation, au profit des autres Rentiers de leur Classe; mais il leur fut permis de se faire mettre dans une Classe plus jeune. (Voyez *Classes*.)

intérêts de tous les capitaux qui composent ladite Classe ; laquelle ne sera censée éteinte qu'après la mort du dernier Rentier.

Telle est la forme dans laquelle ces Rentes ont été instituées ; & depuis , la Deuxième Tontine fut créée en 1696 , à peu près sur le même plan.

La Troisième Tontine , créée au mois de Mai 1709 , fut d'abord partagée en vingt Classes , chacune de dix mille livres de Rente , à raison de cinq cens Actions , de vingt livres de Rente viagères , avec accroissement ; pour être , les seize premières Classes , partagées de cinq ans en cinq ans. La première , des enfans jusqu'à l'âge de cinq ans ; & ainsi des autres Classes , jusqu'à la seizième , qui fut pour les Rentiers de soixante-quinze ans jusqu'à quatre-vingts ans , & au-dessus. A l'égard des quatre dernières Classes , elles furent créées pour tous les Rentiers majeurs indistinctement , qui voudroient y prendre des Actions : mais ces quatre Classes n'ayant point été remplies , elles ont été supprimées par la Déclaration du 8 Janvier 1713.

La Quatrième Tontine a été établie en 1733 , sur un plan nouveau : elle est distribuée en sept Classes , de dix ans en dix ans , à différens deniers ; & ces Classes sont aussi partagées en *Divisions* de trois cens Actions chacune , sur le pied de trois cens livres de capital par Action , avec permission aux Rentiers , d'en prendre tel nombre qu'il leur plairoit dans chaque Division.

L'Edit d'Aout 1734 , qui établit la Cinquième Tontine , porte , qu'elle sera partagée en quinze Classes , de cinq ans en cinq ans ; & les Classes , en différentes Subdivisions ; mais le Roi s'est ré-

servé, après le décès de chaque Actionnaire, un *quart* des arrérages dont il jouissoit ; en sorte qu'à mesure qu'il décède un Rentier, ce *quart* est amorti au profit de Sa Majesté, & les trois autres *quarts* seulement, sont distribués aux Rentiers survivans de chaque Division. Ainsi le dernier vivant de chaque Division, jouira seul des trois *quarts* du revenu des capitaux d'icelle, suivant la fixation qui en a été faite par l'Edit.

Les Six & Septième Tontines furent établies aux mois de Janvier & de Février 1743, à l'occasion d'une Loterie Royale, sur le pied de trois cens livres le Billet, & dont les Billets perdans eurent quinze livres de Rente chacun, en forme de Tontines, sans aucune différence de deniers dans les quinze Classes, dont chacune de ces Tontines fut composée, & avec accroissement de *moitié* des arrérages, au profit du survivant, après le décès de chaque Rentier ; l'autre *moitié*, éteinte au profit de Sa Majesté.

Par Edits des mois de Novembre 1744, & Février 1745, il fut créé deux nouvelles Tontines, partagées, ainsi que les précédentes, en quinze Classes ; & ces Classes, en différentes Subdivisions : l'Action sur le pied de 300 liv. avec des intérêts proportionnés à l'âge des Acquéreurs. Le Roi ne s'est rien réservé dans ces deux dernières Tontines, non plus que dans celle qui suit.

Enfin, l'Edit du mois de Décembre 1759, porte, création de trois millions de Rentes Viageres, en forme de Tontine, divisées en Actions de deux cens livres chacune, & distribuées en huit Classes, de dix ans en dix ans, à différens deniers. Et ces Classes sont aussi partagées en Divisions.

PRIVILÈGES accordés aux Tontines.

Les Privilèges accordés aux Acquéreurs de ces Rentes, par les Edits de création, regardent les *Mineurs*, les *Religieux & Religieuses*; les *Conjoints* par Mariage, les *Sujets Taillables*, & les *Etrangers*.

L'Edit de 1689, permet à toutes personnes, de tout sexe, âge & qualité, même aux *Religieux & Religieuses* qui peuvent avoir un pécule, d'acquérir de ces Rentes. Plusieurs Edits postérieurs, ajoutent, que les enfans, ou autres, qui entreront en Religion, & feront profession dans quelque Ordre que ce puisse être, conserveront, en forme de pension alimentaire, les Rentes qui auront été constituées à leur profit, avant leur Profession.

La Déclaration du Roi, du 19 Avril 1690, porte de plus les clauses suivantes, qui ont été depuis insérées dans tous les Edits de création des Tontines.

Que les *Peres & Meres* qui auront acquis de ces Rentes sous le nom d'aucun de leurs enfans, jouiront des arrérages, sans être tenus d'en rendre compte, jusqu'à ce qu'ils en aient disposé au profit de leurs enfans.

Que les *Femmes*, autorisées par leurs Maris, en jouiront leur vie durant, sans qu'après le décès du Mari, ses Héritiers les puissent inquiéter, sans même (ajoute l'Edit de 1709) qu'ils aient droit d'y prétendre aucune part (1).

(1) C'est en vertu de ces Privilèges que la plupart des Contrats de constitution des Rentes acquises par deux conjoints, portent la clause de jouissance en faveur du survivant; mais l'Arrêt de la Chambre des Comptes du 17 Juin 1758, porte, qu'après le décès de l'un des deux, il sera sursis pendant six mois au paiement de la Rente, après lequel délai expire, les Rentes seront payées au survivant sur sa simple quittance. (*Voyez jouissance en faveur du survivant des deux Conjoints.*)

Outre les Priviléges qu'on vient de rapporter , les Edits de Création des Tontines ajoutent , que ceux des Sujets *Taillables* qui acquéreront de ces Rentes , ne pourront être imposés à la Taille à plus forte somme , pour raison de cette acquisition , *ni même pour l'Accroissement dont ils pourroient jouir par la suite.*

Que les arrérages de ces Rentes , à quelques sommes qu'ils puissent monter par l'Accroissement de la part des prédécédés , ne pourront être saisis , sous quelque prétexte que ce puisse être , pas même pour les propres affaires de Sa Majesté. Sur quoi il y a plusieurs choses à observer :

La première , que l'Edit de 1709 fait une distinction à cet égard , en ordonnant que les Rentes constituées en vertu dudit Edit , ne seront sujettes à aucune saisie , si ce n'est de la part de ceux qui auront prêté leurs deniers pour les acquérir.

2°. Que l'Edit du mois de Décembre 1759 , qui établit la dixième Tontine , ne porte point cette clause ; en sorte que les Rentes de ces constitutions peuvent être saisies.

3°. Qu'après le décès des Actionnaires , les arrérages & accroissemens dûs jusqu'au jour du décès sont saisissables.

4°. Qu'il y a des cas , où les Juges , pour des raisons particulières , sur les requêtes qui leur sont présentées , ordonnent la saisie ; auquel cas le Payeur ne peut refuser de la viser , sauf aux Parties de se pourvoir , ainsi qu'il appartiendra. (Voyez *Saisies.*)

RÉGIE & Administration des Tontines.

La Régie de ces Rentes n'a pas d'abord été établie sur le pied où elle subsiste aujourd'hui : ce n'est que par gradation qu'on est parvenu à y mettre ce bel ordre qu'on y remarque, & qui ne laisse plus rien à désirer sur cet objet.

Nous venons de voir, qu'il est ordonné par l'Edit de 1689, que lorsque les Rentiers viendront à décéder, les intérêts dont ils jouissoient, appartiendront aux survivans de la même Classe par droit d'accroissement, & seront distribués entre eux, d'année en année, au sol la livre.

Pour faire cette répartition, entre les survivans de chaque Classe, l'Edit, ajoute, qu'il sera établi des *Syndics Onéraires*, à l'effet de tenir un *Registre des noms, âge & qualités, lieu de la naissance & du domicile de chaque Rentier; de la copie de son Extrait Baptistaire ou Acte équipolent; de la quittance du paiement du capital de sa Rente, & de la date de son Contrat; recevoir les avis de la mort des Rentiers; en faire mention sur leurs Registres; viser les quittances qui seront fournies par les Rentiers, dresser d'année en année les Listes desdites Classes & marquer sur ces Listes la mort des Rentiers à mesure qu'ils en auront connoissance, à l'effet de quoi il est dit, que les héritiers des Rentiers décédés seront tenus de donner avis de leur décès au Syndic de leur Classe, même de lui envoyer l'Extrait Mortuaire dans trois mois du jour du décès (1), sinon*

(1) Le délai pour remettre l'Extrait Mortuaire au Syndic, est à présent de quatre mois; & il doit lui être signifié, aux termes des Réglemens postérieurs, cités plus bas.

& à faute de ce faire, ils seront privés du payement des arrérages de l'année du décès, qui accroîtront aux survivans de la même Classe, pour être partagés entre eux.

L'Edit ajoute, qu'il sera fait mention dans les Listes, de la part qui accroîtra à chacun des Rentiers survivans, au moyen du décès des autres Rentiers ; afin qu'ils sçachent précisément la somme qu'ils devront toucher, & dont ils devront donner quittances ; & qu'à cet effet, *la répartition des intérêts des Rentiers décédés se fera par le Syndic de chaque Classe.*

Que ceux qui, pendant deux années (1), n'auront point reçus les arrérages de leurs Rentes, sans avoir dénoncé au Syndic de leur Classe leur absence, ou le sujet pour lequel ils n'auront pu recevoir lesdits arrérages, en seront privés pendant les années pour lesquelles ils auront négligé de les recevoir, & que lesdits arrérages seront partagés au sol la livre entre les autres Rentiers de la même Classe.

Il fut de plus ordonné par le même Edit, qu'il seroit aussi fait choix d'un Syndic Honoraire dans chaque Classe, & que ces Syndics seroient choisis parmi les plus notables & qualifiés des Rentiers. Et il fut assigné 1500 livres à chacun des Syndics Onéraires, pour les récompenser de leur travail.

La Déclaration du 19 Avril 1690, donnée en interprétation de cet Edit, porte que les Rentiers qui auront cent livres de Rente & au-

(1) Ce délai est aujourd'hui de trois ans & neuf mois, aux termes des Réglemens postérieurs.

dessus , seront payés de leurs arrérages de six mois en six mois , sans l'accroissement qui leur sera seulement payé , avec la dernière demie année de leur Rente.

Qu'en procédant à l'élection des Syndics Honoraires de chaque Classe , ceux qui auront acquis plus de Rentes seront préférés , &c.

Le 26 Janvier 1694 , le Conseil rendit un Arrêt , qui accorde à ceux qui auront négligé de recevoir , pendant deux ans , les arrérages de leurs Rentes , *une troisième année*.

En 1704 , les places de Syndics Onéraires cessèrent d'être électives , & il fut créé au mois de Novembre de la même année six offices de Syndics généraux Onéraires des Tontines , aux gages , droits & privilèges y portés ; & c'est dans la forme ci-dessus expliquée , que ces Rentes ont été administrées par ces Officiers ; mais cette forme a éprouvé successivement divers changemens ; parce que tel est le sort des établissemens les plus avantageux , de n'être jamais parfaits dès leurs commencemens.

En effet , il arrivoit souvent des difficultés dans la perception des arrérages de ces Rentes par les différentes interprétations que l'on donnoit aux Réglemens , soit au sujet des portions d'arrérages & d'accroissemens prétendues par les héritiers des Rentiers décédés , soit par rapport aux Actionnaires négligens , soit à l'occasion des fractions de deniers qui avoient été répartis jusqu'alors par les Listes : c'est ce qui a donné lieu à la Déclaration du 23 Juillet 1737 , qui statue sur ces différens objets.

Mais depuis , on reconnut encore que l'admi-

nistration de ces Rentes étoit susceptible de quelques changemens ; qu'il restoit même quelques objets sur lesquels les Réglemens ne s'étoient pas assez clairement expliqués. C'est sur ces motifs , que le Conseil se détermina à rendre un nouvel Arrêt , (13 Août 1749) revêtu de Lettres - Patentes enregistrées à la Chambre des Comptes , qui achève de donner le plus bel ordre à la forme & à la régie de ces Rentes.

On trouvera à la fin de ce Volume ces deux Réglemens en entier ; tout y est essentiel , un simple extrait ne feroit qu'en affoiblir les dispositions.

Cependant on fera à leur occasion les observations suivantes , qui pourront servir de règle aux Actionnaires qui ne voudront pas prendre la peine de les lire en entier.

PRÉCIS des Réglemens concernant les Tontines.

I.

DES NEGLIGENS.

LES Actionnaires des Tontines ont un délai de *trois ans & neuf mois* , aux termes de l'Arrêt du Conseil du 13 Août 1749 , pour recevoir les arrérages de leurs Rentes ; en sorte que si ils ont négligé ou laissé en arriere trois années d'arrérages , au premier Octobre de la quatrième année , il ne seroit plus tems pour eux de se présenter , & les arrérages & accroissemens des trois années qu'ils auroient négligé de

de recevoir , seroient perdus pour eux , & distribués aux autres Rentiers , pour cause de négligence , quand même ils auroient reçu les arrérages des six premiers mois de la premiere desdites trois années.

Au premier Octobre de l'année suivante , s'ils ne se sont pas présentés , ils perdront les arrérages & accroissemens de la quatrième année , & ainsi d'année en année , jusqu'à ce qu'ils se fassent connoître.

Dans le cas même où ils se présenteroient , ils ne pourroient reclamer les années qu'ils auroient négligé de recevoir ; lesquelles une fois distribuées , sont perdues pour eux sans retour ; d'où il suit que , lorsqu'ils viennent à se présenter , ils ne doivent fournir leur quittance que pour l'année courante.

Cependant lorsque , par quelque empêchement légitime , ils n'ont pu se mettre en regle dans les délais ci-dessus , ils peuvent faire signifier à leur Syndic , avant le premier Octobre de la quatrième année , les Actes autentiques de leur existence & des raisons qu'ils ont eu de ne pas recevoir , afin d'obvier à ce que les années , qu'ils ont laissé en arriere , ne soient distribuées aux autres Rentiers de leur Classe ou Division.

Lors même que , par des voyages de long cours , ou par l'impossibilité d'avoir des certificats de vie , à cause de l'éloignement des lieux & la difficulté des passages , ou pour quelques autres raisons légitimes , les Rentiers ont été plusieurs années sans toucher les arrérages de leurs Rentes , qui , pour cette raison , ont été distribuées par les Listes ; ils peuvent présenter un Placet à M. le

Prevôt des Marchands ; ces Placets sont examinés dans les Assemblées , tenues à cet effet à l'Hôtel-de-Ville ; & sur les décisions de ce Magistrat , il est fait reprise , par les Listes , en faveur de ces Rentiers Négligens , des années qu'ils n'ont pu recevoir ; mais comme ces reprises ne peuvent être faites que sur la masse des accroissemens de chaque Division , & que cette opération apporte une diminution dans les accroissemens , au préjudice des autres Rentiers ; elles ne sont accordées que sur des preuves évidentes , que les Rentiers ont été dans l'impossibilité de recevoir les arrérages de leurs Rentes.

Dans ce cas , il est aussi fait fonds en leur faveur , par remplacement , dans les états de distribution , du montant des arrérages portés au Trésor Royal , comme revenant-bon au Roi , pour cause de négligence , lorsqu'il s'agit de Rentes employées dans les cinq , six & septième Tontines , où Sa Majesté s'est réservée une part dans les arrérages des parties éteintes & des parties négligées , qui sont censées être éteintes , jusqu'à ce que les Rentiers se représentent.

I I.

DES DÉCÉDÉS.

Lorsque les Actionnaires , sur la tête desquels les Rentes ont été constituées , viennent à décéder , leurs héritiers , ou ceux qui avoient droit de jouir sur leurs têtes , doivent faire signifier leurs Extraits Mortuaires aux Syndics de leurs Classes , *dans les quatre mois du décès* , & fournir

leurs quittances avec les grosses des Contrats & les faire viser *dans l'année du décès*, faute de quoi tout ce qui restera dû, sera perdu pour eux sans retour.

Les quittances que ces héritiers ou autres fourniront, doivent être du montant des arrérages & accroissemens du quartier en entier, dans lequel lesdits Actionnaires seront décédés, en quelque tems d'icelui que le décès soit arrivé; en sorte que s'ils sont décédés dans le quartier de Janvier, elles doivent être du quart desdits arrérages & accroissemens; s'ils sont décédés dans le quartier d'Avril, elles doivent être de la moitié; dans le quartier de Juillet, elles doivent être des trois quarts; & dans le quartier d'Octobre, elles doivent être de l'année entière.

Mais dans tous les cas, il faut prendre l'accroissement sur le pied de l'année qui précède celle de leur décès, à moins que les Rentiers ne soient décédés le 30 ou le 31 Décembre; auquel cas étant censés avoir vécu l'année entière, il est juste que leurs héritiers participent au bénéfice de l'accroissement de l'année de leurs décès; ainsi leurs héritiers, ou ayans cause, recevront l'accroissement de l'année entière, sur le pied qu'il aura été établi par la Liste de l'année où ils seront décédés.

Les héritiers ou autres, après avoir fait signifier les Extraits Mortuaires dans les quatre mois, & fait viser les quittances des portions dans l'année du décès, doivent toucher ces portions des mains des Payeurs, *dans le cours de deux an*, à compter du jour du décès, faute de quoi ils ne pourront plus les réclamer, & les portions se-

ront distribuées aux Survivans sur les Certificats des Payeurs.

Cependant, il est bon d'observer ici, que, lorsqu'on ne peut, par quelque empêchement légitime, se conformer aux dispositions ci-dessus, tant à l'égard des Rentiers décédés, que des Rentiers Négligens; on peut, comme nous l'avons déjà dit, présenter un Mémoire à M. le Prevôt des Marchands, qui, sur les représentations des Rentiers, leur accorde quelquefois des délais pour obvier à ce que ces Rentiers, ou leurs héritiers, ne perdent des arrérages qu'il leur seroit souvent impossible de recevoir.

T R A N S P O R T.

C'EST une règle établie par la Coutume de Paris, *Article CVIII*, que le Transport, (qu'on peut définir une Cession de droits ou actions, créances, ou d'autres choses semblables,) de foi ne saisit point; c'est-à-dire, que celui auquel le Transport est fait, n'en est présumé le maître, que lorsque le Transport a été signifié au Débiteur: en sorte que les Créanciers du Cédant, peuvent, jusqu'à la signification du Transport, faire saisir la dette ou les droits cédés.

Mais une simple Délégation saisit, sans qu'il soit besoin de signification. (Voyez *Délégation*.)

On peut vendre & transporter toute sorte de dettes & actions, même les dettes & droits litigieux. On peut aussi céder & transporter à un autre, les droits d'une succession échue; mais non pas d'une succession à échoir.

La Cession ou Transport se fait , tant des Rentes , que des Obligations , & autres droits dûs & prétendus ; ce qui se doit entendre , tant des Rentes sur l'Hôtel-de-Ville , que de celles dûes par des Particuliers ; avec cette différence néanmoins , que la simple signification du Transport d'une Rente due par un Particulier , transmet la propriété d'icelle , en la personne du Cessionnaire ; mais que la signification du Transport d'une Rente sur l'Hôtel-de-Ville , se fait aux Payeurs ; ensuite de quoi , l'Immatricule qui est faite dans leurs Registres , transmet la propriété d'icelle : mais pour purger les hypothèques , il faut prendre des Lettres de Ratification. (Voyez *Lettres de Ratification.*)

Le Jugement des Commissaires du Conseil , députés par le Roi pour juger en dernier ressort les affaires concernant la succession du Sieur *Bombarde* , du 28 Juillet 1713 , a déclaré bon & valable un Transport fait par un Propriétaire de Rentes sur l'Hôtel-de-Ville , non seulement pour les arrérages échus avant le Transport , & dont le payement étoit reculé , mais encore pour ceux échus depuis le terme reculé ; & a décidé , que ces arrérages transportés , échus avant le décès du Propriétaire indistinctement , sont meubles , & appartiennent au Cessionnaire , contre la prétention des Héritiers & Créanciers du Propriétaire , Saisissans depuis son décès , ou Opposans au scellé de ses biens , qui soutenoient , que les arrérages des termes reculés , & échus depuis le décès du Propriétaire , ne pouvoient être adjugés au Cessionnaire , & devoient être réputés immeubles , & distribués entre tous les Créanciers , sous prétexte que le quartier n'étoit pas ouvert à l'Hôtel-de-Ville.

Tout cessionnaire doit fournir aux Payeurs des Rentes, copie ou extrait des Transports qui lui ont été faits, des Rentes, Dettes, ou Droits successifs, à l'effet d'être immatriculé sur leurs Registres ; & , si c'est une Rente perpétuelle, il doit aussi y joindre copie des Lettres de Ratification.

TRÉSOR ROYAL.

OUTRE les Rentes, taxations & assignats sur le Trésor Royal, pour le payement desquels on est obligé de suivre la même Jurisprudence, que pour le payement des Rentes sur les Aydes & Gabelles ; on paye aussi au Trésor Royal des pensions, en vertu des Ordonnances expédiées aux Bureaux de Messieurs les Secrétaires d'Etat, chacun dans leur Département.

Pour retirer ces Ordonnances, il faut fournir à ces Bureaux, un Certificat de vie des Pensionnaires. Ce Certificat doit être donné par le Curé, & visé par l'Intendant de la Province, ou par son Subdélégué, suivant le Modele qui suit ; & c'est le seul cas, où les Certificats de vie donnés par les Curés, sont admissibles.

MODELE de Certificat de Vie.

JE soussigné Curé de la Paroisse de
 Election (ou Département) de
 Généralité de certifie que le Sieur . . .

. ci-devant au Régiment
de est en vie pour s'être présenté
aujourd'hui devant nous, lequel nous a déclaré
être âgé de ans, & jouir d'une pension de
. sur le Trésor Royal, qui lui a été
accordée au mois de 17 en
considération de ses services & pour l'aider à sub-
sister chez lui. Fait à le

Lorsque l'Ordonnance est expédiée, il faut y joindre une quittance en blanc; c'est-à-dire, un carré de parchemin signé, au bas de chacun de ses côtés, des noms de Baptême & de Famille du Pensionnaire.

Après le décès des Pensionnaires, leurs héritiers feront expédier l'Ordonnance de décompte, & pour en recevoir le montant au Trésor Royal, ils rapporteront l'Extrait Mortuaire du défunt, indépendamment de celui qu'on remet dans les Bureaux des Ministres pour l'expédition de l'Ordonnance de décompte.

L'extrait de l'intitulé de l'inventaire fait après le décès; & s'il n'en a point été fait, ou qu'il l'ait été en présence d'un Procureur du Roi, ou d'un Substitut, pour l'absence d'aucuns des héritiers, il faut pour y suppléer, & constater le nombre & la qualité des héritiers:

Un Acte passé devant Notaire, par lequel deux personnes domiciliées & connues déclareront qu'elles ont parfaite connoissance qu'après le décès, il n'a point été fait d'inventaire, si le défunt a laissé, ou n'a pas laissé de veuve; & désigneront par noms, surnoms & qualités, le

nombre des enfans ou héritiers , s'ils font majeurs ou mineurs.

Si l'inventaire a été fait en présence du Procureur du Roi , ou d'un Substitut , il en sera fait mention dans cet Acte , en désignant tous les héritiers , comme il est dit ci-dessus.

Lorsqu'il y a une veuve commune en biens , elle a droit de moitié , & de toucher conjointement avec les héritiers ; si elle a renoncé , les héritiers en justifieront par une copie de la renonciation ; ou si elle n'étoit pas commune , par un extrait du Contrat de Mariage , Sentence de séparation , ou Certificat de Juge à l'égard des Pays où la communauté n'a point lieu.

Lorsqu'aucuns des héritiers ont renoncé , il en faut justifier par l'Acte de leur renonciation , avec mention de leur insinuation , & si tous ont renoncé , il faut faire créer en justice un curateur à la succession vacante , qui touchera en fournissant copie de la Sentence qui l'aura nommé , duement insinuée.

Si les enfans ou héritiers sont mineurs , le tuteur touchera , en fournissant copie de l'Acte de tutelle , dans les Coutumes où elle est dative , ou une attestation de deux Avocats pour les lieux où elle est naturelle.

Le Défunt ayant fait un Testament , l'Exécuteur testamentaire peut toucher dans l'année du jour du décès , en rapportant les Extraits , tant Mortuaire , que de l'Intitulé d'inventaire , & du Testament qui le nomme : ce dernier Extrait délivré par le Notaire , dépositaire de la minute.

Si c'est un Légataire universel ou particulier , il faut dans les Pays Coutumiers , outre les Pièces

ci-dessus, copie de l'Acte de délivrance qui aura été faite du legs par tous les héritiers, ou de la Sentence qui l'aura ordonnée, rendue avec ou contre tous les héritiers.

Quant aux Testamens faits en Pays de Droit Ecrit, il convient y joindre une attestation de deux Avocats, que le lieu où le Testament a été fait se régit par le Droit Ecrit, & en conséquence, que le Légataire est en possession de droit, sans Acte de délivrance.

Lorsque toutes les personnes ci-dessus désignées ne pourront donner personnellement leur quittance devant Notaires à Paris; elles donneront des procurations, soit conjointement ou séparément, à l'effet de recevoir en leur nom.

Tous les Actes doivent être pardevant Notaire, sur papier timbré: s'ils sont passés en Province, ils seront légalisés par les Juges des lieux où ils auront été passés, contrôlés & insinués pour ceux qui sont sujets à insinuation; si le papier timbré & le contrôle ne sont point en usage dans le lieu où se passera l'Acte, il en sera fait mention.

La quittance doit être passée pardevant Notaire à Paris, en parchemin rimbré, signée des parties ou de leurs fondés de procuration.

L'on n'admet point de procuration, comme se portant fort d'une autre personne; les femmes doivent être autorisées de leur mari; & les Pièces justificatives des qualités prises par les quittances, doivent être déposées au Notaire qui recevra la quittance.

Il faut encore rapporter un Certificat qu'il

n'y a point d'opposition au paiement sur le défunt, sa succession ou ses héritiers.

Ce Certificat se prend chez Messieurs de *Villemefroy* ou *Lottin*, Conservateurs des Oppositions, à faire au Trésor Royal, chacun dans l'année de leur exercice : leur demeure est dans l'Almanach Royal (1).

T U T E L L E.

EN Pays de Droit Ecrit, il y a trois espèces de Tutelle ; la Tutelle *Testamentaire*, la Tutelle *Légitime*, & la Tutelle *Dative*.

La Tutelle Testamentaire, est celle qui est déferée à quelqu'un, dans un Testament, par le Pere ou l'Ayeul paternel, qui ont seuls droit de le faire.

La Tutelle Légitime, est celle qui est déferée par la Loi, au plus proche parent des Enfans, au défaut de la Tutelle *Testamentaire*.

Ainsi, le Frere des Pupilles, quand il est majeur de vingt-cinq ans, est appelé par la Loi à la Tutelle de ses Freres, ou l'Oncle à la Tutelle de ses Neveux, s'il est le plus proche parent, pourvu que la Mere des Pupilles soit décédée ; car la Tutelle lui appartient préféablement à tout autre ; mais il ne faut pas qu'elle se remarie, car les secondes nôces font perdre à la Mere, la Tutelle de ses enfans.

(1) Les formalités ci-dessus détaillées, ont aussi lieu pour recevoir les décomptes des Pensions sur les Ordres du Roi, que payent les Trésoriers de ces Ordres, & même les décomptes d'Appointemens des Gouvernemens & autres, aux Bureaux de l'Extraordinaire des Guerres.

Dans tous les cas ci-dessus , il n'est besoin d'aucun Jugement pour déférer la Tutelle ; & les Tuteurs , ainsi nommés par la Loi , sont appelés *Tuteurs Naturels*.

La Tutelle Dative , est celle qui est déferée par le Magistrat , au défaut des deux autres.

C'est le Juge du domicile des Pupiles qui donne la Tutelle.

Dans la France Coutumiere , la *Tutelle Dative* est seule en usage , si ce n'est en quelques Coutumes , qui admettent les *Testamentaires* ; mais dans les autres , la Tutelle se défere par les Juges du lieu où le Pere des Mineurs avoit son dernier domicile ; & cela se fait par un *Avis de Parens* , que le Juge homologue par une Sentence , ensuite de laquelle est l'acceptation que le Tuteur fait de cette charge.

Le Tuteur a seul droit de toucher les arrérages des Rentes , jusqu'à la majorité ou l'émancipation des Mineurs. (Voyez *Emancipation. Majorité.*)

Mais il ne peut engager , vendre , ni aliéner les biens de ses Mineurs , ni même procéder à partage , sans un Jugement particulier , qui l'autorise à cet effet.

Le *Subrogé Tuteur* , est celui qui est donné pour être présent & assister à l'Inventaire fait par le principal Tuteur.

Le *Tuteur à la Substitution* , est celui qui est donné au Mineur en faveur de qui la Substitution est faite , à l'effet de veiller à ses intérêts. (Voyez *Mineurs.*)

Il doit être fourni aux Payeurs des Rentes , des copies ou extraits des Sentences de Tutelles :

un Tuteur ne peut recevoir les arrérages des Rentes appartenantes à son Mineur, sans cette formalité.

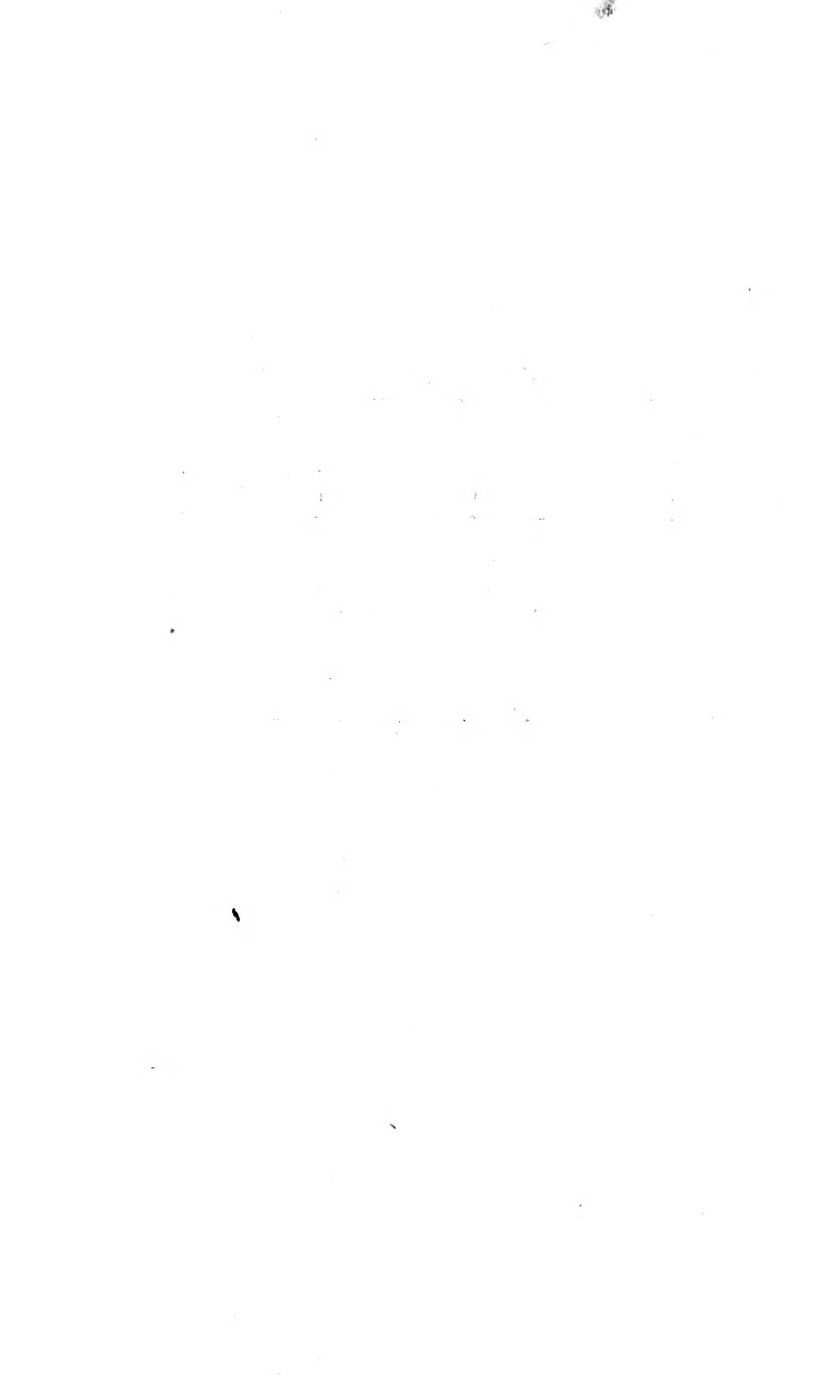
De ce que nous venons de dire, que les secondes nôtres font perdre à la Mere, la Tutelle de ses Enfans; il suit, qu'une Veuve venant à se remarier, ne peut plus toucher les arrérages des Rentes appartenantes à ses enfans Mineurs, en qualité de leur Tutrice : il faut qu'elle & son Mari se fassent déférer la Tutelle, par une nouvelle Sentence, dont on justifiera aux Payeurs, en y joignant l'Acte de célébration du nouveau mariage.

A D D I T I O N

A l'Article, LETTRES DE NATURALITÉ,
page 171.

PAR le Traité conclu le 15 Août 1761, entre la France & l'Espagne, il est dit, *Art. XXIII*, que le Droit d'*Aubaine* est aboli en faveur des Sujets de Leurs Majestés Catholique & Sicilienne, qui jouiront en France des mêmes prérogatives que les Nationaux.

PRINCIPAUX
RÈGLEMENS
CONCERNANT
LES RENTES.





ÉDIT DU ROI,

Portant Création de la premiere Tontine.

Donné à Versailles au mois de Novembre 1689.

L OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, Roi de France & de Navarre : A tous présens & avenir, SALUT. Nous avons vû, avec une extrême satisfaction, le zele & l'empressement avec lequel nos Sujets, de toutes conditions, se sont portés à acquérir les Rentes constituées sur l'Hôtel de notre bonne Ville de Paris, par nos Edits des mois d'Août & de Novembre 1688, & la promptitude avec laquelle toutes les Compagnies de notre Royaume ont pris des Augmentations de Gages créés par notre Edit du mois de Juillet 1689 ; ce qui Nous a donné le moyen, jusques à présent, de soutenir les dépenses de la Guerre, sans faire de nouvelles Impositions sur nos Sujets. Mais Nous avons reconnu que les Constitutions étant au moins chacune de la somme de deux mille livres de principal, ceux de nos Sujets qui n'avoient pas de si grosses sommes, ne pouvoient tirer aucun avantage de cette Création, & que leurs deniers leur demeuroient inutiles ; c'est ce qui nous a fait rechercher les moyens de leur en faciliter l'emploi, & de les mettre même en état d'en tirer, dans la suite du tems, un profit extraordinaire. A cet effet, Nous avons fait examiner, en notre Conseil, la proposition qui nous a été faite, de créer des Rentes Viageres à Fonds perdu, assignées sur le même fonds que celles de notre bonne Ville de Paris, qui ne seroient sujettes à aucunes saisies, même pour nos deniers & affaires, & qui seroient constituées sur un pied proportionné à l'âge des Rentiers, lesquels seroient distribués en différentes Classes, suivant la différence de leur âge ; à la charge que la part de ceux qui decederoient, accroîtroit aux

survivans : enforte que le dernier vivant de chaque Classe reçut seul le revenu entier du capital des Rentes de sa Classe ; laquelle proposition nous a paru avançgeuse à nos Sujets , non-seulement parce que les moins accommodés auront occasion par-là de faire profiter des sommes légères , qui leur demeureroient inutiles , mais encore parce que , plus ils avanceront en âge , plus ils en tireront de profit , & que leur revenu augmentera à mesure que leur force & leur industrie pour en acquérir , diminueront , & le revenu leur sera d'autant plus assuré , qu'il ne pourra être saisi pour quelque cause que ce soit. A CES CAUSES , & autres à ce Nous mouvans , de l'avis de notre Conseil , & de notre certaine science , pleine puissance , & autorité Royale , Nous avons dit , statué & ordonné , & pat ces Présentes , signées de notre main , disons , statuons & ordonnons , Voulons & Nous plaît.

I. Que , par les Commissaires qui seront par Nous députés , il soit vendu & aliéné à nos chers & bien aimés les Prevôt des Marchands & Echevins de notre bonne Ville de Paris , la somme de quatorze cent mille livres actuelles & effectives de Rentes Viageres , à prendre sur tous les deniers provenans de nos Droits d'Aydes & Gabelles , & des Cinq Grosses Fermes , que Nous avons déclaré & déclarons spécialement & par privilège affectés & hypothéqués au payement & continuation desdites Rentes , même par préférence à la partie de notre Trésor Royal. Voulons que les Constitutions en soient faites par les Prevôt des Marchands & Echevins de notre dite Ville de Paris , à ceux de nos Sujets qui les voudront acquérir , & les Contrats passés pardevant tels Notaires que les Acquéreurs voudront choisir , pour en jouir , par eux , leur vie durant , comme de leur propre chose , vrai & loyal acquêt , sans que lesdites Rentes puissent être réduites ni retranchées sous quelque prétexte que ce puisse être ; & seront les Contrats desdites Rentes , délivrés gratuitement aux Rentiers par les Notaires , auxquels il sera par Nous pourvu d'un salaire raisonnable.

II. Qu'aucuns des Acquéreurs desdites Rentes Viageres venant à décéder , les intérêts dont jouissoient lesdits Acquéreurs décédés , appartiennent aux survivans de la même Classe par droit d'accroissement , & soient distribués

bués entre eux, d'année en année, au sol la livre, sans que lefdites Rentes puissent être censées éteintes à notre profit par le décès desdits Acquéreurs, sinon après l'entière extinction de chacune des Classes; en sorte que le dernier vivant de chaque Classe recueille seul l'intérêt de tous les Capitaux qui composeront ladite Classe; laquelle sera censée éteinte, amortie à notre profit, & de nos Successeurs Rois, après la mort du dernier Rentier.

III. Qu'il soit permis à toutes sortes de personnes indistinctement, de quelque âge, sexe, qualité ou condition qu'elles puissent être, pourvu qu'elles soient Religieuses, & demeurant actuellement dans notre Royaume, de prendre & lever lefdites Rentes; & que les Enfants & autres, qui entreront en Religion & feront Profession, dans quelque Ordre que ce puisse être, conserveront par forme de pensions alimentaires, les Rentes de cette nature, qui auront été constituées à leur profit avant leur Profession.

IV. Et pour établir un ordre plus naturel & plus juste parmi ceux qui voudront prendre & lever desdites Rentes, & faire en sorte que chacun se trouve associé avec des personnes à peu près de son âge, Voulons que tous lefdits Rentiers soient distribués en quatorze Classes.

La première, des Enfants jusques à l'âge de cinq ans accomplis.

La seconde, de cinq ans, jusques à dix ans.

La troisième, de dix ans, jusques à quinze ans.

La quatrième, de quinze ans, jusques à vingt ans.

La cinquième, de vingt ans, jusques à vingt-cinq ans.

La sixième, de vingt-cinq ans, jusques à trente ans.

La septième, de trente ans, jusques à trente-cinq ans.

La huitième, de trente-cinq ans, jusques à quarante ans.

La neuvième, de quarante ans, jusques à quarante-cinq ans.

La dixième, de quarante-cinq ans, jusques à cinquante ans.

La onzième, de cinquante ans, jusques à cinquante-cinq ans.

La douzième, de cinquante-cinq ans, jusques à soixante ans.

La treizième, de soixante ans, jusques à soixante-cinq ans.

La quatorzième & dernière Classe, de soixante-cinq ans, jusqu'à soixante-dix & au-dessus. X

§ 22 PRINCIPAUX REGLEMENS

V. Qu'à cet effet , chacun de ceux qui prendront desdites Rentes , soit tenu de rapporter son Extrait Baptistaire en bonne forme , & dûment légalisé , ou autre Acte équipolent , pour être compris dans la Classe dans laquelle il doit être rangé , suivant ledit Extrait ou Acte équipolent , lequel , après l'entière confection desdites Classes , sera déposé entre les mains du Syndic Onéraire de la Classe dont sera ledit Rentier , pour être par lui enregistré au Régistre de ladite Classe , & conservé pour y avoir recours en cas de besoin ; & ne pourra être pris , par le Juge , que trois fols pour la légalisation de chacun desdits Extraits ou Acte équipolens.

VI. Que dans le Contrat qui sera passé au profit dudit Rentier , il soit fait mention de son nom , âge , suivant ledit Extrait Baptistaire ou Acte équipolent , de sa qualité , du lieu de sa naissance , & du domicile qui sera par lui élu ; & qu'en cas de changement de domicile , le Rentier ou ses Pere & Mere ou Tuteur , soient tenus d'en donner avis au Syndic Onéraire de la Classe , qui en fera mention sur son Régistre.

VII. Que chaque Constitution soit de trois cent livres de Capital , & ne puisse être de plus grosses sommes ; mais seraloisible à chaque Rentier , de prendre tel nombre qu'il lui plaira de parties de Rentes de trois cent livres de Capital chacune ; pour toutes lesquelles il lui sera expédié un seul Contrat , faisant mention du nombre de parties dont il sera composé , & sera , ledit Rentier , payé des intérêts de toutes lesdites Parties sur une seule & même Quittance.

VIII. Et d'autant qu'il ne seroit pas juste que les Enfans & autres personnes d'un âge robuste , qui , selon le cours de nature , doivent plus long-tems jouir desdites Rentes , en tirassent un aussi gros intérêt que ceux d'un âge plus avancé ; les Rentiers des deux premières Classes , jusques à l'âge de dix ans accomplis , ne seront payés des intérêts de leur Capital , que sur le pied du denier vingt.

Ceux de la troisième & quatrième Classe , de dix à vingt ans , sur le pied du denier dix-huit.

Ceux de la cinquième & sixième , de vingt à trente ans , sur le pied du denier seize.

Ceux de la septième & huitième , de trente à quarante ans , sur le pied du denier quatorze.

Ceux de la neuvième & dixième, depuis quarante à cinquante ans, sur le pied du denier douze.

Ceux de la onzième & douzième, depuis cinquante jusques à soixante ans, sur le pied du denier dix.

Et ceux de la treizième & quatorzième, depuis soixante ans & au-dessus, à raison du denier huit.

I X. Si quelqu'un desdits Rentiers, sur un faux Certificat, ou par une supposition de nom, se faisoit comprendre dans une Classe plus avancée en âge que celle dont il doit être, les intérêts de sa Rente demeureront acquis & confisqués au profit des Rentiers de sa Classe, sans qu'il puisse être rétabli sous quelque prétexte que ce soit : Permis néanmoins auxdits Rentiers de se faire mettre dans une Classe plus jeune que celle dont ils sont effectivement.

X. Le Bureau sera ouvert à notre Trésor Royal, pour recevoir les deniers Capitaux desdites Rentes, & en délivrer les Quittances, sur lesquelles les Contrats seront passés, huit jours après l'Enregistrement de notre présent Edit, & demeurera ouvert jusqu'au dernier Avril prochain; après lequel tems, ledit Bureau sera fermé, pour être procédé à la confection des Listes de chaque Classe.

XI. Et d'autant qu'il pourroit arriver que lorsque le Bureau établi à notre Trésor Royal, pour recevoir le Capital desdites Rentes, sera fermé, toutes les Classes ne se trouveroient pas également remplies; que le fonds des unes excéderoit le Capital de cent mille livres de Rentes destinées pour chacune sur le pied ci-dessus par Nous réglé, & que d'autres n'auroient pas suffisamment de Capital pour produire cent mille livres de Rentes, si-tôt que les Listes desdites Classes seront composées, il sera procédé par les Commissaires de notre Conseil, qui seront par Nous nommés au régallement & supplément du fonds qui sera nécessaire pour le payement des intérêts de chaque Classe, à raison du denier ci-dessus mentionné, pour être, sur leur Procès-verbal, pourvu par Nous, au fonds nécessaire pour le payement desdites Rentes, savoir, pour ceux qui auront payé dans le mois de Décembre prochain, à compter du premier dudit mois, & pour tous les autres du premier Janvier 1690, & à l'avenir, d'année en année du premier Janvier au dernier Décembre, pour l'égalité & facilité du payement desdites Rentes.

XII. Si-tôt que les Listes de chacune desdites Classes, auront été dressées, & le fonds pour le payement des intérêts fixé par nos Commissaires, le Prevôt des Marchands de notre bonne Ville de Paris choisira dans chacune desdites Classes, trente des plus notables & qualifiés desdits Rentiers, lesquels s'assembleront en l'Hôtel-de-Ville, au jour qui leur sera désigné par ledit Prevôt des Marchands, pour être, par eux, en sa présence, procédé au choix de deux Syndics pour chacune desdites Classes, dont l'un sera Syndic Honoraire, & sera choisi entre les plus qualifiés de ladite Classe; l'autre sera Syndic Onéraire, & sera choisi entre les plus capables d'agir & de veiller aux intérêts de la Classe. Et d'autant que les Rentiers des cinq premières Classes, étant mineurs, ne seroient pas capables de procéder au choix des Syndics pour prendre soin des intérêts de leur Classe, le Prevôt des Marchands nommera trente des Peres ou Tuteurs des Rentiers desdites cinq premières Classes, lesquels s'assembleront en la maniere ci-dessus marquée, pour procéder entre eux au choix d'un Syndic Honoraire & d'un Syndic Onéraire pour chacune desdites Classes, jusques à ce que les Rentiers de chacune desdites cinq premières Classes aient atteint l'âge de majorité, pour pouvoir, par eux-mêmes, prendre la direction des affaires de leur Classe, & procéder au choix des Syndics.

XIII. Les Syndics Onéraires de chacune desdites Classes, tiendront un fidele Registre, contenant le nom, âge, qualité, lieu de la naissance, & du domicile de chaque Rentier, la copie de son Extrait Baptistaire, ou Acte équipolent de la Quittance du payement du Capital de sa Rente, & la date de son Contrat, & feront mention, sur ledit Registre, du changement de domicile desdits Rentiers, suivant l'avis qui leur en aura été donné, & des payemens qui leur seront faits.

XIV. Lesdits Syndics, tant Honoraires, qu'Onéraires, pourront assister aux payemens qui seront faits à Bureau ouvert, aux Rentiers en l'Hôtel-de-Ville, recevront les plaintes des Rentiers, pour en faire rapport en leur Assemblée, & y pourvoir.

XV. Les Syndics Onéraires recevront les avis de la mort des Rentiers, dont ils feront mention sur leurs Registres, & en donneront part, tant au Syndic Hono-

raire, qu'au Payeur des Rentes de la Classe du Rentier décédé. Il sera libre à tous les Rentiers, de prendre toutes fois & quantes que bon leur semblera, inspection des Registres de leur Classe, & sera par Nous pourvu au salaire desdits Syndics Onéraires, à raison de quinze cent livres par an pour chacun, dont le fonds sera fait conjointement avec celui du Payeur des Rentes de chacune desdites Classes.

XVI. Lesdites Rentes seront payées par les quatorze plus anciens Payeurs des Rentes de l'Hôtel-de-Ville, auxquels, à cet effet, le fonds sera remis par les Fermiers de nos Gabelles, Cinq Grosses Fermes, Aydes, & autres, suivant les Etats qui en seront, par Nous, arrêtés, & seront, les payemens desdites Rentes, contrôlés par les Syndics Onéraires de chacune des Classes des Rentiers, qui en tiendront bon & fidele Registre, lequel sera représenté au jugement des Comptes desdits Payeurs, & afin que ledit Registre fasse foi, lesdits Syndics Onéraires prêteront serment entre les mains du Prevôt des Marchands de notre bonne Ville de Paris, & ne pourront recevoir aucune chose pour ledit Contrôle, à peine de concussion.

XVII. Les Bureaux desdits Payeurs s'ouvriront dans les huit jours du mois de Janvier de chaque année, pour le paiement des Arrérages des Rentes de l'année précédente, dû à chacune des Classes, & demeureront ouverts jusques à l'entier paiement de tous les Rentiers, qui se fera suivant l'ordre de la date de leurs Contrats, & sera par Nous pourvu aux gages, droits, taxations & façon de Compte de chacun desdits Payeurs, dont Nous ferons le fonds avec celui desdites Rentes, moyennant quoi lesdits Payeurs seront tenus de compter de la recette desdits fonds & payemens desdites Rentes à la Chambre des Comptes de Paris, tout ainsi que des autres Rentes assignées sur notre bonne Ville de Paris.

XVIII. Et comme il est d'une extrême importance pour la sûreté des Rentiers, de prendre de telles précautions, qu'on ne puisse, sous des noms supposés, sur de fausses quittances, ou sur des quittances signées par des Rentiers, avant leur décès, recevoir le paiement desdites Rentes, au préjudice du droit d'accroissement acquis aux survivans; Ordonnons que les Arrérages desdites Rentes

ne pourront être payés que sur des Quittances expédiées en parchemin timbré d'un Timbre particulier, pour l'expédition desdites Quittances, qui changera d'année en année, & marquera l'année pour laquelle il sera destiné; que lesdites Quittances seront passées par-devant les Notaires qui seront commis à cet effet par les Syndics Honoraires & Onéraires, dans la Ville Capitale de chaque Généralité; & dans le Chef-Lieu de chaque Election; auxquels Notaires, les Syndics Onéraires auront soin d'adresser chaque année la quantité de Parchemin timbré qui leur sera nécessaire pour l'expédition des Quittances, chacun dans leur ressort; de la vérité desquelles Quittances, chacun desdits Notaires demeurera responsable, & au bas de chaque Quittance, le Juge Royal, ou autre Juge ordinaire du lieu de la résidence du Notaire, attestera que le Rentier au nom duquel ladite Quittance est passée, est actuellement en vie, & s'est représenté par-devant lui lors de la passation de ladite Quittance; que les Peres, Meres ou Tuteurs des Rentiers des premières Classes qui ne seront pas en âge de signer, signeront pour eux les Quittances, en la forme ci-dessus prescrite, & que toutes lesdites Quittances seront visées du Syndic Onéraire de chaque Classe, avant que le Payeur puisse faire le paiement de la Rente; & pour l'expédition de chacune desdites Quittances, il ne sera payé que deux sols six deniers au Notaire, & trois sols au Juge pour l'attestation de vie du Rentier.

XI X. Le Prevôt des Marchands de notre bonne Ville de Paris, aura soin de faire faire tous les ans le Timbre dont sera marqué le Parchemin qui servira aux Quittances desdites Rentes, lequel marquera l'année, pour le paiement de laquelle lesdites Quittances serviront; & après avoir fait marquer le nombre des Quittances qui seront nécessaires, il aura soin de faire rompre la planche dudit Timbre, & fera distribuer à chacun des Syndics Onéraires des Classes, le nombre de Quittances dont il aura besoin; lesquelles lesdits Syndics Onéraires adresseront aux Notaires qui seront désignés pour passer lesdites Quittances; & fera le fonds nécessaire pour le Parchemin & la Marque desdites Quittances, par nous fait conjointement avec celui desdites Rentes.

XX. Et pour faire ensorte que les Syndics desdites

Classes & les Payeurs desdites Rentes, puissent plus aisément avoir connoissance du décès des Rentiers; les Listes des Classes seront imprimées d'année en année, & lesdits Syndics & Payeurs marqueront à la marge la mort des Rentiers à mesure qu'ils en auront connoissance, & seront tenus, les héritiers des Rentiers décédés, de donner avis de leur décès au Syndic Onéraire de la Classe dont étoient lesdits Rentiers, même de lui en envoyer l'Extrait Mortuaire, dans trois mois du jour du décès, sinon & à faute de ce faire, ils seront privés du paiement des arrérages de l'année du décès, qui accroîtront aux survivans de la même Classe pour, être partagés entre eux, & sera adressé aux Curés des Paroisses dans lesquelles il y aura desdits Rentiers domiciliés, des Listes desdits Rentiers, distingués par Généralité, afin que chacun d'eux, puisse de six mois en six mois, donner avis aux Syndics Onéraires, des Rentiers décédés dans leur Paroisse.

XXI. Les Listes des Rentiers seront renouvelées tous les ans, & qu'à la fin de la Liste de chaque Classe, il sera fait mention du nombre des Rentiers morts pendant l'année du décès, desquels on aura connoissance, & de la part qui accroitra à chacun des Rentiers survivans, afin qu'ils sçachent précisément la somme qu'ils doivent toucher, & dont ils doivent donner Quittance: & qu'à cet effet, la répartition des intérêts des Rentiers décédés, se fera par les Syndics & le Payeur de chaque Classe, & qu'il sera fait mention de ladite répartition dans les Registres qui seront tenus par les Syndics Onéraires; afin que chacun des Rentiers puissent s'éclaircir de la vérité & de la justice de ladite répartition par l'inspection desdits Registres.

XXII. Et pour faciliter d'autant plus aux Syndics la connoissance de l'état des Rentiers, de leur vie, changement de leur domicile, & de leur décès; Voulons que chacun desdits Rentiers qui changera le domicile par lui élu & établi lors de la passation du Contrat de Rente, soit tenu, trois mois après son changement de domicile, d'en donner avis au Syndic Onéraire de sa Classe, & au Notaire devant lequel il avoit coutume de passer ses Quittances: Que ceux qui entreprendront des voyages de long cours, ou s'absenteront pour plus

d'un an du lieu de leur domicile , seront tenus d'en donner avis au Syndic Onéraire de leur Classe , & que ceux qui , pendant deux années , n'auront point reçu les arrérages de leurs Rentes , sans avoir dénoncé aux Syndics de leurs Classes , leur absence , ou le sujet pour lequel ils n'auroient pû recevoir lesdits arrérages , en soient privés pendant les années pour lesquelles ils auroient négligé de les recevoir , ou de donner avis au Syndic Onéraire de la raison qui les a empêchés de les recevoir , & que lesdits arrérages soient partagés au sol la livre entre les autres Rentiers de la même Classe.

XXIII. Si quelqu'un , par supposition de nom , ou par supposition de fausse Quittance , s'ingéroit à recevoir des arrérages desdites Rentes sous le nom d'un Rentier vivant ou d'un Rentier décédé , Nous voulons & ordonnons qu'il soit condamné en 6000 livres d'amende , applicable un tiers au Dénonciateur , & les deux autres tiers au profit des Rentiers de la Classe de celui sous le nom duquel il aura reçu ou tenté de recevoir lesdits arrérages , & qu'outre le paiement de ladite amende , il soit procédé contre lui , comme faussaire , suivant la rigueur des Ordonnances.

XXIV. Et pour d'autant plus favoriser les Acquéreurs desdites Rentes Viageres , Voulons que les arrérages desdites Rentes , à quelque somme qu'ils puissent monter par l'accroissement de la part des prédécédés , ne puissent être saisis , sous quelque prétexte que ce puisse être , pas même pour nos propres affaires.

XXV. Voulons & Nous plaît , que s'il arrive quelques contestations pour raison du paiement des intérêts desdites Rentes Viageres , forme , ou validité des Quittances des Rentiers , ou touchant quelque autre chose concernant lesdites Rentes , la connoissance en appartienne au Prevôt des Marchands & Echevins de notre bonne Ville de Paris , auxquels nous en avons attribué toute Cour , Jurisdiction & connoissance , pour être par eux , lesdites contestations , décidées sommairement & sans frais , en première instance , & par appel en notre Cour de Parlement de Paris , nonobstant & sans préjudice duquel appel , les Jugemens rendus par lesdits Prevôt des Marchands & Echevins , seront exécutés par provision. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Con-

seillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris ,
Chambre des Comptes , & Cour des Aydes audit lieu ,
que ces Présentes ils ayent à faire lire , publier , & en-
régistrer , & le contenu en icelle , faire exécuter plei-
nement & paisiblement , cessant & faisant cesser tous
troubles & empêchemens qui pourroient être mis ou
donnés nonobstant tous Edits , Déclarations , Reglemens
& autres choses à ce contraires , auxquelles Nous avons
dérogé & dérogeons par notredit présent Edit ; aux Co-
pies duquel , collationnées par l'un de nos amés & féaux
Conseillers & Secretaires , Voulons que foi soit ajoutée
comme à l'Original. CAR tel est notre plaisir ; & afin
que ce soit chose ferme & stable à toujours , Nous y
avons fait mettre notre Scel. Donné à Versailles au mois
de Novembre l'An de grace 1689 , & de notre Regne
le quarante-septième. *Signe* , LOUIS. *Et plus bas* , Par
le Roi , COLBERT. Et scellé du grand Sceau de cire verte.

*Réglé, oùi, & ce requérant le Procureur Général du
Roi, pour être exécuté selon sa forme & teneur, suivant
l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le deuxième
Décembre 1689. Signé, DU TILLET.*

*Réglé en la Chambre des Comptes, oùi, & ce re-
quérant le Procureur Général du Roi, pour être exécuté
selon sa forme & teneur, les Bureaux assemblés le
Décembre 1689. Signé, RICHER.*

*Réglé en la Cour des Aydes, oùi, & ce requérant
le Procureur Général du Roi, pour être exécuté suivant
sa forme & teneur, le
Signé, DU MOLIN. Décembre 1689.*

DÉCLARATION

Pour faciliter la perception des Arrérages des Rentes des Tontines.

Du 23 Juillet 1737.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Etant informés des difficultés survenues dans la perception des arriérages des Rentes des cinq Tontines établies sur l'Hôtel de notre bonne Ville de Paris, par les différentes interpretations que l'on donne aux Edits de création ; soit au sujet des portions d'arriérages & d'accroissemens, prétendues par les héritiers des Rentiers decedés, soit par rapport aux Actionnaires négligens, qui demeurent plusieurs années sans reclamer ce qui leur est dû, soit à l'occasion des fractions de deniers qui ont été répartis jusqu'à present par les listes annuelles des accroissemens, & qui causent des embarras continuel, non-seulement dans les quittances, mais encore dans les payemens & dans l'examen des comptes des Payeurs ; Nous avons résolu de faire un Règlement général qui puisse éclaircir & accélérer toutes les opérations qui ont rapport ausdites Tontines qui excitent l'attention des héritiers, par des avantages dont ceux qui seront négligens demeureront privés ; enfin qui explique nos intentions d'une manière si précise sur toute cette matière, qu'à l'avenir il n'y ait aucun des Actionnaires ou de leurs héritiers, qui ne soit à portée de connoître par lui-même son soit & la vérité des répartitions des accroissemens. A CES CAUSES & autres à ce Nous mouvans, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces Presentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & Nous plaît ce qui ensuit :

ART. I. Après le décès de chacun des Actionnaires desdites Tontines, ses héritiers seront tenus de faire signifier son Extrait mortuaire au plûtard dans quatre mois, à compter du jour du décès, au Syndic onéraire de sa Classe, en faisant mention au dos dudit Extrait mortuaire, de la Classe & de la division; au moyen de quoi ils jouiront en entier des arrérages du quartier courant, en quelque tems d'icelui que le décès soit arrivé: ce qui commencera du premier Janvier de la presente année 1737. pour les quatre premieres Tontines, & seulement du premier Juillet pour la cinquième, attendu que n'ayant pû être fait jusqu'à present aucune répartition d'accroissement pour ladite Tontine, les héritiers des Rentiers décedés ont déjà touché les portions d'arrérages qui se sont trouvées dûës jusqu'au jour du décès.

II. Outre les arrérages du quartier courant, si le décès arrive dans le quartier de Janvier, il sera payé aux héritiers une somme pareille au quart de l'accroissement dont le Rentier aura pû jouir pour l'année précédente; s'il meurt dans le quartier d'Avril, les héritiers auront la moitié dudit accroissement; s'il meurt dans le quartier de Juillet, ils auront les trois quarts; & si le décès arrive dans le quartier d'Octobre, ils recevront une somme égale à celle que l'Actionnaire décedé aura pû toucher pour accroissement, suivant la derniere Liste; toutes lesquelles sommes seront payées, sans attendre la confection de la Liste de l'année du décès du Rentier: & sera observé par rapport à ladite cinquième Tontine, que le paiement desdites portions d'accroissement ne commencera d'avoir lieu, que pour les héritiers des Actionnaires qui décederont dans le courant de l'année prochaine, par la raison expliquée par l'Article precedent.

III. Ceux des héritiers qui n'auront pas fait signifier lesdits Extraits mortuaires aux Syndics onéraires des Classes, dans le terme ci-dessus prescrit, demeureront privés de toutes les portions d'arrérages & d'accroissements accordés par les deux Articles précédens, & même de tout ce qui pourroit n'avoir pas été reçu par le Rentier décedé, pour les années antérieures, dont la distribution sera faite avec le surplus du fonds annuel de la plus prochaine répartition, aux Actionnaires survivans de la même Classe.

IV. Si les héritiers qui auront fait signifier desdits Extraits mortuaires, demeurent une année, à compter du jour du décès, sans rapporter les grosses des Contrats, & sans fournir & faire viser leurs quittances, les fonds qui leur auront été réservés, en conséquence de ladite signification, seront pareillement repartis aux Actionnaires survivans; après toutes lesquelles répartitions, lesdits héritiers ne pourront prétendre aucun rétablissement, sous quelque prétexte que ce soit.

V. Lorsque le décès d'un Actionnaire sera connu & constaté, si les héritiers ont laissé passer le terme de quatre mois, sans faire signifier l'Extrait mortuaire, il sera procédé à la répartition des actions éteintes par son décès, en vertu d'une délibération de l'Assemblée des Syndics honoraires, qui se tient audit Hôtel-de-Ville tous les mois; laquelle délibération visée du Prevôt des Marchands de ladite Ville, tiendra lieu de l'Extrait mortuaire dans les comptes du Payeur.

VI. Quant aux héritiers qui auront fait signifier les Extraits mortuaires dans les quatre mois, s'ils trouvent dans les successions des Actionnaires des embarras tels qu'ils ne puissent être levés pendant le cours de l'année du décès, ils pourront expliquer, avant l'expiration de ladite année, par un Mémoire qu'ils présenteront au Prevôt des Marchands, les raisons du retardement, & après qu'elles auront été discutées dans une des Assemblées desdits Syndics honoraires, le délai pourra être prorogé par une délibération unanime de ladite Assemblée, pour le tems qui paroîtra convenable & suffisant.

VII. Les Actionnaires qui auront laissé passer trois années consécutives, sans avertir les Syndics onéraires par des Actes authentiques, des raisons qui les empêcheront de fournir leurs quittances, perdront tous les arrérages & accroissemens qu'ils auroient pu toucher pour lesdites trois années, & autres subséquentes, dont la répartition sera faite dans chacune des Classes, ou Subdivisions, de la même manière que si leurs actions étoient éteintes; & ne pourront lesdits Rentiers négligens espérer aucun rétablissement de jouissance, qu'à commencer du premier jour de l'année où ils feront connoître leur existence actuelle.

VIII. Toutes les parties non réclamées & les por-

tions de parties éteintes, dont les fonds auront été répartis comme tels, par les Listes d'accroissemens desdites Tontines, en exécution de ce qui est ci-dessus ordonné, seront passées & allouées, & les souffrances déchargées dans les Comptes des Payeurs, en rapportant lesdites Listes; & sera fait par lesdits Payeurs recette distincte, par Classes & Subdivisions, du montant desdites parties dans les comptes des années où la répartition en aura été faite, & employé en dépense, conformément auxdites Listes.

IX. Il ne sera plus fait aucune répartition annuelle de deniers par les Listes desdites Tontines; mais lorsque le fonds de chacune des Classes ou Subdivisions aura été partagé en livres & en sols, à proportion du nombre des Actions subsistantes, le surplus demeurera en réserve, pour être joint à la répartition de l'année suivante, & ainsi d'année en année, jusqu'à l'extinction de chacune desdites Classes & subdivisions; après laquelle extinction, les héritiers du dernier Rentier décédé ne pourront rien prétendre, au-delà des portions d'arrérages & d'accroissemens échus au jour de son décès.

X. Voulons au surplus que les Edits d'établissement desdites cinq Tontines, soient exécutés selon leur forme & teneur, en ce qui n'est point contraire aux Présentes. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement, Chambre des Comptes, & Cour des Aydes à Paris, que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelle garder & observer de point en point, selon sa forme & teneur. CAR tel est notre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre notre Scel à cesdites Présentes. *Donnée à Versailles le vingt-troisième jour de Juillet, l'an de grace mil sept cens trente-sept, & de notre Regne le vingt-deuxième. Signé, LOUIS?* Et plus bas, Par le Roy, PHELYPEAUX. Vû au Conseil, ORRY, & scellée du grand Sceau de cire jaune.

Registrée en la Chambre des Comptes, oïï & ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur, le dix huit Septembre mil sept cens trente-sept. Signé, NOBLET.

A R R E S T

DU CONSEIL D'ÉTAT

DU ROI,

Portant Reglement pour les Tontines.

Du 13 Août 1749.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

VU par le Roi, étant en son Conseil, les représentations faites à Sa Majesté concernant l'exécution de la Déclaration du 23 Juillet 1737, & de l'Arrêt rendu en son Conseil le 23 Août 1738, servant de Réglemens pour l'administration des Rentes Viagères, dites *Tontines*, établies sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, consistant, lesdites représentations, en ce que les Actionnaires qui ont laissé passer trois années consécutives, sans fournir leurs quittances aux Payeurs, prétendent avoir lieu de se plaindre de ce qu'en les privant, aux termes dudit Arrêt, de la troisième desdites années dès le premier Janvier de la quatrième, ils se trouvent perdre les Arrérages & Accroissemens de ladite troisième année, avant que le paiement en soit ouvert; & que n'étant pas dans le cas de pouvoir l'exiger, ils ne doivent pas être dans celui d'en être privés: même que les Actionnaires des quatre dernières Tontines, prétendent que cet Arrêt ne les concerne point, d'autant qu'il ne s'explique que sur les cinq premières, & qu'il n'a point été rappelé dans les Edits qui ont établi lesdites quatre dernières Tontines: Que d'ailleurs le travail considérable auquel les Syndics Onéraires sont obligés, pour parvenir à donner en même temps au public les Accroissemens de toutes lesdites Tontines, apporte beaucoup de retardement à l'ouverture du paiement des fix derniers mois de ces termes, laquelle, contre la disposition des Edits

de création desdites Rentes, n'a pû être faite depuis plusieurs années, que dans les derniers jours du mois de Février & premiers jours du mois de Mars: comme aussi, qu'encore que Sa Majesté ait, entr'autres choses, entendu pourvoir par lesdites Déclaration & Arrêt, à ce que toutes les parties qui se trouveroient dans le cas de négligence, fussent, sans aucune exception, réparties entre tous les Actionnaires des Classes ou Subdivisions, de maniere qu'il ne pût y avoir, au Jugement des Comptes des Payeurs, aucunes desdites parties tenues en souffrance, il s'en trouve néanmoins plusieurs dont les Syndics Onéraires ne peuvent valablement faire, par leurs Listes, la distribution en Accroissement, au profit desdits Actionnaires, les unes parce que les quittances en ont été par eux visées sans que le paiement s'en soit ensuivi, & les autres par rapport aux fautes ou autres empêchemens formés sur icelles entre les mains des Payeurs; en sorte que les unes & les autres empêchent la netteté des comptes desdits Payeurs: Qu'un autre objet de ladite déclaration du 23 Juillet 1737, a été l'égalité proportionnée que Sa Majesté a entendu qui fut observée entre les Héritiers de plusieurs Actionnaires restés les derniers dans une Classe ou Subdivision, qui pourroient décéder dans un même quartier, & par le décès desquels ainsi arrivé, ladite Classe ou Subdivision seroit éteinte: Que néanmoins l'Article IX de ladite Déclaration, qui porte qu'après l'extinction de chaque Classe, les Héritiers du dernier Rentier décédé, ne pourront rien prétendre au-delà des portions d'Arrérages & d'Accroissemens échus au jour de son décès, n'ayant de disposition précise, que relativement aux Héritiers d'un Rentier qui, par sa mort arrivée dans un quartier où il auroit survécu seul, seroit extinction de la Classe ou Subdivision, il pourroit arriver dans le cas de plusieurs Rentiers qui décéderoient dans le même quartier, dont le dernier décédé donneroit lieu à ladite extinction, qu'aucun des Héritiers des prédécédés, sous prétexte que ledit Article IX n'y auroit pas littéralement pourvû, prétendroient appliquer à ce cas les dispositions des Articles I & II de ladite Déclaration, & devoir jouir des Arrérages du quartier dans lequel les Rentiers auxquels ils succéderoient seroient décédés, ainsi que des accroissemens, aux termes desdits

deux Articles; quoiqu'ils n'aient eu pour but que de fixer les Portions appartenantes aux Héritiers, tant que la Classe subsiste: Qu'encore que cette prétention ne pût être que mal fondée, en ce qu'elle seroit entièrement contraire à l'esprit dudit Article IX, qui a été de régler le partage des Portions échues lors de l'extinction desdites Classes ou Subdivisions, elle pourroit néanmoins faire naître des discussions qu'il ne peut être que désirable de prévenir: Et Sa Majesté voulant sur le tout faire connoître ses intentions, & pourvoir en même tems à quelques autres objets tendans au plus grand bien de l'Administration desdites Tontines. Ouï le rapport du sieur de Machault Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur général des Finances, SA MAJESTÉ ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne ce qui suit :

ART. I. Les Actionnaires des neuf Tontines établies sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, qui auront laissé passer trois années consécutives sans fournir & faire viser leurs quittances, ne seront dorénavant réputés négligens pour lesdites trois années qu'au premier Octobre de la quatrième: en conséquence, ceux desdits Actionnaires qui, avant le premier Octobre de l'année 1750, n'auront pas fourni & fait viser leurs quittances des années 1747, 1748 & 1749, seront privés des Arrérages & Accroissemens desdits trois années, & la distribution en sera faite par les Listes de ladite année 1750.

II. A l'égard des Arrérages & Accroissemens de ladite quatrième année 1750, desquels les Actionnaires déjà dans le cas de négligence pour les trois précédentes, n'auront point encore fourni de quittances, lors de la confection des Listes de ladite quatrième année, au premier Octobre 1750; lesdits Arrérages & Accroissemens ne seront point répartis par lesdites Listes, mais ils demeureront conservés jusqu'au premier Octobre de l'année 1751; & si au premier Octobre 1751, les quittances n'en ont point été fournies & visées, ils seront distribués par les Listes de l'année 1751. Ordonne en conséquence Sa Majesté que ceux desdits Actionnaires qui, avant le premier Octobre 1751, n'auront pas fourni & fait viser leurs quittances pour les Arrérages & Accroissemens de l'année 1750, en seront privés par les Listes de ladite année 1751, ce qui aura lieu ainsi d'année en année.

III.

III. L'intention de Sa Majesté étant que les Actionnaires commencent dès-à-présent à jouir des nouveaux délais qu'Elle veut bien leur accorder, ceux desdits Actionnaires qui, pour cause de négligence, ont été privés des Arrérages & Accroissemens des années 1746, 1747 & 1748, par les Listes de ladite année 1748, arrêtées au premier Janvier de la présente année, & qui justifieront leur existence dans la forme prescrite, aux Syndics Onéraires de leurs Classes ou Subdivisions, avant le premier Octobre prochain, seront rétablis du montant des Arrérages & Accroissemens qui leur auroient appartenus pour ladite année 1748 seulement, dont sera fait reprise par les Listes qui seront arrêtées au premier Janvier 1750 pour l'année 1749.

IV. Les Syndics Onéraires, avant la confection des Listes, seront dans le courant du mois d'Octobre de chacune année, des états distingués par Tontines, Classes & Subdivisions, qui contiendront les noms, sur-noms, qualités, & nombre d'Actions de chacun des Actionnaires, dont ils n'auront pas visé les quittances avant le premier dudit mois, soit pour la totalité des trois années précédentes, soit seulement pour les six derniers mois de la première desdites trois années, & les deux années suivantes; sans qu'en ce dernier cas, ceux desdits Actionnaires qui auront fourni leurs quittances pour les six premiers mois de la première desdites trois années, puissent opposer qu'ils auront eu un moindre délai que celui accordé aux autres: en conséquence les états que lesdits Syndics seront tenus de faire au mois d'Octobre prochain, seront composés de ceux des Actionnaires qui n'auront pas fourni & fait viser, avant le premier dudit mois leurs quittances pour les six derniers mois 1746, & les années entières 1747 & 1748.

V. Lesdits états certifiés par les Syndics Onéraires, seront par eux représentés, au plus tard dans le premier Novembre de chacune année, au Prevôt des Marchands, pour être par lui visés, & ensuite rapportés par lesdits Syndics en l'assemblée du mois de Décembre, tenue en l'Hôtel-de-Ville, pour l'administration desdites Tontines, à l'effet d'y être fait mention sommaire desdits états sur le registre des délibérations.

VI. Au moyen de ce qui est ordonné par les Articles

précédens , Veut Sa Majesté que l'ouverture du paiement desdites Tontines , pour les six derniers mois de chaque année , soit faite dorénavant , comme celle du paiement de toutes les autres Rentes qui se payent à l'Hôtel-de-Ville , dans les huit premiers jours du mois de Janvier de l'année suivante.

VII. Lorsque les Actionnaires qui se trouveront dans le cas de négligence pour trois années , auront fourni & fait viser leurs quittances , pour des années antérieures , sans néanmoins avoir aussi reçu les Arrérages & Accroissemens desdites années antérieures , lesdits Arrérages & Accroissemens seront répartis par les Syndics Onéraires au profit des autres Actionnaires , en conséquence des Certificats des Payeurs , dont lesdits Syndics feront mention sur les Registres , à côté de la date de l'enregistrement des quittances par eux visées. Veut néanmoins Sa Majesté que lorsque les Arrérages & Accroissemens ainsi distribués seront réclamés par les Actionnaires auxquels ils auroient appartenus , ou par leurs Héritiers ou ayans cause , la reprise en soit faite à leur profit par la plus prochaine Liste qui sera lors à arrêter , en faisant mention par les Syndics Onéraires , des Listes par lesquelles lesdits Arrérages & Accroissemens auront été répartis.

VIII. Les Arrérages & Accroissemens des actions éteintes & employées dans les Listes , au profit des Héritiers des Actionnaires décédés , lorsque lesdits Héritiers , après avoir rapporté les grosses des Contrats desdites Parties , fourni & fait viser leurs quittances , dans le courant de l'année du décès desdits Actionnaires , conformément à l'Article IV de la Déclaration du 23 Juillet 1737 , ne les auront pas néanmoins reçus dans le courant de ladite seconde année à compter du jour dudit décès , seront pareillement répartis par lesdits Syndics Onéraires par les premières Listes à arrêter , & ce sur les Certificats des Payeurs dont lesdits Syndics feront mention , ainsi qu'il est ordonné par l'Article précédent ; & ne pourront lesdits Héritiers , après l'expiration de ladite deuxième année , espérer aucun rétablissement , sous quelque prétexte que ce puisse être.

IX. Toutes les Parties desdites Tontines , sur lesquelles il aura été formé entre les mains des Payeurs , des saisies ou autres empêchemens , & qui se trouveront dans le

cas de négligence porté par la Déclaration du 23 Juillet 1737, & par le présent Arrêt, même dans tous autres cas de négligence non prévus, seront sans aucune exception, & nonobstant le visa que lesdits Payeurs auront mis & mettront sur les Originaux des significations desdites saisies ou empêchemens, conformément à l'Article X de l'Edit du mois de Février 1716, réparties en Accroissemens par les Listes à arrêter; sçavoir, les Parties sur lesquelles lesdites saisies ou empêchemens auront été formés avant le premier Janvier 1747, par les Listes de l'année 1750; celles sur lesquelles ils auront été formés avant le premier Janvier de l'année 1748, par les Listes de l'année 1751, & sera ainsi continué d'année en année, après trois ans depuis lesdits empêchemens formés: Veut néanmoins Sa Majesté que dans le cas seulement auquel les propriétaires saisis ou les saisissans, se seront, avant l'expiration desdites trois années, pourvus par Requête ou Mémoire, en l'assemblée des Syndics Honoraires desdites Tontines, pour demander la conservation desdites Parties, & auront justifié des contestations subsistantes pour raison des saisies & empêchemens formés sur icelles, il soit, après le jugement desdites contestations, fait reprise & rétablissement desdites Parties ainsi distribuées en faveur de ceux desdits Propriétaires ou Saisissans qui auront été jugés en avoir le droit; & faute par eux de s'être ainsi pourvus dans lesdites trois années, ne pourront lesdits Propriétaires saisis, ni ledits Saisissans, ou autres qui auront formés lesdits empêchemens, prétendre, après lesdites répartitions, aucun rétablissement ni reprise, pour tous les Arrérages & Accroissemens qui auront été ainsi distribués: Et demeureront lesdits Payeurs bien & valablement déchargés du visa par eux mis sur les originaux des actes & exploits desdites saisies ou empêchemens, pour raison de quoi fait Sa Majesté défenses de former contre eux aucunes demandes.

X. Les Parties non réclamées, les portions des Parties éteintes, & les Parties sur lesquelles il y a des saisies ou empêchemens, dont les fonds auront été répartis comme tels par les Listes d'Accroissemens desdites Tontines, en exécution des articles ci-dessus, seront passées & allouées sans difficulté, & les souffrances déchargées dans les Comptes des Payeurs en rapportant lesdites Listes: du

montant desquelles Parties ils feront recette distincte ; par Classes & Subdivisions , dans les Comptes des années où la répartition en aura été faite & employée en dépense , conformément auxdites Listes , en vertu desquelles la dépense de toutes les reprises qui y auront été faites , sera parcellément passée & allouée dans lesdits Comptes.

XI. Lors de la répartition qui sera faite , tant en exécution de la Déclaration du 23 Juillet 1737 , que de l'Ariét du Conseil du 23 Août 1738 , & du présent Arrêt , soit des Parties éteintes ou non réclamées , ou des Parties saisies & autres , sur lesquelles les Payeurs sont en droit de retenir des droits d'Immatricules & autres attribués à leurs Offices , déduction sera faite , à commencer par celles desdites Parties qui seront distribuées par les Listes de la présente année , du montant desdits droits au profit desdits Payeurs , sur les sommes à répartir dans chaque Classe ou Subdivision , sur les états certifiés par lesdits Payeurs , qu'ils remettront à cet effet auxdits Syndics Onéraires , lesquels feront mention dans les Listes de chacune desdites Classes ou Subdivisions , du montant sommaire desdits droits & des noms de chaque Actionnaire sur lesquels ils seront déduits : du montant desquels droits , lesdits Payeurs feront un Article de dépense en fin de chaque Chapitre de leurs comptes , qui contiendra les noms des Parties sur lesquelles lesdits droits & leur nature auront été déduits ; laquelle dépense sera passée & allouée sans difficulté au jugement de leurs comptes , à l'égard des droits d'Immatricules , en vertu des Listes , & à l'égard de ceux des saisies ou autres empêchemens , tant en vertu desdites Listes , qu'en rapportant copie des Saisies ou autres Actes qui y donneront lieu.

XII. Les Actionnaires desdites Tontines , qui décéderont les 30 & 31 Décembre de chacune année , devant être réputés avoir vécu l'année entière , il sera payé à leurs Héritiers , à commencer pour ceux qui seront employés comme tels dans les Listes de l'année 1749 , outre l'année entière de la Rente , l'Accroissement sur le pied qu'il aura été établi par les Listes de l'année de leur décès , de la même manière que s'ils avoient vécu au-delà desdits deux jours ; sans pour ce cas avoir égard à ce qui est porté par l'Article II. de la Déclaration du 23 Juillet 1737 , & en sera la dépense passée

& allouée sans difficulté, dans les comptes des Payeurs qui en auront fait le payement.

XIII. S'il arrivoit que les Actionnaires qui resteroient seuls dans une même Classe ou Subdivision, en tel nombre qu'ils se trouveront, vinssent tous à décéder dans le courant du même quartier, de manière que la Classe ou Subdivision se trouvât éteinte par leur décès : Veut Sa Majesté, ledit cas arrivant, conformément à ce qui est porté par l'Article IX de ladite Déclaration, & en interprétant, en tant que de besoin est ou seroit ledit Article, que leurs Héritiers ne puissent rien prétendre au-delà des portions d'Arrérages & Accroissemens échus, à proportion de ce que chacun desdits Actionnaires aura vécu ; lesquelles portions d'Accroissemens seront, dans ce cas seulement, tirées sur le pied de l'Accroissement porté par les Listes de l'année du décès, nonobstant ce qui est porté par les Articles I. & II de ladite Déclaration, lesquels Sa Majesté déclare n'avoir entendu devoir avoir lieu, lorsqu'il s'agit de l'extinction des Classes ou Subdivisions.

XIV. Les assemblées où se traitent les affaires concernant l'Administration desdites Tontines, continueront d'être tenues tous les mois, comme par le passé, en l'Hôtel de ladite Ville ; & les Syndics Onéraires desdites Tontines y auront voix délibérative, conjointement avec les Syndics Honoraires, sans toutesfois qu'en aucun cas ils puissent présider auxdites assemblées, auxquelles en cas d'absence du Prévôt des Marchands, les Syndics Honoraires continueront de présider privativement auxdits Syndics Onéraires.

XV. Seront au surplus les Edits d'établissement desdites Tontines, ladite Déclaration du 23 Juillet 1737, & autres Réglemens ce concernant, exécutés selon leur forme & teneur, en ce qui n'est point contraire au présent Arrêt, qui sera lû, publié & affiché par-tout où besoin sera, & sur lequel toutes Lettres nécessaires seront expédiées. FAIT au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le treizième jour d'Août mil sept cens quarante-neuf. *Signé* DE VOYER D'ARGENSON.

Cet Arrêt a été revêtu de Lettres-Patentes enregistrées à la Chambre des Comptes le 13 Février 1750.

A R R E S T

DE LA CHAMBRE DES COMPTES,

Qui ordonne que toutes les Rentes créées par le Roi, sur les Aydes & Gabelles, sur les Tailles, sur les Postes, ou sous telle autre dénomination que ce soit, conserveront leur nature d'immeubles.

Du 22 Février 1755.

Extrait des Registres de la Chambre des Comptes.

SUR la Requête présentée à la Chambre par le Procureur Général du Roi, contenant que la précision dans les Loix, & l'uniformité dans la Jurisprudence, sont les avantages les plus desirables dans l'Ordre Judiciaire, puisqu'ils préviennent les contestations, & simplifient les décisions: qu'ces avantages sont particulièrement à desirer pour le bon ordre de la comptabilité, afin que les deniers du Roi se rendent régulièrement à leur destination, sans que les Parties prenantes soient exposées à des délais onéreux, ou les Comptables, à voir des souffrances sur leurs comptes : Qu'il avoit connoissance qu'il s'étoit élevé quelques contestations sur la nature des Rentes constituées par le Roi; que ces contestations tiroient leur origine de l'opposition qui se trouvoit entre les Loix du Droit Ecrit, & les dispositions des Coûtumes, par rapport à la nature des Rentes constituées en général : que dans la plupart des Coûtumes, & particulièrement dans celle de Paris, les Rentes constituées, étoient réputées immeubles; disposition, d'autant plus naturelle, que toute Rente constituée, a un assignat particulier & une hypothèque sur un fonds immeuble; que l'action du Rentier contre le Débiteur, étoit une action hypothécaire autant que personnelle; que cependant dans les Pays régis par le Droit Ecrit, les Rentes constituées étoient de nature mo-

biliaire, & se partageoient comme meubles dans les successions : qu'on avoit douté si cette Disposition du Droit Ecrit s'étendoit aux Rentes constituées par le Roi, & trouvé de l'incertitude dans l'application de l'Art. LXVIII de l'Ordonnance de 1735, dont il étoit nécessaire de rapporter les termes : qu'il porte, que lorsque le Testateur sera domicilié dans un des Pays qui suivent le Droit Ecrit, l'institution d'héritier par lui faite, aura son exécution, tant pour les immeubles situés auxdits Pays, que pour les meubles, droits & actions qui suivent la personne ; & quant aux immeubles situés dans les Pays où le Droit Ecrit n'est pas observé, elle vaudra comme Legs Universel : que l'Article LXXIII ajoute, dans les cas où, suivant la Disposition des Articles LXVIII, LXIX, LXX & LXXI, les institutions d'héritiers ne vaudront que comme Legs Universel, ou comme Legs Particuliers, elles seront sujettes à délivrance : que la difficulté qui s'étoit élevée, consistoit à sçavoir, si un héritier institué par un Testateur domicilié en Pays de Droit Ecrit, & trouvant dans les effets qui composoient la succession, des Rentes constituées par le Roi sur les Aydes & Gabelles, sur des Recettes de Tailles situées hors le Pays de Droit Ecrit, sur les Postes, ou de quelque autre nature que ce soit, en acquéroit la propriété en vertu de l'institution seule, comme étant immeuble, ou une action mobilière suivant la personne ; ou s'il étoit obligé au contraire d'obtenir en Justice la délivrance desdites Rentes, comme étant des immeubles situés hors du Pays régi par le Droit Ecrit, & de rapporter l'Acte de délivrance pour la décharge du Comptable, Payeur desdites Rentes : que lui, Procureur Général du Roi, estimoit qu'il étoit de la prudence de la Chambre, de prescrire à cet égard, tant aux Comptables, qu'aux Rentiers, une Loi fixe qui prévînt toute contestation ; que pour présenter à la Chambre des idées justes, & la mettre en état de décider, il avoit fait des recherches sur la nature des Rentes constituées par le Roi, dans les Pays régis par le Droit Ecrit ; qu'il avoit trouvé que dans le ressort des Parlemens de Bordeaux, Toulouse, dans le Duché de Bourgogne, ces Rentes étoient distinguées & avoient un sort différent des Rentes constituées sur des particuliers ; que les premières conservoient dans les par-

tages & dans les successions la nature d'immeubles, tandis que les dernières n'étoient considérées que comme Mobiliaires; qu'enfin le Testateur instituant un Héritier, ne lui transmettoit pas la propriété des Rentes constituées sur le Roi à titre d'institution, mais seulement à titre de Legs universel sujet à délivrance: que cette distinction, constamment établie dans les Pays de Droit Ecrit, ne laissoit point douter que l'Héritier institué ne dût obtenir la délivrance des Rentes constituées par le Roi, & en rapporter l'Acte pour la décharge du Comptable chargé du paiement; mais que quelques Rentiers cherchoient encore à s'affranchir de cette formalité, dont la nécessité n'étoit point constatée par une Loi précise, & qui n'étoit point d'usage avant l'Ordonnance de 1735; au moyen de quoi quelques Comptables pourroient ne s'y pas conformer: que par ces considérations il requeroit qu'il plût à la Chambre ordonner, que toutes les Rentes créées par le Roi sur les Aydes & Gabelles, sur les Tailles, dont l'assiette étoit hors le Pays de Droit Ecrit, ou Pays Coutumiers, où lesdites Rentes sont réputées meubles, sur les Postes ou sous telle autre dénomination que ce soit, conserveroient leur nature d'Immeubles; que conformément aux Articles LXVIII & LXXIII de l'Ordonnance de 1735, les institutions d'Héritiers faites en Pays de Droit Ecrit ne vaudroient à l'égard desdites Rentes, que comme Legs universel, sujet à délivrance, dont les Rentiers seroient tenus de rapporter l'Acte au Payeur; qu'en rapportant par lesdits Payeurs ledit Acte de délivrance, ensemble la quittance du Rentier & autres acquits sur ce suffisans, les Parties desdites Rentes seroient passées dans les Comptes sans difficulté, & que l'Arrêt qui interviendrait seroit exécuté par forme de règlement. Vû ladite Requête, l'Ordonnance du mois d'Août 1735: Oûi le rapport de M^e. Jacques Cassini Conseiller-Maître, & tout considéré; LA CHAMBRE faisant Droit sur le Réquisitoire du Procureur Général du Roi, porté par ladite Requête, a ordonné & ordonne que les Articles LXVIII, LXIX, LXX, LXXI, LXXII & LXXIII de ladite Ordonnance soient exécutés selon leur forme & teneur; ce faisant, que les Rentes, Intérêts & autres Charges assignées sur les Fermes des Aydes & Gabelles, sur celles des Postes, sur les Recettes Générales des

Domaines, des Finances, Recettes particulieres des Tailles ou autres revenus du Roi, dont le payement doit être fait à Bureau ouvert en cette Ville de Paris, ou en d'autres Villes & lieux régis par les Coutumes qui réputent les Rentes immeubles, conserveront leur nature d'immeubles, encore bien que les Propriétaires desdites Rentes, Intérêts & autres Charges, fussent domiciliés dans des Pays de Droit Ecrit, ou Pays Coutumiers, qui réputent les Rentes meubles; & que les institutions d'héritiers faites en Pays de Droit Ecrit, ne vaudront, à l'égard desdites Rentes, Intérêts & Charges, que comme Legs universels sujets à délivrance. Fait défenses à tous Trésoriers, Payeurs, Receveurs Généraux & Particuliers, ou autres Comptables préposés au payement desdites Rentes, Intérêts & autres Charges, d'en faire le payement à ceux qui en prétendent la propriété, en vertu de testamens faits par des Testateurs domiciliés en Pays de Droit Ecrit, qui les instituent héritiers universels, qu'en leur remettant des Actes de délivrance desdits legs universels; lesquels Actes lesdits Comptables seront tenus de rapporter sur leurs comptes, à peine d'être, lesdites Parties, tenues en soussances, même rayées, s'il y échet, aux jugemens de leurs comptes. Et sera, le présent Arrêt, exécuté par forme de Règlement, & à cet effet, signifié à la requête du Procureur Général du Roi, aux Syndics des Payeurs des Rentes de l'Hôtel-de-Ville, aux Receveurs Généraux & Particuliers, & autres Comptables préposés aux payemens desdites Rentes, Intérêts & autres Charges, à Bureaux ouverts dans cette Ville de Paris, & aux Syndics des Procureurs de la Chambre, à ce qu'ils aient à en avertir leurs Comptables, & à s'y conformer. FAIT, les Semestres assemblés, le vingt-deux Février mil sept cent cinquante-cinq. Collationné. Signé, GOUGENOT.

Cet Arrêt a été signifié à la Compagnie des Payeurs des Rentes le 17 Mars 1755.

A R R E S T

D E L A C H A M B R E

D E S C O M P T E S ,

*Portant Reglement Général à observer par les
Payeurs des Rentes Perpétuelles , Viageres &
Tontines.*

Du 17 Juin 1758.

Extrait des Registres de la Chambre des Comptes.

SUR la Requête présentée à la Chambre par le Procureur Général du Roi; CONTENANT, que les Rentes Perpétuelles constituées sur l'Hôtel-de-Ville, formant un objet également important pour les Finances de Sa Majesté, & pour la fortune des Particuliers, la Chambre auroit toujours donné la plus grande attention à cette partie de sa Jurisdiction; que dans tous les tems, occupée du soin d'assurer la validité des acquits qui doivent être fournis à Sa Majesté, & de celui de conserver aux Rentiers leurs droits légitimes, elle auroit sçu, par cette double exactitude, affermir le crédit des Rentes, & ménager au Roi les moyens de se procurer, par de nouvelles créations, des secours qui sont du genre le moins onéreux à ses Sujets. Que les Rentes Viageres & celles dites Tontines, qu'on doit comprendre sous la denomination générale de Rentes Viageres, quoiqu'à peu-près semblables aux Rentes Perpétuelles, & par leur nature, & par leur objet, n'auroient pas néanmoins été assujetties, dans leurs constitutions, à des regles aussi séveres; soit qu'on ait permis de plus grandes facilités pour accélérer le recouvrement des capitaux dans des temps où la circulation de l'argent étoit moins active, soit qu'en présumant que les Particuliers n'emploieroient

à l'acquisition de ces Rentes, qu'un mobilier superflu, on ait crû pouvoir les dispenser de formalités, souvent gênantes, mais toujours nécessaires pour l'aliénation des immeubles; que les Edits de création de ces Rentes avoient varié, quelques-uns étendant la liberté des Rentiers, par des dispositions particulieres, qui n'auroient pas été inférées dans d'autres Edits; que cette différence n'a pû manquer de jeter de l'obscurité & de l'embarras dans une matiere où la Loi devoit être simple & uniforme pour tous les Rentiers, en sorte qu'il paroîtroit indispensable de déterminer le sens & l'étendue véritable que ces dispositions doivent avoir, afin d'applanir les obstacles qui se présentent dans le cours des payemens, & de fixer la qualité des acquits que les Comptables doivent exiger, pour opérer la décharge du Roi. Que pour parvenir à ne laisser subsister aucune équivoque sur l'exécution des stipulations inférées dans les Contrats & la validité des acquits, le Procureur Général établissoit, comme un principe constant, que les dispositions des Ordonnances & des Coutumes doivent être observées toutes les fois qu'il n'y a pas été spécialement dérogé par les Edits de création des Rentes, dont les conditions, revêtues d'Enrégistrement des Cours, font la Loi, & des Rentiers, & des Payeurs; que s'il s'est introduit dans les conditions des constitutions, quelques clauses contraires au droit commun, sans être autorisées par les Edits dûement enregistrées, l'ordre public demandoit que cet abus fut réprimé, à moins qu'il ne se bornât à affranchir des formalités évidemment superflues, & dont l'exécution ne pût apporter aucun préjudice aux Parties intéressées. Qu'après un examen scrupuleux des difficultés qui peuvent se présenter pour le paiement des Rentes Viageres, le Procureur Général se proposoit de les exposer en détail sous les yeux de la Chambre, afin de la mettre en état d'établir une Jurisprudence qui ne laisse subsister à l'avenir aucune incertitude; que ces difficultés peuvent être rangées sous quatre classes, sous lesquelles il paroïssoit nécessaire que la Chambre s'expliquât par un Reglement. Que dans la premiere classe, étoient placées les constitutions, dont la jouissance actuelle ou avenir étoit au profit de celui qui n'en a pas remis la valeur au Roi, & qui ne pouvant, par cette

raison, être considérées que comme de véritables donations, sembleroient exiger pour leur validité, l'insinuation & l'acceptation. Que ces Rentes n'auroient pas été néanmoins jusques ici revêtues de ces formalités, & que l'on devoit remarquer que les motifs qui en ont établi l'usage, étoient peu applicables aux Rentes Viageres, les capitaux n'étant formés que des sommes mobilières; ce qui rendoit sans objet l'insinuation établie particulièrement pour la sûreté de ceux qui ont des hypothèques; & que quand à l'acceptation, l'avantage du Donataire suffisoit pour la faire présumer & la perception de la Rente en fournissoit la reconnoissance la plus formelle; que dans la seconde classe se trouvoient les Rentes constituées à ceux qui sont sous la puissance d'autrui, tels que les Femmes communes en biens, les Religieux & Religieuses, les Mineurs & les Interdits; qu'on devoit encore subdiviser cette Classe, & distinguer les constitutions que ces personnes acquèrent pour elles-mêmes, & celles qui ne leur appartiennent qu'à titre de bienfait. Dans la premiere division, la Femme commune en biens devoit acquérir au profit de la communauté, celui qui a fait Profession Religieuse, au profit de son Monastere, à moins que par les Statuts de son Ordre, il n'ait la faculté de posséder un pécule; d'où il résultoit que l'un & l'autre ne pouvoient donner de quittances valables, qu'avec le concours & l'autorisation de leurs Maris & de leurs Supérieurs, que le Mineur ne pouvoit, à la vérité, contracter sans être assisté de son Tuteur; que cependant lui, Procureur Général, estimoit que dans l'espèce dont il s'agissoit, sa quittance pouvoit être suffisante, parce que la Loi lui permettoit tout ce qui pouvoit tendre à son bien; & comme il est certain que le capital de la Rente ne provient que de ses épargnes, la perception des arrérages de cette constitution ne pouvoit altérer le fond de son patrimoine, ni les droits successifs qui lui sont échus, à la conservation desquels le Tuteur est spécialement préposé. Quant aux Interdits, soit qu'ils ayent acquis ou reçu leurs Rentes Viageres, on devoit leur laisser la liberté d'en toucher les arrérages sur leurs quittances, par les mêmes motifs qui sont accorder cette faculté au Mineur, à moins que leur interdiction ne fût fondée sur une incapacité absolue;

ce qu'il est d'autant plus facile de connoître, que les Jugemens qui les prononcent, en expriment toujours la cause. Dans la seconde division de cette même classe, que si la Rente est constituée par un tiers au profit de la Femme commune, ou d'un Religieux, ou d'une Religieuse, ou d'un Mineur, avec clause dans le Contrat, qu'ils en toucheront les arrérages sur leurs simples quittances, comme il n'en résulte aucun préjudice contre la Communauté, aucun désavantage pour la Maison Religieuse, aucune diminution de la fortune du Mineur, il n'y avoit aucun prétexte pour les empêcher de profiter d'une facilité qui est la condition expresse de la libéralité dont ils sont l'objet. Que la troisième classe renfermoit l'espèce ou deux conjoints, constituant une Rente, avec clause de jouissance en faveur du survivant, lui préparoient l'effet d'un avantage pros crit par l'Article CCLXXXII de la Coutume de Paris. Qu'autant qu'il étoit nécessaire de conserver à cet Article sa pleine exécution, autant il étoit essentiel de fixer les bornes qu'il prescrit; la clause qui donne au survivant la jouissance de la Rente, ne devant la lui assurer qu'à la charge de fournir aux Héritiers du prédécédé, la récompense qui fait cesser l'effet de l'avantage indirect, les droits de l'Héritier se réduisoient à une action en indemnité, & qui ne devoit s'étendre sur la Rente, que dans le cas où on ne pourroit l'exercer sur d'autres biens de la succession, il s'en suivoit, que s'il étoit juste de conserver à l'Héritier, son action, & de lui donner le tems suffisant pour la diriger, même sur la Rente, s'il étoit nécessaire, il n'étoit pas moins juste d'assurer au survivant, après un délai convenable, la perception des arrérages de sa Rente, sans l'assujettir à rapporter les consentemens d'Héritiers toujours embarrassans, quelquefois impossibles, & qu'ils ont tacitement accordé par leur silence, & en ne profitant pas de la faculté qu'ils avoient de faire valoir leurs droits par les voyes judiciaires. Que dans la quatrième classe, le Procureur Général comprenoit quelques constitutions de Rentes, portant que la jouissance en appartiendra à un tiers, si la volonté du Constituant ne change, condition bisarre, & qui semble contraire à l'Article de la Coutume, qui déclare, que donner & retenir ne vaut, mais qui néanmoins peut être exécutée,

parce qu'elle ne porte aucun préjudice, & n'entraîne aucun inconvénient après elle. Qu'indépendamment des difficultés exprimées dans ces quatre classes, il s'étoit encore élevé quelques questions qui tombent également sur les Rentes Viageres & Perpétuelles; mais que la Chambre ayant toujours suivi, à cet égard, une Jurisprudence constante & conforme aux vrais principes, il n'y avoit pas lieu de les comprendre dans le Reglement qui devoit intervenir, sauf à les indiquer par une simple énumération.

Premierement. Que la Chambre ayant, par son Reglement du 22 Février 1755; déclaré, conformément aux dispositions de l'Ordonnance du mois d'Août 1735, que les Rentes sur la Ville étoient sujettes à délivrance, lorsque la propriété en étoit transmise par le Testament d'un Domicilié en Pays de Droit Ecrit, elle ne s'étoit point expliquée sur les Rentes Viageres, dont il seroit disposé de la même manière dans les Provinces régies par le même Droit Ecrit; mais qu'il ne paroïssoit pas nécessaire que son Reglement eût aucune disposition précise à cet égard, puisque le fonds de ces Rentes étant composé d'une somme mobilière, qui périt pour le Rentier, dès le moment de sa constitution, elles ne pouvoient être considérées comme étant de la même nature que les Rentes Perpétuelles, ni être assujetties à une formalité, qui n'a été établie par l'Ordonnance de 1735, que pour les successions des immeubles.

Deuxièmement. Qu'on avoit douté si un Exécuteur Testamentaire pouvoit recevoir sur sa quittance, en fournissant seulement l'extrait du Testament vû aux Insinuations, & s'il ne devoit pas encore justifier d'un Inventaire, ce qui est d'autant moins nécessaire, que le Testament est son vrai titre.

Troisièmement. S'il pouvoit recevoir les Rentes qui étoient pendant l'année de l'exécution testamentaire, ou seulement en suivant littéralement la Coutume, celles qui sont échues au jour du décès; sur quoi l'Exécuteur Testamentaire avoit en sa faveur l'usage, & devoit avoir la possession, si l'Héritier ne la contesloit.

Quatrièmement. Que la crainte de l'insolvabilité du Curateur à la succession vacante, avoit fait penser qu'il

il y avoit du risque à lui payer les Rentes ; mais qu'on ne pouvoit douter qu'il n'eût la capacité de les recevoir, puisqu'il étoit l'homme préposé à cet effet par la Justice.

Cinquièmement. Que le paiement fait à un fondé de procuration, après le décès du Rentier, paroïssoit d'abord suspect ; cependant la procuration étant valable, elle étoit un titre auquel le Payeur devoit déférer, tant que la mort du Rentier ne lui étoit pas juridiquement connue. Qu'après avoir fait connoître par cette énonciation sommaire, que les cinq dernières questions n'étoient pas susceptibles d'une discussion sérieuse, il ne comprenoit dans ses conclusions, que les quatre classes précédemment exposées ; & pour établir une règle fixe sur les différens objets qu'elles renferment, il requéroit qu'il plût à la Chambre ordonner :

1°. Que les Contrats de Rentes Viageres, & celles dites Tontines, constituées au profit d'un tiers, seront nonobstant le défaut d'Insinuation & d'acceptation, exécutés comme ils l'ont été jusqu'à présent ; en conséquence, qu'après le décès, ou en vertu du désistement de celui qui aura constitué la Rente, ceux à qui la jouissance en appartiendra, en toucheront les arrérages, sans être assujettis ausdites formalités de l'Insinuation & de l'acceptation.

2°. Que les Rentes qui seront acquises par des Femmes qui ne seront pas déclarées par lesdits Contrats, non communes, ou séparées, ou par des Religieux ou Religieuses qui n'ont pas la faculté de posséder un pécule, ne seront acquittées par les Payeurs des Rentes, & passées dans leurs comptes, qu'en conséquence de l'autorisation des Maris ou des Supérieurs.

3°. Que les Religieux ou Religieuses qui ont droit de posséder un pécule, & les Mineurs qui se seront constitués des Rentes Viageres, pourront les recevoir sur leurs simples quittances.

4°. Que les parties de Rentes viageres, appartenantes à des Interdits, leur seront payées sur leurs simples quittances, à l'exception de ceux dont l'interdiction aura été prononcée pour cause de démence ou d'incapacité absolue, lesquelles ne pourront audit cas être

valablement payées, que sur la quittance des Curateurs, qui leur auront été nommés par Justice.

5°. Que les Rentes constituées par des tiers au profit des Femmes, des Mineurs, des Religieux ou Religieuses, même incapables d'avoir un pécule, leur seront payées valablement, & passées sur leurs simples quittances dans les Comptes, en se conformant à cet égard aux stipulations insérées dans les Contrats.

6°. Que l'Article CCLXXXII. de la Coutume de Paris sera exécuté, & que conformément à icelui, les Rentes constituées, avec la clause de jouissance en faveur du survivant des deux conjoints, n'appartiendront audit survivant, qu'à la charge d'indemniser les héritiers du prédécédé; & qu'à l'effet de donner aux héritiers du prédécédé, un délai suffisant pour faire valoir leur action, il sera surcis pendant six mois au paiement de ladite Rente, à compter du jour de la mort du prédécédé, après lequel délai expiré, les Rentes seront payées au survivant, sur sa simple quittance, & passées dans les Comptes, sans rapporter consentement des héritiers; mais en justifiant seulement du tems du décès du prédécédé.

7°. Que les payemens qui seront faits, conformément aux Articles ci-dessus, opéreront l'entière libération du Roi, ensemble la décharge complète des Payeurs, sans néanmoins que dans le cas de fausses énonciations dans les constitutions, de soustraction ou d'ignorance des Contrats dans les partages, les Payeurs puissent préjudicier à ceux qui auroient quelques droits à y prétendre, lesquels ils pourront faire valoir, de la manière & ainsi qu'il appartiendra, même sur les arrérages de ladite Rente, qui n'auroient pas encore été acquittés, & que l'Arrêt qui interviendra, lequel sera observé par forme de Règlement, ne sera néanmoins exécuté qu'à commencer aux Comptes de 1758, les Parties comprises audit Règlement seront passées aux Payeurs des Rentes dans la dépense de leurs Comptes, sur les mêmes pièces, en vertu desquelles elles auront été allouées dans leurs Comptes précédens. Vû ladite Requête & pièces y énoncées. Oûi le rapport de M^e. Dominique-Jean Cassiny, Conseiller-Maître, Rapporteur-

LA CHAMBRE , faisant droit sur ladite Requête , a ordonné & ordonne , 1°. Que les Contrats de Rentes viagères , & celles dites Tontines , constituées au profit d'un tiers , seront , nonobstant le défaut d'Insinuation & d'acceptation , exécutés comme ils l'ont été jusqu'à présent ; en conséquence , qu'après le décès , ou en vertu du désistement de celui qui aura constitué la Rente , ceux à qui la jouissance en appartiendra , en toucheront les arrérages , sans être assujettis ausdites formalités de l'Insinuation & de l'acceptation.

2°. Les Rentes qui seront acquises par des femmes , qui ne seront pas déclarées par lesdits Contrats , non communes ou séparées , ou par des Religieux ou Religieuses , qui n'ont pas la faculté de posséder un pécule , ne seront acquittées par les Payeurs des Rentes , & passées dans leurs Comptes , qu'en conséquence de l'autorisation des maris ou des Supérieurs.

3°. Les Religieux ou Religieuses qui ont droit de posséder un pécule , & les Mineurs qui se seront constitués des Rentes viagères , pourront les recevoir sur leurs simples quittances.

4°. Les parties de Rentes viagères appartenantes à des Interdits , leur seront payées sur leurs simples quittances , à l'exception de ceux dont l'interdiction aura été prononcée pour cause de démence ou d'incapacité absolue , lesquelles ne pourront audit cas être valablement payées , que sur la quittance des Curateurs qui leur auront été nommés par Justice.

5°. Les Rentes constituées par des tiers au profit des Femmes , des Mineurs , des Religieux ou Religieuses , même incapables d'avoir un pécule , leur seront payées valablement , & passées sur leurs simples quittances dans les Comptes , en se conformant à cet égard aux stipulations insérées dans les Contrats.

6°. L'Article CCLXXXII de la Coutume de Paris sera exécuté ; & conformément à icelui , les Rentes constituées , avec la clause de jouissance en faveur du survivant des deux conjoints , n'appartiendront audit survivant , qu'à la charge d'indemniser les héritiers du prédécédé ; & à l'effet de donner auxdits héritiers un délai suffisant pour faire valoir leur action , il sera surcis pendant six mois au payement de ladite Rente , à

compter du jour de la mort du prédécédé , après lequel délai expiré , les Rentes seront payées au survivant sur sa simple quittance , & passées dans les Comptes , sans rapporter consentement des héritiers ; mais en justifiant seulement du tems du décès du prédécédé.

7°. Les payemens qui seront faits conformément aux Articles ci-dessus , opéreront l'entière libération du Roi , ensemble la décharge complète des Payeurs , sans néanmoins que , dans le cas de fausses énonciations dans les constitutions , de soustraction , ou d'ignorance des Contrats dans les partages , lesdits payemens puissent préjudicier à ceux qui auroient quelques droits à y prétendre , lesquels ils pourront faire valoir , de la manière & ainsi qu'il appartiendra , même sur les arrérages desdites Rentes , qui n'auroient pas encore été acquittés ; & fera le présent Arrêt exécuté par forme de Règlement , à commencer au Jugement des Comptes de la présente année 1758 , à l'effet de quoi , dans les Comptes antérieurs à 1758 , les parties comprises au présent Règlement , seront passées aux Payeurs des Rentes dans la dépense de leurs Comptes , sur les mêmes pièces , en vertu desquelles elles auront été allouées dans leurs Comptes précédens ; ordonne au surplus ladite Chambre , qu'il ne sera rien innové dans la Jurisprudence de la Chambre , telle & ainsi qu'elle a eu lieu dans les cas énoncés dans les cinq Articles mentionnés en ladite Requête du Procureur Général du Roi ; & que le présent Arrêt sera signifié , à la Requête du Procureur Général du Roi , tant aux Syndics des Payeurs des Rentes , qu'aux Syndics des Procureurs de la Chambre , à ce qu'ils n'en ignorent , & aient à s'y conformer. Fait les Semestres assemblés , le dix-sept Juin mil sept cens cinquante-huit. Collationné , extrait des Registres de la Chambre des Comptes. *Signé* , DUCORNET , avec paraphe.

ORDONNANCE DE LOUIS XV,

ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE.

*Pour fixer la Jurisprudence sur la nature, la
forme, les charges ou les conditions des
Donations.*

Donnée à Versailles au mois de Fevrier 1731.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, Roi de France & de Navarre : A tous présens & à venir, SALUT. La Justice devoit être aussi uniforme dans ses Jugemens, que la Loi est une dans sa disposition, & ne pas dépendre de la différence des tems & des lieux, comme elle fait gloire d'ignorer celle des personnes. Tel a été l'esprit de tous les Législateurs, & il n'est point de Loix qui ne renferment le vœu de la perpétuité & de l'uniformité ; leur principal objet est de prévenir les Procès encore plus que de les terminer, & la route la plus sûre pour y parvenir, est de faire régner une telle uniformité dans les décisions, que, si les Plaideurs ne sont pas assez sages pour être leurs premiers juges, ils sçachent au moins, que dans tous les Tribunaux, ils trouveront une Justice toujours semblable à elle-même, par l'observation constante des mêmes regles. Mais comme si les Loix & les Jugemens devoient éprouver ce caractère d'incertitude & d'instabilité, qui est presque inséparable de tous les ouvrages humains, il arrive quelquefois, que, soit par un défaut d'expression, soit par les différentes manieres d'envisager les mêmes objets, la variété des Jugemens forme d'une seule Loi, comme autant de Loix différentes, dont la diversité, & souvent l'opposition, contraire à l'honneur de la Justice, le sont encore plus au bien public : de-là naît en effet cette multitude de conflits de Jurisdiction, qui ne sont formés par un Plai-

deur trop habile, que pour éviter par le changement de Juges, la Jurisprudence qui lui est contraire, & s'assurer celle qui lui est favorable; enforte que le fonds même de la contestation se trouve décidé par le seul Jugement qui règle la compétence du Tribunal. Notre amour pour la Justice, dont Nous regardons l'administration comme le premier devoir de la Royauté, & le desir que Nous avons de la faire respecter également dans tous nos Etats, ne Nous permettent pas de tolérer plus long-tems une diversité de Jurisprudence, qui produit de si grands inconvéniens : Nous aurions pû la faire cesser avec plus d'éclat & de satisfaction pour Nous, si Nous avions différé de faire publier le corps des Loix qui seront faites dans cette vûe, jusqu'à ce que toutes les parties d'un projet si important eussent été également achevées; mais l'utilité qu'on doit attendre de la perfection de cet ouvrage, ne pouvant être aussi prompte que Nous le désirerions; notre affection pour nos Peuples, dont Nous préférons toujours l'intérêt à toute autre considération, nous a déterminé à leur procurer l'avantage présent de profiter, au moins en partie, d'un travail dont Nous nous hâterons de leur faire bien-tôt recueillir tout le fruit. Et Nous leur en donnons comme les prémices, par la décision des questions qui regardent la nature, la forme, & les charges, ou les conditions essentielles des Donations; matiere qui, soit par sa simplicité, soit par le peu d'opposition qui s'y trouve entre les principes du Droit Romain & ceux du Droit François, Nous a paru la plus propre à fournir le premier exemple de l'exécution du plan que Nous nous sommes proposé. Avant que d'y établir des regles invariables, Nous avons jugé à propos de Nous faire informer exactement par les principaux Magistrats de nos Parlemens & de nos Conseils supérieurs; des différentes Jurisprudences qui s'y observent; & Nous avons eu la satisfaction de voir, dans l'exposition des moyens propres à les concilier, que ces Magistrats, uniquement occupés du bien de la Justice, Nous ont proposé souvent de préférer la Jurisprudence la plus simple, & par-là même, la plus utile, à celle que le préjugé de la naissance, & une ancienne habitude, pouvoient leur rendre plus respectable, où s'il y a eu de la diversité de sentimens sur quelques points, elle

■ a servi , par le compte qui nous en a été rendu dans notre Conseil , qu'à développer encore plus les véritables principes que Nous devons suivre , pour rétablir successivement dans les différentes matieres de la Jurisprudence où l'on observe les mêmes Loix , cette uniformité parfaite qui n'est pas moins honorable au Législateur , qu'avantageuse à ses Sujets. A CES CAUSES , & autres à ce Nous mouvans , de l'avis de notre Conseil , & de notre certaine science , pleine puissance , & autorité Royale , Nous avons dit , déclaré & ordonné , disons , déclarons & ordonnons , Voulons & Nous plaît ce qui suit.

ART. I. Tous actes portans Donations entre - vifs , seront passés pardevant Notaires , & il en restera minute , à peine de nullité.

II. Les Donations entre-vifs seront faites dans la forme ordinaire des contrats & actes passés pardevant Notaires , & en y observant les autres formalités qui y ont eu lieu jusqu'à présent , suivant les différentes Loix , Coûtumes & Usages des Pays soumis à notre domination.

III. Toutes Donations à cause de mort , à l'exception de celles qui se feront par Contrat de Mariage , ne pourront dorénavant avoir aucun effet , dans les Pays mêmes où elles sont expressément autorisées par les Loix ou par les Coûtumes , que lorsqu'elles auront été faites dans la même forme que les Testamens ou les Codiciles ; en sorte qu'il n'y ait à l'avenir dans nos Etats , que deux formes de disposer de ses biens à titre gratuit , dont l'une sera celle des Donations entre-vifs , & l'autre , celle des Testamens ou des Codiciles.

IV. Toute Donation entre-vifs , qui ne seroit valable en cette qualité , ne pourra valoir comme donation ou disposition à cause de mort , ou testamentaire , de quelque formalité qu'elle soit revêtue.

V. Les Donations entre-vifs , même celles qui seroient faites en faveur de l'Eglise ou pour causes pies , ne pourront engager le Donateur , ni produire aucun autre effet , que du jour qu'elles auront été acceptées par le Donataire , ou par son Procureur général ou spécial , dont la procuration demeurera annexée à la minute de la donation ; & en cas qu'elle eût été acceptée par une personne qui auroit déclaré se porter fort pour le Donataire absent , ladite Donation n'aura effet que du jour

de la ratification expresse, que ledit Donataire en aura faite par acte passé pardevant Notaires, duquel acte il restera minute. Défendons à tous Notaires & Tabellions, d'accepter les Donations, comme stipulans pour les Donataires absens, à peine de nullité desdites stipulations.

VI. L'acceptation de la Donation sera expresse, sans que les Juges puissent avoir aucun égard aux circonstances, dont on prétendrait induire une acceptation tacite ou présumée; & ce, quand même le Donataire auroit été présent à l'acte de Donation, & qu'il l'auroit signé, ou quand il seroit entré en possession des choses données.

VII. Si le Donataire est mineur de vingt-cinq ans, ou interdit par autorité de Justice, l'acceptation pourra être faite pour lui, soit par son Tuteur ou son Curateur, soit par ses pere ou mere, ou autres ascendans, même du vivant du pere & de la mere, sans qu'il soit besoin d'aucun avis de parens pour rendre ladite acceptation valable.

VIII. L'acceptation pourra aussi être faite par les Administrateurs des Hôpitaux, Hôtels-Dieu, ou autres semblables établissemens de charité, autorisés par nos Lettres-Parentes régistrees en nos Cours; & par les Curés & Marguilliers, lorsqu'il s'agira de Donations entre-vifs faites pour le Service Divin, pour fondations particulieres, ou pour la subsistance & le soulagement des Pauvres de leur Paroisse.

IX. Les Femmes mariées, même celles qui ne seront communes en biens, ou qui auront été séparées par Sentence ou par Arrêt, ne pourront accepter aucunes Donations entre-vifs, sans être autorisées par leur mari, ou par Justice à son refus. N'entendons néanmoins rien innover sur ce point, à l'égard des Donations qui seroient faites à la femme, pour lui tenir lieu de bien paraphernal, dans les Pays où les femmes mariées peuvent avoir des biens de cette qualité.

X. N'entendons pareillement comprendre dans la disposition des Articles précédens, sur la nécessité & la forme de l'acceptation dans les Donations entre-vifs, celles qui seroient faites par Contrat de Mariage aux conjoints, ou à leurs enfans à naître, soit par les conjoints mêmes, ou par les ascendans ou parens collatéraux, même par des étrangers; lesquelles Donations ne pourront

être attaquées, ni déclarées nulles, sous prétexte de défaut d'acceptation..

XI. Lorsqu'une Donation aura été faite en faveur du Donataire & des enfans qui en naîtront, ou qu'elle aura été chargée de substitution au profit desdits enfans ou autres personnes nées ou à naître, elle vaudra en faveur desdits enfans ou autres personnes, par la seule acceptation dudit Donataire, encore qu'elle ne soit pas Contrat de Mariage, & que les Donateurs soient des collatéraux ou des étrangers.

XII. Voulons pareillement, qu'en cas qu'une Donation faite à des enfans nés & à naître, ait été acceptée par ceux qui étoient déjà nés dans le tems de la Donation, ou par leurs Tuteurs, ou autres dénommés dans l'Article VII. elle vaille, même à l'égard des enfans qui naîtront dans la suite, nonobstant le défaut d'acceptation faite de leur part ou pour eux, encore qu'elle ne soit pas faite par Contrat de Mariage, & que les Donateurs soient des collatéraux ou des étrangers.

XIII. Les institutions contractuelles, & les dispositions à cause de mort, qui seroient faites dans un Contrat de Mariage, même par des collatéraux ou par des étrangers, ne pourront être attaquées par le défaut d'acceptation.

XIV. Les Mineurs, les Interdits, l'Eglise, les Hôpitaux, Communautés, ou autres, qui jouissent des privilèges des Mineurs, ne pourront être restitués contre le défaut d'acceptation des Donations entre-vifs; le tout sans préjudice du recours tel que de droit desdits Mineurs ou Interdits, contre leurs Tuteurs ou Curateurs; & desdites Eglises, Hôpitaux, Communautés, ou autres jouissans des privilèges des Mineurs, contre leurs Administrateurs, sans qu'en aucun cas la Donation puisse être confirmée, sous prétexte de l'insolvabilité de ceux contre lesquels ledit recours pourra être exercé.

XV. Aucune Donation entre-vifs ne pourra comprendre d'autres biens, que ceux qui appartiendront au Donateur dans le tems de la Donation, & si elle renferme des meubles ou effets mobiliers, dont la Donation ne contienne pas une tradition réelle, il en sera fait un état signé des parties, qui demeurera annexé à la minute de ladite Donation, faute de quoi, le Do-

nataire ne pourra prétendre aucun desdits meubles ou effets mobiliers, même contre le Donateur ou ses héritiers : Défendons de faire dorénavant aucunes Donations des biens présens & à venir, (si ce n'est dans le cas ci-après marqué) à peine de nullité desdites Donations, même pour les biens présens, & ce encore que le Donataire eût été mis en possession, du vivant du Donateur, desdits biens présens, en tout ou en partie.

XVI. Les Donations qui ne comprendroient que les biens présens, seront pareillement déclarées nulles, lorsqu'elles seront faites à condition de payer les dettes & charges de la succession du Donateur, en tout ou en partie, ou autres dettes & charges que celles qui existoient lors de la Donation, même de payer les légitimes des enfans du Donateur, au-delà de ce dont ledit Donataire peut en être tenu de droit, ainsi qu'il sera réglé ci-après; laquelle disposition sera observée généralement, à l'égard de toutes les Donations faites sous des conditions dont l'exécution dépend de la seule volonté du Donateur : Et en cas qu'il se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la Donation, ou d'une somme fixe à prendre sur les biens donnés, Voulons que ledit effet ou ladite somme ne puissent être censés compris dans la Donation, quand même le Donateur seroit mort sans en avoir disposé; auquel cas, ledit effet, ou ladite somme, appartiendront aux héritiers du Donateur, nonobstant toutes clauses ou stipulations à ce contraires.

XVII. Voulons néanmoins que les Donations faites par Contrat de Mariage, en faveur des conjoints ou de leurs descendans, même par des collatéraux ou par des étrangers, soient exceptées de la disposition de l'Article xv. ci-dessus, & que lesdites Donations faites par Contrat de Mariage, puissent comprendre, tant les biens à venir, que les biens présens, en tout ou en partie, auquel cas il sera au choix du Donataire, de prendre les biens tels qu'ils se trouveront au jour du décès du Donateur, en payant toutes les dettes & charges, même celles qui seroient postérieures à la Donation, ou de s'en tenir aux biens qui existoient dans le tems qu'elle aura été faite, en payant seulement les dettes & charges existantes audit tems.

XVIII. Entendons pareillement que les Donations des biens présens , faites à condition de payer indistinctement toutes les dettes & charges de la succession du Donateur , même les légitimes indéfiniment , ou sous d'autres conditions , dont l'exécution dépendroit de la volonté du Donateur , puissent avoir lieu dans les Contrats de Mariage , en faveur des Conjoints ou de leurs descendans , par quelques personnes que lesdites Donations soient faites , & que le Donataire soit tenu d'accomplir lesdites conditions , s'il n'aime mieux renoncer à ladite Donation : Et en cas que ledit Donateur par Contrat de Mariage , se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la Donation de ses biens présens , ou d'une somme fixe à prendre sur lesdits biens , Voulons que s'il meurt sans en avoir disposé , ledit effet ou ladite somme appartiennent au Donataire ou à ses héritiers , & soient censés compris dans ladite Donation.

XIX. Les Donations faites dans les Contrats de Mariage en ligne directe , ne seront pas sujettes à la formalité de l'insinuation.

XX. Toutes les autres Donations , même les Donations rénumératoires ou mutuelles , quand même elles seroient entièrement égales , ou celles qui seroient faites à la charge de services & de fondations , seront insinuées suivant la disposition des Ordonnances , à peine de nullité.

XXI. Ladite peine de nullité n'aura pas lieu néanmoins à l'égard des dons mobiles , augmens , contre-augmens , engagemens , droits de rétention , agencemens , gains de nêces & de survie , dans les pays où ils sont en usage ; à l'égard de toutes lesquelles stipulations ou conventions , à quelque somme ou valeur qu'elles puissent monter , notre Déclaration du vingt-cinq Juin mil sept cens vingt-neuf , sera exécutée suivant sa forme & teneur.

XXII. L'exception portée par l'article précédent , & par ladite Déclaration , aura pareillement lieu à l'égard des Donations de choses mobilières , quand il y aura tradition réelle , ou quand elles n'excéderont pas la somme de mille livres une fois payée.

XXIII. Dans tous les cas où l'insinuation est nécessaire à peine de nullité , les Donations d'immeubles réels ,

ou de ceux qui , sans être réels , ont une assiette selon les Loix , Coutumes , ou Usages des lieux , & ne suivent pas la personne du Donateur , seront insinuées sous ladite peine de nullité , au Greffe des Bailliages ou Sénéchaussées Royales , ou autre Siège Royal ressortissant nuement en nos Cours , tant du domicile du Donateur , que du lieu dans lequel les biens donnés sont situés , ou ont leur assiette : Et à l'égard des Donations de choses mobilières , même des immobilières qui n'ont point d'assiette & suivent la personne , l'insinuation s'en fera seulement au Greffe du Bailliage ou Sénéchaussée Royale , ou autre Siège Royal ressortissant nuement en nos Cours , du domicile du Donateur. Defendons de faire aucunes insinuations dans d'autres Jurisdictions Royales , ou dans les Justices Seigneuriales , même dans celles des Pairies ; & en cas que le Donateur y ait son domicile , ou que les biens donnés y soient situés , l'insinuation sera faite au Greffe du Siège qui a la connoissance des cas Royaux , dans le lieu dudit domicile ou de la situation des biens donnés , le tout à peine de nullité.

XXIV. Sera tenu à l'avenir , dans chaque Bailliage ou Sénéchaussée Royale , un Registre particulier , qui sera cotté & paraphé à chaque feuillet par le premier Officier du Siège , clos & arrêté à la fin de chaque année par ledit Officier ; dans lequel Registre sera transcrit en entier l'acte de Donation , si elle est faite par un acte séparé , sinon la partie de l'acte qui contiendra la Donation , ses charges ou conditions , sans en rien omettre ; à l'effet de quoi la grosse ou expédition dudit acte seront représentés , sans qu'il soit nécessaire de rapporter la minute.

XXV. Le Dépositaire dudit Registre sera tenu d'en donner communication , toutes les fois qu'il en sera requis , & sans ordonnance de Justice , même d'en délivrer un extrait signé de lui , si les parties le demandent ; le tout sauf son salaire raisonnable , & ainsi qu'il est réglé par notre Déclaration du 17 du présent mois.

XXVI. Lorsque l'insinuation aura été faite dans les délais portés par les Ordonnances , même après le décès du Donateur ou du Donataire , la Donation aura son effet du jour de sa date , à l'égard de toutes sortes de person-

nes. Pourra néanmoins être insinuée après lesdits délais , même après le décès du Donataire , pourvu que le Donateur soit encore vivant ; mais elle n'aura effet en ce cas , que du jour de l'insinuation.

XXVII. Le défaut d'insinuation des donations qui y sont sujettes à peine de nullité , pourra être opposé , tant par les tiers acquéreurs & créanciers du Donateur , que par ses héritiers , Donataires postérieurs , ou légataires , & généralement par tous ceux qui y auront intérêt , autres néanmoins que le Donateur ; & la disposition du présent article , aura lieu encore que le Donateur se fût chargé expressement de faire insinuer la Donation , à peine de tous dépens , dommages & intérêts , laquelle clause sera regardée comme nulle & de nul effet.

XXVIII. Le défaut d'insinuation pourra pareillement être opposé à la femme commune en biens , ou séparée d'avec son mari , & à ses héritiers , pour toutes les Donations faites à son profit , même à titre de dot , & ce , dans tous les cas où l'insinuation est nécessaire , à peine de nullité ; sauf à elle ou à ses héritiers d'exercer leur recours , s'il y échet , contre le mari ou ses héritiers ; sans que sous prétexte de leur insolvabilité , la Donation puisse être confirmée en aucun cas , nonobstant le défaut d'insinuation.

XXIX. N'entendons néanmoins qu'en aucun cas ledit recours puisse avoir lieu , quand il s'agira de donations faites à la femme pour lui tenir lieu de bien paraphernal , si ce n'est seulement lorsque le mari aura eu la jouissance de cette nature de bien , du consentement exprès ou tacite de la femme.

XXX. Le mari , ni ses héritiers ou ayans cause , ne pourront en aucun cas , & quand même il s'agiroit de Donation faite par d'autres que par le mari , opposer le défaut d'insinuation à la femme commune ou séparée , ou à ses héritiers ou ayans cause , si ce n'est que ladite Donation eût été faite pour tenir lieu à la femme de bien paraphernal , & qu'elle en eût la libre jouissance & administration.

XXXI. Les Tuteurs , Curateurs , Administrateurs , ou autres , qui , par leur qualité , sont tenus de faire insinuer les donations faites par eux ou par d'autres personnes aux mineurs , ou autres , étant sous leur autorité , ne

pourront pareillement , ni leurs héritiers ou ayans cause , opposer le défaut d'insinuation ausdits mineurs ou autres Donataires dont ils ont eu l'administration , ni à leurs héritiers ou ayans cause.

XXXII. Les Mineurs , l'Eglise , les Hôpitaux , Communautés , ou autres qui jouissent du privilège des mineurs , ne pourront être restitués contre le défaut d'insinuation , sauf leur recours tel que de droit contre leurs Tuteurs ou Administrateurs , & sans que la restitution puisse avoir lieu , quand même lescdits Tuteurs ou Administrateurs , se trouveroient insolvable.

XXXIII. N'entendons comprendre dans les dispositions des articles précédens qui concernent l'insinuation , les pays du ressort de notre Cour de Parlement de Flandres.

XXXIV. Si les biens que le Donateur aura laissé en mourant , sans en avoir disposé , ou sans l'avoir fait autrement que par des dispositions de dernière volonté , ne fussent pas pour fournir la légitime des enfans , eu égard à la totalité des biens compris dans les Donations entre-vifs par lui faites , & de ceux qui n'y sont pas renfermés ; ladite légitime sera prise premièrement sur la dernière Donation , & subsidiairement sur les autres , en remontant des dernières aux premières ; & en cas qu'un ou plusieurs des Donataires soient du nombre des enfans du Donateur , qui auroient eu droit de demander leur légitime sans la donation qui leur a été faite , ils retiendront les biens à eux donnés , jusqu'à concurrence de la valeur de leur légitime , & ils ne seront tenus de la légitime des autres que pour l'excédent.

XXXV. La dot , même celle qui aura été fournie en deniers , sera pareillement sujette au retranchement pour la légitime dans l'ordre prescrit par l'article précédent ; ce qui aura lieu , soit que la légitime soit demandée pendant la vie du mari , ou qu'elle ne le soit qu'après sa mort , & quand il auroit joui de la dot pendant plus de trente ans , ou quand même la fille dotée auroit renoncé à la succession par son Contrat de Mariage , ou autrement , ou qu'elle en seroit excluse de droit , suivant la disposition des Loix , Coutumes ou Usages.

XXXVI. Dans le cas où la Donation des biens présens & à venir pour le tout ou pour partie , a été autorisée par l'article XVII. si elle comprend la totalité desdits

biens présens & à venir , le Donataire sera tenu indéfiniment de payer les légitimes des enfans du Donateur , soit qu'il en ait été chargé nommément par la donation , soit que cette charge n'y ait pas été exprimée ; & lorsque la donation ne contiendra qu'une partie des biens présens & à venir , le Donataire ne sera obligé de payer lesdites légitimes , au-delà de ce dont il en peut être tenu de droit , suivant l'article XXXIV. qu'en cas qu'il en ait été expressément chargé par la Donation , & non autrement ; auquel cas d'expression de ladite charge , le Donataire sera tenu directement , & avant tous les autres Donataires , quoique postérieurs , d'acquitter lesdites légitimes pour la part & portion dont il aura été chargé dans la Donation ; & si ladite portion n'y a pas été expressément déterminée , elle demeurera fixée à telle & semblable portion que celle pour laquelle les biens présens & à venir se trouveront compris dans la Donation ; sauf au Donataire , dans tous les cas portés par le présent article , de renoncer , si bon lui semble , à la donation.

XXXVII. Si néanmoins le Donataire , par Contrat de Mariage , de la totalité ou de partie des biens présens & à venir , déclare qu'il opte de s'en tenir aux biens qui appartiennent au Donateur au tems de la Donation , & qu'il renonce aux biens postérieurement acquis par ledit Donateur , suivant la faculté qui lui est accordée par l'article XVII. les légitimes des enfans se prendront sur lesdits biens postérieurement acquis , s'ils suffisent , sinon , ce qui s'en manquera , sera pris sur tous les biens qui appartiennent au Donateur dans le tems de la donation , si elle comprend la totalité desdits biens , & en cas que la Donation ne soit que d'une partie des biens , & qu'il y ait plusieurs Donataires , la disposition de l'article XXXIV. sera observée entre eux selon sa forme & teneur.

XXXVIII. La prescription ne pourra commencer à courir en faveur des Donataires contre les légitimaires , que du jour de la mort de ceux sur les biens desquels la légitime sera demandée.

XXXIX. Toutes Donations entre-vifs , faites par personnes qui n'avoient point d'enfans , ou de descendans , actuellement vivans dans le tems de la Donation , de quelque valeur que lesdites Donations puissent être , &

à quelque titre qu'elles aient été faites , & encore qu'elles fussent mutuelles ou remuneratoires , même celles qui auroient été faites , en faveur de Mariage , par autres que par les conjoints ou les ascendants , demeureront révoquées de plein droit par la survenance d'un enfant légitime du Donateur , même d'un posthume , ou par la légitimation d'un enfant naturel par Mariage subséquent , & non par aucune autre sorte de légitimation.

XL. Ladite révocation aura lieu , encore que l'enfant du Donateur ou de la Donatrice fut conçu au tems de la Donation.

XLI. La Donation demeurera pareillement révoquée , quand même le Donataire seroit entré en possession des biens donnés , & qu'il y auroit été laissé par le Donateur depuis la survenance de l'enfant : sans néanmoins que ledit Donataire soit tenu de restituer les fruits par lui perçus , de quelque nature qu'ils soient , si ce n'est du jour que la naissance de l'enfant , ou sa légitimation par Mariage subséquent , lui aura été notifiée par exploit ou autre acte en bonne forme ; & ce , quand même la demande pour rentrer dans les biens donnés , n'auroit été formée que postérieurement à ladite notification.

XLII. Les biens compris dans la Donation révoquée de plein droit , rentreront dans le patrimoine du Donateur , libres de toutes charges & hypothèques du chef du Donataire , sans qu'ils puissent demeurer affectés , même subsidiairement , à la restitution de la dot de la femme dudit Donataire , reprises , douaire , ou autres conventions matrimoniales ; ce qui aura lieu , quand même la Donation auroit été faite en faveur du Mariage du Donataire , & insérée dans le Contrat , & que le Donateur se seroit obligé comme caution par ladite Donation , à l'exécution du Contrat de Mariage.

XLIII. Les Donations ainsi révoquées ne pourront revivre , ou avoir de nouveau leur effet , ni par la mort de l'enfant du Donateur , ni par aucun acte confirmatif ; & si le Donateur veut donner les mêmes biens au même Donataire ; soit avant ou après la mort de l'enfant par la naissance duquel la Donation avoit été révoquée , il ne le pourra faire que par une nouvelle disposition.

XLIV. Toute clause ou convention par laquelle le

Donateur auroit renoncé à la révocation de la Donation , pour survenance d'enfant , sera regardée comme nulle , & ne pourra produire aucun effet.

XLV. Le Donataire , ses héritiers ou ayans cause , ou autres détenteurs des choses données , ne pourront opposer la prescription pour faire valoir la Donation révoquée par la survenance d'enfant , qu'après une possession de trente années , qui ne pourront commencer à courir que du jour de la naissance du dernier enfant du Donateur , même posthume ; & ce , sans préjudice des interruptions telles que de droit.

XLVI. N'entendons comprendre dans les dispositions de la présente Ordonnance , ce qui concerne les Dons mutuels & autres Donations faites entre mari & femme , autrement que par le Contrat de Mariage , ni pareillement les Donations faites par le pere de famille aux enfans étant en sa puissance , à l'égard de toutes lesquelles Donations il ne sera rien innové , jusqu'à ce qu'il y ait été autrement par Nous pourvû.

XLVII. Voulons au surplus que la présente Ordonnance soit gardée & observée dans tout notre Royaume , Terres & Pays de notre obéissance , à compter du jour de la publication qui en sera faite : abrogeons toutes Ordonnances , Loix , Coutumes , Statuts & Usages différens , ou qui seroient contraires aux dispositions y contenues ; sans néanmoins que les Donations faites avant ladite publication , puissent être attaquées , sous prétexte qu'elles ne seroient pas conformes aux regles par Nous prescrites , notre intention étant qu'elles soient exécutées ainsi qu'elles auroient pû & dû l'être auparavant , & que les contestations nées & à naître sur leur exécution , soient décidées suivant les Loix & la Jurisprudence qui ont eu lieu jusqu'à présent dans nos Cours à cet égard.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux les Gens tenans nos Cours de Parlement , Grand-Conseil , Chambre des Comptes , Cours des Aydes , Baillifs , Sénéchaux , & tous autres nos Officiers , que ces présentes ils gardent , observent , entretiennent , fassent garder , observer & entretenir , & pour les rendre notoires à nos Sujets , les fassent lire , publier & registrer : Car tel est notre plaisir. Donné à Versailles au mois de

Février, l'an de grace mil sept cent trente-un, & de notre Regne le feizième. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, PHELYPEAUX. *Visa*, CHAUVELIN. Et scellé du grand Sceau de cire verte.

Registrée, O i, & ce requerant le Procureur Général du Roi, pour être exécutée selon sa forme & teneur; & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Sénéchaussées du ressort, pour y être lue, publiée & registrée: Enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roi, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le neuvième jour de Mars mil sept cent trente-un. Signé, DUFRANC.



T A B L E.

A BSENT ,	page 1.
Accroissement , (voyez Tontines , page 294.)	2.
Acquêts , Propres & Conquêts ,	3.
Acquisition de Rentes ,	5.
Actes de Notoriété , Actes de Partages , Intitulés d'In- ventaires ,	9.
Acte de Célébration de Mariage .	17.
Aliénation ,	ibid.
Appel d'un Jugement ,	18.
Appel à l'Hôtel-de-Ville , (Voyez Payement des Rentes à l'Hôtel-de-Ville , page 201.)	ibid.
Arrérages ,	ibid.
Autorisation ,	21.
Bannis ,	23.
Bâtards ,	24.
Bénéfice d'Age , (Voyez Emancipation , page 109.)	25.
Bénéfice d'Inventaire , (Voyez Lettres de Bénéfice d'In- ventaire , page 169.)	ibid.
Bénéficiers décédés ,	ibid.
Bureau chez les Payeurs des Rentes ,	27.
Capitation , (Voyez Duplicata de Capitation , p. 101.)	
Causes de Rebut ,	28.
Certificats de Vie ,	32.
Classes ,	41.
Communauté de biens ,	44.
Communautés ,	47.
Comptes des Rentes ,	53.
Constitution ,	55.
Contraintes contre les Payeurs ,	56.
Contrats de Direction ,	60.
Contrats de Mariage ,	61.
Contrôle des Quittances de Finance ,	65.

<i>Contrôle des Rentes ,</i>	page 66.
<i>Contrôleurs des Rentes ,</i>	70.
<i>Coutume ,</i>	72.
<i>Curateurs ,</i>	73.
<i>Délégation ,</i>	75.
<i>Délivrance de Legs ,</i>	76.
<i>Deniers de Constitution ,</i>	81.
<i>Dépôt des Actes chez les Notaires de Paris ,</i>	87.
<i>Dépôts des Débets ,</i>	91.
<i>Dixième & Vingtème ,</i>	93.
<i>Donation ,</i>	96.
<i>Don mutuel ,</i>	98.
<i>Droits d'Aubaine , de Deshérence & de Bâtardise ,</i>	100.
<i>Duplicata de Capitation ,</i>	101.
<i>Emancipation ,</i>	109.
<i>Erreurs aux Noms de Baptême ou de Famille , faites dans les Actes ou Contrats ,</i>	111.
<i>Etrangers ,</i>	118.
<i>Exécuteurs Testamentaires ,</i>	123.
<i>Exécutoire de Dépens ,</i>	125.
<i>Extraits Baptistaires ,</i>	ibid.
<i>Extraits de Contrats de Constitution ,</i>	128.
<i>Extraits Mortuaires ,</i>	130.
<i>Femme ,</i>	133.
<i>Galere ,</i>	140.
<i>Garantie des Faits du Prince ,</i>	ibid.
<i>Garde ,</i>	142.
<i>Grosses de Contrats ,</i>	143.
<i>Hôtel-de-Ville ,</i>	146.
<i>Immatricules , Droits qui y sont attachés , & Droits d'Enregistrement de Saïfies & Main-levées ,</i>	149.
<i>Immeubles ,</i>	153.
<i>Insinuation ,</i>	156.
<i>Institution Contractuelle , (Voyez Contrats de Mariage , p. 61. Voyez aussi l'Ordonnance de 1731 , p. 355.)</i>	159.
<i>Interdits ,</i>	ibid.
<i>Inventaire ,</i>	160.
<i>Jouissance en faveur du survivant des deux Conjointes ,</i>	164.
<i>Légalisation ,</i>	167.
<i>Lettres de Bénéfice d'Inventaire ,</i>	169.
<i>Lettres d'Emancipation , ou de Bénéfice d'Age ,</i>	170.

<i>Lettres de Naturalité ,</i>	page 171.
<i>Lettres de Ratification ,</i>	175.
<i>Majeurs ,</i>	183.
<i>Main-levée ,</i>	184.
<i>Meubles ,</i>	185.
<i>Mineurs ,</i>	186.
<i>Mutations ,</i>	189.
<i>Négligens , (Voyez Tontines , page 294.)</i>	191.
<i>Notaires ,</i>	ibid.
<i>Opposition au Décret ,</i>	193.
<i>Opposition entre les mains des Payeurs , (Voyez Saïfies , page 265.)</i>	ibid.
<i>Opposition au Sceau des Lettres de Ratification ,</i>	ibid.
<i>Opposition à une Sentence rendue par défaut ,</i>	196.
<i>Ordre de Créanciers ,</i>	197.
<i>Paraphernaux , (Voyez Femme , page 133.)</i>	198.
<i>Partage ,</i>	ibid.
<i>Payement des Rentes à l'Hôtel-de-Ville ,</i>	201.
<i>Pouvoir ,</i>	208.
<i>Prescription , (Voyez Arrérages , page 18.)</i>	ibid.
<i>Prisonnier ,</i>	ibid.
<i>Procurations ,</i>	209.
<i>Procureur ,</i>	220.
<i>Quittances ,</i>	221.
<i>Quittances adhirées ,</i>	229.
<i>Receveurs des Rentes ,</i>	230.
<i>Reconstitution ,</i>	233.
<i>Religieux & Religieuses ,</i>	234.
<i>Remboursement de Rentes .</i>	239.
<i>Remplacement ,</i>	248.
<i>Renonciation à une Succession ;</i>	251.
<i>Rentes Constituées ,</i>	252.
<i>Rentes sur l'Hôtel-de-Ville ,</i>	253.
——— <i>Perpétuelles ,</i>	254.
——— <i>Viageres ,</i>	255.
——— <i>Viageres sur deux têtes ,</i>	257.
<i>Rentes sur le Clergé ,</i>	258.
<i>Rentes sur les Etats de Bourgogne , de Bretagne & de Lan-</i>	
<i>guedoc ,</i>	261.
<i>Rentes sur les Recettes Générales des Finances ,</i>	263.
<i>Saïfies & Oppositions sur les Rentes ,</i>	265.

<i>Sequestres, Dépositaires des Débets de Quittances, Receveurs des Consignations, & Commissaires aux Saisies réelles des Rentes,</i>	page 280.
<i>Syndics des Tontines,</i>	284.
<i>Substitutions,</i>	286.
<i>Successions,</i>	289.
<i>Testamens & Codiciles,</i>	293.
<i>Tontines,</i>	294.
<i>Transports,</i>	309.
<i>Trésor Royal,</i>	310.
<i>Tutelle,</i>	314.
<i>Addition à l'Article Lettres de Naturalité,</i>	316.
<i>Edit portant Création de la premiere Tontine, du mois de Novembre 1689,</i>	319.
<i>Déclaration pour faciliter la perception des Arrérages des Rentes Tontines, du 23 Juillet 1737,</i>	330.
<i>Arrêt du Conseil, du 13 Août 1749, portant Reglement pour les Tontines,</i>	334.
<i>Arrêt de la Chambre des Comptes, du 22 Février 1755, qui ordonne que toutes les Rentes créées par le Roi, sur les Aydes & Gabelles, sur les Postes, &c. conserveront leur nature d'immeubles,</i>	342.
<i>Arrêt de la Chambre des Comptes, du 17 Juin 1758, portant Reglement Général à observer par les Payeurs des Rentes Perpétuelles, Viageres & de Tontines,</i>	346.
<i>Ordonnance de Louis XV, pour fixer la Jurisprudence sur la nature, la forme, les charges ou les conditions des Donations, du mois de Février 1731,</i>	355.

E R R A T A.

- Page 152, ligne 11, au lieu de 13 Août 1746, porte, Article II, lisez 13 Août 1749, porte, Article XI.
- Page 216, ligne 6, au lieu de Tutrice de leurs Enfans mineurs, lisez Tutrice de tels & tels, leurs Enfans mineurs.
- Page 264, ligne 3, au mot *Rentes sur les Recettes Générales des Finances*, au lieu de elles ont été reduites au denier cent, lisez ce qui suit : Ces Rentes, aux termes de l'Arrêt du Conseil du 19 Novembre 1726, ne sont employées sur les Etats du Roi, & ne se payent que sur le pied du denier cent, au lieu du denier cinquante; ce qui n'est qu'une suspension du paiement de la moitié de la Rente, & non pas une réduction.
- Page 271, ligne 8, au lieu de 1740, lisez 1640.

IG Saurmont, Simon de
1780 Jurisprudence des rentes
543 par ordre alphabétique
1762

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
